

السنة الثامنة

LE SÉISME EN IRAN

Plusieurs milliers de morts dans l'est du pays

LIBRE PAGE 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,20 francs; Belgique, 1,50 francs; Tunisie, 1,30 francs; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Espagne, 40 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 rials; Italie, 400 li.; Japon, 200 y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,20 fl.; Portugal, 24 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 65 cts.; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 22 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4387-23 Paris Tél. Paris n° 45672 Tél. : 246-72-23

L'accord de Camp David prévoit la signature d'un traité de paix entre Le Caire et Jérusalem dans les trois mois

Pas de miracle

Ce n'est pas un miracle qui vient de se produire à Camp David, mais, dans la meilleure des hypothèses, l'enclenchement d'un long et délicat processus dans lequel le président Carter a engagé, beaucoup plus qu'il ne l'avait fait ses prédécesseurs, la responsabilité des États-Unis.

Le premier accord concerne les relations israélo-égyptiennes. Comme on pouvait le penser, il est le plus concret et le plus précis des deux, puisque M. Sadate s'engage à signer dans les trois mois un traité de paix avec Israël.

Le second accord-cadre conclut par les frères ennemis sous la médiation de M. Carter un accord au sens large de la résolution 242 des Nations Unies, qui prévoit bien de tels traités, mais dont l'interprétation est toujours controversée.

Mais c'est surtout de constance va avoir besoin maintenant le président américain. S'il relâche un peu ses efforts, il est plus que probable que la réunion de Camp David se soldera par un succès éphémère.

- Les Israéliens se retireront du Sinaï dans un délai de deux à trois ans mais ne se sont pas engagés à évacuer complètement Gaza et la Cisjordanie
• Les dirigeants de l'O.L.P. et la Syrie rejettent avec vigueur le compromis auquel le roi Hussein est invité à souscrire

Deux accords-cadres définissant les bases des futures négociations entre l'Égypte et Israël ont été conclus dimanche 17 septembre... d la surprise générale... d Camp David entre MM. Sadate, Begin et Carter.

nomie administrative à leurs habitants. Pendant cette période transitoire des négociations... auxquelles la Jordanie est invitée à se joindre... devront fixer le statut définitif de ces territoires.

L'ÉGYPTE, en revanche, les accords de Camp David sont le plus souvent interprétés comme un premier pas vers la conclusion d'une paix entre Le Caire et Jérusalem.

Une victoire « à l'arraché » pour M. Carter

Washington. — « Nos prières ont été exaucées bien au-delà de nos espoirs... » M. Carter était d'autant plus rayonnant en prononçant ces paroles dimanche soir que sa réussite venait de prendre complètement par surprise tous les observateurs de la presse et la plupart des respon-

De notre correspondant sables américains non partisans directs aux entretiens de Camp David. Même dans l'entourage de MM. Sadate et Begin, certains ne cachent pas leur stupeur. Mais si les Israéliens exultaient, les réflexions

amères de certains Égyptiens montraient bien quel camp avait le plus contribué au succès. Ce succès semble avoir été obtenu « à l'arraché », probablement dans les dernières vingt-quatre heures, par une sorte d'ultimatum de la délégation américaine. Le jour de jeudi avait fallu se limiter sur une crise, notamment après que le porte-parole de la délégation israélienne eut démenti publiquement qu'un futur Israël de Cisjordanie ait été envisagé.

Ballottage difficile à Nancy pour M. Jean-Jacques Servan-Schreiber (Lire page 11)

Un risque d'explosion au Liban

Beirut. — Les accords de Camp David ont provoqué une vive surprise à Beyrouth aussi bien dans les milieux libanais que palestiniens. Le ministre libanais des affaires étrangères, M. Fouad Boutros, n'a pu nous exprimer que son « étonnement » en attendant de plus amples renseignements.

et la sécurité d'Israël n'est pas plus importante que les droits nationaux du peuple palestinien. Cet accord ne changera rien au Proche-Orient, qui demeure un point chaud et de tension.

Le ministre libanais des affaires étrangères, M. Fouad Boutros, n'a pu nous exprimer que son « étonnement » en attendant de plus amples renseignements. Le porte-parole de l'O.L.P. M. Mahmoud Labadi nous a déclaré quant à lui : « Il n'y aura pas de paix juste et durable au Proche-Orient sans l'O.L.P. Cinq années d'auto-administration pour la Cisjordanie et Gaza sont inacceptables pour l'O.L.P. Cet accord bilatéral sert seulement les ambitions expansionnistes d'Israël au Proche-Orient. Le président Sadate ne s'exprime pas au nom du peuple palestinien et des Arabes. L'O.L.P. continue la résistance armée par tous les moyens, contre l'occupation sioniste,

Les informations sur les résultats du sommet américano-égypto-israélien sont parvenues à Beyrouth à 6 heures du matin, bien trop tard pour que la presse puisse en faire état. La surprise a été d'autant plus grande que, à l'instar des journaux du monde entier, ceux de Beyrouth tablèrent sur un échec : « Ultime tentative de Carter auprès de Sadate et Begin » titrait *Al Nahar*; et *As Saïr* : « Carter déploie des efforts considérables auprès de Sadate et Begin pour obtenir l'importation quel rés-itat. »

RENDRE A LA JUSTICE SA CRÉDIBILITÉ

« Changer l'esprit... » (Alexis de Tocqueville.)

par PIERRE ARPAILLANGE (*)

Sans doute n'est-il nullement nécessaire — et fort heureusement — d'être magistrat ou d'appartenir à une profession judiciaire pour avoir des idées sur la justice.

prise de conscience. Pour l'honneur du corps tout entier. Dans cette période, où je considère que la justice ne cesse de décliner, et où elle risque de sombrer, j'ai beaucoup réfléchi avant de m'exprimer, et ma conviction s'est faite que j'avais le devoir d'écrire cet article.

défaut d'autres moyens plus appropriés. La concertation, au ministère de la Justice, est inexistante. Les assemblées générales dans les juridictions n'ont aucune portée. L'information est jalousement gardée par quelques-uns, d'où ils croient tirer leur pouvoir.

Le nouveau Mitterrand. L'Abelle et l'Architecte est d'abord une œuvre d'écriture. Bonheur d'écrire, culture fulgurante, sagesse à la Montesquieu, éblouissement devant la vie, ce livre, à la suite de La Paille et le Grain fait partie des œuvres qui échappent au temps. François Mitterrand. L'Abelle et l'Architecte. Collection La Rose ou Poing. 408 pages, 48 F. FLAMMARION

AU JOUR LE JOUR Heureux événement Après des fiançailles longues et orageuses, le couple Sadate-Begin, d'un voyage de noces hasardeux, attend un heureux événement qui devrait se produire avant Noël. Le docteur Carter, qui a peiné sur la conception, fera sans doute tout ce qui est en son pouvoir pour éviter une fausse couche. Sa réputation professionnelle est en jeu. Lorsqu'on pratique l'insémination artificielle, on ne saurait trop prendre soin des bébés-éprouvettes. ROBERT ESCARPIT.

ENTRETIEN AVEC JOHN CAGE

Le hasard et la dévotion John Cage est à Paris où, pendant une semaine, il va assister et participer à une série de concerts qui lui sont consacrés, du 18 au 22 septembre, au Théâtre de l'Alhambra. L'occasion est unique de se faire, en cinq soirées, une idée assez complète de la réalité sonore d'une musique qu'on ne connaît bien souvent que par out-dira et dont les enregistrements ne donnent qu'un reflet figé, exactement aux antipodes de l'esprit, même des œuvres, souvent conçues de telle façon que toute reproduction littéraire en soit impossible. On pourra entendre des « classiques », comme les Sonatas et Interludes pour piano préparé ou Attes ecipitales avec l'ensemble Musique vivante, mais surtout des œuvres récentes — Etudes australas pour piano et Freeman Etudes pour violon — données pour la première fois à Paris et qui présentent de Cage un visage singulièrement différent de celui qu'on lui prête : toujours libre mais plus austère. John Cage a été rendu célèbre surtout par l'invention, en 1938, du « piano préparé » — un piano ordinaire entre les cordes duquel on introduit des morceaux de bois, des bouts de plastique ou de gomme, des vis, à des endroits bien précis. GÉRARD CONDÉ. (Lire la suite page 18.)

Dans « LE MONDE DE L'ÉCONOMIE » : Le rapport du F.M.I. : une analyse trop optimiste, par Paul Fabra. La proposition franco-allemande : un partage « équitable » des charges de la stabilisation monétaire, par Philippe Lemaître. (Pages 23 à 26.) Dans notre supplément spécial sur le SICOB : Les articles de Simon Nora et d'Alain Minc, Jacques Attali, Gérard Donnodieu, Jeanette Loot et Guy Souloye. (Pages 37 à 40.)

LES INTELLECTUELS A L'ÉLYSÉE

Répliques à... Philippe Nemo

Le 8 septembre, Philippe Nemo, l'un des invités de M. Giscard d'Estaing au déjeuner « intellectuel » de l'Élysée, publiait dans « Le Monde » un article invitant les détenteurs de la « mémoire

culturelle », dont une société de plus en plus dominée par la technologie est en passe de se couper, à « se frotter aux vrais problèmes dont la société française attend la solution », en sortant de la

< trop confortable et flatteuse réserve dont le marxisme leur avait fait vertu ». Ce texte a provoqué chez nos lecteurs de très nombreuses réactions.

LE MYTHE DE LA CAVERNE

par JEAN-MARIE BENOIST (*)

TELS les prisonniers de la caverne de Platon, déivrés soudain de leurs chaînes et ramenant peu à peu à la lumière de l'idée, les intellectuels français, guéris de leur marxisme dogmatique, se mettent à bégayer et à tüber lorsqu'ils s'approchent des « feux du pouvoir ».

Alors que leur libéralisme rétrogradé, après des décennies de sectarisme et de mauvaise foi, devrait les rendre serènes et souverains lorsqu'ils occupent une fonction de pouvoir, on les voit se mettre en quête de gré-gré justifications : l'un empoigne son Cohn-Bendit au vestiaire, l'autre se dérobe au dernier moment, un troisième tantonnera jusque sur les personnes officielles, parce que chacun d'entre eux se sent surveillé par ses pairs, et en grand danger d'être puni.

Pour qu'un libéralisme de dialogue et de concertation puisse enfin régner de manière constructive au pays d'« communication et d'antithème », il faudrait que cesse supérieurement l'ère du soupçon et que la mentalité de censure soit reléguée au rang des mauvaises manières. Nous en sommes loin, bien que des progrès manifestes semblent avoir lieu. On peut en tout cas attribuer la cause de ce comportement politique des intellectuels et de la classe politique à la lâcheté habituelle du tout ou rien propre au génie français.

Dans l'énoncé de ce qu'il appelle « la nouvelle responsabilité des élites », Philippe Nemo cède aussi à cette pente. Malgré un certain nombre de thèses éclairantes, sa réflexion repose sur des bases binaires qui prêtent aisément à la critique : l'alternative qu'il propose entre les « serviteurs de l'appareil bureaucratique-étatique » et les adeptes des télécommunications, pour faire partir des clichés éculés de McLuhan, n'en est pas moins simpliste et irréversible. Ce manichéisme primaire qui aboutit aux incantations de Fahrenheit déboucherait alors sur le dévot : « Je n'écris plus, je téléphone. » Nous n'en sommes heureusement pas là, cher Nemo, et le détour par la réflexion et la pratique du texte survivra à toutes les « déceptions » du monde moderne. Mieux, un savoir humaniste fondamental sera pour l'an 2000 la condition de la survie de notre civilisation. Cela suppose qu'un certain nombre de consentements béats à la « société technologique moderne » soient critiqués. Cela suppose que

les discours des nouveaux messieurs Homale sur le « capital intellectuel » et la « rentabilité » des connaissances se voient contestés par ceux-là mêmes qui ne se sentent pas seulement déposés d'une « mémoire culturelle », mais de l'invention créatrice. Tout se passe comme si, au lieu de voir les universitaires se complaire à un rôle d'« onguent de savoir », Nemo les invitait à rejoindre les « nauades de communication » qui sont, à ses yeux, le nouveau pouvoir et à mettre en batterie leur « mémoire culturelle » secondaires afin qu'elle serve à enrichir ou à compenser la mémoire primaire et instrumentale des technocrates et des ordinateurs. De la marge, venez donc au centre, et le « nouveau pouvoir » vous sera donné en partage.

Alternatives trop sommaires entre la marge et le centre. En somme, Nemo cherche à faire des intellectuels de nouveaux « intellectuels organiques », selon la triste expression de Gramsci. Or le fondation d'un laboratoire d'idées pour l'an 2000, entreprise louable nécessaire par l'état de la pensée politique dans les démocraties européennes, l'institution d'une manière de club de Rome de prospective socio-politico-culturelle, suppose un autre regard sur les choses de l'esprit. L'écart dans lequel se sont tenus les élites vis-à-vis de la

clité peut ne pas exclure l'engagement, mais à condition de subsister comme écart, c'est-à-dire comme « différence profonde » résistante aux amalgames et aux processus d'uniformisation. De plus en plus, le rôle des intellectuels sera celui de veilleurs, c'est-à-dire de vigilants et de lucides, mais aussi de vigiles capables d'anticipation. Nous connaissons la fin de l'époque de l'intellectuel engagé de style sartrien, du militant inconditionnel d'une cause, pour entrer dans l'ère où le ferment libéral vient à allier à la nécessaire et inventive référence du libéralisme.

Si nous abandonnons la vieille prospective par extrapolation pour entrer dans la prospective imaginative des élites rétrogrades, 2000 ou autre, à partir de laquelle on renonce en amont vers aujourd'hui, on mettra en place les chaînes nécessaires, l'une des questions fondamentales sera celle de la liberté, c'est-à-dire du maintien ou de la disparition d'un libéralisme politique reposant sur un fonctionnement pluraliste de la société. C'est dans la mesure où les libertés sont sauvegardées que les libertés auront au rétrograde un véritable rôle de veilleurs, et à la montée des conditionnements par une rationalisation anonyme et envahissante, que l'on nomme encore progrès, qu'il ne dérogeront pas à leur fonction de veilleurs.

Des valeurs de pacification

Par élitisme, l'entente n'est que la reconnaissance concrète et angulaire des cas, où l'exigence universelle des droits de l'homme devra être respectée et ses débris jugés, mais aussi toutes les procédures déontologiques et morales qui permettent d'enrayer les effets de la rationalité scientifique et technique lorsqu'elle a voulu faire de l'homme, au nom du progrès, un « maître et un possesseur de la nature », et parfois aussi de l'homme. Déontologie médicale, biologique et génétique, qui supposent, cher Nemo, beaucoup plus qu'une « mémoire culturelle » errachée aux Nouveaux Primaires, beaucoup plus qu'un regard tourné vers l'avenir, mais une invention élitique toujours renouvelée par l'imagination de l'avenir, et ressource dans l'interrogation kantienne qui pose la valeur universelle de l'homme comme prochain.

La même valeur d'imagination et de vigilance devra s'appliquer aux rapports entre le tiers-monde et le monde dit développé. Ce seront aux mêmes chercheurs, lorsqu'ils sauront maintenir par rapport au quotidien leur distance réflexive, qu'il appartiendra de réapporter aux hommes d'Europe et d'Amérique, comme eux mêmes eux-mêmes, le valeur des procédés d'industries ancestrales d'Afrique et d'Asie, les codes symboliques qui président à ces humbles et vitales pratiques beaucoup plus proches de la technologie et de la représentation médiévale que de la révolution industrielle du dix-neuvième siècle.

Déontologie, neutralité, recherche d'énergie nouvelles, introduction du qualitatif et du clinique, devront être abordés par ces élites et ces politiques dans un souci d'anticipation qui ne soit pas le paresseux courbe d'extrapolation à partir du présent, mais suppose rupture et eudece inventive. Enfin, et surtout, les valeurs qui seront au cœur de la civilisation de pierre, ouverte à l'échange avec le reste du monde, seront des valeurs de pacification. A défaut de grands desseins héroïques susceptibles de mobiliser les peuples dans des aventures nationalistes et guerrières, ce seront des valeurs féminines, inscrites sous l'étendard d'une félicité retrouvée, celle capable de trans-

(*) Écrivain, philosophe.

condance et de méditation. En ce sens, la femme est bien l'avenir de l'homme : des Sabines qui s'intéressent aux Irlandaises du Nord qui entravent l'action destructrice des jumeaux catholiques et protestants s'inscrit dès le début de notre ère la possibilité d'une contre-histoire. Celle de la paix, de la fraternité et de la tolérance, valeurs symbolisées par la femme.

Aujourd'hui, des signes de fraternité spirituelle, quelque balbutiants qu'ils soient, sont venus éclairer l'horizon sombre des conflits : Sade avec Beghin et Carter, à Camp David, c'est la reconnaissance mutuelle des trois prières d'Abraham, la juive, la chrétienne et l'islamique. Un laboratoire d'idées devra s'emparer des champs d'étude où le mémoire culturelle sert le spiritualité et aide le siècle à dépasser les limites basses de la politique politicienne. C'est ainsi que depuis des années l'état-major égyptien s'employait à mieux connaître les racines de la civilisation hébraïque, et que des universitaires israéliens, conseillers du Prince, travaillaient à une connaissance exhaustive des traditions de l'islam. Le geste spectaculaire de paix n'aurait pas eu lieu sans ces intellectuels déterminés à travailler avec le politique sans pour autant se contredire.

Europe des droits de l'homme, de Phobos capot, Europe de la croissance qualitative et sectorielle capable d'aider le tiers-monde à se délier des scénarios mercantiles ou totalitaires. Définition de la liberté, c'est-à-dire d'un libéralisme politique d'avant-garde par opposition au simple libéralisme économique, et supposent, pour notre salut, le début de nouvelles centralisations et la réinvention de ce micro-éditisme où le respect de l'autre et la tolérance sont pratiqués concrètement ; détour par le savoir gratuit et non rentabilisé, manifestant moins la positivité du capital intellectuel que la dépense joueuse et inventive, et ce que Becheled appelle le « droit de rêver ». Abandon du tout ou rien globaliste qui étouffe la recherche en matière d'énergie nouvelles, et réinvention du jellissement multiple et divers des sources d'énergie et des foyers qui reconstruisent par la structure sociale et politique qu'ils impliquent le Moyen Âge européen et la richesse culturelle du tiers-monde. Recherche d'une éthique et de la fois concrète et singulière par la connaissance de l'autre, et universelle par l'espérance de son exigence en valeur débouchant sur un traité de paix perpétuelle.

Ce sont là quelques-unes des propositions qui pourraient par leur étude venir en aide à tous ceux, hommes d'État et responsables, qui souhaitent que le dernier quart du siècle soit celui de l'audace, de l'initiative et de l'inventive, et non de la rationalité plate et linéaire. Cela suppose que les intellectuels demeurent ce qu'ils ont presque toujours su être : des humanistes, des éducateurs, et parfois des prophètes.

Le pouvoir et les lettres

par MANUEL DE DIÉGUEZ (*)

QU'ON le veuille ou non, et par la seule force des choses, l'initiative du président de la République de recevoir des écrivains à sa table constitue une nouveauté importante dans le paysage intellectuel français, dans le politique culturel de l'État et donc dans le politique tout court.

Il est dans le logique de la société libérale que le premier rang dans l'ordre des prestiges sociaux se porte inévitablement vers les détenteurs de la puissance économique. Cette situation se répète même dans l'univers de la création. A la limite, ramener un texte à un imprimeur et le distribuer aux libraires devient une activité plus digne de

considération que d'écrire l'Homme révolté ou le Voyage au bout de la nuit. Peu à peu, les écrivains deviennent les habitants émaciés d'un royaume de l'esprit placé sous l'entière dépendance du commerce d'une marchandise : le livre. L'Église des Lettres, doit alors s'efforcer de convaincre ses banquiers qu'elle est payée d'investir quelquefois dans le prestige. Mais comme le valeur intellectuelle et littéraire des œuvres est le plus souvent inversement proportionnelle à leur valeur commerciale, et comme la finalité normale des entreprises est le profit, le problème des divergences naturelles d'intérêts entre les droits de la pensée et l'entreprise capitaliste devient nécessairement insoluble à la longue.

L'écrivain ne peut compter sur personne

Dans cette situation, l'écrivain ne peut compter ni sur les socialistes, qui craignent de paraître illégitimes à leur élection s'ils tentent de révoquer les droits de l'esprit, aristocratiques par nature. Ni sur les communistes, qui ne sont pas au service de la véritable culture, mais seulement de la classe ouvrière, et qui comptent bien mettre un jour les écrivains au service exclusif des intérêts de cette classe, ce qui les ferait seulement changer de servitude — ce genre-là ne sont pas près de fonder une maison d'édition d'État qui ne serait pas dirigée par un fonctionnaire et qui serait soustraite au profit dans une totale liberté idéologique. Ni sur le droit aristocratique, qui honore les écrivains du bout des lèvres, mais les considère, en fait, comme des fournisseurs idéologiques. Ni sur le droit libéral, qui est passé de bonnes intentions anciennes, afin de ne dégrader ni ses emblemes ni ses ennemis. Ni sur le public, asservi au livre de grande consommation et plus épris de loisir que de réflexion. Ni sur l'État, qui d'un trait de plume, a confié à l'éditeur le rôle d'employeur de l'écrivain, réduisant celui-ci, au point de vue fiscal, au rang de simple salarié. Ni, enfin, sur lui-même, puisque les écrivains, déconnectés de l'action, apparemment indisciplinés, incapables de formuler des revendications communes et ferocement égoïstes, sont impuissants par nature à jamais œuvrer efficacement pour l'amélioration de leur condition ou la reconnaissance des droits et privilèges du talent.

Dans ce contexte, les écrivains pourraient tenir pour désirable la stratégie du chef de l'État à leur égard — ce en quoi ils auraient le plus grand tort. Toute action qui agit sur le vrai ressort des civilisations — à savoir leur hiérarchie des valeurs — est, en réalité, une initiative politique fondamentale. Quand de jeunes auteurs de moins de trente ans sont les hôtes de l'Élysée, il en découle pour l'ensemble de l'Église de l'Intelligence un prestige qui modifie les rapports de force. Or, le pouvoir politique propre du chef de l'État, c'est d'agir sur la hiérarchie des valeurs par le choix qu'il fait de ceux qu'il honore.

Opposant, les difficultés de cette politique sont grandes : elles exigent un effort de réflexion sur les expériences que la France a connues dans cet ordre. Les écrivains sont avant tout des individus. Ils méritent d'être connus pour eux-mêmes plutôt que par out-dieu. Dans une société où les rangs étaient infiniment plus pétrifiés qu'aujourd'hui, Louis XIV avait réalisé une sorte de prosaïque politique : ne pouvant inviter les écrivains avec les corps de l'État et au milieu des Grands sans les réjouir protocolairement au dernier rang, il les recevait dans des couples intimes où Racine passait avant les ducs et les princes.

L'État n'a toujours pas résolu le problème de ses rapports avec les lettres pénales. « Ah ! Monsieur, vous qui pourriez être quelque chose... » dit un conseiller municipal de Genève à M. de Voltaire. De nos jours, il est toujours plus important, aux yeux de l'État, d'être quelque chose plutôt que quelqu'un. Enfin, toute action culturelle directe et durable du chef de l'État exige qu'il lise les auteurs qu'il convie à sa table et qu'il les choisisse selon son goût, qui est peut-être bon. Ou'il ne soit pas au service de la mode, mais de la postérité. Sinon celle-ci l'accusera d'avoir honoré indistinctement Racine et Crébillon.

Opposant, les difficultés de cette politique sont grandes : elles exigent un effort de réflexion sur les expériences que la France a connues dans cet ordre. Les écrivains sont avant tout des individus. Ils méritent d'être connus pour eux-mêmes plutôt que par out-dieu. Dans une société où les rangs étaient infiniment plus pétrifiés qu'aujourd'hui, Louis XIV avait réalisé une sorte de prosaïque politique : ne pouvant inviter les écrivains avec les corps de l'État et au milieu des Grands sans les réjouir protocolairement au dernier rang, il les recevait dans des couples intimes où Racine passait avant les ducs et les princes.

L'État n'a toujours pas résolu le problème de ses rapports avec les lettres pénales. « Ah ! Monsieur, vous qui pourriez être quelque chose... » dit un conseiller municipal de Genève à M. de Voltaire. De nos jours, il est toujours plus important, aux yeux de l'État, d'être quelque chose plutôt que quelqu'un. Enfin, toute action culturelle directe et durable du chef de l'État exige qu'il lise les auteurs qu'il convie à sa table et qu'il les choisisse selon son goût, qui est peut-être bon. Ou'il ne soit pas au service de la mode, mais de la postérité. Sinon celle-ci l'accusera d'avoir honoré indistinctement Racine et Crébillon.

(*) Écrivain.

Pour en savoir plus sur la revue, ses débats, son "réseau" demandez notre lettre d'information 73 rue de Tubige Paris 3^e

autrement Panseurs de secrets et de douleurs

Guérisseurs, voyants et rebouteux de nouveaux interlocuteurs ? La résurgence aujourd'hui d'une médecine parallèle, imprégnée de savoirs et de croyances populaires, qui se préoccupe plus des malades que des maladies. Le retour du sacré et de l'irrationnel.

abonnement n° 13 35 F Diffusion Éditions, commandé n° anciens, abonnements (12 F par an) La Revue 27, rue Jacob Paris 6^e ou à la rédaction 73, rue de Tubige Paris 3^e

Demandez aussi les deux derniers numéros, très "actuels" « Alors, on n'a pas école aujourd'hui ? » (n° 13 - 35 F Un bilan des écoles et lieux parallèles) et « Avec nos sabots... » (n° 14 - 35 F Les citadins aux champs).

Une mémoire bien amnésique

par YVON QUINIOU (*)

L'ESSENTIEL du propos de Philippe Nemo tend à faire de l'« mémoire culturelle » d'une société. Permettez à un intellectuel communiste de faire remarquer que cette « mémoire » comporte, chez lui, d'étranges oublis. J'en distinguerai au moins deux, solidaires, et dont le dernier est, si l'on peut dire, « multiple ».

1) Oubli que la culture est, dans son sens large, « élaboration » de la nature, et donc « travail » — ce qui l'identifie à l'œuvre civilisatrice — et qu'au sens étroit (la culture des « intellectuels ») elle ne saurait être que le moment « théorique (ou idéologique) de ce travail général de transformation du monde dans lequel elle est à la fois déterminante et déterminée.

Ce qui rend particulièrement illusoire l'alternative dans laquelle on voudrait enfermer les « élites » actuelles (absence ou présence à une société technologique), mais les oblige à ce choix toujours renouvelé et toujours actuel depuis Marx (et l'actualité ce n'est pas la modernité d'une mode passagère, mais ce qui nous enracine dans l'horizon historique et ses problèmes réels) : sa contribution (spécifique) à sa transformation active, consciente et révolutionnaire, conformément

à ses lois essentielles d'évolution » telles que le matérialisme historique les a mises à jour ; ou coopération à sa « transformation passive » (si l'on peut risquer cette expression), c'est-à-dire sa transformation politiquement conservatrice, maintenant l'essentiel des rapports sociaux d'un mode de production. La culture n'est pas fondamentalement

« mémoire », c'est-à-dire répétition, miroir du passé, et donc reproduction (du passé et, du coup, par la médiation de l'idéologie, du présent), mais production, action, et, si elle s'assume en profondeur, projet de révolution. Du moins, telle est la définition qui doit « normer » et « finaliser » le travail de l'intellectuel.

Des réalités abruptes

2) Oubli, à l'abri de cette obsession du passé alimentant une image idéalisée du présent, des réalités économiques, sociales et politiques de ce même présent — de la situation — au sens gramscien du terme, qui englobe le long terme historique où se font les choix stratégiques : où sont la lutte des classes, l'exploitation, la pauvreté, le SMIC à 1 700 F, le chômage, la frustration massive de culture pour les masses populaires victimes du capitalisme, les effets de l'impérialisme, le Chili ? En passe, et de plus terrifiantes, Cachés derrière des mots qui se veulent rien dire : les « paradoxes de la croissance », la « société technologique », voilà

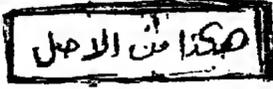
d'innocents euphémismes pour masquer, en les désignant aussi, des réalités autrement abruptes, où il y a de l'humain mutilé, opprimé et exploité, et pour lesquels il existe des « oméga » qui font comprendre et qui donnent une prise réelle ! Il est vrai qu'ils sont plus monotones, dans leur vérité même et dans la pertinence de la réalité qu'ils désignent ! Mais l'intelligence n'a que faire du champagne (amer) des mots : elle veut étendre le réel pour le transformer.

Ces deux oublis convergent, finalement, dans un refoulement qui les éclaire : celui du politique tel que le marxisme en signale

l'enjeu : réaction ou progrès, capitalisme ou socialisme. Ce n'est pas un hasard si Ph. Nemo était le maître d'œuvre du repas chez Giscard ! Mais laissons le repas et marquons l'enjeu, le projet d'intégration des intellectuels à l'ordre capitaliste par l'intégration d'une culture fonctionnant comme contrepoint idéologique où s'assureraient, dans l'imagination, les révoltes (contre la condition humaine ?) en lieu et place d'un discours analytique et critique prenant la cause de la révolution (de la société) et la préparant. Par-là, Nemo s'inscrit dans le dispositif stratégique mis en place par une « commission trilatérale » aux États-Unis en 1976 (où siègent, entre autres, R. Aron et R. Barre) — pour contraindre l'engagement à gauche des intellectuels dans les pays de l'impérialisme occidental. Par où font remonter la politique (et la lutte des classes), qu'on ne saurait durablement refouler.

Dites-vous bien, Nemo, qu'il y aura toujours, à gauche, des intellectuels pour contraindre l'Amérique dans nos têtes à un nom de « communistes dans leur tête et dans leur intelligence » ! Autre oubli à ne pas commettre !

(*) Professeur de philosophie, membre du P.C.F.



étranger

LA FIN DES ENTRETIENS DE CAMP DAVID

LA CONFÉRENCE DE PRESSE DES TROIS SIGNATAIRES

M. Carter estime que ses prières ont été exaucées « au-delà de toute espérance »

Washington (Reuter, A.F.P.). — Le président Carter a déclaré dimanche soir 17 septembre que le sommet de Camp David avait réussi au-delà de toutes les espérances. Le chef de l'exécutif américain a fait cette déclaration à la télévision avant de signer, à la Maison Blanche, avec le prési-

dent Sadate et M. Begin deux documents établissant un « cadre pour la paix au Proche-Orient ». Le chef de l'Etat égyptien et le chef du gouvernement israélien étaient présents à ses côtés devant les caméras installées dans le salon est de la Maison Blanche. M. Carter, pale et les traits tirés, a déclaré que lorsque le sommet avait débuté, treize jours plus tôt, il avait demandé au monde entier de prier pour la réussite de cette rencontre sans précédent. « Ces prières ont été exaucées bien au-delà de toute espérance », a-t-il dit.

et la paix célèbre une grande victoire pour les citoyens de l'Égypte et d'Israël et toute l'humanité. » M. Begin a déclaré que des problèmes devraient encore être réglés. « Mais Camp David prouve que n'importe quel problème pourrait être résolu s'il y a de la bonne

volonté, de la compréhension et une certaine sagesse. » D'humour jovial, M. Begin a estimé que le président Carter avait « travaillé plus durement que nos ancêtres qui construisaient les pyramides en Égypte. Il a travaillé jour et nuit et nous de même. »

Il a indiqué que le président Sadate et lui-même s'étaient rendu conjointement « toute la semaine dans leurs chalets respectifs, qu'ils s'étaient serrés la main et qu'ils pouvaient de nouveau dire : « Nous sommes unis. »

La cérémonie de signature a eu ensuite lieu. M. Carter, Sadate et Begin, assis autour d'une petite table, ont signé les copies des documents que le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, faisait circuler.

Le premier des deux documents est, on le sait, intitulé « Cadre pour la paix au Proche-Orient ». Le second est « Cadre pour la conclusion d'un traité de paix entre l'Égypte et Israël. » Ce document, a encore dit M. Carter, « résout toutes les questions entre les deux pays, à l'exception de quelques lignes qui doivent être liras sur une carte et des colonies (au Sinaï). »

Après la cérémonie, qui a duré une demi-heure, les trois hommes ont échangé une poignée de main « triangulaire » sous les applaudissements.

Les principaux points des deux accords

La Knesset israélienne devra se prononcer sur l'évacuation des colonies du Sinaï

Washington (A.F.P.). — Voici, de source autorisée américaine, les principaux points des deux accords signés dimanche 17 septembre à la Maison Blanche à l'issue du sommet de Camp David.

A. — Accord sur « un cadre pour la paix au Proche-Orient ».

— Ce texte définit les principes pouvant servir de base à des traités de paix entre Israël et ses voisins, principalement la Jordanie dont le souverain, le roi Hussein, est invité à se joindre aux négociations.

— Les habitants de la Cisjordanie et de la bande de Gaza recevront le droit à une pleine autonomie administrative pendant une période transitoire de cinq ans, mais le statut définitif de ces deux zones fera l'objet, durant la période transitoire, de négociations entre l'Égypte, Israël, la Jordanie (si elle se joint aux discussions) et les représentants palestiniens de ces régions.

— Pendant cette période transitoire, Israël maintiendra une présence militaire dans des garnisons spécifiées, la sécurité intérieure étant assurée par une police locale.

— Israël s'engage à ne pas créer de nouvelles colonies de peuplement pendant les négociations menant à l'autogouvernement de ces deux régions.

B. — Accord sur « un cadre pour la conclusion d'un traité de paix entre l'Égypte et Israël. »

— Les deux pays s'engagent à signer un traité de paix dans les

trois mois. Le principal point de désaccord demeurant est la condition égyptienne qu'Israël s'engage à évacuer ses colonies de peuplement dans le Sinaï, point sur lequel la Knesset devrait se prononcer dans les quinze jours.

— Israël rétablira la souveraineté égyptienne sur la totalité du Sinaï et effectuera un premier retrait substantiel de troupes trois à neuf mois après la signature du traité de paix. Des relations normales, notamment diplomatiques, seront alors établies entre les deux pays.

— Le reste des troupes israéliennes sera retiré du Sinaï dans un délai de deux à trois ans suivant la signature du traité. Diverses zones de sécurité seront établies dans le Sinaï dont les bases aériennes seront placées sous supervision civile égyptienne.

C. — Dispositions générales.

— Les deux accords sont fondés sur le respect de la résolution 242 des Nations unies.

— Il n'y aura pas de troupes américaines stationnées au Proche-Orient.

— Le sort de la partie Est de Jérusalem fera l'objet d'un échange de lettres, non spécifié.

oir et les les



(Dessin de KONK.)

dent Sadate et M. Begin deux documents établissant un « cadre pour la paix au Proche-Orient ». Le chef de l'Etat égyptien et le chef du gouvernement israélien étaient présents à ses côtés devant les caméras installées dans le salon est de la Maison Blanche. M. Carter, pale et les traits tirés, a déclaré que lorsque le sommet avait débuté, treize jours plus tôt, il avait demandé au monde entier de prier pour la réussite de cette rencontre sans précédent. « Ces prières ont été exaucées bien au-delà de toute espérance », a-t-il dit.

que la Jordanie serait invitée à se joindre à la dernière phase des négociations sur la rive occidentale et Gaza, en même temps que des représentants des Palestiniens. Il a ajouté que le traité définitif sur la rive occidentale et Gaza entrerait dans le cadre d'un traité de paix israélo-jordanien.

volonté, de la compréhension et une certaine sagesse. » D'humour jovial, M. Begin a estimé que le président Carter avait « travaillé plus durement que nos ancêtres qui construisaient les pyramides en Égypte. Il a travaillé jour et nuit et nous de même. »

Il a indiqué que le président Sadate et lui-même s'étaient rendu conjointement « toute la semaine dans leurs chalets respectifs, qu'ils s'étaient serrés la main et qu'ils pouvaient de nouveau dire : « Nous sommes unis. »

Il a estimé que les deux accords, qui devaient être signés, représentaient un « résultat important pour la cause de la paix, un résultat que personne n'aurait cru possible il y a un an, ou même un mois ».

M. Carter a cependant souligné que de profondes divergences demeurent et que d'importants problèmes étaient encore à régler.

Le premier document, a souligné le président des États-Unis, garantit la sécurité d'Israël. Cela a été promis sans réserve, avec le plus grand enthousiasme par le président Sadate, « leader d'une des plus grandes nations du monde ».

La Knesset devra se prononcer dans les deux semaines sur la question des colonies de peuplement, a encore précisé le président Carter. Décrivant les deux documents, il a indiqué qu'ils traitaient du problème palestinien « sous tous ses aspects ». Après une période transitoire de cinq ans, le gouverne-

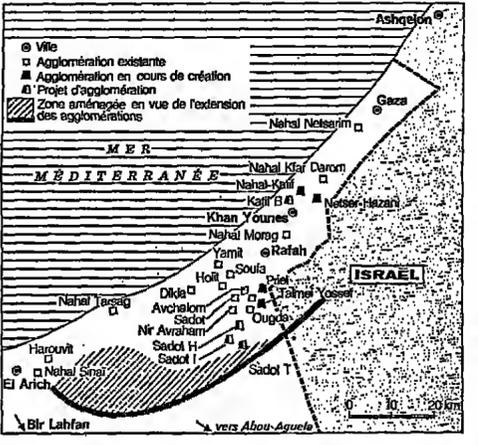
ment militaire israélien sera retiré de la rive occidentale et de la bande de Gaza, et une autorité disposant d'une autonomie complète y sera élue. Les Palestiniens auront le droit de prendre part à la détermination de leur propre avenir », a-t-il affirmé.

Le président Carter a indiqué que la Jordanie serait invitée à se joindre à la dernière phase des négociations sur la rive occidentale et Gaza, en même temps que des représentants des Palestiniens. Il a ajouté que le traité définitif sur la rive occidentale et Gaza entrerait dans le cadre d'un traité de paix israélo-jordanien.

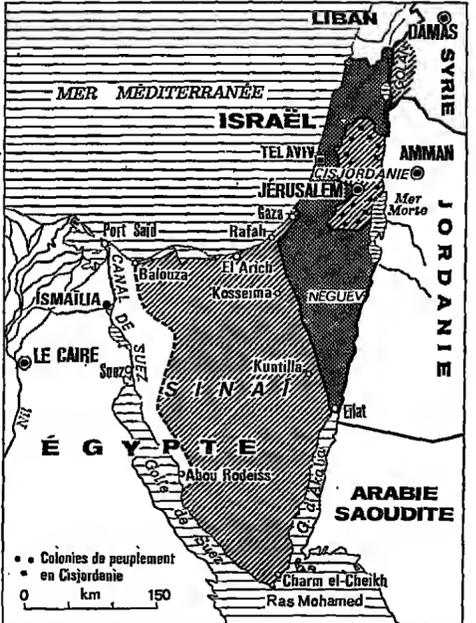
Un « moment historique » Pour sa part, le président Sadate a décrit la présence des trois dirigeants réunis dans le salon est de la Maison Blanche comme un « moment historique ». « Vous avez été des plus courageux, a-t-il dit à M. Carter. Le défi était grand et les risques étaient élevés, mais telle était aussi votre détermination. La signature (des documents) revêt une signification allant bien au-delà de l'événement en soi. Elle annonce le début d'une nouvelle initiative de paix. »

M. Begin, qui a appelé l'accord un « grand événement historique », s'est engagé à tenter de signer le traité de paix avant même l'expiration de la période convenue de trois mois. « La conférence de Camp David devrait être rebaptisée conférence Jimmy-Carter », a-t-il dit, l'air radieux. Le président des États-Unis l'a emporté

Les colonies israéliennes en Cisjordanie et au Sinaï



Les deux cartes indiquent les principales colonies israéliennes installées en Cisjordanie, dans le Sinaï et la bande de Gaza. Sur la carte générale, la ligne pointillée à l'ouest du Sinaï correspond au retrait actuel des forces israéliennes après les accords de désengagement conclus notamment en août 1978.



Une victoire « à l'arraché » pour M. Carter

(Suite de la première page.)

Toujours est-il que M. Carter aida jeudi de jouer son va-tout : par l'intermédiaire du vice-président Mondale, il fit savoir ses deux invités que la réunion serait terminée dimanche et l'un accord devrait être conclu le 18, faute de quoi chacun devrait accepter les conséquences.

Cette limite de temps fut annoncée samedi matin à la presse par un ton qui laissait prévoir l'échec plutôt que le succès. « Il est pas possible de dire à ce sujet les efforts déployés pour résoudre les divergences aboutissent », indiquait alors M. Jody Powell. Si le porte-parole de Carter mentionnait la possibilité qu'un ou plusieurs documents soient publiés à l'issue des avais, il ne pouvait confirmer les « progrès apparents » annoncés une semaine plus tôt aient toujours valables.

Dès samedi soir, toutefois, dès que le soleil couchant du bbat eut permis à M. Begin de prendre ses activités, le président américain avait avec lui un entretien exceptionnellement long (quatre heures trente). Le lendemain dimanche, il conféra avec Sadate à deux reprises, le matin et l'après-midi, non sans avoir ndu entre temps une visite-lair (six minutes seulement) à Begin dans sa villa.

C'est sans doute à ce moment e l'arrangement final intervint, nme en témoignait la visite que Begin se décida à faire à son ur à M. Sadate. Les deux rmmes ne s'étaient pratiquemnt pas adressés la parole pent dix jours et l'on peut se de-nder si le premier ministre sélien n'avait pas voulu par ce te remercier son partenaire avoir fait les concessions déci-

sives. Un peu avant 22 h. 30 la même nuit (le 17) à Paris, M. Carter, Begin et Sadate débarquaient du même hélicoptère sur la pelouse de la Maison Blanche et signaient les deux accords (plus de dix pages de textes), les premiers jamais signés au sommet entre un pays arabe et Israël.

M. Carter prenant la parole le premier sous les applaudissements nourris de nombreux invités, confirmait le rôle actif des États-Unis dans l'affaire et signalait lui aussi les deux accords en qualité de « témoin ». M. Sadate, aussitôt après, saluait ce « moment historique » et félicitait M. Carter d'avoir installé l'Amérique « au cœur du processus de règlement ». M. Begin fut le plus exubérant des trois, s'adressant à la foule en hébreu, et égrenant ses deux partenaires, notamment M. Sadate, avec un zèle qui sembla les embarrasser quelque peu.

De nombreuses explications sont attendues au cours de la journée de lundi sur les résultats de ce sommet, notamment de la part de M. Sadate, qui tiendra une conférence de presse, et de M. Carter, qui s'adressera dans la soirée au Congrès. En attendant ces interventions et la publication des textes des accords, quelques conclusions peuvent être dégagées :

1) M. Sadate s'est engagé non seulement à poursuivre les négociations avec Israël — ce qui était l'objectif minimum des Américains — mais à conclure un traité de paix avec lui dans les trois mois, sans avoir obtenu que l'on croyait être une condition sine qua non de l'Égypte : la promesse d'un retrait israélien complet de Cisjordanie et de Gaza. C'est donc bien le président égyptien qui a fait l'essentiel du chemin. M. Begin a fait tout de même

certaines concessions. La plus importante est d'avoir admis que la résolution 242 devrait servir de base aux négociations avec la Jordanie, donc qu'un retrait « de territoires » devait intervenir sur tous les fronts, y compris la Cisjordanie. D'autre part, le plan Begin a été quelque peu modifié dans un sens plus favorable aux thèses arabes. Des limites en route du régime d'autonomie en Cisjordanie, Israël abandonnera ses fonctions de police, qui seront transférées à une force locale « en liaison » avec Israël, la Jordanie et l'Égypte. Une force de l'ONU prendra place également dans la région (il n'est plus question de forces américaines) et Israël ne maintiendra ses troupes qu'en certains endroits bien précis. Il y a donc bien un retrait partiel, mais rien n'est dit sur ce qui se passera après la période intermédiaire de cinq ans.

L'accord du roi Hussein ? Les négociations qui se dérouleront pendant cette période entre Israël, la Jordanie et les Palestiniens vivant dans la région porteront surtout sur la création d'un gouvernement autonome. Cependant, a ajouté M. Carter, elles permettront aux Palestiniens de « participer à la détermination de leur avenir ». On espère, bien sûr, que le roi Hussein participera à ces négociations. Sa visite est attendue à Washington dans quelques semaines, mais M. Carter aimerait être assuré de son accord avant son arrivée.

3) Le traité de paix avec l'Égypte, et surtout le fait que sa conclusion soit envisagée avant trois mois, constitue le résultat le plus important de ce sommet.

La façon même dont a été présentée le seul obstacle subsistant dans cette voie (l'exigence égyptienne que les colonies juives du Sinaï soient démantelées) et la réponse qui a été faite par les Israéliens (la Knesset se prononcera sur ce point avant deux semaines) donnent à penser que le problème pourrait être réglé, avec même l'approbation du premier ministre israélien. On voit mal le Parlement de Jérusalem refuser, pour cette seule raison, la paix très réelle que lui offre le Caire : il suffit de dire que M. Sadat a promis des relations diplomatiques avec l'Etat juif dans les neuf mois qui suivront la signature du traité de paix, et alors qu'Israël n'aura opéré qu'un premier retrait important du Sinaï. L'évacuation complète prendra, elle, deux à trois ans après le traité.

3) Le lien à établir entre les deux accords-cadres sera une des questions importantes à éclaircir dans les prochains jours. L'Égypte demandera-t-elle que les négociations aient progressé sur la Cisjordanie pour signer son traité de paix avec Israël ou bien consentira-t-elle à ce que les deux questions soient entièrement distinctes ? Le problème a appelé des réponses différentes de la part de « hauts responsables » de l'administration américaine qui donnaient dimanche soir des explications aux journalistes. Selon l'un d'eux, ces deux accords sont distincts. Selon l'autre, « personne ne désire les séparer ». C'est pourtant le seul critère qui permettra à M. Sadate de confirmer si l'Égypte s'en tient à sa position traditionnelle ou si elle s'est au contraire engagée à Camp David, comme beaucoup le pensent, sur la voie d'une paix séparée.

MICHE TATJ.

amnes

« Dans les bibliothèques toutes neuves de la féminité, il n'y avait pas de livres aussi frais, aussi directs que celui de notre amie Mariella. »

Le Nouvel Observateur

Mariella Righini
Ecoute ma différence

GRASSET

être femme enfin

PROCHE-ORIENT

LA FIN DES ENTRETIENS

JÉRUSALEM : la satisfaction domine en dépit des concessions faites par M. Begin

De notre correspondant

dire que nous nous otons apporté la paix.

Une « nouvelle diplomatie »

Les hommes ne sont pas tout à fait impuissants face au cours supposé de l'histoire. Encore faut-il qu'ils aient le courage d'agir pendant qu'il en est temps et qu'ils ne baissent pas les bras devant la fatalité. Telle pourrait être le leçon de l'étrange sommet de Camp David, qui resta comme un remarquable exemple de « nouvelle diplomatie ».

Le pessimisme le plus profond avait accueilli l'initiative de M. Carter : « *Entreprises risquées* », faisaient remarquer les plus indulgents ; « *opération donquichottesque* », ajoutaient les réalistes ; « *manœuvre pré-électorale* », rouspétissaient d'autres experts. Sans doute, il n'empêche que sur le terrain la situation ne cessait de se détériorer et qu'un nouveau conflit se dessinait de plus en plus nettement.

Ce sera le mérite de Jimmy Carter que de n'avoir pas accepté l'inevitabilité d'une nouvelle guerre et d'avoir eu le courage de se mettre lui-même au pied du mur, en même temps qu'il y mettait MM. Carter et Sadate. Certes, il est dans l'intérêt bien compris des Etats-Unis d'éviter une nouvelle confrontation au Proche-Orient. Mais beaucoup le tenaient pour inévitable, la diplomatie traditionnelle n'ayant pas su exploiter le geste pourtant décisif du président Sadate, se rendant chez l'ennemi pour lui proposer la paix dans la dignité.

Les douze journées de Camp David prolongent le voyage du Raïa à Jérusalem : là aussi il y a rupture avec un scénario écrit à l'avance et avec des méthodes de négociation stériles au profit d'une « personnalisation » des responsabilités. De celles de MM. Sadate et Begin, bien sûr, mais aussi de celles du président des Etats-Unis. Or, on se réjouisse ou qu'on le déplore, le rôle de Washington dans une éventuelle solution du problème du Proche-Orient est essentiel, déterminant. En engageant son prestige — un peu déclinant — dans la partie, M. Carter a officialisé cette donnée. C'est loin d'être négligeable : il devra dorénavant répondre de l'attitude des dirigeants israéliens, dont va dépendre en grande partie le « transformation » des résultats encore ambigus de Camp David.

La « nouvelle diplomatie » à laquelle M. Carter a eu recours va sans doute faire hausser bien des épaules et soulever bien des ricanements. Il est vrai qu'elle ignore pour le moment l'un des principaux acteurs — le principal victime, aussi — du drame du Proche-Orient : le peuple palestinien. On voit mal cependant au nom de quels principes le condamner ou le saboter, à moins que la but non évoué de ces intrançais censeurs soit la « réorption » de l'Etat d'Israël.

JACQUES AMALRIC.

Jérusalem — « Inoxydable »

« *Camp David s'achève sur un succès* », « *Ce n'est pas encore la paix, mais les bases en sont jetées* » : ces mots ont émaillé les premiers bulletins de la radio israélienne annonçant, ce lundi matin, le résultat du sommet. Pour les Israéliens, il s'agit incontestablement d'une surprise, car le ton des informations diffusées par la presse au cours des derniers jours était au pessimisme — même s'il était moins marqué — que celui de la conférence. Les nouvelles diffusées depuis l'aube par la radio ont même tranché nettement sur les dernières indications plutôt pessimistes fournies par les journaux du matin qui, en raison de leurs délais d'impression, n'ont pas été en mesure de faire état de la conclusion du sommet.

Depuis 5 heures du matin, la radio a diffusé en permanence nouvelles et réactions diverses. Exceptionnellement, la télévision a commenté ses programmes de 7 heures pour retransmettre la conférence de presse de MM. Carter, Begin et Sadate et les images des sourires et poignées de main échangées.

Les Israéliens ont donc appris à leur réveil que le résultat de la conférence tripartite dépassait nettement l'objectif minimum auquel on s'attendait : une simple déclaration permettant la poursuite des négociations. Cette fois, le cadre des négociations paraît assez satisfaisant. Parmi les points de l'ensemble de l'opinion cet événement est le plus important depuis la visite du président Sadate à Jérusalem en novembre dernier.

Les premières réactions dans les milieux politiques sont encore prudentes. Chacun remarque que les véritables négociations ne font que commencer, que des difficultés très importantes doivent être surmontées et que, enfin, des désaccords subsistent entre Israël et l'Egypte, notamment à propos des implantations israéliennes dans le nord du Sinaï. Certains observateurs redoutent, par ailleurs, que le document signé à Camp David ne passe, aux yeux de l'opinion arabe, pour un accord séparé avec l'Egypte, ce que le président Sadate a toujours voulu éviter.

Les premières impressions des hommes politiques israéliens vont de la satisfaction à l'étonnement devant le nombre des « concessions » faites par M. Begin. A ce sujet, de sérieuses réserves sont émises, même au sein de l'opposition travailliste. Par ailleurs, certains membres de la coalition gouvernementale, M. Sima Krichik, ministre des finances, est le plus étonné. Il n'hésite pas à déclarer : « *Je ne suis pas sûr que ce soit un accord séparé avec l'Egypte, ce que le président Sadate a toujours voulu éviter.* »

M. Ariel Sharon, ministre de l'Agriculture, l'un des plus intrançais au sein du gouvernement Begin et le promoteur le plus actif des implantations en territoire occupé, ne désapprouve pas l'accord, bien qu'il signale le fait de ces implantations. Il a déclaré : « *Ce sont les efforts faits par le gouvernement depuis un an en matière d'implantations qui ont permis à M. Begin de faire preuve aujourd'hui de générosité et de souplesse sans mettre en danger la sécurité d'Israël.* » Il confirme ainsi l'opinion qu'il a toujours défendue en affirmant qu'il fallait se dé-

cher de créer des colonies en territoire occupé avant la conclusion d'un accord. M. Moshe Arens, député du Likoud et président de la commission des affaires étrangères à la Knesset, s'est déclaré surpris en ajoutant qu'il ne s'attendait pas à « *d'assez grandes concessions de la part d'Israël.* » Il remarque, ce propos, que ces concessions, auxquelles le gouvernement s'était jusqu'à toujours refusé, auraient pu être faites il y a six mois au moins. En outre, il s'inquiète de savoir si l'accord signé par les Egyptiens est vraiment irrévocable ou s'il dépend du résultat des négociations à venir. Il craint que la paix ne puisse encore être « *remise en question.* »

Un « prix trop lourd »

Parmi les personnalités de l'opposition, M. Itzhak Rabin, ancien premier ministre, a déclaré qu'il approuvait cet accord, tout en soulignant qu'Israël avait fait d'importantes concessions, notamment en vendant les aérodromes du Sinaï. Cependant, il a « *éjecté* » chaleureusement M. Begin pour le résultat obtenu. Il note que le succès réside surtout dans l'accord égypto-israélien, tandis que, par ailleurs, Israël conserve une « *liberté de manœuvre* », puisque la question de la souveraineté sur la Cisjordanie reste en suspens.

M. Shimon Peres, chef de l'opposition travailliste, se montre plus réservé et plus critique. « *Je me félicite* », a-t-il dit, « *que les habitants des diverses implantations ne soient pas inquiétés devant « le prix trop lourd qui semble avoir été payé par Israël ».* » M. Peres, avec une certaine ironie, remarque que l'accord concilie est très éloigné du programme électoral du Likoud. Les réserves qu'il formule ne sont pas aussi étonnantes qu'il y paraît, car il a souvent, au cours des derniers mois, critiqué le plan de paix de M. Begin en déclarant que celui-ci pouvait mener à la création d'un Etat palestinien. Les dirigeants du mouvement Shaïon-Archiv (mouvement pour la paix maintenant) ont félicité

Un silence exceptionnel

Dans les territoires occupés et en Cisjordanie notamment, les réactions sont encore rares. Les responsables palestiniens de l'O.L.P. se refusent pour le moment à toute déclaration. Les personnalités modérées, comme M. Elias Frej, maire de Bethléem, approuvent dans leurs grandes lignes les habitants des diverses implantations en déclarant qu'il s'agissait d'un « *pas important vers la paix.* » Mais M. Frej a ajouté qu'il attendait de connaître le détail du plan d'autonomie remis avant de se prononcer.

Les voleurs entrent...



veille pour les mettre en fuite avant le vol, le pillage ou même l'agression.

Il y a toujours une voie de pénétration possible pour les cambrioleurs décidés et équipés. C'est pour les mettre en fuite immédiatement qu'ALARME 2000 a été mise au point les radars hyperfréquences miniaturisés DI 60 (Autonomie de 2 ans sur piles, sans installation et adaptables à tous les types de locaux).

ALARME 2000 : une technologie d'avant-garde pour faire face à leur diabolique habileté. Vous pensez protection, vous devez connaître les étonnantes possibilités du DI 60.

ALARME 2000 4, rue Sédin 75016 Paris

ALARME 2000 assure en exclusivité la distribution de ses produits qu'aucun revendeur n'est habilité à vous proposer.

NOM

PRÉNOM

RUE

N°.....Code Postal

VILLE

La résolution 242 des Nations unies

Voici le texte de la résolution adoptée le 23 novembre 1967 par le Conseil de sécurité des Nations unies (résolution 242). Elle a servi jusqu'à présent de base à toutes les tractations en vue de la paix au Proche-Orient :

« *Le Conseil de sécurité, exprimant l'inquiétude que continue de lui causer la grave situation au Moyen-Orient ;*

« *Soulignant l'indivisibilité de l'acquisition de territoires par la guerre et la nécessité d'ouvrir pour une paix juste et durable permettant à chaque Etat de la région de vivre en sécurité ;*

« *Soulignant en outre que tous les Etats membres, en acceptant la Charte des Nations unies, ont contracté l'engagement d'agir conformément à l'article 2 de la charte (1) ;*

« *1) Affirme que l'accomplissement des principes de la charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants :*

« *a) Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit (2) ;*

« *b) Cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque Etat de la région et de son droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de force ;*

« *2) Affirme en outre la nécessité :*

« *a) De garantir la liberté de*

navigation sur les voies d'eau internationales de la région ;

« *b) De réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ;*

« *c) De garantir l'indivisibilité territoriale et l'indépendance politique de chaque Etat de la région par des mesures comprenant notamment la création de zones démilitarisées ;*

« *3) Prie le secrétaire général de désigner un représentant spécial pour se rendre au Moyen-Orient afin d'y établir et d'y maintenir des rapports avec les Etats intéressés en vue de l'obtenir un accord et de secondariser les efforts tendant à aboutir à un règlement pacifique et conforme aux dispositions et aux principes de la présente résolution ;*

« *4) Prie le secrétaire général de présenter aussitôt que possible au Conseil de sécurité un rapport d'activité sur les efforts du représentant spécial. »*

(1) L'article 2 de la charte définit les principes qui doivent régir les relations pacifiques entre Etats et condamne notamment l'emploi de la force.

(2) La version anglaise de ce paragraphe s'énonce ainsi : « *Withdrawal of Israeli armed forces from territories occupied in the recent conflict.* » L'absence de l'article défini « the » avant les mots « *territoires occupés* », etc., a suscité beaucoup de commentaires. Peut-il comprendre « *des* » ou « *dans* » ? L'interprétation de ce passage est surtout deux considérations (condamnation de l'acquisition de territoires par la guerre et de l'emploi de la force) montre que le texte est malaisé à interpréter que ne l'ont écrit certains auteurs.

Contre le froid et le bruit doublez vos vitrages avec Isobaie T 32 ou TA 32

Vous réduirez de 50% les pertes de chaleur dues aux vitrages, vous diminuerez les bruits de la rue de 32 décibels... et vous paierez moins d'impôts.

Spécialiste Isobaie-glaces Saint-Gobain

Sté Paris Isolation

B.P. 343 - 75625 Paris Cedex 13

Tél. 336.44.55

Devis gratuit sur demande

Pose : Paris et grande banlieue

Offre exceptionnelle pose gratuite jusqu'au 30-9-78

Comptez environ 810 F TTC pour isoler une fenêtre moyenne (2 fois 180 x 50 cm) avec Isobaie T 32 (verre de 4 mm). Prix indicatif ou 1.978 avec pose gratuite (prix spéciaux cliniques, hôtels, collectivités, administration).

صوكا من الاصل

M. Begin pour sa décision de geler les implantations. Ce résultat correspond à l'un des principaux thèmes de leurs diverses manifestations. Ils ajoutent : « *La majorité du peuple israélien est prête à faire des concessions importantes.* » A l'extrême gauche, un dirigeant du Rakah (formation essentielle composée de membres du parti communiste et de militants antisionistes) a désapprouvé totalement l'accord de Camp David en déclarant : « *Le président Sadate a tendu la cause palestinienne.* »

Dans les milieux de l'extrême droite de la coalition gouvernementale les réactions sont franchement négatives et Mme Geula Cohen, députée du Likoud, a déclaré : « *Il s'agit d'un suicide national.* » Ce n'est pas un traité de paix mais un traité de guerre. » Elle souhaite que la Knesset vote la défiance au gouvernement et accuse particulièrement le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, d'être « *responsable de cette compromission.* » Les militants du Gouche Emononim (Bloc de la foi) se réunissent ce lundi pour examiner la situation. Ses dirigeants estiment qu'il n'est pas possible d'arrêter les implantations et affirment que l'accord qui vient d'être conclu est « *très dangereux.* » Le Comité d'action des localités de Rafiah (nord du Sinaï) s'est réuni également ce lundi, mais a déjà dénoncé la conclusion du sommet de Camp David en ajoutant que M. Begin n'avait pas respecté les engagements qu'il avait pris à l'égard des habitants des diverses implantations en territoires occupés avant de partir pour les Etats-Unis.

Un silence exceptionnel

Dans les territoires occupés et en Cisjordanie notamment, les réactions sont encore rares. Les responsables palestiniens de l'O.L.P. se refusent pour le moment à toute déclaration. Les personnalités modérées, comme M. Elias Frej, maire de Bethléem, approuvent dans leurs grandes lignes les habitants des diverses implantations en déclarant qu'il s'agissait d'un « *pas important vers la paix.* » Mais M. Frej a ajouté qu'il attendait de connaître le détail du plan d'autonomie remis avant de se prononcer.

Les journaux du soir, qui ont part en fin de matinée, ont publié sur toute leur première page les photographies des trois hommes d'Etat à la fin de la conférence. Le Maariv titre sur toute sa « *une* » : « *Israël et l'Egypte ont signé un accord de paix dans trois mois.* » Mais, d'autre part, le journal s'inquiète des rumeurs faisant état de la démission de M. Ibrahim Kamel, ministre égyptien des affaires étrangères. Le Yediot Aharonoth titre : « *La paix avec l'Egypte dans trois mois.* » et cite l'appel de M. Begin à la population d'Israël, ce lundi matin, dans lequel il a déclaré : « *Citoyens d'Israël, en cette heure matinale, je viens vous*

ment cette issue. Combien de fois depuis dix mois avons-nous pu entendre dans la bouche d'Egyptiens de toute condition : « *Quatre guerres, ça suffit* », « *Assez souffert pour le moment* », « *L'Egypte d'abord* », « *Qu'on en finisse une fois pour toutes* », « *Les autres Arabes se joindront et s'il n'y a pas de nous* ». L'attente en dents de scie de ces derniers mois n'avait fait qu'accentuer ces sentiments, même si grandiose l'irritation à l'égard de M. Begin.

Certes, il n'y aura pas au Caire que des « *intellectuels de gauche* » pour déplorer que la création d'un Etat palestinien ait été apparemment renvoyée sine die, que la Jérusalem arabe et le Golan syrien aient été « *oubliés* », que le Sinaï ne doive être totalement évacué que dans deux ou trois ans. Mais on peut gager, sans grand risque d'erreur, que le principe de la paix en bonne et due forme conclue avec Israël va rester populaire.

Les mots magiques de traité de paix vont scintiller longuement et intensément dans l'esprit d'un peuple pacifique s'il en est, recréé d'épreuves et accablé de misères. Il apparaîtra aux exigences politiques d'évaluer les risques futurs courus par une « *Egypte seule* », tels que l'éventuelle suspension de l'aide soviétique, et l'Etat ne se satisfait pas des résultats du sommet de Camp David. Le Caire moyen, lui, pour peu que les autorités l'y incitent, va sans doute réserver au rais un de ces accueils à la fois massifs et déboussolés qu'il a le secret, et que le Caire n'avait plus connus depuis le retour de Jérusalem, en novembre dernier.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

LE CAIRE : une « divine surprise »...

De notre correspondant

ment cette issue. Combien de fois depuis dix mois avons-nous pu entendre dans la bouche d'Egyptiens de toute condition : « *Quatre guerres, ça suffit* », « *Assez souffert pour le moment* », « *L'Egypte d'abord* », « *Qu'on en finisse une fois pour toutes* », « *Les autres Arabes se joindront et s'il n'y a pas de nous* ». L'attente en dents de scie de ces derniers mois n'avait fait qu'accentuer ces sentiments, même si grandiose l'irritation à l'égard de M. Begin.

Certes, il n'y aura pas au Caire que des « *intellectuels de gauche* » pour déplorer que la création d'un Etat palestinien ait été apparemment renvoyée sine die, que la Jérusalem arabe et le Golan syrien aient été « *oubliés* », que le Sinaï ne doive être totalement évacué que dans deux ou trois ans. Mais on peut gager, sans grand risque d'erreur, que le principe de la paix en bonne et due forme conclue avec Israël va rester populaire.

Les mots magiques de traité de paix vont scintiller longuement et intensément dans l'esprit d'un peuple pacifique s'il en est, recréé d'épreuves et accablé de misères. Il apparaîtra aux exigences politiques d'évaluer les risques futurs courus par une « *Egypte seule* », tels que l'éventuelle suspension de l'aide soviétique, et l'Etat ne se satisfait pas des résultats du sommet de Camp David. Le Caire moyen, lui, pour peu que les autorités l'y incitent, va sans doute réserver au rais un de ces accueils à la fois massifs et déboussolés qu'il a le secret, et que le Caire n'avait plus connus depuis le retour de Jérusalem, en novembre dernier.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

CAMP DAVID

ISRAËL

ALARME 2000

veille pour les mettre en fuite avant le vol, le pillage ou même l'agression.

Il y a toujours une voie de pénétration possible pour les cambrioleurs décidés et équipés.

C'est pour les mettre en fuite immédiatement qu'ALARME 2000 a été mise au point les radars hyperfréquences miniaturisés DI 60 (Autonomie de 2 ans sur piles, sans installation et adaptables à tous les types de locaux).

ALARME 2000 : une technologie d'avant-garde pour faire face à leur diabolique habileté.

Vous pensez protection, vous devez connaître les étonnantes possibilités du DI 60.

ALARME 2000 assure en exclusivité la distribution de ses produits qu'aucun revendeur n'est habilité à vous proposer.

NOM

PRÉNOM

RUE

N°.....Code Postal

VILLE

Comptez environ 810 F TTC pour isoler une fenêtre moyenne (2 fois 180 x 50 cm) avec Isobaie T 32 (verre de 4 mm). Prix indicatif ou 1.978 avec pose gratuite (prix spéciaux cliniques, hôtels, collectivités, administration).

صوكا من الاصل

ALARME 2000

veille pour les mettre en fuite avant le vol, le pillage ou même l'agression.

Il y a toujours une voie de pénétration possible pour les cambrioleurs décidés et équipés.

C'est pour les mettre en fuite immédiatement qu'ALARME 2000 a été mise au point les radars hyperfréquences miniaturisés DI 60 (Autonomie de 2 ans sur piles, sans installation et adaptables à tous les types de locaux).

ALARME 2000 : une technologie d'avant-garde pour faire face à leur diabolique habileté.

Vous pensez protection, vous devez connaître les étonnantes possibilités du DI 60.

ALARME 2000 assure en exclusivité la distribution de ses produits qu'aucun revendeur n'est habilité à vous proposer.

NOM

PRÉNOM

RUE

N°.....Code Postal

VILLE

Comptez environ 810 F TTC pour isoler une fenêtre moyenne (2 fois 180 x 50 cm) avec Isobaie T 32 (verre de 4 mm). Prix indicatif ou 1.978 avec pose gratuite (prix spéciaux cliniques, hôtels, collectivités, administration).

صوكا من الاصل

ALARME 2000

veille pour les mettre en fuite avant le vol, le pillage ou même l'agression.

Il y a toujours une voie de pénétration possible pour les cambrioleurs décidés et équipés.

PROCHE-ORIENT

Iran

Le chah déclare qu'il n'a pas l'intention d'abdiquer

Le calme revient à Téhéran, où le couvre-feu imposé depuis le 8 septembre a été révoqué pour la seconde fois d'une heure. Dans une interview accordée samedi 16 septembre à TF 1, le chah a déclaré, démentant certaines rumeurs, qu'il n'avait pas l'intention d'abdiquer et que son fils lui succéderait « dans les délais prévus ». Comme on lui demandait s'il pourrait régner indéfiniment par le peuple, le souverain a répondu : « Non, et c'est pourquoi nous avons introduit la démocratisation et que nous la poursuivons ».

Le nouveau gouvernement présidé par M. Djalafar Charif Kazazi a obtenu samedi la confiance du Majlis (Parlement) par 176 voix contre 16 et 2 abstentions. Soixante-trois députés étaient absents. Pour répondre aux parlementaires de l'opposition qui avaient critiqué la proclamation de la loi martiale, le premier ministre a présenté aux députés un rapport des services de sécurité faisant état d'un complot communiste.

À Tabriz, une patrouille militaire a été attaquée, vendredi, par trois hommes en uniforme, qui ont tué six officiers de la sécurité et un civil. Deux des assaillants ont été tués.

À Qom, Fayetollah Charif Madari a indiqué qu'il refuserait de coopérer avec le nouveau gouvernement et que le premier ministre, M. Charif Kazazi, n'était pas digne du pouvoir. « Pour empêcher que le sang coule, a-t-il déclaré à un groupe de journa-

listes, il faut que le chah règne mais ne gouverne pas. » Sept opposants, membres du Comité iranien pour la défense des droits de l'homme, se sont réfugiés chez Fayetollah et ont menacé de faire une grève de la faim si ces droits n'étaient pas restaurés.

À MOSCOW, le Pravda a publié le 11 septembre son premier commentaire sur les événements d'Iran. Le journal met en cause les États-Unis et les milieux impérialistes pour lesquels « l'Iran joue exclusivement un rôle stratégique comme source de matières premières », mais évite de porter un jugement sur l'attitude du chah.

À TIRANA, le quotidien du parti albanais du travail, Zeri i Popullit, écrit : « Le vrai salut de l'Iran passe par la lutte armée et le régime d'un régime réactionnaire. » Le journal dénonce « les impérialistes américains, les sociaux-impérialistes soviétiques et les révisionnistes chinois pour leur soutien au régime sanoussien iranien ».

À LONDRES, plusieurs députés de la gauche travailliste ont critiqué le message de sympathie que le premier ministre, M. Callaghan, a adressé samedi au chah, et demandent que la reine annule la visite qu'elle doit faire en Iran au printemps prochain.

À ROME, près de trois mille personnes ont manifesté, samedi après-midi, contre « le régime de répression du chah et l'appui que lui apporte l'impérialisme américain ».

Le P.S. s'élève contre les « calomnies » de « l'Humanité »

Le comité directeur du P.S. a adopté samedi 16 septembre une résolution dans laquelle il « réaffirme son ferme soutien à la lutte du peuple iranien pour la démocratie, la liberté et la justice ». « Le régime du chah en Iran ne peut masquer la volonté de tout un peuple de mettre fin à une dictature sanguinaire », ajoute le parti socialiste.

« Le comité directeur regrette que le groupe des partis socialistes et sociaux-démocrates à l'Assemblée européenne n'ait pas pu proposer un débat sur la situation en Iran afin de proposer un débat lors de la prochaine session. »

listes français avec certains de leurs camarades européens et tentant de débiter d'argences de la violation des droits de l'homme en Iran. Il s'élève contre l'interprétation calomnieuse faite dans le journal l'Humanité du déroulement des débats au sein de l'Assemblée européenne.

« Les parlementaires socialistes français, qui ont toujours défendu à l'Assemblée européenne les positions de leur parti, déposeront une question orale reprenant leur précédente proposition de résolution sur la situation en Iran afin de proposer un débat lors de la prochaine session. »

M. RENÉ ANDRIEU : le poids des partis sociaux-démocrates

Dans l'éditorial de l'Humanité du 18 septembre, M. René Andrieu écrit : « Le comité directeur assure aujourd'hui que les partis socialistes français n'ont pas provoqué un débat sur l'Iran lors de la prochaine session. Mais pourquoi renvoyer à demain ce qui aurait pu être fait hier ? Parce que les communistes le proposent ? »

« Il y a plus grave. Le comité directeur a regretté que le groupe socialiste à l'Assemblée européenne n'ait pas voulu débattre de la violation des droits de l'homme en Iran. Mais rien n'empêchait les socialistes français de déposer eux-mêmes un texte, s'ils ne voulaient pas se rallier au nôtre. Ils ne l'ont pas fait. »

« C'est ici sans doute que s'est exercé une fois de plus le poids des partis sociaux-démocrates au pouvoir en Europe. »

DE CAMP DAVID

Un risque d'explosion au Liban

(Suite de la première page.)

L'impression générale est exprimée en ces termes : « C'est une paix séparée égypto-israélienne. » Des deux accords conclus à Camp David, seul le second concerne les relations égypto-israéliennes et le Sinaï. En effet, des chances de passer au stade de l'application, estime-t-on dans les milieux bien informés de Beyrouth. Ceux-ci n'ignorent certes pas les difficultés à surmonter, même sur ce plan limité et bilatéral, sur le voie de la paix ; le premier test devant être le voie de la Knesset dans les quinze jours sur le démantèlement des colonies de peuplement juives dans le Sinaï. Ils estiment néanmoins qu'elles ne sont pas insurmontables.

Quant au premier accord concernant le Cisjordanie et Gaza, il requiert, pour recevoir un début d'application, la participation du roi Hussein de Jordanie qui n'est pas acquiescé à celle des Palestiniens de l'intérieur. Il est, de plus, assorti d'un long délai — cinq ans ; ce qui devrait permettre d'entreprendre entre-temps l'exécution de l'accord sur le Sinaï dont les délais sont deux fois plus courts. Le refus pré-

visible de l'accord sur le Cisjordanie et Gaza par le Syrie et l'O.L.P. ne devrait pas empêcher mais favoriser l'application de l'accord sur le Sinaï. De son côté, le président Sadate pourra toujours se prévaloir d'avoir échappé à Israël les concessions préjudiciables à l'établissement d'un Etat palestinien et rejeter sur l'O.L.P. et la Syrie la responsabilité de n'en avoir pas voulu. « La présidence égypto-israélienne pour le Proche-Orient n'est rien d'autre que la couverture que nous avons constamment prévue, pour permettre au président Sadate de conclure sa paix séparée avec Israël », déclarait-on lundi matin de source palestinienne.

On note effectivement qu'il est seulement question de la Jordanie et des Palestiniens de l'intérieur, dans l'exercice de l'autonomie administrative durant la période transitoire de cinq ans et dans les négociations sur le statut futur de la Cisjordanie et de Gaza. Les Palestiniens de l'extérieur, y compris ceux de Jordanie, qui représentent les deux tiers d'un total de trois millions de personnes ne sont pris en considération ni dans le cadre de l'O.L.P. ni même hors de ce cadre.

On voit mal, en outre, l'intérêt du roi Hussein à se joindre au règlement proposé, et celui-ci aurait exprimé récemment en privé cette réserve, craignant une tentative de règlement du problème palestinien au détriment de son trône.

Au Liban, les craintes sont bien plus vives encore. « Mais c'est l'implantation pure et simple des Palestiniens dans les pays d'accueil », a déclaré de prime abord un haut responsable qui a refusé d'être cité avant d'avoir procédé à des consultations.

Les accords de Camp David constituent, en effet, le maximum de ce que l'on redoutait à Beyrouth où l'on se souvient que des accords bien moins vastes et importants — ceux des engagements dans le Sinaï en septembre 1975 — avaient déclenché une relance de la guerre libanaise. Certes on prévoyait dans les deux cas — échec ou succès à Camp David — une explosion au Liban que les défits entre le Front libanais et Damas au sujet du renouvellement de la Force arabe de dissuasion (FAD) semblent avoir rendue inévitable. Mais tous les observateurs sont d'accord pour estimer que, des deux hypothèses, celle du succès — et surtout d'un succès comportant pratiquement une paix séparée égypto-israélienne — même le plus sûrement à la configuration.

Que l'on pense à la manœuvre de diversion, à la nécessité de paralyser le Syrie ou à la réaction palestinienne, c'est en tout cas au Liban que des événements devraient se produire. Alors que, en cas d'échec et de réconciliation arabe, on aurait pu imaginer une détente qu'Israël eût eu intérêt à empêcher de se transformer en stabilisation, mais qui n'en aurait pas moins donné l'espoir d'un certain apaisement. Le radio phalangiste soulignait dès lundi matin que le sommet de Camp David

se répercuterait certainement au Liban, mais sans dire de quelle façon.

Quant à la Syrie, dont la Golan occupé n'est même pas signalé dans les accords, sa réaction ne pouvait être que violemment négative. Le complot du Front de la liberté (Syrie, Algérie, Libye, Yémen du Sud, O.L.P.), convoqué pour le 20 septembre, dans la capitale syrienne, n'en prend que plus d'importance.

Enfin, une grande incertitude demeure quant à la position qu'adoptera l'Arabie Saoudite. Celle-ci s'était mise pour la première fois à découvrir en approuvant publiquement le sommet de Camp David. Mais, eu cours des derniers jours, la presse saoudienne, prévoyant l'échec, soulignait le nécessité de reconstituer la solidarité arabe. Les résultats spectaculaires obtenus in extremis obtiendraient-ils l'égal saoudien ?

LUCIEN GEORGE.

La Libye a affirmé dimanche 17 septembre que l'imam Moussa el Sadr, président du conseil supérieur chiite du Liban, disparu mystérieusement, avait bien quitté Tripoli pour Rome le 31 août dernier. Dans une communication officielle publiée par le secrétaire (ministère) aux affaires étrangères libyennes — et citée par l'agence d'information libyenne Jana — la Libye déclare qu'elle « met en jeu tout son poids, de concert avec les forces islamiques et progressistes, pour connaître le sort de l'imam et assurer sa vie ainsi que celle de ses compagnons ». « Nous sommes, ajoute-t-elle, en contact permanent avec le gouvernement italien à ce sujet et accordons à l'affaire une grande importance. » Le communiqué ajoute que « les rumeurs répandues par certains milieux suspects et trompeurs ont pu être en partie et accordées à la situation au Liban, dernier bastion de la résistance palestinienne ». (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

L'ADOPSION DU CORPS DE GEORGI MAROV, le dissident bulgare, a été décidée le 11 septembre, à Londres, à la suite d'un mystérieux coup de parachute, a confirmé la présence d'une « substance étrangère » à l'endroit de la blessure, a indiqué samedi soir 16 septembre, un porte-parole de Scotland Yard. (A.F.P.)

Grèce

TROIS CENT SOIXANTE-DIX RESSORTISANTS ÉTRANGERS, installés illégalement en Grèce, viennent d'être expulsés. Il s'agit pour la plupart de ressortissants asiatiques, africains et arabes. Cent huit autres étrangers seront bientôt l'objet d'une mesure similaire. (A.F.P.)

Libye

LE CHEF DE L'ÉTAT LIBYEN, le colonel Kadhafi, se trouve actuellement en R.F.A. pour subir des examens médicaux dans une clinique privée de Wiesbaden, a révélé, le dimanche 17 septembre, Bild am Sonntag, qui cite des patients de cette clinique. Cette information n'a pas reçu de confirmation officielle. Le chef de l'État libyen, dont le lieu de résidence est tenu secret, aurait également été reconnu samedi dans un grand magasin de Francfort.

Pérou

UN REMANEMENT MINISTÉRIEL est intervenu le 16 septembre à Lima. Le fait le plus marquant est le départ de M. Gabriel Lanatta du

Salvador

M. RUBEN ALFONSO RODRIGUEZ, ancien président du Congrès, a été assassiné samedi 16 septembre à proximité d'une de ses propriétés, à quarante-dix kilomètres au nord de San Salvador. Un mouvement de guérilla (les « Forces populaires de libération ») a revendiqué dimanche l'attentat. (A.F.P.)

Somalie

LE GENERAL MOHAMED SYAAD BARRE, chef de l'État somalien, a été reçu samedi 16 septembre, à sa demande, au Vatican, par Jean Paul II. Le Saint-Siège et la Somalie n'entretenaient pas de relations diplomatiques. (A.F.P.)

Tunisie

M. FOUAD MEBAZAA, ministre de la jeunesse et des sports, a été nommé, samedi 16 septembre, ministre de la santé publique et remplacé à son précédent ministère par M. Hedi Zghal, secrétaire d'État à l'éducation nationale, dont le poste devint pour l'instant, sans titulaire. (A.F.P.)

EN NOVEMBRE 1977, A JÉRUSALEM

M. Sadate excluait tout « accord séparé » et toute « paix partielle »

Dans son discours de Jérusalem, le 30 novembre 1977, le président Sadate avait déclaré : « (...) j'ai aussi l'honneur d'adresser en toute franchise une mise en garde contre certaines idées qui pourraient vous venir à l'esprit. Le devoir de franchise me fait obligation de vous dire ce que j'en pense. »

« Premièrement : je ne suis pas venu chez vous pour conclure un accord séparé entre l'Égypte et Israël. Cela n'entraîne pas dans la région tout entière. Le problème n'est pas entre l'Égypte et Israël, et une paix séparée entre l'Égypte et Israël ne crée un quelconque des États de la confrontation et Israël n'apporterait pas une paix juste à la région tout entière. De plus, si la paix était établie entre tous les États de la confrontation et Israël, sans qu'intervienne une juste solution des problèmes palestiniens, cela ne conduirait jamais à la paix permanente et juste sur laquelle le monde entier insiste aujourd'hui. »

« Deuxièmement : je ne suis pas venu chez vous pour rechercher une paix partielle qui consisterait à mettre fin à l'état de belligérance à cette étape et repousser à une étape ultérieure le règlement de l'ensemble du problème. Cela n'est pas la solution de fond qui conduirait à une paix permanente. »

« En conséquence, je ne suis pas venu chez vous pour conclure un problème accord de dégel entre le Sinaï, ou dans le Sinaï et les hauteurs du Golan et sur la rive occidentale du Jourdain. Cela signifierait simplement que nous reporterions la mise à jeu de la justice à une date ultérieure. Cela signifierait que nous n'aurions pas le courage de faire face à la paix, ce que nous serions trop faibles pour porter le poids et la responsabilité d'une paix permanente et juste. »

« Je suis venu chez vous pour qu'ensemble, nous puissions construire une paix permanente et juste et éviter que soit versée une seule goutte de sang d'un côté. À la fin ou d'un seul Israélien (...). »

Empruntez les dernières expressions néologiques.

Notre langue est vivante. Pour vous permettre de mieux vivre avec elle, les mots nouveaux, les expressions du laboratoire ou celles de la rue, les termes de l'information quotidienne figurent aussi dans le Larousse de la langue française.

Avec plus de 76.000 mots, c'est le plus complet des dictionnaires de la langue en un seul volume.

Sa grande originalité : la construction des articles.

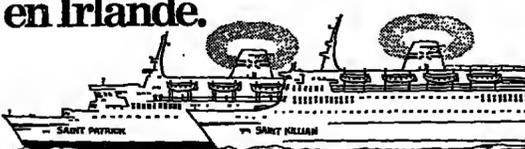
Avec dégroupement des homonymes, regroupement des dérivés et composés. Classement systématique des sens, synonymes et contraires. Et de nombreuses citations littéraires.

Autre spécificité : une grammaire. A part et complète. Cette structure particulière en fait un dictionnaire vraiment unique. Un outil fantastique où vous trouverez le maximum d'informations dans un minimum de place.

129 F chez votre libraire.

Larousse de la langue française: Le nouveau code de la langue.

Bénis soient St-Patrick et St-Killian. Ils emmènent gratuitement les voitures en Irlande.



Allez d'anc en Irlande en automne, c'est la belle époque : routes désertes et bonnes affaires : le transport de votre voiture sera gratuit si vous êtes quatre et diminué de 50% si vous êtes deux ou trois. Votre caravane n'est pas oubliée : elle voyage à 50% si vous êtes quatre. Vous choisissez votre date. Il y a un départ tous les jours, soit du Havre, soit de Cherbourg. Avouez que pour vous c'est à deux pas.

Vous embarquez sur le Saint-Patrick ou sur le Saint-Killian et là, c'est déjà l'Irlande : bars bien garnis, sun decks, atmosphère très irlandaise, boutiques hors taxes (pour acheter ce qu'on boit au bar). Décidément oui, vous avez fait une bonne affaire. Tout va bien.

Gloire à Saint-Patrick et Saint-Killian.

Irish Continental Line

Agent Général, Transports et Voyages - 8, rue Aubert - 75441 Paris Cedex 09 - Tél. 266.90.90

Nom _____

Adresse _____

AFRIQUE

Ethiopie

La « conférence de solidarité contre l'impérialisme » Addis-Abeba souhaite prendre la tête de la « diplomatie militante » sur le continent

Correspondance

La conférence de solidarité d'Addis-Abeba s'est achevée dimanche 17 septembre par une déclaration générale qui condamne l'impérialisme, réaffirme le droit des peuples arabes et africains à défendre leurs droits et leur indépendance économique et nationale, et exprime un « soutien chaleureux » à l'U.R.S.S., à Cuba et aux autres nations socialistes.

Cette conférence internationale de solidarité avec les peuples africains et arabes en lutte contre l'impérialisme et la réaction, qui a duré quatre jours, a réuni dans la capitale éthiopienne des délégués de cent trente-deux pays et organisations du monde entier.

D'autre part, M. Fidel Castro, premier ministre cubain, présent à Addis-Abeba, s'est rendu samedi 16 septembre, en compagnie du président Mengistu, à Jijiga, place forte de la province du Hamar, reprise en mars dernier aux forces somalies avec l'aide des troupes cubaines. M. Vassili Kouznetsov, premier vice-président du Soviet suprême d'U.R.S.S., participait également à cette visite.

« La conférence ne se limitera pas à donner tout son soutien à la lutte des peuples africains et arabes contre l'impérialisme international, mais exprimera également sa grande solidarité avec la révolution éthiopienne », déclarait le 29 juillet dernier, le président Mengistu Hailemariam, dans cette perspective, la « conférence internationale de solidarité avec la lutte des peuples africains et arabes contre l'impérialisme et la réaction », projetée lors de la visite du président éthiopien à La Havane, a dû combler d'aise les dirigeants d'Addis-Abeba.

Le défilé civil et la parade militaire avaient été interrompus et même subjugés les cent trente-huit délégations représentant des

gouvernements, des partis, des mouvements de libération, des organisations nationales et internationales. Tous les orateurs sans exception célébrèrent l'ère nouvelle dans laquelle l'Ethiopie est entrée, et une résolution votée unanimement affirme la « solidarité totale avec la révolution éthiopienne » de tous les participants.

Il avait été tacitement admis que ni les invités ni les Ethiopiens n'aborderaient la question dyabrochène, dans son discours d'ouverture, le président Mengistu n'y a fait qu'une très lointaine allusion, et M. Fidel Castro, très prudemment, a réaffirmé sa certitude que « les dirigeants éthiopiens réussissent non seulement à préserver l'intégrité territoriale de leur pays mais aussi l'unité de tous dans une grande Ethiopie révolutionnaire ». Pourtant, dans l'avalanche des résolutions mises aux voix lors de la séance de clôture, la conférence a voté à l'unanimité une condamnation des « mouvements sécessionnistes dans le Nord, qui sont un projet (design) inspiré par l'impérialisme pour démembrer le pays et rompre la révolution ».

D'autre part, même si la grande majorité des délégations étaient membres ou liées aux mouvements communistes ou ne s'attendaient pas que celles-ci, à la seule exception des Roumaines, condamnent nominalement et si vigoureusement la Chine et, à l'inverse, fassent un si vil usage de l'U.R.S.S., de Cuba et des idées marxistes, leur aide internationale désintéressée et leur appui aux nations africaines et arabes dans leur juste combat.

Pour beaucoup d'observateurs cette conférence a ainsi permis à l'Union soviétique de réaffirmer son rôle de chef de file du camp radical en Afrique et de marquer des points contre la Chine après la conférence de Belgrade et le voyage de M. Hua Ko-feng.

Mais l'Ethiopie avait de plus grandes ambitions encore. Après avoir assisté sa révolution, elle s'estimait en mesure de prendre la tête de la diplomatie militante en Afrique et dans le monde arabe. La faiblesse des représentations africaines, l'absence de l'Algérie, de la Syrie, de l'Irak, due évidemment à la persistance d'un désaccord sur l'Érythrée, le silence sur l'établissement d'un « mécanisme permanent » pour coordonner les activités des délégués, souhaité par le président Mengistu, réduisent cependant pour les Ethiopiens la portée de cette conférence.

RENÉ LEFORT.

Rhodésie

LA POPULATION NOIRE SERA SOUMISE A LA CONScription

Le gouvernement rhodésien a annoncé samedi 16 septembre que les Noirs allaient désormais être soumis à la conscription et devaient combattre dans les rangs de l'armée rhodésienne. Les Noirs forment actuellement 80 % des effectifs de l'armée, mais il s'agit de volontaires, alors que les Blancs et les métis sont obligés de servir sous les drapeaux.

La décision annoncée par le pasteur Sithole, président en exercice du gouvernement provisoire, concernera environ un million et demi de Noirs âgés de dix-huit à cinquante ans.

Cette mesure posera de nombreux problèmes, car l'armée ne dispose pas des installations et des équipements nécessaires pour entraîner tous les futurs conscrits.

Algérie

M. Edmond Maire s'est entretenu avec les dirigeants de l'U.G.T.A. de la situation des travailleurs immigrés

De notre correspondant

Daniel Junqua vient de s'installer à Alger, où il succède comme correspondant du « Monde » à Paul Baïta. Nous publions ci-dessous sa première correspondance :

Alger. — Une importante délégation de la C.F.D.T., conduite par le secrétaire général de la centrale, M. Edmond Maire, a terminé dimanche soir 17 septembre une visite de cinq jours en Algérie. Les syndicalistes, qui répondaient à une invitation de l'Union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.), ont eu plusieurs séances de travail avec les dirigeants de cette organisation. Cette ren-

contre s'inscrit dans le cadre de l'accord passé en décembre 1973, qui prévoit une concertation régulière entre les deux centrales. Elle revêt cependant une signification particulière dans la mesure où la C.F.D.T. est la première organisation syndicale étrangère officiellement reçue en Algérie depuis le congrès de l'U.G.T.A. de mars 1978. Celui-ci avait conduit à un large renouvellement des instances dirigeantes, tant nationales que fédérales ou régionales, de la centrale algérienne.

Il est vrai que si les Algériens entretiennent des relations étroites avec la C.G.T. — M. Abdallah Demene Debbih, nouveau secrétaire général de l'U.G.T.A., a d'ailleurs milité, avant l'indépendance, dans le rang de cette organisation, — ils n'oublient pas la sympathie active que leur ont manifestée, lors de la lutte de libération, les syndicalistes chrétiens. Ils reprochent au contraire volontiers à la C.G.T. comme d'ailleurs au parti communiste français, leur prudence et le retard avec lequel ils ont reconnu le fait national algérien, dont ils surlent, « objectivement », en tirant le développement. Ces griefs, rappelés au moment du cinquième congrès de l'U.G.T.A., avaient suscité une vive riposte de l'« Humanité », qui avait dit sa surprise et son indignation devant ces « calomnies ».

Ces polémiques sont cependant exceptionnelles, et s'expliquent parfois sans doute plus par des considérations internes — limiter au sein de l'U.G.T.A. l'influence des communistes algériens membres du parti de l'avant-garde socialiste (P.A.C.S.) — que par la volonté de ressusciter un passé que chacun ici déclare vouloir oublier. L'U.G.T.A. s'attache d'ailleurs à maintenir avec les deux centrales françaises des rapports étroits. La présence en France de quelque quatre cent mille travailleurs algériens immigrés surfructifie à l'extrême cette préoccupation.

C'est surtout d'eux qu'il a été question lors des entretiens entre les deux délégations. L'U.G.T.A. souhaite, en effet, que les centrales françaises l'aident à mieux faire connaître son action et les réalités du développement national aux cadres syndicaux algériens de la C.F.D.T. Les dirigeants de la rue Montholon, de leur côté, ont fait part à leurs interlocuteurs de quelques-uns de leurs soucis. Ils craignent notamment que la venue à expiration des cartes de résidents, délivrées massivement aux travailleurs algériens en 1969 pour dix ans, ne soit mise à profit, dans quelques mois, par les autorités françaises pour créer des difficultés aux intéressés afin de les inciter à regagner leur pays. Les cégétistes se sont également entretenus avec l'U.G.T.A. des problèmes posés par l'arrivée progressive dans le monde du travail des enfants de travailleurs algériens immigrés. Quelque trois cent mille d'entre eux ont moins de dix-huit ans, et vont avoir dans les années à venir une activité professionnelle.

L'U.G.T.A., qui se trouve actuellement dans une période d'intense réorganisation, doit étudier ces problèmes et avant la fin de l'année, M. Mohamed Larbi Kailah, responsable à l'émigration, se rendra en France pour rencontrer les dirigeants de la C.F.D.T.

DANIEL JUNQUA.

DIPLOMATIE

LA CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE LA MER REPRENDRA AU MOIS DE MARS 1979 A GENÈVE

Nations unies (A.F.P.). — La deuxième partie de la septième session de la conférence des Nations unies sur le droit de la mer, qui avait commencé le 21 août, s'est achevée le 15 septembre à New-York. Une huitième session de six semaines aura lieu à Genève à partir du 19 mars 1979. Des aujourd'hui, les délégués envisagent la possibilité de se réunir à nouveau pendant l'été prochain.

Il ne semble pas que des progrès notables vers un compromis global, indispensable à la rédaction d'une convention acceptable par l'ensemble de quelque cent cinquante délégations, aient été réalisés pendant ces quatre semaines de discussions. Les négociations traînent tellement en longueur — cinquante-trois semaines, en tout, depuis 1974 — que le Pérou avait proposé de décider, soit de terminer ces négociations en 1979, soit d'exclure la possibilité de se réunir à nouveau l'an prochain. De même, M. Shirley Amersingh, président de la conférence, a fait remarquer que la recherche d'un consensus devait inclure au compromis et non pas à la prolongation indéfinie des réunions.

Le représentant des Etats-Unis, M. Elliot Richardson, a rappelé une fois de plus que son pays avait toujours été favorable à une convention globale sur le droit de la mer, mais que la mise en exploitation des ressources minérales des grands fonds marins était retardée par l'absence d'une législation internationale ou d'une législation unilatérale américaine.

A une mise en garde des « 77 » (les cent dix pays en voie de développement) s'élevant contre une éventuelle mise en œuvre d'une telle législation unilatérale, M. Richardson a répondu que les Etats-Unis n'attendaient pas indéfiniment le Congrès de Washington est en train de préparer cette législation qui donnerait aux sociétés américaines la base juridique indispensable à l'exploitation, puis à l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins.

RECTIFICATIF. — A la suite d'une erreur de transmission dans l'article d'Isabelle Vichniac sur la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU (le Monde daté 17-18 septembre), un commentaire sur la situation au Cambodge a été attribué à l'expert soviétique. Ce commentaire était de l'expert roumain membre de la sous-commission.

ABIDJAN Horizon 1990

Une étude complète sur l'urbanisation de la capitale de la Côte d'Ivoire et ses perspectives de développement dans la décennie à venir. Le numéro (136 pages) : 50 F. Envoi à réception du règlement par chèque ou mandat adressé à Afrique-Industrie, 11, rue Tcherhan, 75008 Paris. Tél. 227-74-76

Mauritanie

LE LIEUTENANT-COLONEL SALEK CHERCHE L'APPUI DE RABAT POUR SON INITIATIVE DE PAIX AU SAHARA

Le lieutenant-colonel Salek, chef de l'Etat mauritanien, était attendu ce lundi 18 septembre, à Rabat, pour y avoir quelques heures d'entretien avec le roi Hassan II.

Dans un discours prononcé le 16 septembre, à Nouakchott, le lieutenant-colonel Salek avait déclaré qu'il souscrirait « des contacts réguliers avec toutes les parties intéressées » au conflit du Sahara occidental, en vue d'instaurer dans la région « une paix juste, définitive et globale ». Le dirigeant mauritanien a précisé que son pays « s'associera au royaume chérifien frère pour préparer l'apaisement et la réconciliation ».

La différence d'optique est sensible entre les Mauritanien, qui ont à faire face chez eux à de grandes difficultés et aspirent à une paix de compromis, et les Marocains, qui n'ont pas les mêmes problèmes et dont les positions face à l'Algérie et au Front Polisario sont beaucoup plus rigides.

Le lieutenant-colonel Salek a admis, le 16 septembre, que le processus de paix, déclenché le 10 juillet par le renversement du président Mokhtar Ould Daddah, pouvait être « long et difficile », mais il a réaffirmé la confiance qu'il plaçait dans l'action du « Comité des sages » de l'O. U. A.

le refuge formation
Institut de formation professionnelle continue
30, rue de Chabrol, 75010 PARIS - Téléphone : 246.92.51

Sélection 4^e trimestre 1978

préparation au probatoire du D.E.C.S.
180 heures - Début du stage le 30 octobre

tableau de bord et contrôle budgétaire
Début du stage le 19 octobre

gestion financière
Début du stage le 5 octobre

problèmes juridiques et financiers de l'exportation
Début du stage le 25 septembre.

la vente et le recouvrement des impayés
Début du stage le 31 octobre

la gestion du personnel
Début du stage le 6 novembre

formation du V.R.P.
Début du stage le 30 novembre

Autres stages :
Langues vivantes (technique et commercial)
Préparation aux diplômes des Chambres de Commerce et de BTS de Secrétariat Direction
Secrétariat - Comptabilité
Expression écrite et orale, etc...

Renseignements : Service Technico-Pédagogique
Tél. : 246.92.51 - Poste 468

Le calendrier des stages vous sera envoyé sur simple demande

Un Coupé de Luxe



pour le prix d'une berline ordinaire*.

Traction AV à 4 roues indépendantes, elle marie la sécurité d'une américaine au confort d'une anglaise. Equipée en série d'une boîte 5 vitesses ou automatique in-crévable, celle 1,6 litre, concilie aussi la

robustesse d'une allemande et le raffinement d'une italienne. Pratique - d'un doigt elle se transforme en break-tout faire, par exemple - elle a le fonctionnement d'une française. En plus, elle est très belle !

32.300 F, clés en mains. Garantie 1 an, pièces et main-d'œuvre, kilométrage illimité. (Prix au 1.9.78 de la version boîte 5 vitesses).

HONDA ACCORD

LOTO



SUPER CAGNOTTE DES VENDANGES

4.000.000 F

TIRAGE LE 20 SEPTEMBRE

صكنا من الامم



DIPLOMATIE
LA CONVICTION
LE DROIT DE
REPENDRE
LES DROITS DE MARIE
A GENÈVE

ABIDJAN
Horizon 11

TO
SUPER
INOTI
VENDAGE

0000 0000

262.086 mercis

Le premier contrôle O.J.D. de F. magazine fait apparaître une diffusion moyenne mensuelle payée, en France, de 262086 exemplaires, depuis son lancement en janvier.
F. magazine remercie les "nouvelles femmes", ses lectrices, qui en ont fait le plus grand succès de presse de l'année.

F MAGAZINE, le journal des "nouvelles femmes".

EUROPE

Pologne

L'épiscopat demande la suppression de la censure < qui paralyse la vie culturelle et religieuse de la nation >

De notre correspondant en Europe centrale

Varsovie. — Avant le départ du cardinal Stefan Wyszyński, primate de Pologne pour l'Allemagne fédérale, il s'y rendra le 20 et 24 septembre. — L'épiscopat polonais et le cardinal lui-même ont fait lire en chaire, dimanche 17 septembre, une lettre pastorale demandant la suppression de la censure.

Les évêques dénoncent l'existence de cette institution qui, disent-ils, « paralyse la vie culturelle et religieuse de la nation tout entière ». La censure d'Etat, affirment-ils, « n'est et est toujours l'arme des systèmes totalitaires ».

Faisant une allusion à l'activité des divers groupes oppositionnels, la lettre pastorale regrette « que des personnes qui ont le courage d'exprimer ouvertement leurs opinions sur la vie publique et la tenue des moyens officiels de communication de masse soient soumises à des tracasseries ».

En dépit de la vigueur du ton, la demande des évêques ne doit pas être interprétée comme une dégradation des relations entre l'Eglise et l'Etat. Formulée déjà à

En premier lieu, le rapprochement désiré par le pouvoir en vue d'une lutte contre le crime organisé, par exemple à Metz, en place de certaines valeurs morales et de tendances à s'affirmer et à se concrétiser. Ces derniers mois les milieux religieux ont commenté par exemple à Metz en place avec l'accord du gouvernement des cercles anti-alcooliques. Le pouvoir ne s'oppose plus d'autre part. Il s'en réjouit même — aux plaidoyers en faveur de la défense de la famille prononcés par les évêques.

En second lieu, il est clair que la normalisation des relations entre l'Eglise catholique et l'Etat communiste, voire leur coopération, est une œuvre de longue haleine et que les progrès en ce domaine ne peuvent être que lents. L'important est qu'il y ait pas de recul, mais une continuelle amélioration.

Des revendications ambitieuses

Les revendications de l'épiscopat polonais sont particulièrement ambitieuses. Elles visent à dépasser le monopole idéologique revendiqué par le parti marxiste actuellement dominant et à créer les conditions, dans la société socialiste, d'un nouveau mouvement dont les règles de fonctionnement resteraient à définir. On conçoit l'ampleur de la tâche.

Il est d'autant plus remarquable que le gouvernement ne rejette pas a priori les demandes de l'Eglise, mais au contraire les examine attentivement. C'est le cas notamment du statut juridique réclamé par Mgr Wyszyński et à propos duquel M. Kabot, secrétaire d'Etat pour les affaires du culte, nous a déclaré qu'il faisait actuellement l'objet d'études de la part d'un groupe d'experts. Une solution juridique est-elle possible ? Bien sûr, nous a affirmé le secrétaire d'Etat,

Le professeur Sylwester Kubiński, ministre des sciences, de l'enseignement supérieur et de la technologie, est décédé le 16 septembre à l'âge de cinquante-trois ans des suites d'un accident de la circulation survenu il y a plusieurs mois. Nommé ministre en 1974, le professeur Kubiński, spécialiste de plasmas, dirigeait depuis 1982, avec le grade de général, l'Institut de physique nucléaire. — (A.F.P.)

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

LIBELLA

12, r. St-Louis-en-l'Île, Paris (1^{er})

Tél. : 328-51-09

PREPAREZ LES DIPLOMES D'ETAT DE LA COMPTABILITE

Aucune limite d'âge

Aucun diplôme exigé

Début des cours le 15 septembre

Possibilité de co-éducation

Possibilité de séminaires de regroupement

Demandes brochures gratuites

21 L.M. 9

ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION

Etablissement privé

d'enseignement à distance

et de formation permanente

fondé en 1972

4, rue des Petits-Champs,

75006 PARIS CEDEX 02

Etudes gratuites pour les bénéficiaires de la formation continue.

bien que cela cadre mal avec la société que nous avons fondée, nous irons. Mais nous comprenons que le rôle et la position de l'Eglise dans la société diffèrent de ceux de beaucoup d'autres institutions en Pologne.

La recherche d'une formule adéquate prendra sans doute du temps, si elle aboutit un jour. Mais en attendant, ni d'un côté ni de l'autre, on ne souhaite rien faire qui puisse altérer gravement le climat relativement détendu existant actuellement.

Commentaire devant nous la prochaine visite de Mgr Wyszyński en République fédérale. M. Kabot nous a déclaré : « Ce voyage sera utile. Surtout pour les Allemands, qui auront ainsi l'occasion de constater qu'il n'y a pas de différence entre Polonais au sujet du processus de normalisation des relations avec la R.F.A. Cette visite n'a pas lieu contre la volonté du gouvernement polonais. »

Il y a quinze ans, une lettre envoyée par le cardinal primate aux évêques allemands dans laquelle il jetait les premiers jalons de la réconciliation, lui avait valu les foudres de M. Gomułka, le premier secrétaire de l'époque. Il est vrai qu'à ce moment, Bonn et Varsovie ont signé un accord définissant les bases de leurs rapports mutuels et que M. Giersek et le chancelier Schmidt se sont déjà rencontrés à deux reprises dans leurs capitales respectives (ainsi qu'à Helsinki où ils ont signé un accord).

MANUEL LUCBERT.

Italie

EN CLOTURE DU FESTIVAL DE < L'UNITA >

M. Berlinguer définit le P.C.I. comme < conservateur et révolutionnaire >

De notre correspondant

Rome. — Plusieurs centaines de milliers de personnes ont assisté dimanche 17 septembre au discours de M. Enrico Berlinguer, qui clôturait le Festival national de l'Unità à Gênes. Cette intervention très attendue survenait après un vif débat entre communistes et socialistes en plein rebondissement de l'affaire Moro, alors que le P.C.I. commença la préparation de son XV^e congrès.

Le discours de M. Berlinguer n'apporte pas d'éléments nouveaux, mais il illustre les thèmes et les incertitudes du premier parti communiste d'Europe occidentale. Son objectif se garde bien de laisser de l'indifférence sur le feu, tout en s'efforçant de rassurer ses troupes et de flatter le patriotisme de parti. Cela

comme un mélange de prudence et de fermeté, dans le pur style berlinguerien, celui qui condense les contradictions, définissant le P.C.I. comme étant « conservateur et révolutionnaire ». C'est une claire allusion aux socialistes. Un équilibre en tout cas à ceux qui voudraient contredire le P.C.I. à se renier : soit « en le faisant cesser d'être un parti de classe internationaliste et révolutionnaire », soit en l'amenant à « se retrancher dans une position sectaire et dogmatique ».

M. Berlinguer est convaincu

qu'une « troisième voie » existe entre la social-démocratie du nord de l'Europe et le socialisme pratiqué dans les pays de l'Est. Une « voie nouvelle, originale », qui assurerait le socialisme dans un climat de « pluralisme, [de] démocratie et [d']autonomie ». De cette société future, dont M. Berlinguer est avare de détails, on sait surtout qu'elle ferait coexister « des secteurs publics, des secteurs coopératifs et des secteurs d'initiative privée dans l'économie ».

Les communistes se félicitent de leur participation au pouvoir depuis deux ans. Ils s'entendent pas en traiter la tâche au gouvernement restant leur objectif à moyen terme : « C'est une question qui ne pourra être étudiée dans les prochains mois », affirme M. Berlinguer.

Dans l'affaire Moro, M. Berlinguer voit davantage qu'un acte terroriste : une « espèce de tentative de coup d'Etat ». Il reprend tout d'abord la parole au gouvernement restant leur objectif à moyen terme : « C'est une question qui ne pourra être étudiée dans les prochains mois », affirme M. Berlinguer.

ROBERT SOLÉ.

Le grand-duc de Luxembourg en visite officielle à Paris

Le prince Jean, grand-duc de Luxembourg, accompagné de la grande-duchesse Joséphine-Charlotte et de M. Gaston Thorn, premier ministre, était attendu ce lundi après-midi 18 septembre à Paris pour une visite officielle de deux jours. Accueillis à Orly par M. Raymond Barre, les souverains et le chef du gouvernement luxembourgeois devaient assister à un dîner de gala à l'Élysée, suivi d'un spectacle présenté par les ballets de l'Opéra. Mardi en fin de matinée, le grand-duc et la grande-duchesse seront reçus à l'Hôtel de Ville avant d'être les hôtes à déjeuner de M. Raymond Barre. Des entretiens entre M. Thorn et MM. Barre et de Gaillard ont d'autre part été prévus.

PORTRAIT

Le contraire d'un souverain d'opérette

La taille du Luxembourg, la charma un peu « rétro » de sa capitale, l'effacement qui entoure la famille grand-ducale, le solennité de la littérature officielle consacrée à Leurs Altesses Royales, tout pourrait laisser croire que le titulaire de la couronne n'a rien de spectaculaire devant lui. Une semaine plus tard, dans le bon sens cette fois-ci — la frontière luxembourgeoise. Son entrée dans la capitale grand-ducale, le même jour que son père qui régna Luxembourg avec le 5^e division blindée américaine, ne passa pas inaperçue.

L'héritier de la couronne, qui se voit attribuer plusieurs décorations pour faits de guerre, est nommé colonel de la nouvelle armée luxembourgeoise. Il en devient général lors de son accession au trône. En 1957, il entra pour dix ans au Conseil d'Etat. Le 9 avril 1953, il épousa la princesse Joséphine-Charlotte de Belgique, sœur du roi Baudouin dont il aura cinq enfants.

Le 28 avril 1961, la grande-duchesse Charlotte fit du prince Jean son « lieutenant-représentant ». Dégustation de pouvoirs qui prépare une abdication en faveur de son fils. Celle-ci est annoncée le 12 novembre 1964, « après quarante-cinq ans de règne », comme le souligne avec coquetterie le grand-duc, en cherchant à faire le prince d'exercer les prérogatives grand-ducales. Celles-ci, s'en tenir à la lettre de la Constitution, ont loin d'être négligeables : le souverain exerce le pouvoir exécutif, conclut les traités internationaux, commande la force armée, nomme ses emplois civils et militaires, bat monnaie, exerce le droit de grâce, peut convoquer le Chambre des députés en session extraordinaire ou le dissoudre. En fait, pourtant, le Parlement et le gouvernement sont plus que des contreparties à l'autorité grand-ducale : ils exercent l'essentiel du pouvoir politique.

Après un stage de quatre ans au collège d'Ampleforth, dans le Yorkshire, le prince Jean, qui a succédé à sa majorité l'année précédente, doit s'enfuir avec toute sa famille lors de l'invasion allemande. Le 10 mai 1940, il trouve en France un bien provisoire refuge, puis gagne le Portugal. La grande-duchesse est accueillie à Londres, où elle animera le gouvernement en exil et lancera de nombreux appels à la résistance, cependant que le président Roosevelt dépêche à Lisbonne un navire de guerre américain. A bord duquel le prince Félix et ses enfants se rendent aux Etats-Unis, puis au Canada. Le prince Jean s'inscrit en droit et en sciences politiques à l'université de Québec, fait des tournées de conférences dans le Middle-West (en particulier dans les villes où existe une colonie luxembourgeoise), est reçu par Roosevelt, effectue un Brésil, en 1942, un déplacement qui a déjà l'allure d'un voyage officiel.

Le 9 octobre 1942, le grand duc héritier régnera le vieux continent. Un mois et demi plus tard, il s'engage dans l'armée britannique, où il connaît, des Irish Guards au Royal Military College de Sandhurst, les états-

Après un stage de quatre ans au collège d'Ampleforth, dans le Yorkshire, le prince Jean, qui a succédé à sa majorité l'année précédente, doit s'enfuir avec toute sa famille lors de l'invasion allemande. Le 10 mai 1940, il trouve en France un bien provisoire refuge, puis gagne le Portugal. La grande-duchesse est accueillie à Londres, où elle animera le gouvernement en exil et lancera de nombreux appels à la résistance, cependant que le président Roosevelt dépêche à Lisbonne un navire de guerre américain. A bord duquel le prince Félix et ses enfants se rendent aux Etats-Unis, puis au Canada. Le prince Jean s'inscrit en droit et en sciences politiques à l'université de Québec, fait des tournées de conférences dans le Middle-West (en particulier dans les villes où existe une colonie luxembourgeoise), est reçu par Roosevelt, effectue un Brésil, en 1942, un déplacement qui a déjà l'allure d'un voyage officiel.

Après un stage de quatre ans au collège d'Ampleforth, dans le Yorkshire, le prince Jean, qui a succédé à sa majorité l'année précédente, doit s'enfuir avec toute sa famille lors de l'invasion allemande. Le 10 mai 1940, il trouve en France un bien provisoire refuge, puis gagne le Portugal. La grande-duchesse est accueillie à Londres, où elle animera le gouvernement en exil et lancera de nombreux appels à la résistance, cependant que le président Roosevelt dépêche à Lisbonne un navire de guerre américain. A bord duquel le prince Félix et ses enfants se rendent aux Etats-Unis, puis au Canada. Le prince Jean s'inscrit en droit et en sciences politiques à l'université de Québec, fait des tournées de conférences dans le Middle-West (en particulier dans les villes où existe une colonie luxembourgeoise), est reçu par Roosevelt, effectue un Brésil, en 1942, un déplacement qui a déjà l'allure d'un voyage officiel.

Après un stage de quatre ans au collège d'Ampleforth, dans le Yorkshire, le prince Jean, qui a succédé à sa majorité l'année précédente, doit s'enfuir avec toute sa famille lors de l'invasion allemande. Le 10 mai 1940, il trouve en France un bien provisoire refuge, puis gagne le Portugal. La grande-duchesse est accueillie à Londres, où elle animera le gouvernement en exil et lancera de nombreux appels à la résistance, cependant que le président Roosevelt dépêche à Lisbonne un navire de guerre américain. A bord duquel le prince Félix et ses enfants se rendent aux Etats-Unis, puis au Canada. Le prince Jean s'inscrit en droit et en sciences politiques à l'université de Québec, fait des tournées de conférences dans le Middle-West (en particulier dans les villes où existe une colonie luxembourgeoise), est reçu par Roosevelt, effectue un Brésil, en 1942, un déplacement qui a déjà l'allure d'un voyage officiel.

Après un stage de quatre ans au collège d'Ampleforth, dans le Yorkshire, le prince Jean, qui a succédé à sa majorité l'année précédente, doit s'enfuir avec toute sa famille lors de l'invasion allemande. Le 10 mai 1940, il trouve en France un bien provisoire refuge, puis gagne le Portugal. La grande-duchesse est accueillie à Londres, où elle animera le gouvernement en exil et lancera de nombreux appels à la résistance, cependant que le président Roosevelt dépêche à Lisbonne un navire de guerre américain. A bord duquel le prince Félix et ses enfants se rendent aux Etats-Unis, puis au Canada. Le prince Jean s'inscrit en droit et en sciences politiques à l'université de Québec, fait des tournées de conférences dans le Middle-West (en particulier dans les villes où existe une colonie luxembourgeoise), est reçu par Roosevelt, effectue un Brésil, en 1942, un déplacement qui a déjà l'allure d'un voyage officiel.

ASIE

Thaïlande

Les étudiants traduits en justice après les événements d'octobre 1976 ont été amnistiés

De notre correspondant

Bangkok. — Dix-sept étudiants et un syndicaliste ont été libérés, samedi 16 septembre, à Bangkok, après deux ans de détention. Ils bénéficient d'une mesure d'amnistie décrétée par le roi Bhumibol. Considérés comme des héros par une fraction de l'opinion publique depuis les événements sanglants du 6 octobre 1976 qui précéderent de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'étranger de multiples protestations et de discrètes démarches auprès des autorités de Bangkok. Le procès était également précédé de quelques heures le coup d'Etat militaire contre le gouvernement de M. Seni Pramot, leur procès était devenu le symbole de la lutte pour la garantie des droits démocratiques. Leur cas avait suscité à l'é

EUROPE

Luxembourg : l'art d'être petit

II. - L'échéance de 1979

De notre envoyé spécial BERNARD BRIGOULEIX

Le Luxembourg, dont le grand-duc et la grande-duchesse sont reçus ces lundi 18 et mardi 19 septembre en visite officielle à Paris, a réussi à limiter sensiblement les effets de la crise économique que traverse les autres membres de la Communauté européenne (le Monde, 17-18 septembre). Si ces succès sont mis à l'actif du gouvernement de M. Gaston Thorn, ce dernier va devoir, durant les mois qui viennent, préparer les élections législatives de juin 1979, qui constitueront pour le grand-duc une importante échéance.

Luxembourg. — En arrivant au pouvoir en juin 1974, M. Gaston Thorn a interrompu un régime chrétien-social commencé un demi-siècle plus tôt. Les amis politiques de M. Pierre Werner, après avoir surmonté bien des épreuves électorales depuis l'introduction du suffrage universel dans le grand-duché en 1919, et résisté, vaillante que vaille, à l'usure du pouvoir, enregistrèrent une sensible diminution de leur électoral, tandis que ceux de M. Thorn apparaissaient comme les principaux vainqueurs de la consultation. Mais les chrétiens-sociaux ont toujours à la Chambre des députés le groupe le plus nombreux. Dans le pays, leur parti est le premier par l'implantation, l'organisation et l'influence. Le parti démocratique de l'actuel premier ministre ne vient même, au Parlement, qu'en troisième position : les libéraux restent largement devancés par les socialistes du P.O.S.L. Mais, dit-on,

M. Thorn lui-même avait fait de sa nomination à la tête du gouvernement, la condition de la participation libérale à une coalition nouvelle. C'est dire que l'« expérience Thorn » a été examinée et suivie d'un œil particulièrement attentif par des électeurs quelque peu ébahis d'avoir eux-mêmes introduit un tel changement politique, dans ce pays profondément attaché au principe de l'alternance démocratique, mais aussi à la continuité. L'examen critique du régime de M. Thorn ira naturellement croissant, au fur et à mesure que se rapprochera l'échéance de juin 1979. On peut s'attendre à un affrontement particulièrement âpre, même si, comme il est de coutume ici, les feux d'un parlement qu'assourdissent sur la place publique.

En se représentant dans quelques mois devant les électeurs, la coalition majoritaire ne manquera pas. Il est vrai, de se prévaloir d'une gestion qui a permis au Luxembourg de limiter, sensiblement mieux et plus vite que ses voisins, les effets de la crise économique occidentale (le Monde, 17-18 septembre). « Quand je regarde par-dessus les frontières, et tout le monde le fait dans ce pays, explique par exemple un dirigeant socialiste, je me mets à être très confiant électoralement, parce que je mesure à quel point nous avons su limiter les dégâts. » Bilan plus rassurant qu'exaltant, mais, de toute façon, l'excitation n'est pas le trait dominant du tempérament politique luxembourgeois.

« Jouer délibérément la carte Thorn », il estime que son départ du pouvoir lui a permis de retrouver sa base populaire (bien qu'il se soit lui-même baptisé « parti de la droite », de 1974 à la libération, le P.C.S. dispose incontestablement d'une assise ouvrière qui fait défaut aux libéraux de M. Thorn). Le risque, pour les chrétiens-sociaux, était que leur éloignement des affaires ne les fasse oublier, surtout si leurs succès électoraux n'étaient pas significatifs. Sans même aller jusqu'à envisager que leur absence dure aussi longtemps que leur présence au gouvernement, les chrétiens-sociaux ont conscience qu'il leur faut reconquérir le pouvoir dès le prochain scrutin, sous peine d'en rester durablement écartés.

Promesses et réalisations

Il tiennent une comptabilité rigoureuse des promesses électorales de leurs adversaires de 1974, et des réalisations. Les griefs qu'ils adressent à la coalition victorieuse sont précis et argumentés. Leur démonstration est susceptible de toucher, une par une, des catégories d'électeurs dont aucune n'est numériquement importante, mais qui, additionnées, peuvent renforcer l'orientation chrétienne-sociale traditionnelle : pensionnés de tel ministère, agriculteurs de tel secteur, « enfants de force » de 1940-1944, dont le gouvernement se voit accusé de ne pas plaider assez vigoureusement la cause auprès de Bonn, contribuables à qui l'on avait promis, un peu imprudemment, des allègements fiscaux, etc. Tout le monde semble s'attendre, au Luxembourg, à ce que cette petite guerre de harcèlement se révèle assez payante le jour du scrutin. M. Thorn a beau jeu, cependant, en retour, de faire valoir qu'entre les engagements électoraux de 1974 et le bilan de 1979, l'Europe s'est trouvée confrontée à des problèmes encore plus importants et urgents que la modernisation du régime de pensions ou la réforme de l'indexation des loyers.

Les chrétiens-sociaux, de toute façon, ne pourraient revenir au pouvoir, que dans une nouvelle coalition. Une solution du genre « union nationale », rassemblant au gouvernement les trois principaux partis — auxquels s'ajouteraient éventuellement le parti social-démocrate, issu d'une scission socialiste en 1971 — n'apparaît guère, pour l'instant, que comme une hypothèse d'école. La situation n'est pas sans poser pour cela un problème généralement à qui pose la question.

L'axe de toute coalition future, finalement, semble bien être le parti socialiste. Ce dernier n'est aucunement tenté par une stratégie d'union de la gauche, du fait de la nature du P.C. luxembourgeois. Non dépourvu d'influence, et disposant de 5 sièges sur 59 à la Chambre des députés, ce parti est le plus souvent considéré par l'opinion non communiste comme très stabilisateur, tant par une stratégie soviétique et à la R.D.A. Il est, en outre, depuis longtemps, en proie à une division interne entre les amis de M. Uedding, déçus d'y avoir quelques mois, et des partisans de M. Urbani, et ne paraît pas être en mesure de sortir avant longtemps du ghetto politique où se trouve enfermé aujourd'hui.

Entre la reconduction de la formule actuelle et un retour à l'alliance avec les chrétiens-sociaux, les dirigeants socialistes

ne savent pas que la première solution aurait, et de loin, leur faveur. Mais, sur le terrain, les militants syndicaux socialistes et chrétiens trouvent parfois plus facilement un langage commun qu'ils ne s'entendent avec les représentants du parti démocratique, plus libéral, certes, que le P.C.S., mais à qui le monde du travail demeure davantage étranger.

Mais chacun sait ici que, en attendant les élections, les spéculations à propos d'une future coalition gouvernementale sont assez vaines. Les stratégies qui éduquent les différentes combinaisons possibles travaillent dans le vide, aussi longtemps qu'elles ignorent le verdict du peuple souverain.

FIN

"Pour moi, l'Allemagne ça commence à Orly."

(Propos authentique d'un passager)



73 vols par semaine au départ d'Orly-Ouest en direction de: Cologne, Düsseldorf, Francfort, Hambourg, Hanovre, Munich, Stuttgart.



Des réformes de société

En outre, l'équipe de M. Thorn a réussi, tout en considérant la lutte contre la crise comme la priorité des priorités, à faire voter et à commencer à mettre en œuvre un certain nombre de réformes de société qui ne sont pas négligeables. La législation sur les divorces et sur l'avortement est assouplie, malgré la vive opposition de la plupart des chrétiens-sociaux. Dans le domaine de l'enseignement et de la médecine, d'autres réformes sont encore en chantier.

Des deux partis de la coalition gouvernementale, ce sont les socialistes qui ont le plus insisté pour que ces réformes soient adoptées ; mais ils ont trouvé chez les libéraux, assurés qu'à l'état-major du P.O.S.L., des partenaires sensiblement plus ouverts et coopératifs que ne l'avaient été en leur temps les socialistes-chrétiens. « C'est une des raisons pour lesquelles l'union avec le P.C.S. n'était plus guère possible, indique M. Robert Goebbels, secrétaire général du P.O.S.L., jamais les projets que nous avançons dans nos cartons en matière de droit du travail n'auraient pu voir le jour avec un nouveau gouvernement Werner. »

« Couvert » à gauche par ses partenaires socialistes, point détesté par un patronat qui lui sait gré d'avoir engagé massivement l'Etat dans la lutte contre la crise, M. Gaston Thorn doit cependant faire face à l'opposition résignée des chrétiens-sociaux. Ses amis s'attendent dans la perspective du prochain scrutin, à un combat sans merci. Pour les partisans de M. Pierre Werner, la « cure d'opposition » à laquelle les ont contraints leurs revers électoraux de 1974 aura finalement constitué à la fois une chance et un risque. Ils tiennent essentiellement à y mettre un terme en juin prochain, le risque, à leurs yeux, l'emportant désormais largement sur la chance.

L'insuccès leur offrirait l'occasion de se rénover profondément. Un parti qui, à un titre ou à un autre, exerce la responsabilité du pouvoir durant plus d'un demi-siècle peut difficilement échapper à une certaine sclérose. « Il nous étoit devenu difficile de rencontrer nos propres dirigeants, dans ce pays où pourtant tout le monde se parle, se plaint M. Fernand Rau, membre du conseil national du P.C.S. Désormais, nous nous sommes rafraîchis et démocratisés. »

Les animateurs du parti chrétien-social assurent qu'ils ont enregistré ces derniers mois un courant d'adhésions important, et que l'on assiste à un véritable regain d'intérêt pour la tradition démocrate-chrétienne qu'ils représentent. En particulier en milieu ouvrier : si le P.C.S. accuse volontiers le patronat de

LOTO Clôture des jeux mardi après-midi

LES FOURRURES MALAT NOUVELLE COLLECTION Vison, loup, renard, grand choix chapeaux. Réparations et transformations. Service après-vente - Tél. : 878-80-87. 47, rue La Fayette - 75009 PARIS - Métro LE PELETIER

BERLITZ OUVRE A SAINT-AUGUSTIN ET AUX CHAMPS-ELYSEES. Saint-Augustin, 26, rue de la Pépinière, 75008 Paris Téléphone: 522.22.23. Champs-Élysées, 35, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris Téléphone: 720.41.60. 100 BERLITZ ANS Depuis 1878 Organisme privé. Langues vivantes.

Un prix record plus un crédit gratuit pour votre première machine électrique. L'ELECTRA II de SMITH-CORONA la portable tout électrique la plus vendue au monde! 892F2 comptant. En cadeau BON DE COMMANDE. Pour le prix d'une petite machine manuelle, offrez-vous une portable avec tous les perfectionnements d'une "grande" machine électrique: une trappe régulière, rapide et sans fatigue, une qualité d'écriture constante... La machine indispensable pour tous ceux qui doivent beaucoup d'efforts uniquement par correspondance: décaquez le bon ci-dessous et renvoyez-le aujourd'hui même!

de Luxembourg officielle à Paris

AMÉRIQUES

Les combats au Nicaragua

La garde nationale a repris samedi 16 septembre le contrôle de Leon, la deuxième ville du pays, après trois jours de combats acharnés. La cité a été ravagée par les tirs d'artillerie et les bombardements aériens et de nombreux cadavres sont brûlés dans les rues afin de prévenir le risque d'épidémies. Selon des médecins de la ville, le nombre des victimes serait de cent cinquante. D'autres sources font état de bilans beaucoup plus élevés. Un porte-parole

de la garde a également annoncé dimanche la reconquête de Chinandega, dans le nord du pays, tenu par les sandinistes depuis une semaine. Notre envoyé spécial, de son côté, décrit la progression des voitures blindées et l'action de l'aviation gouvernementale à Estelí.

Si les insurgés semblent perdre du terrain dans le Nord, ils se sont emparés en revanche dimanche d'une bande de territoire dans le

Sud, à Peñas-Blancas, en bordure de la frontière avec le Costa-Rica. Le président Somoza a accusé dimanche les avions vénézuéliens basés au Costa-Rica d'avoir soutenu l'offensive des guérilleros et d'avoir pénétré en territoire nicaraguayen. Le ministère des affaires étrangères du Costa-Rica a affirmé dimanche dans la soirée que les forces de police costaricaines (ce pays n'a pas d'armée), n'avaient pas participé aux affrontements de Peñas-Blancas, et a

démenti que les avions vénézuéliens basés à San-José aient effectué des incursions en territoire nicaraguayen.

Le commandement central de l'opposition, qui regroupe tous les mouvements hostiles au président Somoza, y compris les sandinistes, a annoncé samedi à San-José (Costa-Rica), qu'il accepterait un cessez-le-feu si le président Somoza démissionnait.

Les dirigeants vénézuéliens soutiennent publiquement le mouvement d'opposition au président Somoza

Caracas. — On affirme dans les milieux informés de Caracas que le Venezuela reconnaîtrait immédiatement un gouvernement provisoire soutenu par toutes les forces d'opposition au général Somoza si un tel gouvernement était proclamé dans une zone ou une ville du Nicaragua contrôlée par les insurgés. On ajoute que le gouvernement de Caracas s'appuie à accroître l'aide militaire qu'il accorde au Costa-Rica depuis quelques jours, afin de renforcer la capacité de défense d'un « pays ami » qui n'a pas d'armée et qui est menacé par les incursions des forces aériennes du Nicaragua.

Le président Carlos Andrés Pérez et tous les dirigeants vénézuéliens insistent sur leur « volonté de paix », sur le « caractère non belliqueux » de leur initiative et sur leur souci de dégager une solution « politique et raisonnable » à la crise nicaraguayenne.

Les dirigeants vénézuéliens veulent faire pression sur les Etats-Unis afin que le gouvernement de M. Jimmy Carter adopte enfin une politique « plus nette » à l'égard du régime Somoza, plus en accord surtout, dit-on ici, « avec les grands principes proclamés à Washington de défense des droits de l'homme dans le monde entier en général et en Amérique latine en particulier ». Or, ajoute-t-on, les droits de l'homme sont « singulièrement bafoués au Nicaragua ». L'aide militaire américaine au Nicaragua est théoriquement suspendue, mais l'aide économique se poursuit.

En réclamant, les premiers, une réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) et en laissant entendre à Washington qu'ils se réservaient de faire appel directement aux Nations unies, les dirigeants de Caracas ont déjà marqué un point. Ils ont incité les Etats-Unis, peu soucieux de voir l'ONU se pencher sur le guépier nicaraguayen, à soutenir leur requête. Mais on ne

De notre envoyé spécial

se fait aucune illusion à Caracas sur l'efficacité et la rapidité de décision de l'O.E.A.

Une mise en garde

A une question sur le Nicaragua que nous lui posons la semaine dernière au cours d'un entretien, le président Carlos Andrés Pérez nous a répondu de son côté : « Ce qui se passe dans ce pays nous touche profondément. Aussi avons-nous adopté une position très nette en faveur du droit à l'autodétermination du peuple nicaraguayen. Nous ne sommes pas en train d'intervenir dans les affaires intérieures du Nicaragua, et nous nous bornons à utiliser les traités signés par nos pays, à l'O.E.A. comme eux Nations unies, afin de réclamer le respect des droits de l'homme. Il est grand temps que l'O.E.A. ou les Nations unies cessent de respecter ces droits au Nicaragua. Nous souhaitons que l'O.E.A. agisse plus en médiateur qu'en accusateur du gouvernement du Nicaragua. Je crois qu'un accord est encore possible entre le gouvernement du Nicaragua et les forces de l'opposition. Mais, sur le terrain, la situation est dramatique, et il n'y a pas d'indices qu'elle puisse s'améliorer. »

M. Gonzalo Barrios, président du Congrès et du parti gouvernemental, d'action démocratique, se félicite de l'arrêt de plusieurs appareils militaires au Costa-Rica et déclare qu'il s'agit d'une « mise en garde » à Somoza. M. Pinerus, candidat du parti d'action démocratique à l'élection présidentielle du 3 décembre prochain, renchérit avec énergie sur ces déclarations. Tous les dirigeants des partis politiques, sans exception, recourent par le canal de l'Etat et mis au courant de la situation soutiennent sans réserve le gouvernement. Les syndicats ont organisé le boycottage de tous les navires à destination du Nicaragua.

De notre envoyé spécial

Il n'est pas surprenant que les dirigeants vénézuéliens adoptent une attitude énergique pour défendre le peuple Costa-Rica et les forces démocratiques du Nicaragua. La plupart d'entre eux ont vécu en exil à San-José pendant les années de la dictature Pérez Jiménez. M. Romulo Betancourt, fondateur et président à vie du parti d'action démocratique, s'est toujours prononcé contre tout régime totalitaire, à commencer par celui du président Somoza. Depuis qu'il a succédé à la présidence, en 1974, M. Carlos Andrés Pérez a, en outre, incité les diplomates de son pays dans une perspective inter-américaine et sensiblement plus indépendante des Etats-Unis.

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement de Caracas s'est également efforcé auprès de ses différents interlocuteurs, en particulier nord-américains, de plaider la cause des dirigeants du Front sandiniste de libération et du « groupe des Gourou » (1), dont plusieurs membres sont rentrés à Managua. Les Vénézuéliens estiment que le directeur du Front n'est pas, comme ce fut le cas dans les années 60 avec Carlos Fonseca Amador (2), lié à Cuba. Aujourd'hui, les dirigeants largement majoritaires du Front sont des chrétiens, des libéraux ou des socialistes-démocrates se réclamant de la même ligne et des mêmes amitiés internationales que Caracas. Selon les dirigeants démocratiques d'Amérique latine, le choc au Nicaragua n'est pas entre Somoza et le communisme, mais entre une dictature vieille de quatre décennies et un régime réellement démocratique.

MARCEL NIEDERGAANG.

(1) Groupe formé par des personnes intellectuelles, des chrétiens et des hommes d'affaires, qui avaient demandé en octobre 1977 la démission immédiate du président Somoza.
(2) Dirigeant sandiniste tué par la garde nationale le 9 novembre 1976.

« Muchachos » contre « tanquetta »

Estelí. — Le C-47, un vieil avion équipé d'une mitrailleuse, tourne au-dessus de cette petite ville du Nord depuis ce matin. Lorsqu'il a trouvé une cible, il pique en elle et lâche une rafale. Il était déjà venu hier et avant-hier, mais n'était pas resté si longtemps. Asses toutefois pour neutraliser l'hôpital et le poste principal de la Croix-Rouge. Les secouristes ont dénombré une trentaine de morts au cours des deux derniers jours.

Un millier de personnes dans cette ville, qui compte vingt-cinq mille habitants environ, se sont réfugiés dans un collège de jeunes filles tenu par des religieuses. C'est un grand bâtiment moderne en forme de « U » dont le jardin est plein d'arbres et de fleurs. Sous le promenoir, une religieuse s'occupe et soutient une vieille femme. Une autre confectionne sur une vieille machine à coudre Singer un drapeau de la Croix-Rouge. Pour le père Jose Ernesto Bravo, vicaire paroissial d'Estelí, qui passe un dimanche en un massacre. « Ce mitrailleur, nous dit-il, fera autant de morts qu'un incendie général de la ville. Les maisons d'ici sont pour la plupart construites en pisé, et tout est une simple toile enduite. Il n'offre aucune protection réelle. Ceux qui sont dans cet avion savent qu'ils tuent plus de civils que de guérilleros ».

Comme dans chaque ville investie par le Front sandiniste, le combat s'est fixé autour de la place principale, où se trouvent généralement l'église et le « cuartel » (le poste) de la garde nationale. Du marché, on tire sur la garde, ce qui évoque, pour un journaliste espagnol venu avec deux des résistances de la guerre d'Espagne, La « tanquetta », cette voiture blindée, qui décidément est devenue l'arme-clé de cette guerre urbaine, défend le plus souvent l'entrée du « cuartel ». Mais elle fait parfois une sortie, tourelle fermée tirant au canon ou à la mitrailleuse sur ce qui lui paraît être un regroupement de guérilleros. Entre deux passages de l'avion, notre guide progresse rapidement mais sans précipitation, armé seulement de deux revolvers à balles. Nous apercevons soudain en face de nous, mais heureusement

De notre envoyé spécial

au prochain carrefour, le canon et la tourelle de la voiture blindée qui seuls dépassent du talus qui lui barre le chemin. Nous changeons rapidement de direction. Deux rues plus loin, nous arrivons à un poste de commandement des insurgés. Il y a là les « commandants » « Treize » et « Quatorze », ainsi qu'une jeune fille qu'on appelle Maria. Les sandinistes se désignent par des numéros chaque fois qu'ils sont en opération.

Une organisation élastique

Dans les villes aux mains des insurgés, chaque cadre dirige une dizaine de « muchachos », jeunes combattants recrutés sur place. Quand le repli devient nécessaire, les soldats du Front décrochent, les « muchachos » cachent leurs armes, ôtent leur masque noir et rouge et se mêlent à leurs voisins et amis.

« Treize » est un homme de vingt-cinq à vingt-huit ans, grand, aux lunettes d'intellectuel et au parler de paysan. Il est au poste de commandement depuis que nous n'avions vu que des combattants habillés comme tout le monde. La conversation est un peu difficile parce que l'avion tire précisément sur ce quartier coupé de barricades, et à chaque rafale tout le monde se colle au mur. « Treize » reconnaît que cet avion le rend lui-même nerveux. Selon lui, il ne tire pas réellement à chaque passage. Il dispose d'un puissant mégaphone relié à un magnétophone (sur lequel passent des enregistrements de fusillades). La garde économise ainsi ses munitions et le bruit des rafales produit l'effet souhaité sur les nerfs de la population. « Treize » vit depuis deux ans dans la montagne. Il appartient sans doute à la branche « aînée » des sandinistes, celle de la guerre populaire prolongée, mais il se refuse à reconnaître l'existence de quelque division que ce soit dans le front sandiniste. « En ce moment, dit-il, il n'y a qu'un front. » Il nous explique que le front a organisé cinq zones dans la ville, qui se répartissent les tâches militaires et d'assistance à la population.

De fait, Estelí est incontestablement la mieux organisée des villes que nous ayons vues occupées par le front. Ici, l'alimentation et l'eau sont encore maintenues, il y a une circulation constante de la montagne et de campagne vers la ville. Avant que la garde n'attaque en masse, la ville sera renforcée rue par rue. Déjà, à plus de 2 kilomètres de la sortie, les sandinistes ont mis en place une succession de barrières et contrôlent toute la circulation. Pourtant, là aussi, si la pression devient trop forte, il est prévu de décrocher, pour revenir dès que la garde sera partie « nettoyer » une autre ville.

A l'entrée d'Estelí, la Croix-Rouge s'est repliée dans une salle de cinéma dont les rangées de chaises ont été repoussées sur les côtés. La veille, la garde a tué deux secouristes qui circulaient dans une ambulance. Au fond de la salle le poste dispose d'un bon matériel de radio et de transmission qui lui permet de rester en liaison avec la capitale. Une radio a été branchée sur la fréquence qu'utilise l'équipage de l'avion qui mitraille en ce moment la ville. On nous a passé une cassette qui avait été enregistrée une demi-heure avant notre arrivée et qui constitue le plus bouleversant document sonore qu'il nous ait été donné d'entendre. Tous d'abord les enfants qui hurlent de peur à l'approche de l'avion, puis les claquements de la mitrailleuse au milieu des cris, enfin dans l'alliance retombée, la conversation qui a lieu dans l'avion qui s'éloigne. « Changement d'objectif... à vous... ici ! Il y a deux de ces fils de pute, juste dans l'axe. »

En quittant la ville un moment de frayeur intense fait oublier l'avion qui rode. A gauche de notre voiture, à moins de 10 mètres, une camionnette est arrêtée, toutes portes ouvertes. Sur le marchand trois corps entassés, des civils. Le temps de regarder à droite et nous apercevons à une cinquantaine de mètres, sur un petit chemin qui monte depuis la route, la voiture blindée et son canon rigide comme un insecte, silencieux et mortel. Notre voiture est passée sans ralentir et sans accélérer. La « tanquetta » n'a pas bougé.

ALAIN-MARIE CARON.

Dans les 8 BHV.

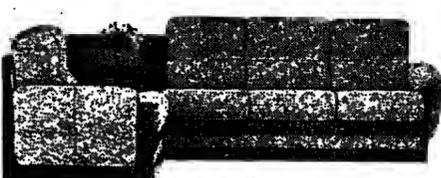
-15%. C'est le moment de vous encanaper.



Promotionnelle Mécanique revêtement 100% coton compressé
1 convertible, couchage 140, revêtement polyéther 2070F 1755F 1 angle, 855F 725F
1 chauffeuse, 573F 485F Soit l'ensemble pour, 3500F 2970F



Convertible Dordogne, couchage 140, matelas polyéther, revêtement 100% acrylique, 2420F 2050F
Finition assorti, 1150F 975F



Promotionnelle Caracas compressé
1 convertible, couchage 140, matelas polyéther, 1 angle table, 1 chauffeuse, revêtement 45% laine, 30% acrylique, 25% coton, 5940F 5020F Finition assorti, 1160F 1495F

SALON DU MEUBLE

Jusqu'au 14 octobre

-15%

sur tous les meubles, tous les sièges,
tous les canapés, toute la literie,
toutes les chambres,
tous les meubles en bois brut.



Concept fixe Grifo 3 places, revêtement cuir, 5890F 5000F
La même en convertible couchage 140, matelas polyéther, 6820F 5800F
Finition assorti, 2945F 2500F



Concept rustique Aluze, convertible 140 matelas polyéther revêtement façon Coton 100% fibres, 3026F 3330F
Finition assorti, 1965F 1585F

Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

صحنه من الراحل

POLITIQUE

Le parti socialiste va déposer une motion de censure contre la politique économique et sociale du gouvernement

Le comité directeur du parti socialiste, qui a siégé samedi 16 septembre, a adopté une résolution dans laquelle il dénonce « le cynisme de la politique économique et sociale mise en œuvre par le gouvernement Giscard-Barre dès le lendemain des élections législatives ». Il ajoute : « Ce cynisme, qui s'est traduit par exemple par la libération des prix accordée au patronat alors que le pouvoir exerce une pression constante pour faire obstacle au réajustement des salaires, ne parvient pas à dissimuler des échecs de plus en plus durement ressentis par les Français. (...) »

Ainsi que l'a souligné le parti socialiste dès la campagne qu'il a menée en juin dernier, la politique économique du gouvernement fait d'inflation et de chômage est en contradiction avec ce qui avait été dit aux Français avant les élections. De même, alors que le prétendu programme de Biots avait annoncé une pause fiscale pour deux ans, le projet de budget adopté par le conseil des ministres comporte une nouvelle et importante pression fiscale touchant de nombreuses catégories sociales. Sur tous ces points qui touchent directement à leur existence quotidienne, le pouvoir a trompé les Français.

Le parti socialiste, conscient que le retour durable au plein emploi est en contradiction avec

les intérêts du capitalisme, a la volonté d'amplifier sa lutte pour un changement complet de politique. (...) »

Cette politique de plein emploi, pour être efficace, implique une autre politique industrielle appuyée sur un secteur nationalisé étendu et une planification démocratique.

« A ce sujet, le P.S. estime que le plan gouvernemental qui prévoit une prise de participation de l'Etat dans les groupes sidérurgiques ne répond aucunement au problème prioritaire de l'emploi dans ce secteur. »

Le P.S. va développer, au cours des trois prochains mois, une campagne sur ces thèmes. Il estime que ses propositions pourraient constituer pour l'ensemble de la gauche les « bases d'une action commune ». D'ores et déjà le comité directeur a demandé au groupe parlementaire socialiste de déposer, dès la rentrée d'octobre, une motion de censure contre la politique économique et sociale du gouvernement.

Au cours de la discussion de cette résolution un vote est intervenu. Il a donné raison à M. Michel Rocard, qui voulait remplacer par « capitalisme » la formule « grand capital » à propos du plein emploi. Le député des Yvelines a fait observer d'une part que ce sont les petites et moyennes entreprises qui provo-

quent actuellement une montée du chômage, d'autre part que la formule « grand capital » correspond aux analyses et au vocabulaire du P.C.F.

Au cours de sa session, le comité directeur a adopté l'étude d'un rapport présenté par M. François-Régis Bastide qui se prononce en faveur de la création de radios locales, dans le cadre d'un service public bénéficiant d'une forte autonomie régionale.

Les dirigeants socialistes ont d'autre part entendu un rapport de M. Pierre Mauroy sur les projets de réforme des statuts du P.S. Le maire de Lille a souligné que « le parti socialiste a mieux à faire actuellement que de se lancer dans une querelle sur le règlement intérieur ». Il a proposé un compromis a été dégagé à l'occasion d'une conversation entre MM. Mitterrand et Mauroy, vendredi 15 septembre, avant l'émission télévisée « Apostrophes ».

Le maire de Lille, qui réclamait jusqu'à présent que l'élection des dirigeants soit assurée directement par le congrès, a consenti que le bureau exécutif soit désigné par le comité directeur, lequel sera élargi (le Monde daté 17-18 septembre). — T. F.

M. Michel Rocard : nous sommes en désaccord sur la hiérarchie des priorités du gouvernement

M. Michel Rocard, membre du secrétariat du parti socialiste, qui était dimanche 17 septembre l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a rappelé que, selon lui, les socialistes ont laissé le programme commun « devenir une véritable plate-forme revendicative plutôt que la description pour les cinq premières années d'un projet de société plus ambitieux ». Il a ajouté : « Des problèmes de précision de notre message politique, et, surtout, je crois les problèmes de personnes impliqués s'ils ne sont que des problèmes de personnes, existent. Je suis sûr que les choix d'idées, de stratégies et de projets politiques (...) La lecture des derniers sondages montre que

certaines personnes souhaiteraient que quelques socialistes se mettent à pactiser avec le régime : cette idée est absurde ; les statistiques sur le chômage sont là pour convaincre tous ceux qui cultivent de tels espoirs qu'il n'en est rien.

« Pour le reste, c'est vrai, sur un certain nombre de choix de politique économique et de politique internationale, nous avons des différences et des divergences qui, après tout, sont choses logiques dans une organisation démocratique. Les hommes se situent derrière ces choix. »

Le député des Yvelines a précisé la position du P.S. sur le problème de la réduction de la durée du travail. Il a déclaré : « C'est par

le canal des négociations entre employeurs et organisations syndicales ouvrières que sera précisée dans le temps la durée de l'arrivée à ces trente-cinq heures par semaine, qui doit être faite de manière que le pouvoir d'achat, non seulement soit maintenu, mais puisse — c'est un autre sujet — augmenter au fur et à mesure de l'augmentation de la production et de la productivité nationales... »

Evocant les délibérations du comité directeur de son parti sur ce sujet, il a ajouté : « Il y a eu conversation et accord, qui s'est conclu par un texte adopté à l'unanimité et une absence de contradiction dans les conclusions que je m'étais permis de faire et qui était : nous sommes lucides sur le fait que, choisissant ainsi, nous donnons la priorité à la préservation du pouvoir d'achat et nous situons dans plus de temps, plus d'années, la création des emplois complémentaires à cette baisse de la durée de travail, puisque'elle ne sera pas instantanée. »

En ce qui concerne la politique gouvernementale, M. Rocard a souligné : « Le budget ne traite le chômage que comme un problème social — il faut caudifier pour éviter que ce soit dangereux politiquement — et il ne comporte ni une idée ni un engagement financier en ce qui concerne le traitement économique, c'est-à-dire la création des emplois. Nous sommes en désaccord, absolument, sur la hiérarchie des priorités, non seulement de M. Barre, mais du président de la République, dont il fait la politique. (...) Nous nous battons fermement contre le système de priorités de M. Barre. On ne peut pas tout faire en économie, c'est une affaire entendue. Sa priorité est au commerce extérieur, et il fait ce qu'il peut. Il peut peu d'ailleurs et, à notre avis, il pourrait, même dans le cadre de son système de priorités, faire mieux — pour limiter le dégat social, qui est une honte. »

« Votre système, c'est la priorité absolue du plein emploi, et il faudra se battre pour limiter les conséquences sur d'autres fronts, les prix et le commerce extérieur. C'est toute une politique inverse. »

Interrogé sur la situation au sein de l'opposition, le député des Yvelines a noté : « La priorité est un des rares pays d'Occident dont la gauche soit près de se partager à peu près en deux — ne chipotons pas sur le rapport de forces entre deux projets de gauche différents. Ce partage n'est pas stable, n'a pas vocation à être stable. (...) Je crois, moi, que ce rapport, moitié-moitié, n'est pas un rapport stable et que les électeurs, qui restent, eux, unitaires — ou se vérifie l'élection partielle en élection partielle — continueront à imposer l'union de la gauche au second tour, c'est-à-dire à donner priorité à celui des deux projets de la gauche qu'ils préfèrent. Et c'est comme ça qu'un jour la gauche prendra le pouvoir. J'en suis convaincu. Je reste, moi, certain qu'il n'y a pas de fatalité de l'échec de la gauche, et c'est même pour cela que nous sommes repartis au travail sur un pied ferme et tout de suite. »

Sur la politique du chef de l'Etat, M. Rocard a précisé : « C'est le président de la République lui-même qui dit non à sa propre politique d'ouverture. Il sait bien que des partis qui représentent le monde du travail — et en tout cas je n'engagerai que la mienne : le parti socialiste — ne peuvent pas accepter de discuter, qu'il y ait des manœuvres d'approche ou la manœuvre ambiguë quand l'article premier de la politique suivie par le président de la République et son gouvernement est d'accepter un chômage massif. Rien n'est possible dans ces conditions. »

Le bureau politique du P.C. a dénoncé dimanche 17 septembre « les attaques et les menaces qui caractérisent la campagne anticommuniste actuelle » en vue de l'élection législative partielle de la 18^e circonscription de Paris.

Le bureau politique s'est élevé notamment contre « l'attaque haineuse » à laquelle se sont livrés, selon lui, MM. Jacques Chirac et Christian de La Malène, candidats du R.P.R., au cours d'un meeting, le 14 septembre.

Mme Chantal Sanchez (P.C.) a été élue le 17 septembre au conseil municipal de Vermelles (Pas-de-Calais) comme dont son père, Henri Lucas, député de la cinquième circonscription, décédé le 30 juillet dernier, était le maire. Elle a obtenu 1 222 voix contre 413 au candidat du P.S. et 257 à celui du R.P.R. sur 2 766 inscrits, 1 836 votants et 1 882 exprimés.

NADAUD enseignement privé
enseignement SUPERIEUR

Rentrée le 22 Septembre

19, rue Jussieu - 75005 Paris - Tél. : 337.71.16 +

Au BHV Rivoli.

Grande exposition.
-20% sur les "mille et un" tapis d'Orient.



Iran, Turquie, Chine, Afghanistan, Pakistan, Inde. Depuis toujours, ils sont noués à la main par des artisans garants de traditions séculaires. Depuis toujours, ils sont en laine ou en soie, aux couleurs chatoyantes ou fondues.

Depuis toujours, ce sont des pièces uniques qui ne cessent de prendre de la valeur.

Tous ces chefs d'œuvre sont au BHV Rivoli, tous accompagnés d'un certificat d'authenticité.

Et jusqu'au 14 octobre, vous bénéficierez de 20% de réduction sur toute la collection.

Jusqu'au 14 octobre

-20%

SUR TOUS LES TAPIS D'ORIENT (6^e étage)

ET LES FOURRURES D'AMEUBLEMENT (5^e étage)

Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.



VOIX et EXPRESSION

parler avec aisance
se faire écouter
maîtriser l'expressivité
souhaiter, décider

Tous renseignements :
C.F.A.E.L. de 18 h. 30 à 19 h.
24, rue Henri-Barbusse - 75005
Tél. : 335-16-19 - 336-16-62

صحنه من الامل

POLITIQUE

mes en désaccord du gouvernement

Crise chez les radicaux de gauche de la Loire

Saint-Etienne. — Une crise secoue la fédération du Mouvement des radicaux de gauche de la Loire, au sein de laquelle la tendance majoritaire nationale, conduite par M. Claudius Granger, est minoritaire. C'est le comité directeur du M.R.G. de la Loire qui, le 7 juin, manifeste sa confiance au président nouvellement élu, M. Michel Crépeau. Mais le mercredi 6 septembre, emboitant le pas à M. Michel Grossmann, membre du comité directeur national, et adjoint au maire communiste de Saint-Etienne, il avait, à une voix de majorité (5 contre 4 et grâce à un pouvoir) décidé de soutenir Robert Fabre dans sa tentative de promouvoir une opposition constructive à l'égard de la direction nationale. Ne venant pas à cette prise de position, M. Grossmann a été, la semaine dernière, à l'origine de la création à Saint-Etienne avec le soutien de M. Michel Soulié, ancien ministre, de la Fédération Rhône-Alpes pour une démocratie radicale (F.D.R.). Selon l'un des fondateurs de cette nou-

velle formation, M. Pierre Baricout, secrétaire général du M.R.G. de la Loire et conseiller municipal de Saint-Etienne, « il n'y a aucune raison pour que ne soit pas acceptés au sein de la F.D.R. des radicaux ou des socialistes ». Les radicaux de gauche de la Loire (favorables à M. Michel Crépeau) se sont alors réunis pour protester contre de telles positions, considérant notamment cette F.D.R. « comme une déshonneur de fait ». « L'accord national P.S.-M.R.G. dans la Loire est révoqué », a déclaré M. Merat, secrétaire général du P.S., avant d'insister sur le fait que « il se défend de travailler en confiance dans la municipalité stéphanoise avec ceux qui l'ont révoqué ». En revanche, le P.C. annonce que l'attitude de ses élus « dans la gestion des municipalités ne changera pas et que ce soit à Saint-Etienne, Roanne, Rive-de-Gier, Saint-Chamond ou Firminy, notre activité municipalitaire est uniquement dictée par le respect du contrat municipal qui lie tous les partenaires », ajoute le P.C., non sans avoir auparavant condamné « le virage à droite » de la fédération de la Loire de M.R.G. Pour les communistes, « les choses sont claires : dans la Loire, les radicaux abandonnent la référence de gauche, rejettent le programme commun et se déclarent prêts à jouer avec les nationalistes ». Conseiller général, et maire de Saint-Jean-Soleymieux, M. Claudius Granger, président de la fédération de la Loire du M.R.G., résume cette interprétation : « Il ne saurait être question de remettre en cause la ligne politique définie aux congrès de La Rochelle et de Paris. Cette politique ne peut se poursuivre qu'avec nos partenaires de l'union de la gauche, sans compromissions avec le pouvoir actuel », a-t-il affirmé.

Le conseil national du Mouvement des radicaux de gauche s'est réuni en séminaire, samedi 16 et dimanche 17 septembre à Paray-le-Monial (Saône-et-Loire), pour préparer le congrès national qui aura lieu le 18 novembre à Paris. Les jeunes radicaux de gauche ont réaffirmé à cette occasion leur attachement à l'action de M. Michel Crépeau, président du M.R.G. et « seul leader démocratiquement désigné du parti ». Ils souhaitent que le M.R.G. affirme sa position dans la gauche et entendent structurer et développer leurs fédérations départementales et aux côtés de leurs amis.

Selon un sondage IFOP, la popularité des leaders politiques est en baisse

Le Journal du dimanche a publié dans son numéro du 17 septembre un sondage réalisé par l'IFOP du 5 au 13 septembre auprès d'un échantillon de 1.805 personnes. Il en ressort que la popularité de la quasi-totalité des personnalités politiques est en baisse. Seuls progressent MM. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., Pierre Mauroy, membre du secrétariat du P.S., et Jean-Pierre Buisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs. Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la famille, reste la personnalité la plus populaire, avec 62 % d'opinions favorables et 23 % d'opinions défavorables. Bien qu'en recul de 8 points, M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, se hisse à la sixième place avec 47 % d'opinions favorables, précède M. Jacques Chaban-Delmas, avec 45 % (- 5 points). M. François Mitterrand rétrograde de la deuxième à la quatrième place, passant de 60 à 45 % d'opinions favorables. Il est à égalité avec M. Michel Rocard, qui atteint le même score de 45 % en ne perdant qu'un point. M. Jacques Chirac se place en sixième position, avec 43 % d'opinions favorables (- 4 points), à égalité avec M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière (- 1) et de M. Robert Fabre, 42 % (- 7). Ce dernier enregistre par ailleurs le record d'augmentation des mécontents (de 22 à 31 %). M. Georges Marchais est à la quinzième place, avec 22 % d'opinions positives (- 2) et 51 % d'opinions négatives (+ 1). Selon le même sondage, 40 %

des personnes interrogées au lieu de 31 % en janvier votent M. Chirac « dans un rôle et une fonction » de président de la République. En revanche, elles ne sont que 31 % à voter en M. Mitterrand un président éventuel, soit une baisse de 5 points par rapport à janvier. Les suivants immédiats, MM. Chaban-Delmas, 27 %, Peyrefitte, 17 %, et Rocard, 14 %, améliorent chacun sensiblement leurs positions. Enfin 42 % des personnes interrogées au lieu de 39 % en janvier votent M. Chirac « dans un rôle et une fonction » de premier ministre. M. Chaban-Delmas recueille un pourcentage de 41, améliorant également son score de 3 points. En revanche, M. Mitterrand se retrouve à la troisième place avec 40 % après avoir perdu 8 points.

M. ROCARD : un certain archaïsme politique est condamné.

Interrogé sur les résultats de ce sondage au cours du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 17 septembre, M. Michel Rocard, membre du secrétariat du P.S., a déclaré : « Bien entendu, un bon sondage fait plaisir, mais on n'est pas responsable politique sans savoir que les sondages, ça va, ça vient. M. Rocard a déclaré : « Bien entendu, un bon sondage fait plaisir, mais on n'est pas responsable politique sans savoir que les sondages, ça va, ça vient. M. Rocard a déclaré : « Bien entendu, un bon sondage fait plaisir, mais on n'est pas responsable politique sans savoir que les sondages, ça va, ça vient. »

sonnel que de la capacité collective de l'outil à la construction duquel nous travaillons : prendre le pouvoir et transformer la France. Il me semble que ces sondages comportent une réponse au paradoxe du 19 mars, parce que, pour moi, il y a paradoxe dans la défaite de la gauche, paradoxe en ce sens que la France — et bien des sondages le montrent déjà — c'est bien quant aux intentions de vote que quant aux thèmes — est de plus en plus d'orientation socialiste (...). Les élections partielles nous confirment que la gauche est potentiellement majoritaire. Mais, les 12 et 19 mars, confrontée aux problèmes de l'Etat et de la gestion économique, la gauche a rencontré les Français qui ne lui ont pas donné leur confiance. « C'est par rapport à ce mouvement d'opinion que les sondages nous donnent une réponse. Et cette réponse, c'est probablement qu'un certain style politique ou qu'un certain archaïsme politique est condamné, qu'il faut probablement parler plus vrai, plus près des faits. »

En ce qui concerne la cote de M. Mitterrand, M. Rocard a précisé : « Que la chute soit à la mesure des responsabilités exercées dans le passé est une logique qui n'appelle pas de commentaires supplémentaires à mon sens. » M. François Mitterrand a évoqué ce sondage à Montauban. Le candidat a déclaré : « Si j'avais besoin d'être rassuré, il m'aurait suffi de regarder les noms de ceux qui sont passés devant moi pour être tranquille. »

SCIENTES-PO ENTRE ET A.P. Préparation annuelle Stage intensif gratuit ou en 2 ANNEES Préparation en cours de nuit IPESUP, Enseignement Privé, rue du Centre Notre-Dame, 75004, 325.63.30

PA MANAGEMENT CONSULTANTS. DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER 200.000 F. DIRECTEUR GÉNÉRAL 200.000 F. DIRECTION GÉNÉRALE 150.000 F. DIRECTION RÉALISATIONS INDUSTRIELLES 160.000 F. CONTROLLER 150.000 F. INGÉNIEUR D'EXPLOITATION 115.000 F. INGÉNIEUR INFORMATICIEN 125.000 F. INGÉNIEUR PRODUCTION Nord. INGÉNIEUR DE VENTE Biens Capitaux. Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à : PA Conseiller de Direction S.A. 8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél: 505-14-30 19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25 9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-43 1, rue Duguesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82 Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

Rendre à la justice sa crédibilité

I. — LES MAGISTRATS

par PIERRE ARPAILLANGE

La lecture des sondages d'opinion selon les quels les Français, pour 55 % à 75 %, n'auraient plus confiance en leur justice a donné une première alerte.

Des affaires — qui n'ont pas reçu leur solution logique — ont confirmé cette tendance.

Ces personnalités se sont étonnées et, le 5 décembre 1977, le sénateur Pierre Marolhacq, ancien avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, dont on connaît la pondération et la sérénité, s'adressant au ministre de la Justice de la tribune du Sénat, s'exprimait ainsi : « La France n'a plus confiance dans sa justice, les magistrats n'ont plus confiance dans la justice dont ils sont les maîtres d'œuvre... Je déplore cette situation, car il n'y a pas d'Etat capable qui puisse se vanter d'exister sans une justice digne de ce nom et hautement crédible. »

Depuis lors, vingt millions de Français ont vu à la télévision l'affaire Dreyfus, et ont compris le rôle décisif joué par Emile Zola pour obtenir la révision du procès — car, n'est-ce pas, ce n'est pas de la justice que nous importons aujourd'hui, c'est sans doute moins l'affaire Dreyfus en elle-même que ce qu'elle révèle, car elle a valeur exemplaire et il faut dépasser le cas particulier pour en voir les raisons profondes et en tirer des conclusions générales.

Est-ce bien ce que beaucoup ont ressenti.

Au cours des débats publics qui ont suivi les Dossiers de l'écran consacrés à cette affaire, on entendit des télespectateurs affirmer : « Depuis Zola rien n'a changé, la justice est la même. Les pressions du pouvoir sur la justice existent toujours. »

Et ils s'interrogeaient pour savoir si une affaire Dreyfus serait actuellement possible ; sans doute, on ne conceit pas que l'antisémitisme puisse renaitre avec la même ampleur et au même niveau — depuis cette époque, nous avons tout de même eu le nazisme et connu ses victimes juives, ce qui aurait dû nous gu-

rir définitivement de tout racisme — mais comme l'a révélé Claude Sarrate (1), qui pourrait affirmer que les deux grands courants, les forces si violemment opposées, de l'ordre et de la vérité, ne pourraient pas s'affranchir à nouveau ?

Cette réponse, que l'on voudrait mieux assurée, pose la question de la fonction du juge, qui doit être dans le domaine des affaires intérieures le premier devoir de l'Etat. Elle est le seul critère du degré réel de liberté et de dignité d'un peuple. Elle est aussi facteur de paix sociale. « Au-dessus de toutes les idées qui passent, il y a, en effet, dans les Etats un principe immuable qui est la justice. C'est par elle que vivent les Républiques ; chargées dans la sphère du droit civil de rendre à autrui ce qui lui revient, elle agit, dans le domaine public, au profit de tous ceux qui lui est dû. » Par là, elle se confond avec la liberté : « Quant l'innocence des citoyens n'est pas assurée, dit-il, l'innocence, la liberté n'est pas non plus. »

Comment, dès lors, la justice peut-elle être tant décriée et brocardée ?

C'est que la justice est au cœur de la crise sociale, dans un monde de plus en plus inquiet de son avenir.

On peut dire qu'elle a perdu, avec la confiance des citoyens, la sérénité et l'autorité, visiblement pour des raisons plus profondes que la simple vétusté ou l'imperfection des lois.

Il en est résulté ce que nous voyons actuellement : une justice incertaine, hésitante, trop souvent rendue par des magistrats que n'anime plus une entière conviction, pour des citoyens irrités par ses lenteurs, son incompréhension en matière civile, appliquée en matière pénale à des condamnés qui n'en saisissent pas toujours le sens et contemplés avec scepticisme par une opinion qui la trouve, tout simplement, trop forte pour ce qu'elle a de faible et trop faible pour ce qu'elle a de fort.

Il apparaît, pour être plus précis, que nous ne savons plus quelle est la vraie mission de nos juges, ni l'exacte signification de leur sentence.

entière, mais aussi pour le pouvoir lui-même qui a le plus grand intérêt à sauvegarder l'intégrité de la justice et qui risquerait de ne pas avoir dans les périodes où pour les affaires « difficiles » les magistrats compétents et lucides qu'exigerait la situation.

Et je ne citerai en exemple que l'affaire Klaus Croissant : elle me paraît caractéristique parce qu'elle symbolise les erreurs et les maladroites commises dans la forme, car je ne veux pas

Une refonte totale du statut des magistrats

Il est certain, et par beaucoup aujourd'hui reconnu, que l'avancement tel qu'il est pratiqué tant au parquet qu'au siège, est inconciliable avec des règles simples, claires et loyales que les pouvoirs publics doivent assurer à un « service » primordial dans la vie de la nation. C'est à une refonte totale du statut des magistrats qu'il faut procéder, et non seulement à une réforme partielle et à quelques aménagements de portée limitée.

Je dirai ultérieurement mon point de vue à cet égard, car depuis un an mes idées ont profondément évolué : la situation s'est dégradée à une telle allure que les mesures que j'avais suggérées dans ce journal en 1977 (3), sont déjà à mon avis, nettement dépassées.

Rendre crédible la justice, ce serait non seulement assurer réellement l'indépendance des magistrats, faire que le mérite reprene ses droits, éviter que certains ne puissent être considérés comme « les exclus » du pouvoir. Ce serait aussi leur donner les moyens matériels d'accomplir leur tâche, et reconnaître à leurs principaux collaborateurs, les secrétaires - greffiers et autres fonctionnaires de la justice, la place qui revient à leur capacité.

Ce serait enfin mieux assurer les droits de la défense :

- Par une intervention possible des avocats au début des enquêtes et de l'instruction, et notamment lors de la garde à vue ;
- Par leur présence à tout moment de l'information judiciaire ou de la phase du jugement auprès des inculpés et des prévenus et jusqu'à la fin de l'exécution de la peine des condamnés ;
- Par un libre accès auprès de leurs clients ;
- (1) Le Monde, 25 mai 1978.
- (2) Plaidoyer pour l'irresponsabilité du juge, 25 janvier 1977.
- (3) Voir Le Monde, 25 janvier 1977, 141. Pour m'inspirer d'un « mot » de Laureot Fabius.

Recrutement et avancement

Il faut restituer à la justice sa crédibilité, et d'abord en portant davantage attention et considération aux personnes qui la servent : magistrats, avocats, secrétaires-greffiers, fonctionnaires pénitentiaires, éducateurs et collaborateurs de toutes sortes.

Mais le recrutement et l'avancement des magistrats sont, et ont toujours été, en ce qui concerne les « acteurs », les deux axes fondamentaux du malaise ressenti.

Le corps judiciaire, qui est formé environ de cinq mille magistrats, fortement hiérarchisés, comprend d'une part les magistrats du siège : ce sont les juges d'instruction, et aussi ceux qui prononcent les jugements et arrêts, et d'autre part les magistrats du parquet, ou magistrats du ministère public, qui ordonnent les poursuites judiciaires, requièrent l'application de la loi et font exécuter les décisions des juges.

Le recrutement des magistrats, par le concours et le recrutement latéral, pose un problème d'une difficulté d'une importance considérable. Il faudrait attirer dans cette profession les « meilleurs » des femmes et des hommes de notre pays, car la fonction de juge implique les plus profondes qualités intellectuelles et humaines.

En outre, devant la technicité et la complexité des lois, on pourrait se demander si la fonction de juge n'est pas réellement devenue un métier, qui doit s'apprendre, ce qui est le rôle de l'Ecole nationale de la magistrature.

J'évoque seulement ce problème sans le traiter au fond, tant il est vaste et délicat par ses multiples implications. Car ne serait-il pas aussi préférable, pour que la justice soit crédible, de la rendre avant tout compréhensible aux citoyens, qui n'auraient plus, en entrant dans un palais de justice, l'impression de pénétrer dans un monde à part, avec des acteurs dont ils ignorent jusqu'à la qualité et la fonction, et dont ils ne peuvent suivre les règles ni saisir le comportement. Une justice, qui n'est pas com-

L'indépendance

On a peut-être trop parlé de l'indépendance des magistrats, sans la protéger, un peu comme on parle trop des inégalités sans les supprimer ou, au moins, les réduire ; mais on le sait, l'opinion publique la met en doute. D'ailleurs, le simple fait que cette question puisse se poser est déjà l'indice d'une défaillance.

Et, en effet, le magistrat qui sollicite, celui qui demande, ou de l'avancement, ou d'autres fonctions au sein même de sa juridiction, ou la présidence d'une commission, ou une décoration, risque de ne pas apparaître comme un magistrat véritablement indépendant. Il risque, sans peut-être toujours s'en rendre compte, d'aller au-devant de ses désirs du pouvoir, qui n'aura alors même pas à faire sur lui le moindre pression. Un débiteur est forcément un mauvais juge.

C'est ce, comme pour les fonctionnaires, on verrait, pour les magistrats, des nominations qui ne paraissent pas résulter uniquement du mérite. Mais ce qui serait déjà grave pour les fonctionnaires deviendrait absolument inacceptable, pour ne pas dire désastreux, pour ceux qui ont pour fonction de rendre la justice.

Si les magistrats « servaient » le pouvoir, il n'y aurait plus de justice, car le juge ne serait plus

LES DÉCISIONS DES JUGES

Le premier établissement de préparation à

SC.PO

2 centres : Neully et St-Gilles

- examen d'entrée en A.P.
- entrée directe 2^e année.
- soutien en cours d'A.P.

CEPES — Enseignement libre de profession
27, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully
Tél. 31.54 ou 745.62.19



vous êtes BACHELIER
vous souhaitez vous orienter vers la

GESTION D'ENTREPRISE

ipag Institut de préparation à l'Administration et à la Gestion
Etablissement privé d'enseignement technologique
supérieur reconnu par l'Etat (association loi 1901).

recrute sa nouvelle promotion

FORMATION EN 3 ANS alternant

Stages en Entreprise et à l'Etranger - Etudes à l'Institut
avec expérimentation active des techniques de gestion grâce à un corps
enseignant issu de l'entreprise et à un matériel pédagogique adapté.

SESSION D'ADMISSION :
3 Octobre 1978

Information à l'IPAG - Mme DRIEUR
184, Boulevard Saint Germain
Téléphone 222.08.85

COGESSOR et AFRAMP

rappellent le démarrage de leurs stages de formation longs annuels, d'une journée par semaine :

- **CONTROLE DE GESTION** - Cadres - 35 jours en 1 an (29^e stage) - 8.200 F H.T. - Débutant le 17-11-78.
- **GESTION DE PRODUCTION** - Cadres - 38 jours en 1 an (20^e stage) - 8.600 F H.T. - Débutant le 10-11-78.
- **ACHATS APPROVISIONNEMENTS** - 2 options - Cadres et Maîtrise (3^e stage) - 7.000 et 6.690 F H.T. - Débutant le 26-10-78.

Tél. : Mme Simon 285-14-15
pour programmes et informations

EP

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Préparation, simultanée ou non, aux diplômes d'état :

- D.E.C.S.
- B.T.S. de distribution
- MAÎTRISE DE GESTION

Une large ouverture sur la vie des entreprises (stages, séminaires, visites, lieux d'entreprises).

Documentation gratuite sur demande : 130, rue de Clignancourt 75018 PARIS - 262.27.27

D.E.C.S.

Probatoire et certificats. Cours du jour et du soir. Admission niveau Bac.

ECOLE SUPERIEURE DE GESTION

182, rue de Vaugirard, 75015 PARIS. — 273-07-72.

Prepa H.E.C.

Admission en Prépa 1 : Bac C, en Prépa 2 : autres Bac.

ECOLE SUPERIEURE DE GESTION

182, rue de Vaugirard, 75015 PARIS. — 273-07-72.

TALMUD TORAH DE L'UNION ISRAËLITE DE FRANCE

34, rue Copernic - Paris (10^e)

Reprise des cours pour les jeunes de cinq à dix-huit ans

Les mardi 26 septembre et mercredi 27 septembre 1978

Inscriptions et renseignements : Tél. 231-25-76 - 764-37-21

ÉDUCATION

AMER CONSTAT AU CONGRÈS DE LA F.I.P.F.

Le recul de l'enseignement du français à l'étranger a des causes politiques, culturelles et économiques

De notre envoyé spécial

Bruxelles. — Des Pays-Bas à l'Uruguay, des États-Unis à la Norvège, l'enseignement du français perd du terrain. Cette constatation a fait l'amère unanimité des six cents professeurs de français de cinquante-trois pays qui viennent de se réunir à Bruxelles, à l'occasion du quatrième congrès de la Fédération internationale des professeurs de français (F.I.P.F.). Souvent militants de la langue française, parfois très isolés, peu ou mal formés, ces professeurs ont été habitués à un enseignement qui ne correspond plus aux besoins des élèves. Ils sont maintenant à la recherche des « motivations du choix » du français, maître mot du congrès, qui permettront de rétablir la situation et, pour certains, de préserver leur emploi.

Le développement du français est apparu aux enseignants subordonné à des facteurs politiques, économiques et culturels qui montrent « l'irréalisme d'une réflexion pédagogique limitée aux murs de la classe », selon l'expression de Mme Lucette Chambard, présidente de la Fédération (1).

L'influence politique au premier chef. L'enseignement du français n'est

développé en Pologne après les visites de M. Valéry Giscard d'Estaing en 1975 et en 1976, tandis qu'en Espagne, où la langue bénéficiait d'un statut très privilégié du temps du général Franco, on constate une forte régression. Il est vrai que des accords spéciaux, assortis d'aides financières, ont été signés avec les Américains aussitôt après la déchéance de Caudillo, sur l'initiative du département d'État, afin que soit développé l'enseignement de l'anglais. Politique encore, lorsque le gouvernement de la République démocratique allemande publia une directive prescrivant qu'un tiers des élèves du second cycle doit apprendre le français, et les deux autres tiers l'anglais. Ou lorsque le Nigeria, pays de langue anglaise, décida de développer l'enseignement du français, pour pouvoir communiquer avec les pays qui l'entourent, tous francophones. Politique au Québec, toujours à la recherche du « français le plus pur », pour préserver son identité culturelle.

Politique enfin, en Haïti, à l'île Maurice, à la Réunion, et dans les pays d'Afrique francophone où, la plupart du temps, les instructions officielles ne permettent pas de tenir compte de la forme linguistique, dérivée du français, employée par les enfants. En Côte-d'Ivoire, le français « de France » est imposé comme langue officielle. Il est, en réalité, la langue de l'élite, enseignée comme telle, les enfants parlant de la récréation une autre langue née du français, et dont l'usage est interdit en classe.

L'impact culturel de la France et sa littérature jouant aussi un rôle essentiel dans le développement ou non de l'enseignement du français.

En République démocratique allemande, en Bulgarie, en Finlande, en Norvège, subsiste, selon les professeurs, l'image d'une France révolutionnaire, de culture et de liberté. Mais dans la majorité des pays, notamment en Amérique latine, et en Extrême-Orient, la maîtrise de cette langue est liée à un certain prestige social. On a pu ainsi observer, lorsqu'une option est offerte, que l'anglais est choisi par les milieux les moins favorisés. Le français est toujours étudié par les couches sociales mieux nanties — particulièrement les filles (80 % d'étudiantes aux États-Unis, 90 % en Finlande, 75 % au Brésil) — dont les enfants ne rencontreront aucun obstacle à venir ajouter ultérieurement l'anglais à leur bagage scolaire.

La place du français est largement conditionnée par l'idée que l'on se fait de son utilité économique. Si l'anglais s'est partout imposé comme langue essentielle, le français se développe dans les pays qui entre-

tiennent avec la France des relations économiques ou commerciales privilégiées : ainsi, en Yougoslavie, en raison du tourisme, ou au Koweït, où cent vingt-cinq professeurs enseignent le français, soit autant qu'en Irak, pays qui compte environ quinze fois plus d'habitants.

« La construction par la France des métros de São-Paulo ou de Caracas fera autant que les enseignants pour la langue française au Brésil et au Venezuela », nous a déclaré M. Michel Bruguière, rapporteur général du haut comité de la langue française. Selon lui, il ne faut pas parler de régression, mais de déplacement : le français perd du terrain aux États-Unis et dans les pays qui prennent pour modèle, à l'inverse, en Afrique du Nord, le français est inépuisable, en dépit des politiques officielles d'arabisation, car il est la langue du développement économique et de la promotion. Enfin, les « pays de l'avenir » — la Chine, le Japon, les États du golfe Persique, — au tournant vers lui, en raison de l'accroissement des échanges commerciaux avec la France.

Changer les méthodes d'enseignement

Les professeurs ont aussi une large responsabilité dans la situation qui est faite à la langue qu'ils enseignent. Ils se sont interrogés, au cours du congrès de Bruxelles, sur le français qu'ils doivent enseigner. L'accent mis sur l'écrit et sur l'étude de la littérature — beaucoup de professeurs de français ne parlent pas notre langue, ou très mal — en écarte de nombreux jeunes, la langue étant à leurs yeux une langue trop difficile, voire inutile. Cette opinion, « à la fois image de marque et fantasme », selon Mme Chambard, est renforcée par l'attitude très sévère des professeurs aux examens. C'est pourquoi, aux États-Unis, les étudiants renoncent au français et préfèrent ce qu'on apprend — ou espère apprendre — vite. En République fédérale d'Allemagne, où la *numerus clausus* existe à l'entrée des universités, le choix du français ou baccalauréat permet rarement d'avoir une très bonne note ou une mention.

Établissant un bilan critique des méthodes d'enseignement du français, M. Gerardo Alvarez, professeur à l'université Laval du Québec, a relevé un enseignement uniforme avec des méthodes monotiques. Il n'y a plus de modèle de langue unique, c'est-à-dire l'enseignant doit chercher à donner à ses élèves des compétences en français qui correspondent aux situations dans lesquelles ils se trouvent ou vont se trouver.

Mme Andrée Tabouret-Keller, maître de conférences à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, mère depuis trois ans auprès des associations nationales membres de la F.I.P.F. une vaste enquête sur « les fonctions et contenus de l'enseignement du français dans ses différents contextes ». Les réponses qu'elle a réunies soulignent unanimement la concurrence de l'anglais et lui ont

permis de faire une sorte de portrait-robot du professeur de français à l'étranger.

Dans l'ensemble des pays, la profession est peu valorisée. Le moyen d'âge est basse là où règne le chômage (vingt-cinq ans au Brésil, contre quarante-cinq en Norvège). Dans les pays en voie de développement, la profession est maudite et jouit de 75 % d'hommes ou Togo, 85 % en Libye), les effectifs des classes sont lourds et la formation des maîtres généralement courte (trois ans au Togo). Dans les pays développés, la pyramide des âges est mieux répartie, la population enseignante est essentiellement féminine, les effectifs des classes légers et la formation des professeurs plutôt longue (six ans en Finlande, sept ans en Norvège).

Dans tous les cas, la pratique pédagogique des maîtres est directive, voire autoritaire. Leur compétence est toujours définie par eux comme bonne, voir excellente, ce qui permet à Mme Tabouret-Keller de noter que, « même si l'image sociale du professeur de français subit des revers, la représentation que celui-ci se fait de sa compétence reste positive et unitaire ». Pourtant, les professeurs reconnaissent unanimement que les résultats obtenus à la fin de la scolarité restent très modestes. Il est vrai que, classant par ordre d'importance les points sur lesquels on a mis l'accent dans la formation des enseignants, aucune des vingt-sept associations qui ont répondu à l'enquête n'a cité les besoins de : élèves...

JEAN-MICHEL CROISSANDEAU.

(1) Fondée en 1969, la F.I.P.F. groupe aujourd'hui cinquante-trois associations nationales d'enseignants de français. Elle organise tous les trois ans un congrès mondial.

Les cadres toujours motivés par leur travail

c'est une des révélations de l'enquête Sofres-Sicob sur l'entreprise.

Pour faire le point sur les problèmes de l'entreprise d'aujourd'hui, le Sicob a demandé à la SOFRES de réaliser une enquête auprès d'un échantillon de cadres et de chefs d'entreprise.

Premier enseignement : le fameux malaise des cadres semble avoir été exagéré. Les cadres se sentent toujours aussi impliqués dans leur métier. Ce qui ne veut pas dire qu'ils soient entièrement satisfaits du fonctionnement de l'entreprise. Un problème particulièrement sensible : la communication et l'exercice de l'autorité.

Deuxième enseignement : les points de vue des cadres en matière économique et sociale sont souvent très proches de ceux des chefs

d'entreprise. Ils sont dans leur majorité partisans du libéralisme et d'un assainissement de l'économie.

De ces thèmes et de tous les problèmes qui concernent l'entreprise, venez débattre au Sicob.

Six débats y sont organisés les 20, 21 et 22 septembre. Ils réuniront des personnalités de premier plan des secteurs public et privé qui discuteront et développeront les sujets suivants :

- Paternalisme ou Esprit Maison ?
- La Participation dans l'Entreprise : utopie ou alibi ?
- La créativité dans l'entreprise : le droit à l'imagination ?
- La Communication dans l'Entreprise : un peu... beaucoup... pas du tout ?

- 14 % de Femmes cadres : pourquoi ?

- La Formation et l'Entreprise. Robert Boulin, Ministre du Travail et de la Participation ; Jacques Legendre, Secrétaire d'État auprès du Ministre du Travail, chargé de la Formation Professionnelle ; Georges Clerc, Directeur de la formation, de l'information et de la communication de Rhône-Poulenc ; Yves Charpentier, Président de la Confédération Générale des Cadres ; Francis Cordet, Directeur des Affaires Sociales de Leroy-Somer ; Jacques Ehrsam, Président Directeur Général de Singer France ; Jacques Lomonnier, Président Directeur Général de IBM France ; Henri Monod, membre du Directoire, Directeur Général de

Roussel Uclaf ; Clothaire Rappelle, Gérant de Rappelle International et Jean-Claude Sarazin, Directeur Général de La Redoute, participeront à ces forums qui visent à faire le point des préoccupations présentes et futures des responsables économiques.

Du 20 au 29 septembre, l'entreprise se rencontre au Sicob. C'est un rendez-vous important. Ne le manquez pas.

SICOB® Salon International de l'Informatique, de la Communication et de l'Organisation de Bureaux.

CNIT - PARIS LA DÉFENSE de 9 heures 30 à 18 heures. Pour toute information sur les débats, à partir du 20 septembre : Tél. 775 24 21.

« Pour le prestige »

M. Etsuji Matsumoto, professeur de français, dirige un établissement d'enseignement supérieur privé de Tokyo. L'Association Française, fondée en 1913, qui accueille quatre mille cinq cents étudiants. Voici comment il décrit la situation de l'enseignement du français dans son pays :

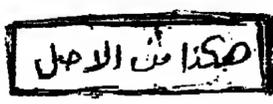
« Le grand problème de l'enseignement du français au Japon, c'est l'oral. En effet, les professeurs japonais ont été formés dans des universités où ils ont étudié la linguistique et la littérature française mais où on ne leur a pas appris à parler. C'est pourquoi ils ont leur cours de français... en japonais. Le gouvernement français invite chaque année à Paris une vingtaine d'entre eux, linguistes réputés, pour se perfectionner dans la science de la langue. Une fois arrivés, ils doivent s'inscrire aux cours de français pratique pour étrangers, niveau moyen ou « grand commençant », car ils ne peuvent pas communiquer. Ils ont surtout recours à l'écrit, et la tradition de l'enseignement des langues poussée à apprendre à lire et non à parler.

« La langue étrangère la plus répandue au Japon est l'anglais, pratiquement obligatoire dès douze ans. L'allemand et le français ne sont enseignés qu'à l'université. Pour l'enseignement supérieur, quelle que soit la discipline choisie, l'étude d'une deuxième langue étrangère est obligatoire.

« Ce sont surtout les jeunes filles qui choisissent le français. Les garçons, pourtant, sont aussi attirés par la France, mais ils sont contraints, pour une profession future, d'apprendre l'allemand, traditionnellement considéré comme la langue des sciences et des techniques, de la médecine et de la philosophie. Les étudiantes ne viennent pas à l'université pour se préparer à un métier, c'est ce qui leur permet de choisir le français, où il y a peu de débouchés. (...)

« On choisit d'étudier le français surtout pour le prestige littéraire et artistique de la France, sans omettre la haute couture, la cuisine et la chanson française. Tous les jeunes japonais rêvent de venir en France, dont ils admirent la littérature — Gray de Méville est l'auteur étranger le plus traduit au Japon — et les arts. Les jeunes gens sentent le charme de la culture française et le français est considéré comme « très chic » (1). Ils ont l'impression vague que la France est un pays de culture très attrayant en Europe, et les japonais ont fatigués de leur civilisation américaine. Par réaction, ils se tournent vers la France. »

(1) Sur les 32 700 étudiants de 124 nationalités accueillies à Paris par l'Alliance Française en 1977, on comptait 3 000 Américains, 2 000 Allemands et 1 000 Japonais.



SPORTS

JUDO

Les prochains championnats du monde se disputeront à Paris, au mois de décembre 1979

C'est quasiment officiel maintenant: les prochains championnats du monde de judo se dérouleront à Paris au mois de décembre 1979...

équipes qui, pour la première fois cette année, ne se seront pas déroulées en même temps que les compétitions individuelles.

Le « Big Bazar » des arts martiaux nippons

Bordeaux. — Pour toute entrée en matière à cette soirée, qui marqua, samedi 16 septembre, la fin de la tournée en France du Budokan...

Or le désir de ne pas perdre est tel chez les « gros » japonais, qui tiennent à tout prix reconquérir la suprématie sur les catégories lourdes...

MOTOCYCLISME

LE 42' BOL D'OR

Encore Honda...

Le Castellet. — La plus prestigieuse des épreuves motocyclistes d'endurance courue pour la première fois de sa longue histoire sur le circuit Paul-Ricard...

De notre envoyé spécial toujours, la maudite, aussi vite que régulièrement, et si vite même qu'elle avait su prendre sur ses suivantes quatre confortables tours d'avance.

dernière minute ne soit venu enlever sur la piste de Bol qui restera dans les mémoires comme un très grand moment motocycliste.

M. GERONDEAU : les grosses motos sont trop dangereuses.

M. Christian Gerondeau, secrétaire général du comité interministériel pour la sécurité routière, parlant le 17 septembre au micro de France-Inter...

CYCLISME

Tour de l'Avenir : le rouleau compresseur soviétique

Les Soviétiques, qui avaient cessé de participer au Tour de l'Avenir ces dernières années, faute de pouvoir aligner des grimpeurs de premier plan...

La démonstration de leur supériorité est complète et convaincante. L'équipe d'U.R.S.S., qui réunissait les rouleaux les plus efficaces, ainsi que les sprinters les plus rapides...

VOLLEY-BALL

Les Français pensent avant tout aux championnats d'Europe

Ultime compétition de préparation pour les championnats du monde, organisés en Italie du 20 septembre au 1^{er} octobre 1978, le Tournoi de Paris de volley-ball a pris fin...

En définitive, les seuls à avoir pris une monnaie aux Chinois ont été les Français, qui furent ensuite poussés dans leurs derniers retranchements par les Hongrois.

Pourtant, ce ne sont pas tant les résultats du championnat du monde que ceux du championnat d'Europe 1979, organisé en France, qui importent aux responsables fédéraux.

JEAN-MARIE SAFRA.

VOILE

L'Allemagne et Ron Holland vainqueurs de la On Ton Cup

Deux bateaux allemands dessinés par Ron Holland. Néozélandais établi en France, occupent les deux premières places dans la One Ton Cup qui vient de se disputer à Finsbury...

Bernd Beilken, frère de Hannes, avait remporté le même trophée en 1975. Bruce Farr, autre architecte néo-zélandais de renom international, qui, est demeuré à Auckland voit deux de ses créations occuper les troisième et cinquième places avec l'américain Scalawag...

YVES ANDRÉ.

LES RÉSULTATS

Cyclisme

TOUR DE L'AVENIR. Classement général final. — 1. Sergueï Soukhovitchoukov (U.R.S.S.), 42 h, 26 min, 24 sec.; 2. Galois (F.R.G.), 42 h, 26 min, 24 sec.; 3. M. Gerondeau (F.R.S.), 42 h, 26 min, 24 sec.; 4. M. Gerondeau (F.R.S.), 42 h, 26 min, 24 sec.; 5. M. Gerondeau (F.R.S.), 42 h, 26 min, 24 sec.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION. GROUPE A. Gueugnon bat Avignon 3-2; Béziers bat Sain-Denis 3-0; Montpellier bat Arles 2-0; Toulouse et Chaumont 1-1; Troyes bat Ajaccio 1-2; Auxerre bat Cholet 2-1; Martigues bat Beaucaire 2-1; Epinal bat Toulon 1-0; Montauban bat Amiens 3-2.

Motocyclisme

BOL D'OR. 1. Léon-Chevarin (Fr.), Honda, 3 503,430 km (moyenne 146,818 km-h.); 2. Luc Rigal (Fr.), Honda, 4 8 tours; 3. Woods-Williams (G.-B.), Honda, 4 10 tours; 4. Peyri-Malgrat (Fr.), Kawasaki; 5. Barchi-Perreira (Br.), Honda; 6. Green-Rougier (G.-B., Fr.), Japauto, etc.

Rugby

A Osaka, l'équipe de France a battu une sélection japonaise de l'Ouest par 30 à 24.

Sports équestres

CHAMPIONNAT DU MONDE DE CONCOURS COMPLET à Lexington (Etats-Unis). Individuels. — 1. B. Davidson, sur Night Tempo (E.-U.), 83,4 points; 2. Watson, sur Cambridge Blue (Ir.), 82,8; 3. E. Bechermer, sur Ladeloo (S.P.A.), 82,8; 4. R. Hill, sur Sorpena Gilbert (E.-U.), 82,4; 5. Par équipes. 1. Canada, 406,6; 2. E.U., 322,2.

Tennis

A Paris, en finale de la Coupe Fée, le Toulousain Zélio Prunel a battu le Français Eric Debilcker 7-6, 6-1.

Théâtre

Ces pères du Boulevard

Patate, la pièce de Marcel Achard, va-t-elle au théâtre Saint-Georges (où elle fut créée et représentée, un record, de 1957 à 1963), reprendre un bail avec le succès ?

n'est-elle pas de toutes les époques ? Les hommes peuvent partager le trouble de ce père « tardif » qui se prend d'une tendresse possessive et jalouse pour sa fille devenue femme et dont il voudrait être, pour toujours, le « préféré » et le compagnon unique.

Un peu tendue par le trac le soir de la générale, Yolande Fulot, qui est belle et a de l'allure, incarne très bien les ambiguïtés de l'éternel féminin au temps du féminisme.

JACQUES SICLIER.

Même portant beau, Michel Aoctair est vraiment déplaisant en quinquagénaire séducteur de fruit vert. Il a l'air d'arriver du Boulevard des années 30, et l'ironie, les méchancetés d'uo dialogue bavard, sont faux.

Un père et sa fille, c'est aussi le sujet du Préféré, la nouvelle pièce de Barillet et Grédy qui s'installe sur les planches du théâtre de la Madeleine où Peau de noche, des mêmes auteurs, s'est jouée pendant trois ans.

On s'amuse beaucoup à l'évocation des comportements sexuels d'aujourd'hui, mais, sous la drôlerie des situations, naît l'émotion paternel et l'amour tout court.

Photo

Un lexique flamboyant

Chez les Noubas de Kou, Leni Riefenstahl avait été fascinée par le religion du corps, les rites sacrificiels, le naturisme primordial. Photographier ces tribus relevait d'être de l'exploit sportif.

Isabelle se doit de naissance pour peuser son brevet, et qui s'engouffra dans les Caraïbes, palmée et mesquée, festée, surchargée de boîtes étanches et de flashes électroniques, pour photographier des concombres de mer et des barracudas.

HERVÉ GUIBERT.

Musique

Entretien avec John Cage

(Suite de la première page.)

Il est aussi célèbre par des aspects de sa démarche, souvent considérés du seul point de vue de l'innovation musicale pour électrophones (1953), méloclax accompagnés sur un piano fermé (1942), 432... de silence, pour piano (1952), Mueclous (1957), John Cage, qui vient tout juste de fêter son soixante-dixième anniversaire, serait le plus jeune des compositeurs contemporains et son travail avait quelque chose à voir avec la composition, au sens où l'on l'entend généralement. Cage serait plutôt un « inventeur » : celui qui trouve par hasard un objet sur son chemin et qui le ramasse ; depuis bientôt trente ans, il s'est donné au hasard une pièce déterminante dans le processus d'élaboration de sa musique.

On a parlé d'une fuite, d'une démission de l'artiste : composer ce n'est pas seulement assembler, c'est aussi faire des choix et, obstinément, à partir du Concerto pour piano préparé (1951), où le soliste, qui représente le goût de l'auteur face à l'orchestre dont le musique a été déterminée - « le - » s'efface peu à peu pour disparaître dans le silence, John Cage a insisté à choisir, renonçant ainsi à l'expression individuelle qui, depuis le dix-neuvième siècle, semblait inséparable du geste créateur.

Même ce refus de choisir, ce déclin de l'expression, vont beaucoup plus loin que le simple geste de consulation anti-romantique.

« J'utilise les opérations de hasard, dit-il, non pas pour m'exprimer, mais pour changer mon esprit. Ce qui m'intéresse le plus ce ne sont pas les idées que je peux avoir à priori, mais celles qui, violemment, et sans que je puisse en décider avant, et c'est le hasard qui me les propose ».

Hasard dans l'élaboration, hasard aussi dans l'exécution, et John Cage évoque le travail qu'il a fait cet été avec les stagiaires du Centre culturel de la Sainte-Baume sur Verifications IV (1963), une œuvre dans laquelle pas une note n'est écrite, l'auteur proposant seulement une méthode pour déterminer, au hasard, la place des extrémités ;

« Nous avons trouvé des endroits pour produire des sons hors de la salle de concert ; il y avait cinquante étudiants ; nous avons commencé par le silence, en écoutant l'ambiance, puis chacun a produit des sons et nous avons fait des expériences pour savoir jusqu'où on peut aller dans le silence ; nous avons vu que la pièce était très intéressante parce que, parfois, on ne savait pas si c'était vraiment l'environnement ou un étudiant. C'était ambigu ; certains n'ont rien dit, d'autres ont joué n'importe quoi ».

Absolument, parce qu'on trouve l'improbable quel dans l'ambiance... L'ambiguïté est le commencement avec n'importe quel : les sons, les objets, les choses, les gens qui passent, les oiseaux. Mais pour jouer il faut d'abord écouter : au début, quelques-uns ont produit des sons avec intention, sans compréhension de l'absence, des sons contrôlés par l'ego ;

Il leur arriver à y renoncer, c'est une discipline qui commence avec l'acceptation des empilements déterminés par le hasard. Mais c'est vite devenu un « work shop », un atelier, et tout le monde, même ceux qui étaient un peu égoïstes, est devenu travailleur, c'était bien.

Un silence, peut-être pour écouter, puis Cage reprend : « Est-ce qu'on vous a parlé du trombone japonais ? Non ? Il disait qu'il voulait faire le - le - » s'efface peu à peu pour disparaître dans le silence et, s'il le veut, il se tuerait ; nous étions tous vraiment étonnés à l'idée qu'il pourrait le faire... »

« Non, il ne l'a pas fait, mais nous avons eu peur... »

« Quand on écoute des pièces récentes comme les Etudes austriales ou les Fremmen Etudes, on a l'impression que c'est, au contraire, une musique complètement déterminée, très écrite. »

« Je pense que ça doit être difficile pour les gens de faire la différence entre ces études et des pièces similaires, écrites selon la technique dodécaphonique, par exemple, mais je crois qu'il y a une différence qui est différente tout de même, parce que là, comme dans toute ma musique, il n'y a aucun système de relations, pas plus qu'il n'y a de tonalité. On trouve tous les accords imaginables, mais ce sont des événements isolés, uniques, et non des éléments d'un ensemble. »

« C'est une différence qui me semble décisive, même si on ne la perçoit pas tout de suite. Dans cette musique, il y a des accords tout à fait classiques - majeurs ou mineurs, - mais complètement inattendus et imprévisibles ; quand ils arrivent, ils ont une fraîcheur extraordinaire, c'est comme si on les entendait pour la première fois. On les connaît, mais ils ne sont plus liés à un sens. Je viens tout juste de finir Ulysses, de Joyce (jevais fu Finnegan's en premier), c'est le même chose ; vous pouvez lire sans savoir exactement ce qui se passe, sans comprendre, mais avec plaisir. »

« Peut-on vraiment interpréter une musique qui abolit toute possibilité de structure ? »

« Je considère la notation comme une sorte de paysage qui on inverse et dans lequel on est libre de se promener ; je crois que deux musiciens traversant le même morceau feront des choses différentes ; je donne la liberté d'être vite ou lentement, comme on le fait en automobile ; de temps en temps, on ralentit parce qu'on a vu quelque chose. »

« Quand on écoute les Fremmen Etudes pour violon, on a l'impression que c'est très difficile à jouer... »

« Oui, c'est presque impossible... Zukovsky, pour qui je les écrit, me dit que ce qui est impossible un soir devient possible le lendemain. C'est toute l'histoire de la technique du violon. Il joue les huit premières études ; j'en ai écrit seize, et il y en aura trente-deux ; les suivantes seront encore plus difficiles. Mais, un jour, on pourra les jouer : c'est comme le Concerto de Schoenberg ; on disait qu'il fallait un violoniste à

six doigts... Après le vais travailler pour le lûte à bec, c'est un instrument que j'aime bien parce qu'il est très « flexible » et, à New-York, nous avons des virtuoses. »

« Est-ce qu'il n'y a pas une contradiction entre cette sollicitation d'une virtuosité exceptionnelle et des œuvres comme les Variations qui peuvent être jouées par des amateurs ? »

« Je crois qu'on écrit pour beaucoup de circonstances différentes ; ce n'est pas le même chose de composer pour des gens qu'on connaît et pour ceux qu'on ne connaît pas (l'orchestre, par exemple). J'aime bien l'un et l'autre ; connaître et ne pas connaître. Les Sonatas et Intérides ; c'est un portrait de Piero Ajemian ; dans un certain sens, il les a écrits pour elle ; c'est l'image d'une rose noire ; elle est arménienne et elle vit au bord du sommeil ; les pièces, ce sont des mouvements vers la tranquillité. D'un côté ce sont les « nous émotions permanentes » de la tradition esthétique de l'Inde. Les Etudes austriales sont très différentes ; c'est un portrait de Grete Sultan ; elle est pleine de dévotion, elle est très tranquille et très forte, elle veut toujours faire ce qui est impossible. »

« Est-ce qu'il y a beaucoup de gens comme cela ? Je crois que l'exemple de la virtuosité et de la dévotion est très important maintenant parce que les problèmes que nous avons à affronter dans la vie quotidienne réclament la dévotion. Dans le contexte social moderne, nous sommes confrontés à la inutilité de nos actes, le voudrions montrer qu'il est possible de faire l'impossible mais dans des individus. Est-ce que vous avez vu comment c'est écrit ? »

« D'une petite valise, John Cage sort une feuille de papier transparent où il a décalqué une carte du ciel austral ; on la superpose à un papier quadrillé, les étoiles deviennent des notes - ça toutes, cela dépend des opérations de hasard - il faut alors les recopier sur des portées ; quand on joue, on peut entendre la musique des étoiles... »

GERARD CONDE

* Théâtre de l'Athénée, jusqu'au 22 septembre, à 21 heures. Rehearsalments : tél. 073-27-34.

LE FESTIVAL DU FILM DE PARIS recherche 100 spectateurs. Au Festival Cinématographique International de Paris, pour la première fois, 100 Parisiens représentatifs de la population parisienne, seront sélectionnés suivant la méthode des quotas par la SOFRES. Ils auront le privilège de constituer le Jury du Festival et pourront ainsi en 8 jours voir gratuitement 14 grands films inédits. A l'issue du Festival, ils auront la charge de décerner le Grand Prix : « Le Triomphe » et les deux prix d'interprétation au nom du public le plus exigeant du Monde. Festival du Film de Paris Empire - 41 Avenue de Wagram 4 au 12 octobre 1978 Organisé avec l'appui d'Europe 1

Cinéma

« L'Inévitable » Catastrophe » d'Irwin Allen

On ne peut pas dire qu'Irwin Allen change d'intérêt au gré des modes et des publics. Depuis trente ans, il travaille dans l'apocalypse, comme producteur et réalisateur. Les dinosaures de la mer, l'humanité depuis le début jusqu'à la fin du monde, les démesures, naturelles ou non, c'est son terrain. Son dernier grand spectacle a été « Le Tour infernal », sorti en France en 1975.

« L'Inévitable Catastrophe » (« The Swarm ») met en scène ces abilités africaines dont on connaît la folle meurtrière depuis « L'Horrible Invasion » de J.-B. Cardon. Mais il ne s'agit pas d'un film d'horreur. Les abelles d'Irwin Allen font leurs ravages proprement, on n'insiste pas sur les passagers qu'elles laissent derrière elles. La guerre engagée contre elles par les savants et les militaires est à l'échelle du budget et des stars impliquées. On n'hésite pas à faire intervenir la Maison Blanche, à détruire une centrale nucléaire, à mettre le feu à une ville.

Michael Caine, Katharine Ross, Richard Widmark, Olivia de Havilland, Henry Fonda (et il y en a d'autres) sont les monstres sacrés indispensables à l'échelle. On leur a consacré des scènes inutiles, ou mal bâties, mais ça n'a pas d'importance. Une fois de plus, l'astuce triomphe de la force et de l'invaison cannelée, la morale est sauve, le plaisir aussi.

CLAIRE DEVARREUX

* Voir les films nouveaux.

« Midnight Express » d'Alan Parker

Arrêté en Turquie, en 1976, pour avoir tenté de sortir en France 2 kilos de haschisch, un jeune Américain, Billy Hayes, fut condamné à quatre ans de prison, puis à trente ans de travaux forcés en Turquie. Il avait servi, dit-on, de bon émissaire, dans un jeu politique entre le gouvernement turc et celui des Etats-Unis, à propos d'un trafic international de la drogue.

De cette histoire vraie, Alan Parker (précédemment réalisateur de « Bugsy Malone ») a fait un spectacle romanesque, destiné à attirer les foules sur les malheurs d'un beau garçon (trop beau pour être vraiment coupable), jeté dans un univers carcéral qu'une mise en scène affolée de grandiloquence peint, à l'épave technique, avec scènes de violence insupportables et crasse sophistiquée. La défense de la justice et des droits de l'homme ne s'exprime que par la fascination exercée par l'étonnant Brad Davis, incarné comme un nouveau Brando.

Mais - et cela rend le film insupportable et dangereux - Alan Parker, dans son indignation en sort fait un « good boy » yankee, maître, selon les plus clichés sténographiques et racistes, tous les Turcs comme des individus répugnants, corrompus, brutaux et vicieux. Quel qu'il en soit de l'affaire Billy Hayes, on ne peut pas en accepter cette représentation (1).

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

(1) L'ambassade de Turquie à Paris dénonce en Médias Express un film « raciste et matricide ».

THEATRE

BRECHT/VAUJANT MAITRE PUN ET SON VALET MATTI 19 Sept. - 14 Oct.

JOAN MIRO/CLACA TEATRE MORI EL MERMA 20 Sept. - 16 Oct.

LA TABLE/ THEATRE NATIONAL DE STRASBOURG 28 Sept. - 29 Oct.

CYCLE THEATRE ET MYTHE/ JEAN-MARIE PATTIE ROOGUINE - GEDDE - FAUST 2 Oct. - 2 Déc.

CYCLE MOLIERE/ ANTOINE VITEZ 4 - 29 Oct.

LA MOUETTE/BRUNO BAYEN 4 - 14 Oct.

AME TSUCHI/OIOA YOSHI 5 - 15 Oct.

REMAGEN/ JACQUES LASSALLE 10 Oct. - 19 Nov.

NATHALIE SARRAUTE/ CLAUDE REGY 2 - 27 Nov.

MESURE POUR MESURE/ PETER BROOK 8 Nov. - 11 Déc.

L'EXCECREE/COMPAGNIE FRILLOUX-GEDANKEN 6 - 11 Déc.

LOCATION OUVERTE Centre d'information et de location FNAC MONTPARNASSE 136, rue de Rennes 222.80.58

Envoi du journal sur demande : 278.10.00

سكراة الامل

SPECTACLES

(Suite de la page 19.)

L'INCORPTE (M. v.o.) : Marais, 4 (78-47-80).

INTERIEUR D'UN COUVENT (M. v.o.) : Studio Alpha, 9 (32-28-77); Paramount-Bryenne, 8 (32-28-30); v.f. : Paramount-Montparnasse, 2 (742-33-00); Paramount-Montparnasse, 14 (32-28-17).

JESUS DE NAZARETH (M. v.o.) (2 parties) : Bouquet, 7 (331-44-11).

LE JEU DE LA MORT (A. v.o.) : Martouze, 8 (33-23-23); v.f. : Montparnasse 82, 9 (44-14-27); Hollywood-Boulevard, 17 (70-16-41); Parveto, 12 (331-35-80); Gaumont-Convention, 15 (32-28-17).

(328-42-27); Cluhy-Pathé, 18 (322-37-41).

LE JEU DE LA POMME (Tch. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (328-48-18).

JEUNE ET ENOCENT (A. v.o.) : Quinette, 5 (33-35-40); 14-Juillet-Bastille, 11 (337-90-31); Saint-André-des-Arts, 6 (328-48-18); Ellysée-Lincoln, 8 (328-36-14).

JE SUIS TIMIDE, MAIS JE ME SOI-GNE (Fr.) : 20 h. 30 (328-33-93); Breugnot, 6 (322-37-47); Normandière, 8 (328-41-18); Paramount-Paris, 19 (328-34-37); O.G.C.-Opéra, 12 (343-01-59); O.G.C.-Gobellin, 13 (327-06-19); Paramount-Orléans, 14 (318-45-41); Magic-Convention, 15 (328-35-73); Secrétaire, 18 (328-71-33); Poullet-Saint-Germain, 5 (222-34-77).

VAS-Y, MAMAN (Fr.) : Micheliou, 2 (233-34-70); Collège, 8 (328-22-40); 12 h. (343-01-59); Gaumont-Sud, 14 (327-51-18); Montparnasse-Pathé, 14 (328-43-17); Cluhy-Pathé, 18 (322-37-41).

VIOLLETTE NOGIERE (Fr.) : Terrez, 17 (328-10-41).

XICA DA SILVA (Br. v.o.) : Studio-Baspall, 14 (320-38-98).

LES YEUX BANDES (Fr. v.o.) : Studio de la Seine, 7 (323-34-35); 14-Juillet-Bastille, 11 (337-90-31).

Les grandes reprises

ADIEU PHILIPPINE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (328-48-18); 14-Juillet-Bastille, 11 (337-90-31); Olympia, 14 (342-67-42).

APPREUX, SALES ET MECHANTS (M. v.o.) : Cluhy-Saint-Germain, 18 (322-37-41).

L'ARNAQUE (A. v.o.) : Luxembour, 8 (327-97-77); v.f. : Micheliou, 2 (233-34-70); Ambroise, 11 (700-89-18) (et mar.).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A. v.o.) : Action-Christina, 8 (323-45-75); Ellysée-Lincoln, 8 (328-36-14); 14-Juillet-Bastille, 11 (337-90-31).

AU FIL DU TEMPS (M. v.o.) : Micheliou, 2 (233-34-70).

LE BAL DES VAMPIRES (A. v.o.) : Cluhy-Pathé, 18 (322-37-41).

LES CHEVAUX DE FEU (Sov. v.o.) : 14-Juillet-Bastille, 11 (337-90-31).

LA COMPTESSA AUX PIEDS NUS (A. v.o.) : A-Bain, 13 (337-90-31).

LE COFFRE DANS L'EAU (Pol. v.o.) : Pantheon, 5 (333-15-04).

2001 ODISSEE DE L'ESPACE (A. v.o.) : Hausmann, 9 (770-47-55).

DEUXIEME AMOUR (A. v.o.) : Dorian, 12 (322-37-41).

DOCTEUR JIVAGO (A. v.o.) : Ellysée-Lincoln, 8 (328-36-14); 14-Juillet-Bastille, 11 (337-90-31); La Grande Rouffe (M. v.o.) : Cinéma Saint-Germain, 8.

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A. v.o.) : Les Temples, 3 (327-90-31).

JEREMIAS JOHNSON (A. v.o.) : Les Temples, 3 (327-90-31).

JONATHAN LIVINGSTON, LE GOBLIN (A. v.o.) : Studio Dominique, 7 (322-37-41).

LITTLE BIG MAN (A. v.o.) : Woodville, 8 (322-37-41).

LENNY (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7 (322-37-41).

M.A.S.H. (A. v.o.) : Dorian, 12 (322-37-41).

LA MARQUISE D'O (M. v.o.) : L'Oratoire, 6 (544-37-84).

MEAN STREETS (A. v.o.) : Studio Cluhy, 8 (322-37-41).

LE MYSTERE DES DOUZE CHAIRES (A. v.o.) : Théâtre Présent, 12 (322-37-41).

NEXT STOP, GREENWICH VILLAGE (A. v.o.) : Les Temples, 3 (327-90-31).

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMER (M. v.o.) : Cluhy-Pathé, 18 (322-37-41).

LE PETIT SHERIFF (A. v.o.) : Studio Dominique, 7 (322-37-41).

ORANGE MECANIQUE (A. v.o.) : Micheliou, 2 (233-34-70); Ellysée-Lincoln, 8 (328-36-14); v.f. : Hausmann, 9 (770-47-55).

RAIN ET CHOCOLAT (M. v.o.) : L'Oratoire, 6 (544-37-84).

LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : 14-Juillet-Bastille, 11 (337-90-31).

LES FETTES MARGUERITE (Fr. v.o.) : La Seine, 7 (323-34-35).

FLUMES DE CERVEAU (A. v.o.) : Luxembour, 8 (327-97-77); New-York, 8 (322-37-41).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A. v.o.) : Strz, 3 (323-06-40); v.f. : Paramount-Gala, 14 (328-36-14).

LE TROISIEME HOMME (Ang. v.o.) : Action-Christina, 8 (323-45-75).

THE KILLERS' KISS (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7.

UN EYE 42 (A. v.o.) : Gramont, 2 (322-37-41).

LA VENGEANCE AUX OUX VISAGES (M. v.o.) : Action-Société, 3 (322-37-41).

THEATRE FONTAINE

LES 3 JEANNE

Location 874.74.40 et Agences

THEATRE GERARD PHILIPPE DESAIN DENIS

à partir du 26 septembre

LA TABLE (PAROLES DE FEMMES)

spectacle conçu et interprété par MICHELE FOUCHER

mise en scène DENISE PERON

YOLANDE MARZOLFF

THEATRE NATIONAL DE STRASBOURG

59 boulevard Jules-Guesde

loc. 243.00.59 (nac-agences-copar)

AUX DEUX ANES - Mardi 19, dernière de « LE CON T'ES BON », Samedi 23, première du nouveau spectacle - MADAME ROSE EST AU PARTEN - avec Anne-Marie CARRIERE, Maurice HORGUES, Christian YEBEL, Jacques Maillet, Florence Brunold et toute la Troupe des Deux Anes.

CORBIN S.A. CONSEILS EN ORGANISATION

trois séminaires sur la gestion du personnel :

L'APPRECIATION DU PERSONNEL

Le constat de l'existant à une technique permettant le développement des relations hiérarchiques et renouveau la gestion prévisionnelle et intégrée du personnel.

J.-C. VIOUX

Les 24, 25 & 26 Octobre 1978.

LES APPROCHES INTEGRES DE LA FORMATION

La planification, l'organisation et la mise en œuvre d'une formation liée à l'évolution de la structure de l'entreprise.

J. LEMONNIER

Les 21, 22 & 23 Décembre 1978.

L'EVALUATION DES FONCTIONS

Une méthode d'évaluation de la qualification, applicable à tous les postes et à toutes les fonctions de l'entreprise, dans une perspective de gestion des salaires et des carrières.

C. CORBIN

Les 7, 8 & 9 Novembre 1978.

trois sessions de longue durée :

ENTRAINEMENT A LA NEGOCIATION

Acquisition des principes comportementaux, stratégiques, et argumentaires nécessaires à la pratique des situations de négociation.

C. CORBIN - J. LEMONNIER

12 journées, d'Octobre 1978 à Mars 1979.

FORMATION DE FORMATEURS

Étude, au sein d'un perfectionnement à la pédagogie de l'animation, des différents aspects de la mise en œuvre de la formation dans l'entreprise.

J. LEMONNIER

10 journées, d'Octobre 1978 à Janvier 1979.

EXPRESSION ORALE

Entraînement aux techniques d'auto-contrôle de comportement et d'influence, applicables dans toutes les situations d'expression orale.

S. ANONE

12 journées, d'Octobre 1978 à Février 1979.

CORBIN S.A. CONSEILS EN ORGANISATION

57, rue du Temple - 75004 Paris.

Tél. 278.58.26

RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 18 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

18 h. 25, Un, rue Sésame, 18 h. 55, Feuilleton : Christine (1^o 9) ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Jeu : L'inconnu de 19 h. 45 ; 20 h. Journal.

20 h. 30, FILM : LA GRANDE BOURGEOISE, de M. Bolognini (1974), avec C. Dedeuve, T. Aumont, L. Betti, G. Giannini, F. Roy, M. Bazzulli, C. Paul.

À la fin du siècle, une grande bourgeoisie amène son frère, amoureux d'elle, à la découverte de son mari. L'affaire criminelle devient une affaire politique.

Étude de mœurs et de passions troubles d'après un fait divers réel. Un raffinement esthétique à se pâmier.

22 h. 20, Portrait : Catherine Deneuve à l'aventure, ou une « Certaine blondeur ».

Catherine Deneuve ne se déçoit pas. Elle se cherche ni à pleurer ni à faire des films commerciaux. D'autres en doivent davantage sur la personnalité de cette belle et mystérieuse dame blonde.

23 h. 15, Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 35, C'est la vie ; 19 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club ; 20 h. Journal.

20 h. 30, Ciné-musique : les musiques de film, réal. D. Sanders.

21 h. 35, Magazine : Cartes sur table (le baron Edouard-Jean Empain).

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre ; Pierre Dailly ; 19 h. 10, Feuilleton : Le chevalier de cœur ; 19 h. 20, Émissions régionales ; 20 h. Les feux ; 20 h. 30, FILM (cinéma public) : LES MARIÉS DE L'AN II, de J.-P. Rappeneau (1970), avec J.-P. Belmondo, M. Jobert, L. Antonelli, S. Frey, M. Aucclair, P. Brassat.

En 1793, un aventurier français, venu d'Amérique pour divorcer, recherche sa femme au milieu des troubles de la Vendée. Il la retrouve dans le camp des royalistes.

Une comédie, pétillante, pittoresque, menée en trois actes et jouée d'après un roman de Belmondo et Maréchal Jobert.

22 h. Journal.

FRANCE-CULTURE

19 h. 30, Feuilleton : le grand livre des aventures de blanc court ; 19 h. 35, Présence des arts : le musée de Mont-de-Marsan ; 20 h. « Vive la mort », de J.-C. Sordani, réal. G. Delannay, avec : P. Destailles, M. Fournat, J. Penne, R. Boussal, etc. (redif.) ; 21 h. L'autre scène ou les vivants et les défunts ; « La maison d'ombre ou la face cachée de l'archaïque » ; 22 h. 30, Ruita canadiennes ; Allar-retour détourné.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 3, Musique magazine : musique contemporaine ; 19 h. Jazz dans : jeu de piano ; 19 h. 40, Vingt-huit concours internationaux de guitare ; Ponce, Guitari ; 20 h. Les grandes voix : 20 h. 30, Perspectives du vingtième siècle. Soirée Serge Nigg ; « Im Sommerwind » (Weber) ; « Danse rituelle » (Jolivet) ; « Le Chant du dépossédé » (G. Nigg) ; par le Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio-France, dir. H. Boussat ; 22 h. 30, France-Musique la nuit : les sept planètes (de 0 h. 5) ; 23 h. Entre les pavés, l'harpe.

MARDI 19 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi premier ; 13 h. Journal ; 13 h. 45, Le regard ; 14 h. 35, Dramatique : En route innocence ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 25, Un, rue Sésame ; 18 h. 55, Feuilleton : Christine (2^o 7) ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Jeu : L'inconnu de 19 h. 45 ; 20 h. Journal.

20 h. 30, Dramatique : La ronde de nuit, de P. Moustiers, réal. G. Axat.

Rembrandt à trente-cinq ans quand il peint la Ronde de nuit. Faut-il que son œuvre l'honoré, se femme meurt, lui sont retrouvés deux années de sa vie : l'histoire d'un tableau.

22 h. Des idées et des hommes ; La jalouse aujourd'hui.

Une heure de révisions instructives, de rencontres, de romans en question sur le thème de la jalousie.

CHAINE II : A 2

12 h. 50, Feuilleton : Le provocateur ; 14 h. 5, Aujourd'hui madame ; 19 h. Série : Cannon ; 15 h. 55, Magazine : Découvrir (les insectes, les villes) ; 17 h. 25, Fauteur sur... la fête de Ball ; 18 h. 35, C'est la vie ; 19 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club (Sylvia Vartan et John Travolta) ; 20 h. Journal.

20 h. 35, Les dossiers de l'écran : Les envoies, téléfilm de J. Thorpe, avec J. Farentino, C. Novas, R. Roche.

Événements étranges dans un collège de jeunes filles. La police enquête...

Vers 22 h. Débat : Les phénomènes de possession.

Avec le professeur G. Demeroux, le docteur Chertok, M. E. Réant, parapsychologue, le docteur Nathan, l'écrivain J.-P. Bourré, un exorciste et un théologien.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre ; JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) ; 19 h. 10, Feuilleton : Le chevalier de cœur ; 19 h. 20, Émissions régionales ; 20 h. Les feux.

ÉCHECS

LE CHAMPIONNAT DU MONDE

Nullité dans la vingt-troisième partie

La 23^e partie du championnat du monde s'est conclue, samedi, par la nullité du 41^e coup sur proposition de Victor Kortchnov. Le challenger a pourtant dominé Anatoly Karpov durant cette partie mais, pressé par le temps, il commit une imprudence au 38^e coup (Tal) qui annula tous ses efforts.

Le champion du monde même donc toujours le match par 4 à 2, la 24^e partie devant être jouée.

Pour la cinquième fois dans le match, les deux adversaires

CHAMPIONNAT DU MONDE 1978 (vingt-troisième partie)

Blancs : VICTOR KORTCHNOV
Noirs : ANATOLY KARPOV

1. F4	C4	22. B5	T4B
2. C3	d4	23. P4	T7
3. C3	d5	24. D4	F4
4. d4	e7	25. D3	F5
5. F3	e6	26. e5	e6
6. d3	e7	27. e5	e6
7. dxc5	Fxc5	28. dxc5	Fxc5
8. Dc6	e6	29. Dc6	e6
9. Td1	Dd5	30. Dd1	e6
10. e3	Fd7	31. Fxc6	Fd7
11. Cg2	e5	32. Fxc6	Fd7
12. Fg3	e4	33. Fd3	Fd7
13. Fxc6	Dd6	34. e5	Fd7
14. Fx16	Fx16	35. Dd3	e6
15. Cg5	Dd8	36. Fx15	Dx15
16. Fd3	e6	37. Dd3	e6
17. dxc4	Cx5	38. Fd3	e6
18. Cx4	ex4	39. R12	T8
19. Cx5	Dx16	40. Td2	T8
20. e6	F66	41. R12	T8
21. Td1	Td8	Null.	



صوتنا في العالم

(PUBLICITE)

ISSEC

formation continue des cadres

Marketing

695 cadres d'entreprises ont suivi, depuis le début de 1976, les divers enseignements du Marketing à l'ISSEC.

- 1. Marketing fondamental — Les bases indispensables de la connaissance en Marketing.
- 2. Chef de produits — La Marketing en action : vécu à travers les rôles d'un homme clé du Marketing moderne.
- 3. Marketing des produits industriels — La démonstration de l'utilité du Marketing dans un domaine où il a enfin acquis ses lettres de noblesse.
- 4. Méthodes d'analyse en Marketing — Les outils d'analyse de l'environnement : indispensables au chercheur et utiles pour ceux qui doivent dialoguer avec lui.
- 5. Etudes et recherches en Marketing — La recherche commerciale au service de l'homme d'action : exemples vécus de prévision de la demande.
- 6. Direction des ventes — Animer, organiser, administrer et contrôler une force de vente.
- 7. Communications publicitaires — Une analyse systématique des objectifs possibles et des moyens de la publicité, de la promotion des ventes et des relations publiques : vers une communication commerciale utile.
- 8. Distribution et merchandising — Les moyens pour producteurs, grossistes et détaillants de réagir, sur le plan stratégique et opérationnel, à la modernisation spectaculaire de l'appareil commercial français.
- 9. Marketing et marchés étrangers — Dans un monde où les frontières s'ouvrent et où les échanges se multiplient, les moyens d'agir efficacement face aux dispositifs culturels, politiques et économiques.
- 10. Politiques de Marketing — La synthèse indispensable des connaissances en Marketing grâce à des cas complexes et à des jeux d'entreprise.

Les enseignements de marketing sont placés sous la responsabilité de M. Charles Waldman, du corps professoral du Groupe ESSEC.

INSTITUT SUPERIEUR DES SCIENCES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES
35, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS - Tél. 233-21-88

Comptabilité et finance

Plus de 900 personnes ont participé ces deux dernières années aux cours de comptabilité et de finance de l'ISSEC.

- 1. L'ISSEC enseigne les cours de base en comptabilité générale et comptabilité analytique pour tous les gestionnaires appelés à utiliser les informations économiques et financières d'origine comptables à l'intérieur de l'entreprise.
- 2. Le cours de contrôle de gestion permet à tous les gestionnaires au niveau de la direction d'une unité décentralisée d'étudier les différents aspects du contrôle de gestion et du processus de planification.
- 3. Le cours de Pratiques et informations comptables concerne dans l'entreprise tous les utilisateurs des documents comptables, les cadres administratifs et financiers de même que les responsables de l'audit.
- 4. Les cadres voulant se familiariser avec les mécanismes et problèmes fiscaux, suivent avec profit à l'ISSEC le cours de Fiscalité des entreprises.

FINANCE
L'enseignement de la finance à l'ISSEC comprend six cours de perfectionnement :

- 1. Le cours de Techniques de gestion financière, qui permet de se familiariser avec le vocabulaire, les concepts et les schémas d'analyses spécifiques à la fonction financière de l'entreprise. Il concerne les cadres qui souhaitent confronter leur expérience aux modèles théoriques modernes.
- 2. Analyses financières et évaluation des sociétés. Ce cours propose l'analyse du mécanisme des opérations de bourse et les méthodes d'évaluation de la valeur des entreprises.
- 3. Financement des entreprises. Le cours de financement des entreprises est destiné aux cadres qui prennent les décisions de type financiers et bancaires et qui souhaitent se perfectionner dans les plans de trésorerie, plans de financement et montage de crédits.
- 4. Le cours Décisions et politiques financières est destiné aux responsables fonctionnels de gestion financière et comptable d'entreprise.
- 5. Le cours de Finances Internationales concerne les cadres financiers des firmes multinationales et des firmes exportatrices et importatrices. Il permet de se familiariser avec les sources de financement particulières aux opérations internationales.

Les enseignements de comptabilité sont placés sous la responsabilité de M. René Demestrière, ceux de finance sous la responsabilité de M. Florin Aftalion, du corps professoral du Groupe ESSEC.

Personnel et formation

Depuis deux ans, 430 cadres, de tous les secteurs de l'entreprise, ont participé aux cours de la fonction Personnel et de la fonction Formation à l'ISSEC.

A partir du 4 octobre 1978, les cours qui sont proposés par groupes de quinze personnes sont les suivants :

- 1. Techniques de base de la fonction Personnel : — Proposer la maîtrise des techniques essentielles de la fonction Personnel et leur intégration opérationnelle.
- 2. Structures et Communications : — Analyser les comportements humains qui résultent de l'organisation et la structure de l'entreprise.
- 3. Relations industrielles : — Etudier et comprendre les situations de relations et de travail en groupe dans l'entreprise.
- 4. Droit du Travail : — Faire prendre conscience aux cadres, non juristes, de l'importance des problèmes juridiques dans les rapports du travail.
- 5. Direction du Personnel : — Aider les cadres opérationnels à réfléchir à leur rôle dans la direction et la gestion du personnel.
- 6. Méthodes et pratiques de formation permanente : — Proposer les méthodes disponibles pour tout formateur ainsi qu'un ensemble d'outils pédagogiques.
- 7. Organisation et gestion de la formation : — Permettre aux responsables de formation de déterminer les orientations de leurs fonctions et établir une structure de fonctionnement.

Les enseignements de la fonction Personnel et Formation sont placés sous la responsabilité de M. Alain Bernard, du corps professoral du Groupe ESSEC.

Les autres enseignements proposés deux fois par an par l'ISSEC, toujours à raison de neuf journées réparties sur quatre mois, concernent les disciplines suivantes : Secrétariat général et problèmes juridiques, Production, Organisation, Communication dans l'entreprise, Informatique, Entreprise et environnement, Gestion de la P.M.E.

AUTOMNE 1978

A partir du 4 octobre

un enseignement intensif, pratique, d'une journée tous les 15 jours

CENTRE DE LANGUES

Anglais, allemand, espagnol, brésilien, arabe, russe

- Cours extensifs tous niveaux.
- Recyclage intensif en anglais, à raison d'une journée par semaine sur 13 semaines.
 - Niveau faux débutants.
 - Niveau intermédiaire d'affaires.
- Deux nouveaux cours ISSEC (9 journées).
Anglais de Marketing et Négociation.
Anglais de finance et économie.

Renseignements et documentation :
Centre de langues ISSEC
35, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS.
Tél. : 233-21-88

Les diplômes de spécialité ISSEC

L'ISSEC, créé il y a dix ans par l'ESSEC, et étroitement associé à cette grande école de gestion, délivre un titre de spécialité dans les huit fonctions suivantes de l'entreprise :

PERSONNEL - FORMATION - MARKETING
CONTROLE DE GESTION - FINANCE - PRODUCTION
SECRETARIAT GENERAL - ORGANISATION

Les diplômes ISSEC, homologués par l'Etat depuis 1976, sont des diplômes de perfectionnement supérieur, du niveau d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Les demandes d'admission aux différents diplômes sont réservées aux stagiaires de l'ISSEC ayant suivi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement qui totalisent, avec la préparation du mémoire, près de cinq cents heures de travail.

ISSEC

formation continue des cadres
(Groupe ESSEC)

Session d'automne 1978

M., Mme

Société

Adresse

..... Tél.

- Je désire recevoir le programme de perfectionnement de l'ISSEC et un dossier de candidature
- Je désire un rendez-vous au centre d'orientation de l'ISSEC
- Je désire un rendez-vous au centre de langues ESSEC/ISSEC

A renvoyer à
ISSEC

35, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS
Tél. 233-21-88

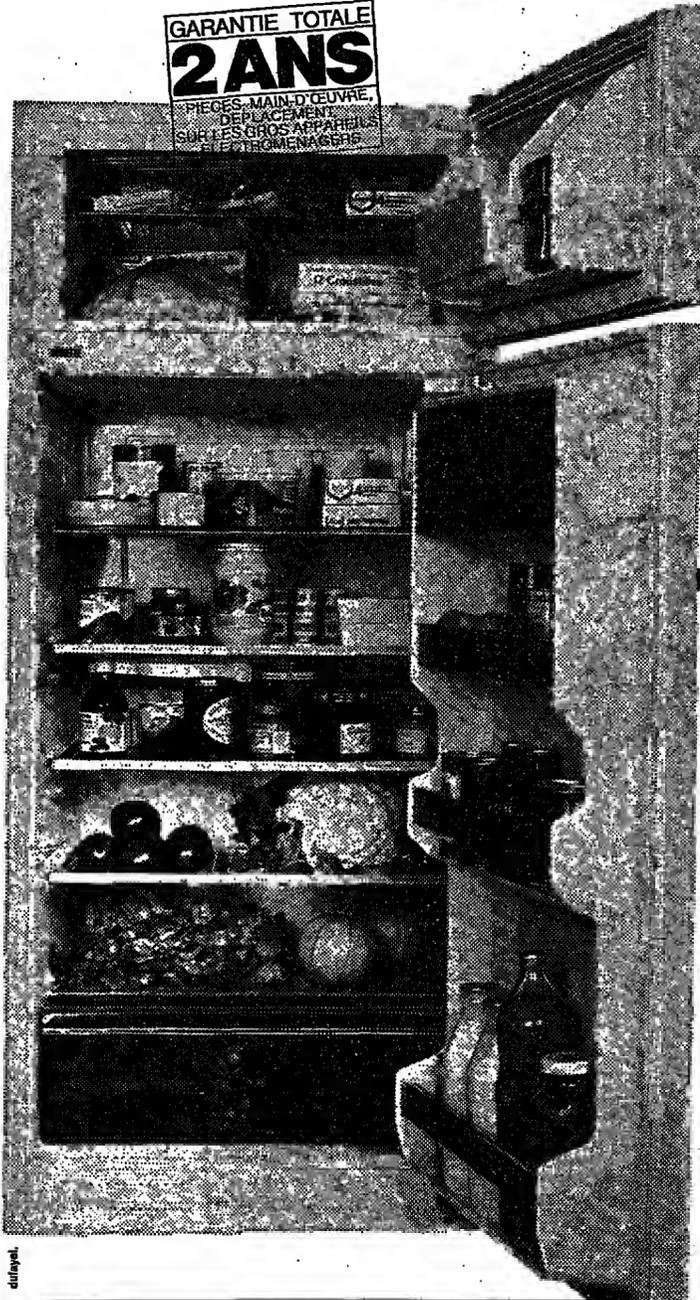
En 1978, à l'ISSEC : 1355 cadres et 507 entreprises

Centres associés de l'ISSEC : Limoges, Nîmes, Orléans, Angers, Royan
ISSEC - 35, bd Sébastopol, 75001 Paris - Tél. 233-21-88 - Etablissement privé de formation continue

1260 F QUI DIT MOINS !

Réfrigérateur Vedette, 2 portes, 265 litres, 220 V, équipé d'un compartiment congélateur de 50 litres...
H 142 cm, L 59 cm, P 60 cm. Consommation d'énergie : 1,77 kWh/24 h. 1 260 F
Non photographié Réfrigérateur Philips, modèle ARB 9404, 220 litres, 220 V. Cuve aluminium, compartiment congélateur de 35 litres.
H 141 cm, L 49,5 cm, P 60 cm. Consommation d'énergie : 1,45 kWh/24 h. 1 420 F.

GARANTIE TOTALE 2 ANS
PIÈCES MAIN-D'ŒUVRE, DÉPLACEMENT, SUR LES GROS APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS



Galerias Lafayette

Hausmann-Belle Epine

CARNET

Naissances

— M. Jean-Claude CLAUDEL DE COUSSEBEGUES et Mme. née Sylvie Laroche, Laurence et David, sont heureux d'annoncer la naissance de **Armand**, le 10 août 1978, 10, rue Daumier, 75016 Paris.

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de **Mlle Ghislaine LAJOUE**, fille de M. René Lajoüe et de Mme. née Colette Oualou, avec **M. Jacques BERNIERE**, fils de M. Robert Berniere.

Mariages

— M. et Mme André JULIEN, M. et Mme Henri MITJAVILLE, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants, **Marion et Nicolas**, qui a été célébré dans l'intimité le 15 septembre 1978, à Paris, Tokyo, Neuilly.

— M. et Mme Martial Joseph BERTHAUD, M. et Mme Rachid SAHRE-EXTARA, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants, **Anne-Maria et Aurwa**, célébrés dans l'intimité le 18 septembre 1978, au Pré-Saint-Gervais, 24430 Marzac-sur-Talle, 24, rue Henri-Martin, 92010 Pré-Saint-Gervais, 7, rue Vermeer, Tanger.

Décès

RAYMOND DUBREUIL
Nous apprenons la mort de notre confrère et ami, **Raymond DUBREUIL**, officier de la Légion d'honneur, président d'honneur de la Fédération nationale de la presse française, décédé le 17 septembre, à l'hôpital de Chaumont (Haute-Marne), à l'âge de soixante-huit ans.

Il est né le 13 novembre 1918 à Chaumont (Haute-Marne). Il a commencé sa carrière dans la comptabilité. Pendant l'occupation, il participa à la Résistance dans un magasin de la Haute-Marne. À la Libération, il devint directeur-gérant, puis P.-D.G. du « Haut-Marnais républicain ». Président du Syndicat des quotidiens de province (1964-1978), ancien administrateur de la SNRP, Raymond Dubreuil est président de la Fédération nationale de la presse française de 1964 à 1971, puis il en devient président d'honneur. Au sein du parti radical-socialiste, il a occupé durant plusieurs années les fonctions de vice-président du bureau national.

ALAIN LUBRANO

Nous apprenons la mort de notre confrère et ami, **Alain LUBRANO**, décédé subitement le dimanche 17 septembre, à Marseille, à l'âge de soixante-dix ans.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75221 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-33

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
115 F 210 F 400 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
285 F 350 F 575 F 700 F
(par messagerie)

ÉTRANGER
1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
143 F 265 F 385 F 510 F
2. — TUNISIE
180 F 348 F 500 F 600 F
— Par voie aérienne
— Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (de 2 à 3 semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par le S.A.R.L. Le Monde.
Gérants
Suzanne Gervet, directeur de la publication,
Jacques Serpagal.

Imprimerie
de « Le Monde »
5, r. des Italiens
75116-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administrateur.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 9762.

La direction et le personnel de la S.E.I. (société d'études spéciales et d'installations industrielles), Paris, ont le regret de faire part du décès de leur administrateur, **M. Albert CALLAT**, chevalier de la Légion d'honneur, officier dans l'ordre national du Mérite, conseiller du commerce extérieur, président-directeur général de la S.E.I. de 1958 à 1978, survenu le 3 septembre 1978, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu à Beaucourt, près d'Als-en-Provence, le 3 septembre 1978. (Né le 26 décembre 1918, à Vinay (Isère). M. Albert Callat était P.-D.G. de la Société d'études spéciales et d'installations industrielles depuis 1958. Il était aussi conseiller du commerce extérieur de la France depuis 1965 et avait réalisé diverses installations industrielles, ainsi que des équipements portuaires au Maroc, au Sénégal et dans d'autres pays.)

— Mme Edmond Cossart, la douleur de faire part du décès de son mari, **M. Edmond COSSART**, ancien élève de l'É.N.S., professeur agrégé de mathématiques spéciales M., chevalier de la Légion d'honneur, rappelé à Dieu dans sa soixante-deuxième année, le 15 septembre 1978. Une messe sera dite le samedi 23 septembre 1978, à 10 heures, en l'église Sainte-Geneviève d'Asnières (92).

— Nous apprenons le décès du comédien **Julien LACROIX**, survenu à la Maison des artistes de Pont-aux-Dunes. (Cof. des Julien Lacroix, mort à quatre-vingt-dix ans, se grand nombre d'adhésions pour la radio, il avait participé à des tournées avec Sarah Bernhardt et joué à Paris sur de nombreuses scènes.)

— Nous avons appris le décès de **Mme Jeanne LEBEAUX**, historienne d'art, survenue dans sa quatre-vingt-troisième année. (Jeanne Lejeune, qui était née en 1884 à Metz, fut une des premières femmes diplômées de l'École du Louvre, avec une thèse remarquée sur « La place d'Armes de Metz », parue en 1927. Collaboratrice de musées nationaux, collaboratrice de l'Institut international de coopération intellectuelle, elle fut secrétaire de « la Revue de l'art ancien et moderne », Les prix Charles-Blanc, de l'Académie française, et Thoret, de l'Académie des beaux-arts, couronnèrent son œuvre. Elle fut attachée au musée Carnavalet, dont elle cessa les estampes. En 1927, l'Académie de Metz l'avait accueillie comme membre correspondant.)

— La Fédération nationale du Crédit agricole a le douleur de faire part du décès subit, dans sa cinquante-troisième année, de **M. Roger FALET**, H.E.C. (promotion 1946), directeur adjoint responsable des questions économiques et financières, membre de la commission de financement du VII^e Plan. Les obsèques auront lieu le mardi 19 septembre, à 16 heures, en l'église paroissiale de Saint-Myon (Puy-de-Dôme), 48, rue la Bodée, 75008 Paris.

— Pöllonnay (69), Mlle Sylvia Porte, Mlle Murielle Porte, M. François Porte, Mme Joseph Porte, M. Louis Robert Porte, M. Frédéric Porte, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès accidentel, à l'âge de quarante-deux ans, de **M. Maurice PORTE**.

La messe de funérailles sera célébrée le mardi 19 septembre 1978, à 15 heures, en l'église de Pöllonnay (corps déposé lundi, à 14 heures). Inhumation au cimetière de la commune.

— Pöllonnay, Craponne. La direction et le personnel de la Société Porte ont le grand regret de faire part du décès accidentel de **M. Maurice PORTE**, président-directeur général. Pour les funérailles, consulter l'avis de la famille.

Remerciements
— Profondément touchés par les témoignages de sympathie reçus lors de leur grand deuil, Mme Evelina Lesage, son fils et toute la famille du docteur **Bernard LESAGE**, vous prient de trouver ici l'expression de leur sincère reconnaissance.

Soutenances de thèses
Docteur d'État
— Université de Poitiers, mardi 10 septembre, à 14 h. 30, département de géographie, M. Ghislain Simon et l'équipe des travailleurs suédois en France : structure et fonctionnement d'un champ social international.

Visites, conférences
MARDI 19 SEPTEMBRE
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES — 15 h. devant l'église Saint-Roch. Mme Bouquet des Chaux : « Saint-Roch et la rue Saint-Honoré ».

15 h. place Saint-Germain-des-Prés, devant l'église. Mme Collin : « Saint-Germain-des-Prés et son quartier ».

15 h. terrasse antiques 65, Mme Feneux : « Notre-Dame-des-Vertus d'Auberjivillers ».

15 h. portail central, Notre-Dame de Paris. Mme Guillier : « Promenade dans l'île de la Cité ».

15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Zulovic : « Hôtel de Laizerus » (Casse nationale des monuments historiques).

15 h. 2, rue de Sévigné : « Place des Vauges et hôtels du Marais » (à travers Paris).

15 h. métro Solferino : « Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes » (Connaissances d'Art et d'Antiquaire).

15 h. 11, quai de Conti : « Hôtel des monnaies et ateliers » (Mme Ferrand).

15 h. métro Sentier, sortie côté Petite-Carreaux : « Un parcours pittoresque dans les ruelles et les passages du vieux Paris » (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES — 19 h. et 20 h. 13, rue Étienne-Marcel : « Le plein épanouissement du cœur et de l'esprit » (Méditation transcendante), entrée libre.

« Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions de « Carnet de Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

« Indian Tonis » de SCHWEPPE. Juste ce qu'il faut d'orange amère pour bien désaltérer.

HERMÈS
24 Faubourg Saint-Honoré
COUTURE ET MODE MASCULINE
Collections
Automne-Hiver
Présentation à 15 h du 19 au 22 et du 26 au 29 Septembre.

Vous dormez souvent à l'hôtel ? Vous avez droit à 15% de réduction CARTE "S" pour les Entreprises

Une carte collective pour les différents membres de votre société qui se déplacent régulièrement. Elle vous fait bénéficier d'une remise de 15% sur le prix de la chambre seule, simple ou double, dans 26 hôtels Mercure. Vous l'obtiendrez au prix de 300 F (jusqu'au 30 avril 79).

— et aussi la carte "15", une carte personnelle 15% de réduction aux voyageurs individuels.

La carte "S" Mercure, c'est la chambre d'hôtel au meilleur prix.

Adressez votre coupon-réponse à : Service Cartes Mercure, Autoroute A6 CE, 1405 91019 Éry-Coder. Je désire recevoir la documentation carte "S". Je désire recevoir la documentation carte "15".

صياحة من الادل

Le Monde DE L'ECONOMIE

F.M.I. : une analyse trop optimiste sur la progression des liquidités

A une semaine de l'ouverture à Washington de son assemblée générale traditionnelle, le F.M.I. rend public son rapport annuel.

L'année passée sous revue (1^{er} mai 1977-30 avril 1978, avec quelques débordements jusqu'au mois de juillet) par le rapport annuel du F.M.I. a été à nouveau satisfaisante

La « surveillance »

En ce qui concerne le Fonds lui-même, c'est une nouvelle étape de son histoire qu'il a abordée, étroitement liée aux changements survenus dans le régime juridique, extrêmement souple en effet, qui s'applique désormais aux relations monétaires entre Etats, toujours caractérisées par d'amples variations du cours des changes, c'est-à-dire par de grands désordres. Depuis le 30 avril dernier, est entré en vigueur le dixième amendement aux statuts (établis originellement en juillet 1944 à Bretton-Woods) de cette institution. La réforme en question, adoptée à la fin de l'année 1976, a consacré en réalité l'abandon du système de parités fixes, qui ne s'était pas relevé de la décision prise le 15 août 1971 par M. Nixon de supprimer totalement la convertibilité du dollar en or à taux fixe, système dont le Fonds était supposé être le gardien. C'est donc en droit et même en fait un nouveau F.M.I. que nous avons aujourd'hui. De son ancien rôle, il a gardé la mission apparemment considérable d'exercer « la surveillance des politiques (suivies par les Etats membres) en

sous plusieurs aspects pour l'économie mondiale ». Elle a également été marquée par de fortes pressions sur les marchés des changes qui ont conduit les autorités monétaires d'abord à restreindre d'énormes quantités de dollars puis, à partir de 1978, à renoncer partiellement à intervenir. Quelles indications et éventuellement quelles analyses nouvelles apportent les auteurs de ce document qui soient susceptibles d'ajouter à notre connaissance et si possible à notre compréhension de la « crise » ?

matière de change ». Le rapport rappelle qu'en avril 1977 son conseil d'administration (où siègent les représentants des Etats membres) a pris une décision pour définir les principes de la future « surveillance ». Ils sont au nombre de deux. Le principe A fait obligation aux Etats « d'éviter de manipuler » leurs taux de change soit en vue de bloquer le processus d'ajustement (grippé depuis si longtemps pourtant), soit en vue de le ménager (indiquant un avantage de compétitivité. En vertu du principe B, les Etats sont priés au contraire d'intervenir chaque fois que cela est nécessaire pour contraindre les mouvements désordonnés sur le marché.

De la lecture du rapport, il ressort que le personnel dirigeant du Fonds (le « staff ») est bien embarrassé pour appliquer ces commandements qui semblent avoir été prescrits par un dieu qui ignore à peu près tout de ce qui s'est récemment passé sur la terre en matière de monnaie. Ne faudrait-il pas d'abord savoir sous quel régime de change nous vivons ? Les pays membres, écrit-

vent les experts, ont tiré parti de cette liberté, légalisée par le second amendement (il s'agit de la facilité pour chacun d'eux de choisir le régime monétaire de son choix à la notable exception des arrangements en cours qui en résultent difficile de caractériser le présent système. » Quatre-vingt-cinq pays membres sur cent trente-deux ont rattaché la valeur de leur monnaie respective à une autre, à un panier de devises ou bien encore aux D.T.S. (droits de tirage spéciaux), mais comme le notent les experts, « la facilité à une fois autre signification (traduite) : n'a plus de signification aucune » quand les principales monnaies sont elles-mêmes flottantes. Finalement, un cinquième seulement des transactions commerciales s'effectuent de par le monde par le truchement de monnaies qui sont fixes les unes par rapport aux autres.

Les possibilités de prêts

Il suffirait qu'un tirage important soit demandé au Fonds à faire appel à ses bailleurs habituels du groupe des Dix qui ont signé les accords généraux d'emprunt de 1961. Cette situation permet de juger à sa juste mesure l'engagement pris en mars dernier par les Etats-Unis en vue d'impressionner les marchés des changes « de mobiliser sa position de réserves au F.M.I. », et dans toute la mesure du nécessaire, ils ont besoin d'acquiescer des dettes étrangères. Devant la détermination manifestée en question est consignée dans un communiqué conjoint américano-allemand. La sixième révision des quotas vient à peine d'être achevée que le Fonds, pour plus

effective la sixième augmentation générale des quotas (versés par les pays adhérents). Sur le papier, il en résulte un accroissement substantiel des ressources du Fonds, dont le total est passé de 29 à 38 milliards de D.T.S. (tous les chiffres sont désormais donnés en cette unité de compte composite, dont la valeur est calculée tous les jours par le F.M.I. selon une formule simple que nous reproduisons dans l'encadré ci-dessous. Mais en réalité, comme les pays ont désormais le droit de payer la totalité de leur part en leur propre monnaie (au lieu de devoir en verser une partie en or comme auparavant), la liquidité du Fonds n'a pas augmenté de façon aussi importante. Comptant large (c'est-à-dire en incluant les devises de pays débiteurs ou instables), le rapport évalue à quelque 17 milliards de D.T.S. le montant des avoirs en devises « utilisables » du F.M.I., somme inférieure, précise le rapport, aux 21 milliards d'engagements déjà contractés.

de surcroît, a demandé et obtenu cette année le renforcement de son rôle. Il sera beaucoup question la semaine prochaine à Washington à l'assemblée générale. Pour augmenter ses possibilités de prêts, le F.M.I. compte avoir bientôt la disposition des 8,7 milliards de D.T.S. que doivent lui avancer un certain nombre de pays industrialisés et pétroliers afin de créer ce qu'on appelle la facilité Wittvegen, du nom de l'ancien directeur général auquel a succédé, au mois de juillet dernier, le directeur actuel, auparavant directeur du Trésor, rue de Rivoli. PAUL FABRA. (Lire la suite page 26.)

Un coup de poing

RIEN n'est plus salutaire, dans la confusion des analyses et des diagnostics, que d'entendre une voix forte qui, en présentant ses arguments, s'attaque aux idées reçues par une bonne partie des économistes d'aujourd'hui et de ceux qui, tels les hommes politiques, suivent, sans toujours le savoir, leurs recommandations formulées ou non expressément. A supposer même que l'évis dissident qui est ainsi donné soit lui-même sujet à discussion, reste encore l'avantage d'une remise en question radicale des hypothèses sur lesquelles reposent et la pensée des « experts » et l'action menée avec plus ou moins de bonheur par les gouvernements.

Rappelons-nous quel était il y a moins de dix ans dans les pays industrialisés le préjugé ambiant sur le chômage : qui, en dehors de Jacques Rueff et d'un très petit nombre d'économistes, qu'on compterait sur les doigts d'une seule main, aurait osé sérieusement envisager comme probable l'avènement d'une crise généralisée d'un sous-emploi d'une ampleur comparable à celle qu'on avait connue - du temps où Keynes, comme on le répétait alors à satiété, ne nous avait pas encore appris à maîtriser les fluctuations économiques -. Aujourd'hui, l'opinion commune s'est complètement renversée : il est devenu à la mode de mettre en avant tout un ensemble de facteurs qualifiés en général de « structurels » qui expliquerait pourquoi nous sommes entrés durablement dans une ère de faible croissance et de chômage persistant.

Ce sont ces idées a priori que révoquent en doute M. Jean Tumbir et deux autres économistes du G.A.T.T. dans un rapport qui porte le titre : « Ajustement, commerce et croissance dans les pays développés et les pays en voie de développement » (voir le Monde du 18 septembre).

« Dès lors, écrit-on, que ni la démographie, ni les ressources naturelles, ni la technologie n'imposent essentiellement de limites à la croissance, toutes les difficultés économiques actuelles - que recouvre le syndrome inflation-chômage - revêtent pour l'essentiel un caractère passager. » Affirmer que les problèmes en question sont, de par leur nature, temporaires, ne revient pas à minimiser la difficulté, ajoutent les auteurs, aux yeux desquels « il semble que, pour le moment, le principal danger soit, au contraire, d'exagérer la difficulté et de créer ainsi un climat politique dans lequel seront proposées des « solutions » qui ne pourront qu'affaiblir le pouvoir d'adaptation spontanée des diverses économies et transformer la coopération internationale en un violent affrontement ».

Nous nous sommes déjà malheureusement engagés assez loin dans ce processus. Pour venir en aide à tel ou tel secteur de l'économie, les gouvernements prennent des mesures, de caractère protectionniste notamment, qui toutes ensemble ne peuvent qu'affaiblir la capacité d'ajustement du système tout entier. A cet égard, les auteurs de l'étude ont une suggestion que les responsables seraient bien de garder toujours présente à l'esprit. Ils distinguent deux catégories de mesures politiques d'intervention : celles qui influencent simplement la répartition des ressources et celles qui influencent sur l'efficacité du mécanisme de cette répartition. Seules les secondes sont durablement nocives en prenant progressivement la machine. Telles sont, par exemple, les décisions visant sans le dire à « cartellier » la production (résultat inévitable de tout accord visant à limiter par des contingents même volontaires les importations). A côté du chômage, on constate une pénurie de main-d'œuvre dans les entreprises (nombreuses) en expansion. « Les emplois nécessaires se créent d'eux-mêmes et les demandeurs d'emplois additionnels possèdent les qualifications qui sont demandées. » Mais le réticement artificiel des accords de salaires diminue l'inclination à acquiescer une formation adéquate. En définitive, les hommes sont les artisans des maux économiques dont ils souffrent et il est donc en leur pouvoir de les corriger. C'est, nous disent les auteurs du rapport, le seul aspect optimiste de leur analyse. La tâche la plus urgente est de réduire l'inflation qui, en interdisant aux entrepreneurs de planifier à long terme leurs investissements, a pour effet « d'empêcher la société de se montrer prévoyante ».

LES NEGOCIATIONS SUR LE PROJET MONETAIRE EUROPEEN

Une proposition pour sortir de l'impasse

LES derniers accords de Brème et d'Aix-la-Chapelle prévoient la mise en place d'un fonds commun de réserve, l'inflation d'une unité monétaire et la fixation de nouvelles marges de fluctuation (1). Ils sont apparus comme la manifestation d'une certaine union des Européens.

Cependant, rien ne saurait empêcher la spéculation de se porter sur l'une des devises européennes et de forcer ainsi les autres à se séparer de la première pour ne pas être réévaluées artificiellement.

par CHRISTIAN BORROMÉE (*)

entraînant ainsi la rupture des nouveaux accords de change. D'un autre côté, une spéculation à la baisse sur une monnaie entraînerait le « soutien » de cette monnaie par le nouveau fonds européen. En clair, cela signifierait que le fonds prêterait une monnaie forte à pays victimes de la spéculation et recevrait en contrepartie la monnaie faible de ce dernier pays.

Rupture et protectionnisme

L'indépendance monétaire de l'Europe ne pourrait plus aujourd'hui passer par la mise en œuvre d'un lien automatique entre le cours du dollar et le niveau du tarif extérieur commun. Ce lien devrait naturellement tenir compte de l'évolution respective des taux d'inflation, car il y aurait alors rupture entre deux zones, et l'idée mise en avant par le ministre allemand au titre de l'accord européen s'appliquerait parfaitement ici. Ce serait l'unique et le dernier moyen de « toucher » les Etats-Unis.

Un tel accord protectionniste européen ne recueillerait jamais l'approbation de la Grande-Bretagne. Car aux Américains qui voudraient maintenir le système de l'égalité variable du dollar, l'Angleterre répondrait probablement toujours de que répondait Churchill à Truman sur la question polonaise : « En réalité, c'est vous qui donnez le ton et je vous soutiens

(1) Voir dans « Le monde de l'économie » du 12 septembre l'article : « L'embrèvement dans la zone dollar ». (2) Harry S. Truman, Mémoires.

Celui-ci se trouverait donc débiteur d'un pays à monnaie forte au travers du fonds européen. On est en droit de s'interroger sur les conséquences à terme d'un tel mécanisme, s'il venait à jouer. Le fait que les opérations soient libellées en unités monétaires n'a pas une grande importance de fond. Ce qui importe est la monnaie de règlement : l'unité monétaire sert seulement à calculer un montant, nul ne l'émet et elle n'a cours légal nulle part, comme le nouveau D.T.S. par exemple. Vous pouvez compter en guinées comme dans l'ancienne Angleterre, c'est toujours en livres sterling qu'il vous faudra payer.

M. Schlecht, secrétaire d'Etat à l'économie du gouvernement de la R.F.A., a récemment déclaré que le futur système monétaire européen devra comprendre un mécanisme permettant aux écarts de prix et de coûts entre les pays de se refléter au niveau des devises au sein du système. Celui-ci penchera donc vers les changes flottants et, ce, d'autant plus que M. Schlecht a souligné que ce système européen ne devrait pas être dirigé contre les devises de pays tiers.

« dans tout ce que vous entreprendrez au sujet de cette affaire (2). » L'accord ne pourrait être que continental. Il est toutefois bon de souligner que le protectionnisme constitue le remède ultime à la crise d'inflation monétaire, parce qu'il représente le refus de se servir désormais d'une monnaie internationale, argument de poids vis-à-vis d'une opinion américaine très attachée à la libre circulation des biens.

A l'opposé, on pourrait imaginer que les Européens fassent aux Etats-Unis la proposition constructive d'un grand accord, reconnaissant les actualités données de fait de l'émission des monnaies dans les pays « avancés » des Etats-Unis. Nous avons une monnaie commune : nos propres Banques centrales souscrivent les titres de votre trésorerie et nos monnaies sont émises pour une grande part contre dollars.

(*) Economiste, auteur de Schémas pour demain, préface de Jacques Rueff, Plon, 1977.

Comment déterminer un partage « équitable » des charges

Le calendrier fixé des travaux du conseil européen de Brème en vue de la mise en place d'un système monétaire européen (F.M.E.) devrait pouvoir être respecté, autrement dit le nouveau dispositif devrait devenir opérationnel début 1979. Tel est le bilan positif que dresseront ce lundi 18 septembre les ministres des finances des Neuf, au vu notamment du rapport que leur a soumis le comité monétaire. Le comité des gouverneurs des banques centrales, l'autre organe communautaire chargé de la préparation du dossier, remettra, quant à lui, son rapport en octobre : les gouverneurs, plus circonspects, sans doute parce que c'est à eux qu'il reviendra de gérer le système, entendent en regarder chaque élément de très près avant de se prononcer.

(De notre correspondant.)

LUXEMBOURG (Communauté européenne). — A l'échelon politique, le soupçon de déviation d'un certain Etat membre, essentiellement le Royaume-Uni et les Pays-Bas, a, bon gré mal gré, disparu. Devant la détermination manifestée par M. Giscard d'Estaing et par le chancelier Schmidt, l'entreprise est prise au sérieux par tous avec l'idée, désormais unanimement partagée, qu'il est nécessaire d'y participer.

Deux questions

Les travaux engagés conformément aux orientations définies à Brème ont trait à deux grands sujets étroitement liés l'un à l'autre : la définition d'un nouveau système de change et pour évaluer celui-ci, la création d'un Fonds monétaire européen (F.M.E.). Ce sont les travaux sur le système de change qui ont le plus progressé. A son sujet, plusieurs questions importantes, dont les ministres vont débattre, ce lundi, restent ouvertes. Au premier rang d'entre elles figure le problème du choix du numéraire, c'est-à-dire de l'étalon par rapport auquel on comparera les fluctuations de change de chaque monnaie. De la réponse donnée dépendent au moins en partie, les solutions à apporter à d'autres problèmes, telles l'amplicité des marges de change autorisées ou encore l'application plus ou moins progressive du système aux monnaies faibles, qui actuellement fluctuent librement. Les Allemands et les Néerlandais souhaitent, comme dans l'accord « serpent », une grille de

prendre l'ECU comme numéraire, c'est-à-dire un panier de monnaies, c'est l'inconnu. Ainsi s'expliquent probablement les réticences Allemandes et des Néerlandais. Comment se fera l'intervention si on retient une telle formule. Les monnaies fortes seront-elles engagées et jusqu'à quel point ? Autant de questions qui préoccupent La Haye et Bonn. Il faut garder en tête que l'initiative prise par le chancelier Schmidt de relancer la coopération monétaire est loin de réunir tous les suffrages en République fédérale de même qu'aux Pays-Bas. Pour les milieux allemands les plus conservateurs, que la dimension politique de l'opération n'effraye guère, l'idéal serait que rien ne change : maintenir le « serpent » tel qu'il existe. Pour eux, la considération primant toutes les autres est d'éviter un réveil de l'inflation. Ils préféreraient par conséquent ne pas se trouver enfermés dans un F.M.E. qui, réduisant les possibilités de change, empêcherait l'Allemagne de acheter des dollars et contribuerait ainsi à créer des

liquidités au-delà de ce qui est souhaitable. Le gouvernement de Bonn ne peut ignorer leur invitation à la prudence. Mais il sait aussi qu'il ne faut pas renouveler les erreurs de l'accord monétaire européen de 1972 (le « serpent »), que les pays faibles ne s'engageront pas dans l'entreprise ou y renonceront bien vite si elle risque de simplifier pour eux une démocratie insupportable de devises. Encore une fois, ce qui importe et là se trouve le point central des débats, c'est que le poids des interventions soit réparti de façon équilibrée entre les pays membres. Ce dosage doit être tel que le fonctionnement du système n'aboutisse pas à des contraintes absurdes, qu'il n'entraîne pas la mise en œuvre de politiques économiques saines alors que sa raison d'être, en éliminant l'incertitude due à l'instabilité monétaire, est précisément au contraire de conforter ces politiques, de rendre possible une croissance soutenue sans inflation.

PHILIPPE LEMAITRE. (Lire la suite page 26.)

SPEEDWAY:
un service d'urgence pour vos colis venant des USA.

24h un record ! pour venir des USA à Charles-de-Gaulle. 48h pour livraison en province. Pièces détachées, plans, échantillons, maquettes, photos, films, documents... sont les clients favoris de SPEEDWAY. Demandez à votre correspondant aux USA l'expédition en SPEEDWAY SEABOARD et nous faisons le reste.

Pour tous renseignements SPEEDWAY, appelez 862.41.74. SPEEDWAY est un nouveau service de la Seaboard World Airlines BP 10.319 - 95705 ROISSY - Aéroport Charles-de-Gaulle



LES NÉGOCIATIONS SUR LE PROJET

Pourquoi le système du « serpent » est techniquement supérieur à celui qu'on veut lui substituer

M EME si les négociations en cours entre les Neuf pour la création d'une zone de stabilité en Europe aboutissent à un dispositif sensiblement différent du « serpent », celui-ci sert néanmoins de point de référence aux différents projets en cours de discussion.

Pas une « zone mark »

Le « serpent », tel qu'il existe aujourd'hui, après plus de six ans de fonctionnement, est de dimension beaucoup plus réduite qu'à l'origine. Il a perdu en effet trois de ses membres les plus importants de la C.E.E. : la livre sterling, la lire et le franc français, et plus récemment la couronne suédoise.

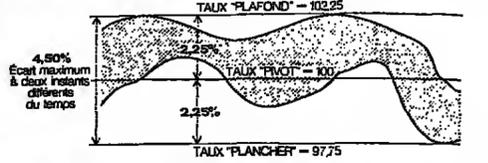
Un poids prépondérant du DM dans ce qui subsiste du système européen de flottement concerté (vis-à-vis du dollar et des autres monnaies extérieures) fait-il conclure, comme on le dit souvent, que le « serpent » constitue la zone mark ? Cette expression devrait être évitée car le DM ne joue pas du tout, à l'égard des monnaies qui lui sont liées, le rôle que le dollar jouait vis-à-vis des autres monnaies du temps où existait un taux de change fixe entre elles et la monnaie américaine.

De l'histoire du « serpent » 10 janvier 1974 : C'est au tour du franc français, de s'en aller. Fausse sortie, car il réintègrera de facto le « serpent » en mai 1975 et de surcroît se révélera vite une fausse sortie.

elle qu'elle est sommairement décrite dans l'encadré ci-dessus, il ne ressort pas assez que la période février-mars 1973 a marqué un tournant décisif. Le 12 février de cette année-là, le dollar a été dévalué (après l'avoir déjà été le 18 décembre 1971), ce qui devait précéder son flottement.

plancher, ne valant que 0,9775 F belge ? Le florin, dans cette hypothèse, devra être coté 1 DM au minimum. S'il descendrait plus bas, l'écart entre, d'une part, la valeur de la devise belge et, d'autre part, la valeur de la monnaie néerlandaise, exprimées toutes deux en DM, dépasserait les 2,25 % autorisés.

100 francs belges : Plafond : 6,9350 DM (2,25 %) ; Taux pivot : 6,4875 DM (2,25 %) ; Plancher : 6,0400 DM (2,25 %).



La grille des parités

10 janvier 1974 : C'est au tour du franc français, de s'en aller. Fausse sortie, car il réintègrera de facto le « serpent » en mai 1975 et de surcroît se révélera vite une fausse sortie.

régime de taux de change fixes. Les Neuf sont en train de discuter du régime d'intervention du nouveau système monétaire européen qu'Allemands et Français voudraient, conformément à l'accord de principe conclu à Brême (7 juillet dernier), mettre en place dès janvier prochain.

D'un mécanisme de marché à un simple indicateur

Le dispositif du « serpent » — c'est ce qu'il faut en retenir — est un mécanisme de marché qui, fort classiquement, comprend pour chaque monnaie un seuil d'intervention à la vente et un seuil d'intervention à l'achat.

ment dit, il s'agit d'un indicateur statistique propre à laisser le choix aux opérateurs de l'intervention à pratiquer. Il ne s'agit donc pas, à proprement parler, d'un autre système équivalent à la « grille de parité », classique (système du « serpent »).

Une histoire mouvementée

Tableau chronologique des événements de 1972 à 1978 concernant le système du serpent.

Une proposition pour sortir de l'impasse

Décisions donc que tous les ans, voire tous les six mois, les trésoreries de nos États, en accord avec le vôtre, souscrivent directement des bons du Trésor en dollars.

UN PARTAGE « ÉQUITABLE » DES CHARGES

Il se révélerait certainement, par exemple, très vite intolérable que la défense du système de change oblige la France à pratiquer une politique financière plus restrictive que ne l'exige raisonnablement la situation économique du pays.

LES UNITÉS DE COMPTE : LE D.T.S...

Tableau des unités de compte et du D.T.S. (Dollars de l'Unité de Compte).

BIBLIOGRAPHIE

« L'ÉQUILIBRE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE » par Lionel Stoléru

Crises et ajustements

Or, le fait de ne pas agir tend à niveler en permanence les taux de croissance sur le plus faible, et donc à augmenter le chômage.

Qui aurait parié ?

Car ceux-ci, coavalous que MM. C. Schmidt et Schmidt, sont décidés à bâtir quelque chose d'important et, estimant donc qu'ils se peuvent pas encore une fois reposer sur le « tout », remploient à monnayer leur adhésion.

ET LE FUTUR ÉCU

L'unité de compte européenne future (qui précèdera l'avenir le nom d'ÉCU) se calcule selon le même principe. Sa valeur est égale à l'addition des montants suivants en monnaies des États membres de la C.E.E.

Handwritten note in Arabic script at the bottom left of the page.

MONÉTAIRE EUROPÉEN

A quelle condition lier le franc et le deutschemark

par JACQUES GIRARD (*)

DEPUIS 1970, amies on fut discuté le rapport...

Les conditions garantissant le succès d'une fluctuation...

deutschemark, ce qui correspond à un rythme de dévalorisation...

France et l'Allemagne: la France entrerait alors dans une phase de récession...

Deux fautes

Le second commentaire concerne la décision prise en mai 1975...

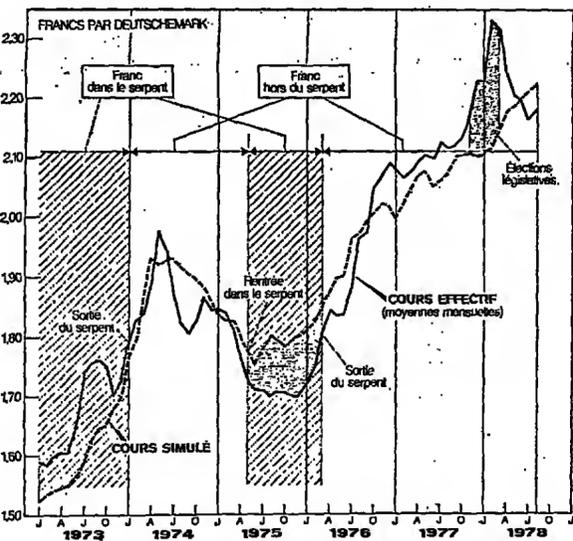
Il ne faut donc pas exécuter, avant la conclusion d'un accord monétaire européen...

Trois séries de commentaires

Sur le graphique ci-dessous apparaît, d'une part, le cours constaté sur le marché des échanges...

varie à la hausse ou à la baisse selon que l'inflation en France est supérieure ou non à l'inflation allemande...

LA MONNAIE FRANÇAISE SEMBLE RISQUER A NOUVEAU UNE CERTAINE SURÉVALUATION



50ème anniversaire OSFB. POUR ADULTES - ÉTUDE DE L'ANGLAIS. Cours intensifs, Étude approfondie, Crosby House School.

Rectificatif. - A la suite de l'article intitulé '600 licenciements dans une entreprise industrielle...'

THE WALL STREET JOURNAL. En octobre 1978 le Wall Street Journal publiera un numéro spécial sur La France. L'objectif de ce numéro spécial est de renforcer les possibilités existant sur le plan économique...

FORMATION PRATIQUE COMPTABLE • FISCALE • SOCIALE DROIT • SOCIÉTÉS. Séminaires - Stages - Cours du jour et du soir.

Les obligations et les responsabilités des entreprises au regard des législations sur la PROTECTION DES CONSOMMATEURS dans la Communauté européenne. BUT DU SÉMINAIRE, PROGRAMME, INTERVENANTS.

F.M.I.: une analyse trop optimiste sur la progression des liquidités

(Suite de la page 23.)
 Comme pour symboliser l'être nouvelle dans laquelle il entre, le F.M.I. a vu s'installer il y a trois mois un homme nouveau au poste qu'occupait déjà un Français, de 1963 à 1973, M. Pierre-François Schweitzer, lui-même ancien directeur du Trésor. Comme son prédécesseur.

« La dispersion des taux d'inflation a été beaucoup plus grande (trois fois plus) au cours de la période des échanges flottants que durant la période antérieure », constatent les auteurs du rapport, indicateur à l'appui, sans aller toutefois jusqu'à s'attaquer de front à la question de savoir s'il écarte ou non une relation de cause à effet entre, d'une part, l'abandon des disci-

plines inhérentes à un régime de taux de change fixes et, d'autre part, l'apparition à partir de 1973 d'écart considérable non seulement entre les niveaux de prix mais aussi entre les taux d'intérêt (ce que souligne également le rapport) d'un pays à l'autre. Ils se retranchent derrière une sorte d'empirisme qui les dispense de trancher un point politiquement si délicat : « L'expérience, écrivent-ils, des années écoulées depuis 1973 suggère que des périodes de taux moyens élevés d'inflation, qui ont aussi de grandes chances d'être des périodes d'écart inflationnistes importants, impliquent une plus grande probabilité que se produisent des changements de grande amplitude dans la structure des échanges. » Voilà qui n'avance guère la discussion.

Sous la forte impulsion des interventions massives qui ont eu lieu sur les marchés des changes pour essayer plus ou moins en vain de réduire l'amplitude des variations de cours, l'année dernière sous revue a été celle où l'accroissement en valeur absolue des réserves de change en devises a été le plus énorme. L'augmentation a été de 40 milliards de dollars de tirage. C'est ce que montre le tableau ci-dessous, qui illustre mieux que tout autre document la détérioration constante du système des paiements internationaux sous l'effet de la création de liquidités (en réalité de crédits), puisque les nouveaux avoirs en dollars sont en principe autant de crédits nouveaux sur les Etats-Unis. Le même tableau montre aussi le rôle croissant du deutchmark comme unité de réserve des réserves de change des autres pays. Il convient d'ajouter une partie sans doute très importante de « devises étrangères » que ne dit évidemment le rapport. Le « système » actuel n'est qu'un appareillage sans doute très important, ce que ne dit évidemment le rapport. C'est là potentiellement un élément de faiblesse pour la devise allemande, ce que ne dit évidemment le rapport. Le « système » actuel n'est qu'un appareillage sans doute très important, ce que ne dit évidemment le rapport.

l'endettement des centres de réserve, hier New-York et Londres, aujourd'hui, plus que jamais New-York, mais aussi, paradoxalement à côté et au-dessus de Londres, Francfort et, dans une moindre mesure, Tokyo (mais pas ou très peu Zurich). Comme les interventions sur les marchés des changes ont été essentiellement le fait de la Banque d'Angleterre (de janvier à octobre 1977, celle-ci a acquis quelque 14 milliards de dollars), de la Banque d'Italie (qui avait bien besoin, elle aussi, de reconstruire ses réserves), de la Bundesbank et de la Banque de Japon. Il ne faut pas s'étonner que les avoirs en devises des pays industrialisés pris dans leur ensemble ont augmenté de 40 %. Ce qui constitue la particularité du Gold Exchange Standard est, en effet, que les gains de réserves des uns ont été compensés par la perte des réserves pour les autres (puisque, en réalité, il s'agit de crédits). Quant aux pays en voie de développement non producteurs de pétrole, ils ont vu eux aussi en tant que groupe (avec de grandes différences d'un pays à l'autre) leurs réserves augmenter, quoique à un rythme plus modeste : + 12 %. Cela tient au fait que leurs emprunts sur le marché international des capitaux ont dépassé le montant de leur déficit global (voir tableau).

Des interventions massives

Les auteurs du rapport ne peuvent pas ne pas constater de grandes variations, parfois abruptes, dans les taux de change, « qu'il est difficile pour certains d'attribuer à des changements intervenus dans les conditions économiques sous-jacentes ». Ils invitent leur lecteur à considérer le marché d'actifs financiers, « en toute rigueur qu'un prix relatif de ces actifs dont les mouvements sont commandés par les changements intervenus dans la relation entre l'offre et la demande ». Mais, comme souvent, le jeu de l'offre et de la demande n'explique pas tout. Il faudrait s'interroger sur les éléments qui régissent la valeur des échéances libellées en monnaies étrangères (échéances communément appelées devises...).

À en croire le rapport, les gouvernements se sont montrés un peu plus disposés à utiliser au cours du meilleur mois les mouvements de change à des fins d'ajustement, mais reconnaissent-ils, il n'est pas encore évident que ces manœuvres puissent d'eux-mêmes corriger les déséquilibres de balance des paiements. Les économistes du F.M.I. pensent tel sans doute s'agit d'un fait américain, qui persiste malgré la baisse du dollar. Fait pas assez remarqué, ils mentionnent comment à partir du troisième trimestre 1977 le déficit des paiements courants des Etats-Unis a coïncidé avec des sorties importantes de fonds. Quant à la forme qu'a prise la fuite des capitaux, il s'est agi de mouvements bancaires intéressants les dépôts bancaires.

aussi compte de la balance des capitaux, dont les mouvements peuvent, selon les cas, financer ou au contraire augmenter le déficit des échanges de biens et services.

Cela dit, les experts estiment que les modifications survenues dans la compétitivité relative des différents pays vont dans le sens d'une élimination des déséquilibres de balance des paiements. Ils devraient, « toutes choses étant égales par ailleurs », faire sentir leurs effets d'ici à 1980, et cela « parce qu'il existe une très forte présomption empirique que les changements de prix relatifs exercent une forte influence sur le volume des importations et des exportations ». Il n'est pas mauvais de le rappeler à une époque où l'on entend trop souvent affirmer que « de nos jours », le facteur prix n'est pas le principal élément de la compétition (en vérité, les autres éléments qu'on cite habituellement à l'appui de cette opinion peuvent facilement être ramenés à une composante prix, comme, par exemple, la qualité et les délais de livraison). À en croire les études auxquelles se sont livrés les experts du Fonds, l'avantage de prix (sortie usiné) que les Américains auraient tiré de la baisse du dollar pour leurs produits industriels aurait été de 8,3 % du second trimestre de 1976 au second trimestre de 1978 ; le pourcentage correspondant pour la France serait de 7,5 %. Au contraire, l'Allemagne aurait vu ses prix relatifs se renchérir de 3,8 % et le Japon de 14,2 %.

Dans certains cas, les pays à forte inflation n'ont pu trouver la compensation (ou la surcompensation) dans une baisse de la valeur de leur monnaie. Ainsi les prix relatifs italiens auraient-ils monté de 11 % pendant la même période et les prix anglais de 11 %.

Une innovation statistique

Là encore, on observe que la création de réserves nouvelles résulte d'un processus d'endettement des pays en voie de développement auprès des banques privées. Ce que le rapport exprime de la façon suivante : « L'offre d'actifs de réserve sous forme de devises étrangères est le fait de l'intermédiation des marchés internationaux de capitaux, devenus hautement élastiques. »

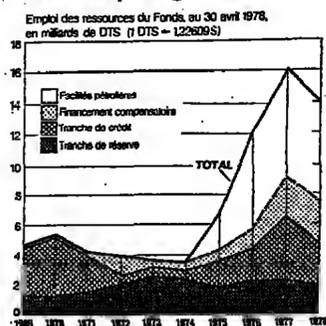
Innovation statistique qui mérite l'attention : pour la première fois, le rapport a été de ce qu'il dénomme « réserves liquides » (dollars et position de réserve auprès du F.M.I. des Etats membres), comptabilisant les avoirs en r. à la fois au prix fictif de 35 DTS l'once et au prix du marché londonien. A la fin mai 1978, les avoirs en r. étaient estimés à 188,8 milliards de DTS contre 136,1 milliards à la fin de 1976 (soit lieu de, respectivement, 35,5 et 52,7 milliards de DTS au prix fictif). Il apparaît ainsi que, virtuellement, le stock métallique représenté en dollars un montant presque égal aux réserves en devises (à remarquer que le montant des réserves en devises a progressé l'année der-

rière encore plus vite que le montant en valeur des importations mondiales (respectivement 25 et 14 %) — comme si l'on n'avait jamais pu prouver qu'il s'agit de la bonne marche de l'économie internationale, un parallélisme entre les réserves et les importations n'aurait pas été constaté pendant les experts semblent tirer un certain confort du fait que, « sur un espace de temps plus long, les réserves liquides et le commerce mondial ont progressé du même pas : par exemple, de 1973 à 1977, ils ont tous les deux approximativement doublé ». Les motifs de création de réserves sont, en fait, très variés n'ayant qu'un rapport très lointain avec l'expansion en valeur nominale des échanges de biens et services et par conséquent, en fait, la relation qu'il existe entre l'augmentation des réserves qui provoque des pressions inflationnistes dans le monde, d'autre part la hausse des prix.)

Mais ne convient-il pas de faire accepter comme un fait, somme toute, presque banal, la formidable explosion de « liquidités » (c'est-à-dire de « crédits ») à laquelle on assiste depuis 1971 ? Faute de quoi il serait difficile de justifier le projet dont il va être question, l'assemblée générale, d'une émission supplémentaire de droits de tirage spéciaux.

Le 1^{er} juillet dernier, a été modifiée la composition du panier de seize monnaies qui sert à calculer le D.T.S. Les devises retenues sont celles de pays dont le commerce extérieur représente plus de 1 % du mondial. Les statistiques font bien les choses : elles ont permis de substituer le ryal saoudite et le rial iranien au rand sud-africain et, choix plus neutre, à la couronne danoise. Il a été convenu, en avril dernier à Mexico, par le comité intermédiaire (instance monétaire internationale) de certains membres, que l'on pourrait rendre plus « attractif » le D.T.S. en élevant le taux d'intérêt dont il est assorti, en le portant de 80 à 90 % de la moyenne des taux à court terme sur les cinq principaux marchés monétaires du monde. Cette mesure en annonce d'autres, qui visent à accélérer un instrument de réserve dont la naissance (en 1969) a eu lieu au moment où l'offre de réserve était en forte diminution de toute mesure.

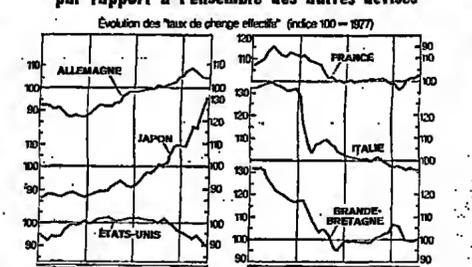
Après avoir beaucoup augmenté depuis 1974 l'encours des crédits accordés par le Fonds s'est un peu dégonflé en 1978



A cause de la moindre durée des prêts la charge d'amortissement de la dette des pays en voie de développement s'est sensiblement accrue



Le franc s'est peu dévalué par rapport à l'ensemble des autres devises



Les taux de change dits « effectifs » sont en réalité les résultats d'un calcul statistique effectué par les experts du F.M.I. qui tiennent compte pour chaque monnaie de son évolution vis-à-vis de l'ensemble des autres devises en faisant intervenir un coefficient de pondération relatif à l'importance des relations commerciales avec chaque pays. La baisse du dollar apparaît plus accentuée si l'on avait exclu du calcul le dollar canadien (fortement dévalué).

L'EXCÉDENT DES PAYS DE L'OPEP EST EN FORTE DIMINUTION

	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Principaux pays exportateurs de pétrole	7	68	33	41	33	29
Pays industrialisés	19	4	26	7	1	14
Autres pays de production primaire						
— Régions les plus développées	1	-15	-15	-14	-13	-11
— Régions en développement	-11	-30	-38	-25	-22	-30
TOTAL	16	19	8	8	1	-7

AUGMENTATION DE 40 MILLIARDS DE D.T.S. DES AVOIRS OFFICIELS EN DEVISES

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
I. CRÉANCES SUR LES ETATS-UNIS ET SUR D'AUTRES PAYS :								
Créances officielles sur les Etats-Unis	23,8	44,8	56,7	53,4	62,8	69,9	79,2	103,8
Créances officielles en sterling sur le Royaume-Uni	5,7	7,3	0,1	0,2	0,2	6,4	3,2	5,7
Créances officielles en deutschemark sur la République fédérale d'Allemagne	1,3	1,0	1,4	1,2	2,4	2,5	4,3	5,3
Créances officielles en francs sur la France	0,8	0,3	1,1	1,2	1,1	1,1	0,9	0,8
Autres créances officielles sur des pays étrangers libellées dans le monnaie du pays débiteur	0,9	1,0	0,9	1,8	1,5	2,7	3,8	4,8
Crédits swap (1)	0,7	—	—	0,4	1,6	1,3	1,5	1,2
II. AVOIRS OFFICIELS EN EUROMONNAIES :								
— Eurodollars	10,5	10,4	18,0	21,1	22,3	28,5	45,6	38,0
— dont les principaux pays exportateurs de pétrole	1,6	2,8	3,9	4,0	15,0	20,7	27,7	25,8
— Autres euromonnaies	0,4	0,1	3,2	3,3	5,8	7,8	7,6	12,2
Total des euromonnaies	10,9	10,5	21,2	24,4	28,1	36,3	53,2	50,2
Créances sur la Banque mondiale	0,7	0,6	0,6	0,6	0,8	1,8	2,5	2,1
Béniéus	1,0	0,2	0,3	0,7	10,4	7,1	12,1	9,3
Total des avoirs officiels de monnaies étrangères	43,4	73,1	86,1	102,9	128,3	137,5	188,0	201,2

(1) Y compris le double dépôt relatif au crédit de la Bundesbank à l'Italie aujourd'hui remboursé.

Plusieurs lecteurs nous ont fait part de leurs réflexions à propos de l'article du professeur Jacques Fontanel paru dans le Monde de l'économie du 25 juillet sous le titre « Les besoins et l'économie ».

M. Tartarin, maître-assistant de sciences économiques à l'université de Nantes, nous écrit notamment :

Le professeur Fontanel constate « l'incroyable indigence des études portant sur le fondement même de l'économie », c'est-à-dire sur les besoins. La lecture de son article ne peut malheureusement qu'apporner une preuve supplémentaire de ce qu'il avance en préambule, comme nous allons le montrer en reprenant les jugements et propositions de l'auteur.

a) « L'analyse des besoins est au centre de l'analyse marxiste de l'aliénation. » Un simple coup d'œil aux œuvres de K. Marx, publiées par M. Rubel, montre l'absence presque totale de corrélation entre besoin et aliénation. En revanche, la référence à la production selon les besoins est essentielle dans le marxisme quand elle aborde le vieux thème utopique du communisme.

b) « La théorie néo-classique

CORRESPONDANCE

considère que les besoins sont subjectifs, individuels, antérieurs et immuables. Il est notoire, au contraire, que la théorie néo-classique n'utilise pas, et même rejette la notion de besoin. Elle construit ses demandes à partir des préférences et des revenus. Ces préférences, si elles sont bien subjectives et individuelles, ne peuvent être dites, sous peine de contradiction, universelles et immuables.

e) Il existerait une théorie freudienne du besoin dans « la quelle besoin et objet sont étroitement liés ».

Remarquons d'abord que le besoin est chose et peu importante dans la théorie freudienne qu'il apparaît dans le très orthodoxe vocabulaire de la psychanalyse de J. Laplanche et J. B. Pontalis que sous l'entrée « besoin de punition ». Quant à l'objet freudien il n'est pas relié de façon privilégiée au besoin (et pour cause), mais à la pulsion, ce qui est très différent. L'objectivisme et le naturalisme du besoin disparaissent, car l'objet de la pulsion est « variable,

LA NOTION DE BESOIN

contingent, fonction des vicissitudes, de l'histoire du sujet » (op. cit., p. 381) et relève de l'incoscient et non de l'économique.

d) « L'analyse de Baudrillard met en évidence... la nécessité d'une étude effectuée en termes de « système de besoins ». » Ici encore, la contresens est flagrant comme le montre le jugement suivant de Baudrillard : « une théorie des besoins n'a pas de sens, ni ne peut y avoir qu'une théorie du concept idéologique de besoins » (Pour une critique de l'économie politique du signe, p. 83).

M. Henri Boissonet, de Bour-en-Bresse, estime que le même article « appelle de nombreuses réflexions sur l'interprétation à donner des théories contemporaines ».

Le discours de Baudrillard sur les besoins, qui n'est pas exempt de contradictions, confine à la négation de tout concept de besoin. Celui-ci, « parcellisation du désir », devient un résidu de l'urgence d'un excédent »,

norme subjective, a-historique, en dehors de tout enracinement social, impératif du désir. Il n'y a donc plus de besoin, le discours sur celui-ci n'étant qu'idéologie de la société productiviste. Cette négation du besoin rejoint celle de la théorie néo-classique moderne.

Quant à la distinction que l'auteur veut introduire entre « besoins directs » et « besoins indirects », elle relève d'un essentialisme faisant précéder des besoins directs « intrinsèques à l'homme ». Les « besoins indirects », produits par les actions déguisées à connaître la rareté, seraient socialement et biologiquement enracinés. Cette distinction rejoint des distinctions du même genre entre besoins primaires et secondaires. Si elle renvoie à une juste hiérarchisation des besoins, elle partage l'homme en être biologique d'un côté et social et historique de l'autre. Il ne s'agit pas de nier la base biologique sur laquelle s'enracinent les besoins, ni la dimension subjective de leur expression et de leur perception ;

cependant, ces diverses dimensions sont inséparables et, pour l'économie politique, tout besoin est social et historique, produit par l'homme dans son activité de transformation de la nature.

Aussi, s'il faut justement affirmer la nécessité d'un concept économique de besoin et réintroduire dans le champ scientifique de l'économie politique les besoins que la science économique (ou Baudrillard d'une autre manière) s'efforce d'évacuer, afin de retrouver l'approche classique et marxiste, la distinction proposée par J. Fontanel ne m'apparaît pas pertinente et ce peut donc s'ouvrir sur la prise en compte d'un « mieux », lequel est toujours rejeté en dehors du champ de l'économie politique.

M. René Serroise, ambassadeur de France en Indonésie, nous écrit « pour illustrer la thèse » que développe l'article de M. Jacques Machicaud, président du directeur de Roussel-

Uclaf, « Investir à l'étranger », paru dans le Monde du 8 août.

Dans cet archipel — le plus important du monde — le Japon a investi au cours de la dernière décennie 2 440 millions de dollars (contre 85 % de l'industrie automobile). Les Etats-Unis : 728 ; Hongkong : 668 ; les Philippines : 311 ; la République fédérale d'Allemagne : 204. La France, elle, vient au quatorzième rang avec 25 millions de dollars.

Les firmes nippones, américaines et allemandes ne sont pas des sociétés philanthropiques. Simplement, elles ont compris avant les nôtres que l'Indonésie, riche en énergie et en matières premières diversifiées, disposant d'un marché intérieur de 143 millions de producteurs-consommateurs (relaté par celui de l'ASEAN (1) de 250 millions), est en train de « décoller », que nécessairement elle exigera une muraille de Chine pour protéger ses industries naissantes, suivant le conseil de F. List.

(1) Il s'agit des initiales anglaises de l'Association des nations du Sud-Est asiatique, née en 1967, entre l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et « en vue d'accroître le progrès économique et la stabilité » de la région.

سكوا من الاموال

des liquidités

group augmenté depuis 1974
plus accordés par le Fonds
régularité en 1978

durée des prêts
de la dette des pays
également accrue

1978

1978

IN

1978

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLI	48,00	52,82
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,88
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	65,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	27,00	30,89
OFFRES D'EMPLOIS	6,00	6,88
DEMANDES D'EMPLOIS	21,00	24,02
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

The international SKF Group is the world's largest manufacturer of ball and roller bearings. Main activities of advanced Group R & D programmes are centred in Holland where work is focussed on product and new materials development, product quality improvement and optimization of

manufacturing processes. The SKF Engineering & Research Centre is located in a green area just south of Utrecht. It is a quite modern complex with a young international staff working in well-equipped laboratories and airconditioned offices. The Group's working language is English.

In the Mechanical Testing Function we have the following vacancies:

Head of seal testing

For this new position we are looking for an engineer with experience in rubber lip seal technology. He should build up this section which is to evaluate and develop seal performance in bearings and other products.

Mechanical engineer tribology

To be responsible for developing test equipment and conducting test programmes on bearings and a variety of other products from initiation to evaluation of results. Applicants should be educated to University level and should be familiar with theoretical and experimental aspects of tribology. The position is open to recent graduates or graduates with a few year's industrial experience, preferably in precision engineering.

Candidates for both these posts must be able to communicate well in English and a working knowledge of French, German or Italian

would be of value. Please request an application form from our Personnel Administration.

SKF

SKF Engineering & Research Centre B.V.
Postbus 50
3430 AB Nieuwegein - Netherlands
Telephone: 03402 - 3 22 04

Si, dans le contexte de l'entreprise où vous travaillez actuellement, vos possibilités sont trop réduites et ralenties par des circonstances qui n'ont rien à voir avec vos connaissances et vos performances, vous devriez immédiatement saisir une plume et du papier et nous écrire. Nous sommes une des plus grandes firmes de conseil en management, active dans le monde entier, et nous recherchons actuellement pour l'Europe plusieurs Junior Consultants et

MANAGEMENT TRAINEES

(Cic. 2 - E.)

Chez nous, la progression de votre carrière dépend uniquement de vos connaissances. Il ne s'agit pas uniquement d'une activité de vente. Chez nous vous ne connaissez pas de routine étant donné que les tâches incluent la production, la distribution, la vente, le marketing et la formation du personnel, et nos clients sont d'importantes sociétés actives dans des branches très diverses. Comme nos projets se répartissent dans toute l'Europe, il faut être prêt à voyager chaque semaine. Chez nous de jeunes licenciés en économie, gestion d'affaires, sociologie, psychologie, etc., entre vingt-quatre et trente-quatre ans ont les meilleures chances. Mais, même si vous n'êtes pas diplômés, vous n'êtes pas exclus d'avance si vous pouvez prouver une solide expérience dans les relations humaines. Une connaissance approfondie de l'anglais ou de l'allemand est nécessaire. Pour les éléments les plus valables, une rémunération très élevée est prévue après la période de formation.

Ecrivez-nous immédiatement en indiquant de préférence votre numéro de téléphone, car les premiers entretiens auront lieu dans les semaines à venir.

Ecrire sous numéro de référence M 78 45 à INSIGHT PUBLICATIONS S.A.
boulevard de la Cambre, 42 - Bte 13 - 1050 BRUXELLES - BELGIQUE.

En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amérique, Asie, Europe, des EMPLOIS vous attendent. Demandez le manuel spécial. MONDEMPLOIS (serv. M 72), 14, rue Clauzel, Paris-9e.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEERING tech. pour la coordination de chantiers de constructions de sites à céréales en Algérie

INGÉNIEUR E.T.P.

ou équivalent. Connaissant notamment la technique du « coffrage glissant ». Expérience impérativement souhaitée. Age : environ 35 ans. Ecr. avec C.V. et présent. O.P.F. n° 226, 2, rue de Sèze, 75007 PARIS, qui transmettra.

Booz, Allen & Hamilton INTERNATIONAL

MANAGEMENT CONSULTANTS

Nous sommes une des plus importantes sociétés internationales de Conseil en Direction. En raison de l'expansion de nos activités internationales, nous développons nos équipes implantées en Amérique du Sud, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Nous recherchons, pour intervenir auprès d'entreprises nationalisées appartenant à l'industrie pétrolière et sidérurgique, des :

SPECIALISTES INCONTESlables du PERSONNEL

- capables de concevoir et mettre en place les structures nécessaires à la décentralisation d'un Département Personnel ;
- capables d'estimer les besoins en personnel, de définir les profils de poste, les systèmes de rémunération, les besoins de formation et les plans de carrière.

CONSULTANTS GENERALISTES

- capables, au sein de diverses équipes pluridisciplinaires et internationales :
- d'établir des diagnostics de situation
- de concevoir et mettre en place les structures d'organisation et les systèmes de gestion appropriés.
- d'effectuer la synthèse et la présentation des conclusions obtenues par différents spécialistes.

Les candidats retenus devront avoir :

- eu moins trente ans
- reçu une formation de type MBA ou équivalent
- acquis une expérience de conseil, soit dans un cabinet, soit dans l'industrie lourde.

Les rémunérations seront fonction des expériences acquises et seront accompagnées de nombreux avantages.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser un curriculum vitae détaillé et, si possible, photo à :

Anne-Marie CHOMTON
Directeur des Ressources Humaines
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL
58, avenue Kléber 75016 PARIS
NEW YORK - DUSSELDORF - LONDON - PARIS

Cabinet Conseil d'Organisation financière

Résidence : Grande Ville d'Afrique du Nord
Nous recherchons 80 % de nos clients d'Afrique à l'étranger.
Notre expertise auprès d'entreprises industrielles nous conduit à recruter :

- 2 Ingénieurs Conseils finance et comptabilité 150 000 +
- Diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce, possédant une très bonne formation comptable et une expérience de 5 ans acquise en milieu industriel ou en cabinet d'audit. Leurs missions respectives seront : Assurer auprès de l'entreprise la mise en application et le suivi du budget et de la comptabilité gestion ; Organiser un département de trésorerie et de financement.

Réf. 809250 M

- 1 Ingénieur Conseil de Haut Niveau 180 000 +
- Diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs comprenant parfaitement les techniques comptables françaises. Il possède au moins 5 ans d'expérience comptable et financière acquise en milieu industriel. Mission : Il est l'interlocuteur de l'entreprise dans la mise en œuvre et l'utilisation de systèmes de gestion et de budget. Il assure le dialogue entre les utilisateurs et le département informatique qui lui conseillera progressivement.

Réf. 809251 M

La rémunération prévue est exonérée d'impôt français. Frais de séjour payés.
Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence choisie à Monique NERVET. Le secret absolu des candidatures est garanti par :

B K C C
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

Importante Entreprise de Travaux Publics Recherche recherche pour sa Division Internationale (Chantiers au MOYEN ORIENT)

CADRE COMPTABLE BILINGUE ANGLAIS - FRANÇAIS

Sous les ordres du Directeur Administratif, c'est un généraliste qui secondera avec efficacité la Direction Administrative dans les tâches de comptabilité générale, comptabilité analytique, la trésorerie et le contrôle des résultats. L'expérience des travaux publics serait souhaitable. Séjour en célibataire de 100 jours sur place, 20 jours de congés en France. Avantages liés à l'expatriation.

Adresser C.V., photo et salaire actuel en rappelant la référence J.A. 143 au Service du Personnel E.J.L. International 72, rue Regnault 75013 Paris

ENTREPRISE NATIONALE ALGÉRIENNE SONELEC

RECRUTE

FORMATEURS

- Gestionnaires d'Entreprises
- Experts Comptables ou DECS
- Juristes
- Economistes

Logement assuré
salaire intéressant

Prière env. C.V. détaillé av. photo à SONELEC
DIRECTION DU PERSONNEL ET DE LA FORMATION
62, bd Salah-Bouakour - ALGER

AHS - BELGIUM

Importants fabricant et distributeur matériel médical et hospitalier, recherche pour son Etablissement de LIÈGE

UN RESPONSABLE ENGINEERING

(Plan - Engineering - Manager)

- Afin d'organiser les activités d'engineering,
- superviser l'entretien des équipements,
- planifier les modifications,
- étudier les équipements requis pour les nouveaux produits,
- et assumer la responsabilité de la fonction Méthodes.

Si vous avez une formation d'Ingénieur-Electromécanicien complétée par une expérience d'engineering et parlez un anglais courant, nous vous offrons la possibilité :

- d'une rémunération stimulante,
- d'avantages sociaux,
- de responsabilités croissantes ouvrant sur d'excellentes perspectives d'avenir.

Notre entreprise fait partie du groupe American Hospital Supply, qui occupe 25.000 personnes.

Merci d'adresser curriculum vitae, photo et présentations à :
D. VAN DEN PERREBOOM - Personnel Manager AHS/BELGIUM,
30, chaussée de Zeilux - 1000 - BRUXELLES (Belgique).
Les entretiens des candidats auront lieu en France.

offres premier emploi

étudiants de moins de 26 ans à la recherche d'un emploi

L'Institut de Gestion Sociale ouvrira au mois d'octobre 78 un stage spécialisé de formation supérieure préparant aux :

POSTES D'ASSISTANTS DIRECTEURS DE PERSONNEL

orientations : techniques de gestion sociale, bilan social, amélioration des conditions de travail

6 mois de préparation professionnelle, alternant travaux d'études, d'application et séminaires d'approfondissement et d'entraînement, conçus en liaison avec les entreprises, en fonction de besoins nouveaux, cette formation est réservée aux étudiants de moins de 26 ans ayant suivi avec succès 3 années d'études supérieures (niveau licence, maîtrise, écoles de gestion et d'ingénieurs).

Les candidats sélectionnés recevront une indemnité mensuelle égale à 75 % du SMIC.

Les demandes de candidature doivent être adressées dans les plus brefs délais à :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
11, rue Vieille, 75017 PARIS.
781.766.23.80

Pour participer au développement de nos activités à l'étranger (Afrique du Nord, Amérique latine...) sociétés para-publics recherche disponible sous peu un jeune INGENIEUR DIPLOME spécialisé en

VOIRIE URBAINE

Age min. 30 ans, de préférence bilingue, actif par des postes au séjour Outre-Mer. Il sera rémunéré après examen confidentiel, à toute condition. Vous voudrez bien écrire (joindre C.V. et préciser votre lieu de résidence) au India, sur l'enveloppe la référ. 29 718 à MEDIA P.A., 9, bd des Indes, 75002 Paris, qui transmettra.

LECOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE met au concours un poste de PROFESSEUR DE GESTION pour son département de génie civil. Date d'inscription : 15 décembre 1978. Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier relatif à ce poste à la Direction administrative de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, 33, avenue de Cour, 1007 LAUSANNE (SUISSE).

Site d'économie mixte à vocation internationale recherche dans le cadre de ses activités à l'étranger un

INGÉNIEUR ROUTIER

Diplômé d'une école d'ingénieurs de 30 à 40 ans, actif par l'Outre-Mer et désireux de mettre en œuvre ses compétences en : Etudes, Travaux, Supervision au service des pays en voie de développement. Il est demandé d'avoir déjà une première expérience de travail à l'étranger. Vous voudrez bien faire parvenir votre curriculum vitae et votre lettre de motivation (rémunération) sous référence 1264 à MEDIA P.A., 9, bd des Indes, 75002 Paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MATRA
pour son centre de production de SALBRIS (Loir-et-Cher) 600 personnes environ crée un poste de

RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES

— Il est rattaché au Directeur du Centre qui l'assiste dans les relations sociales.
— Il est responsable de la gestion du personnel mensuel (analyse de poste - évolution professionnelle - étude de salaire - classifications...)
— La poste conviendrait à un candidat diplômé de l'Enseignement Supérieur ayant une expérience de plusieurs années acquise en milieu industriel (métallurgie de préférence).

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 374

MATRA R. KORFAN
B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

I. B. H.
Société Holding européenne spécialisée dans fabrication

MATERIEL TRAVAUX PUBLICS ET BATIMENT
créé dans le cadre de son développement en France (3 sociétés, 4 usines, 1 100 employés, C.A. environ 300 millions de francs en 1978)

un poste de

DIRECTEUR COMMERCIAL

SON ROLE :
— Définition de la politique commerciale du groupe ;
— Contrôle et coordination de l'action des services commerciaux dans chaque société ;
— Il sera lui-même vendeur, ayant le sens de l'organisation et des contacts humains et une expérience à haut niveau dans ce secteur d'activité, à la fois sur le plan national ou international.

Situation d'avant ou sein d'un groupe jeune et en plein développement.

Lieu de résidence : LYON

Envoyer C.V. et présentations à :

I. B. H. FRANCE
53, rue Louis-Pottier, 78150 LE CHESSAY.

banque LILLE

Groupes bancaires spécialisés du service bancaire aux entreprises recherche le

RESPONSABLE DE SA REPRESENTATION REGIONALE A LILLE

Ce poste, à vocation essentiellement commerciale, nécessite une parfaite connaissance et volonté de créer un fonds de commerce durable.

Il requiert un certain esprit d'analyse et la faculté d'apprécier rapidement les hommes et les situations.

Notre Délégé disposera de l'appui de notre Groupe, toutefois, une expérience préalable de l'exploitation bancaire est indispensable.

• Age 35 ans minimum.
• La carrière du candidat passe par une implantation de longue durée dans la région Lille.

Envoyer C.V., rémunération, présentations et photo avec références R.M. à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
RUE D'HAUTEVILLE - 75002 PARIS

BANQUE REGIONALE
recherche

GRADÉS et CADRES d'AGENCES (niv. IV - V)
chargés, dans le cadre d'objectifs annuels, de l'entretien et du développement d'un portefeuille de clientèle particulière et commerciale.

Une expérience similaire de la fonction est indispensable.

La rémunération sera fonction des aptitudes acquises, et son évolution des résultats obtenus.

Le lieu de travail est à SAINT-ETIENNE.

Adresser C.V., détails, photo et présent. au n° 7.909, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e).

important Cabinet juridique et Fiscal rech. pour Grenoble

FISCALISTE confirmé
Env. C.V. et présent. HAVAS 1.283, B.P. 297, 38044 Grenoble.

Laboratoire technologie alimentaire Université sciences Montpellier cherche en octobre

INGENIEUR ALIMENTAIRE
Dr. Ing. ou équival. industrielle pour poste ASSISTANT 3.700 F par mois. Envoyer C.V. 3406 MONTPELLIER CEDEX.

Constructeur T.V. en province recherche

INGENIEUR D'ETUDES
pour son laboratoire Télévision
Quelques années d'expérience souhaitées

Faire offre au n° 7.946, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-9^e, qui transmettra. C.V. et présentations indispensables.

Et Souyer, Montauban Electro-acoustique recherche

CADRE EXPORTATION
35 ans min. Formation et expérience commerciale, connaissance parfaite de l'anglais, excellent en allemand et esp. Voyages occasionnels.

Envoyer C.V. à SOUYER, B.P. 2 - 82002 Montauban Cedex

Les Assurances Mutuelles Agricoles du Sud-Est recherche

pour leur service informatique (40 personnes)

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR
connaissances L.B.M. 378 - DOS/V8, Cobol, D.L.I., expériences indispensables 2 ans minimum.

Lieu de travail LYON

Adresser lettre, C.V., photo et présentations à : MUTA SUD-EST, Service du Personnel, 50, rue de Saint-Cyr, 69009-LYON.



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

ENTREPRISE DE TRAVAUX TOURISTIQUES

RECRUTE :

(5) Cinq, Directeurs de Travaux : Formation d'ingénieur ou équivalent Expérience dans Chantier Bâtiment.

(2) Deux, Ingénieurs d'Etudes : Formation d'ingénieur ou équivalent Expérience dans Chantier Bâtiment.

(6) Six, Chefs de Projet : Formation d'ingénieur ou équivalent Expérience dans Chantier Bâtiment.

(2) Deux, Ingénieurs Travaux : Expérience dans Chantier de Bâtiment Formation d'ingénieur ou équivalent.

(6) Six, Conducteurs de Travaux : Diplôme de Conducteur de Travaux 5 à 10 années d'expérience.

(2) Deux, Experts Comptables Diplôme d'Expert-Comptable 5 années minimum.

(5) Cinq, Ingénieurs Génie Civil : Expérience dans chantier bâtiment Diplôme d'ingénieur ou équivalent.

Sérieuses références exigées, salaire intéressant, logement, véhicule assurés, autres avantages.

Adresser curriculum vitae à E.T.T. Direction Générale, 13, rue des Frères - Mohamed - Arezki - et - Ali - Benaceur - ALGER.

GRANDE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ALLEMANDE
depuis vingt ans en OUTRE-MER cherche pour ses agences en AFRIQUE DE L'OUEST

CONDUCTEUR DE TRAVAUX
avec des expériences d'outre-mer de plusieurs années en aménagement hydraulique.

Veillez adresser votre candidature (curriculum vitae, certificats, diplômes et photo) à la

Société GERHARD HOFFELDER
Ingénieur Conseils
Hansjakobsstr. 156
D-7200 Freiburg (Allemagne Fédérale).

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger par répertoires hebdomadaires. Ecr. Outre-Mer Mutuelles, 47, r. Richer, Paris (7^e).

Organisme à vocation internationale recherche pour séjour à l'étranger

ECONOMISTE
Spécialiste des études de planification des transports à l'échelle sectorielle, nationale ou régionale. Diplômé de 20 ans minimum cet économiste s'occupe en anglais et a déjà une expérience professionnelle à l'étranger. Vous êtes invités à écrire l'éditeur C.V. et mentionner votre rémunération sous référence 15 120 à MEDIA P.A., 7, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
appartenant à Groupe de dimension internationale recherche pour son DEPARTEMENT ENTREPRISE GÉNÉRALE

Directeur de Chantier Arabie Saoudite

BÂTIMENTS INDUSTRIELS ET ÉQUIPEMENTS LÉGERS

- Grande expérience chantiers export
- Indispensable
- Pratique de l'anglais
- Avantages liés à l'expatriation
- Durée chantier : 20 mois

Responsable Commercial 1er plan

POUR AFRIQUE FRANCO ET ANGILOPHONE

- Connaissance industrie légère appréciée
- très grande disponibilité (50% déplacements)
- Anglais courant indispensable
- Pratique des contrats internationaux «Clé en Main» appréciée.

Ecrire avec C.V. à no 78719 CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

recherche pour affectation de 3 à 4 ans au

BRESIL (São Paulo)

INGENIEUR SYSTEME TEMPS REEL

pour prendre en charge la responsabilité de l'étude et de la réalisation du logiciel d'application d'un important système de contrôle.

Le candidat retenu aura au moins 4 ans d'expérience du domaine et connaîtra si possible le matériel FERRARI ARGUS 700.

Langue portugaise ou espagnole souhaitée.

Ecrire avec C.V. et présentations s/réf. 1432 à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

Grande Multinationale Européenne spécialisée dans la transformation des matières plastiques en produits de grande consommation recherche pour ses laboratoires situés au

GRAND DUCHÉ DU LUXEMBOURG

UN INGENIEUR

qui sera chargé de la réalisation de projets entrant dans le programme de recherche du Groupe.

Le candidat recherché aura de préférence quelques années d'expérience ou une spécialisation dans la transformation des matières plastiques.

Une connaissance dans le domaine des brevets serait un avantage.

La fonction nécessite par ailleurs la connaissance de l'anglais et si possible de l'allemand.

Une réussite dans ce poste dont la rémunération est attractive permet d'envisager de réelles possibilités de développement de carrière dans la Société ou dans le Groupe.

Adresser candidature, C.V. d&A, photo (retournée) et rémunération souhaitée, n° 78.530 - CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE SERVICE FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE
recherche

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

pour occuper un poste à l'étranger dans un établissement du Groupe.

Le candidat devra :

- posséder une formation supérieure (Grande Ecole, Université, ...)
- avoir une expérience d'un ou deux ans de réalisation d'application sur mini-systèmes transactionnels
- être intéressé par l'élargissement de ses connaissances dans le domaine des activités bancaires.
- PARLER COURAMMENT L'ALLEMAND.

Il aura la responsabilité du développement de nouvelles applications, de leur maintenance et de leur exploitation.

Il lui est offert une rémunération intéressante et des possibilités d'évolution de carrière dans le domaine informatique au sein du Groupe.

Adresser C.V. et présentations à no 77807 CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DE DISTRIBUTION AUTOMOBILE
recherche pour son siège à DOUALA

ADJOINT CHEF COMPTABLE

Titulaire D.E.C.S.
— Expérience 2 ans minimum comptabilité d'entreprise ou cabinet.

Poste évolutif offrant bonnes perspectives d'avenir et susceptible d'intéresser particulièrement candidats résidents prochainement au pays.

Adresser curriculum vitae à n° 5.970.

COFAP
40, rue de Chabrol 75010 Paris 9^e.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LES PRODUITS CHIMIQUES POUR L'AGRICULTURE recherche

INGENIEURS Agro/Agri

pour promouvoir ses produits au niveau international.

Expériences des cultures tropicales et pratique de la vente des produits phytosanitaires sont indispensables.

La parfaite maîtrise de la langue anglaise est requise. La connaissance d'autres langues étrangères est vivement souhaitée.

Ces postes seront basés soit à Paris, soit directement à l'étranger.

Adr. lettre manuscrite C.V., photo et prêt. à A.M.P. n° 78.530/5 - 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

Société d'Exportation de Biens Industriels recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
pour son bureau de SINGAPOUR

Anglais obligatoire, formation mécanique, expériences machines-outils, moteurs Diesel appréciées.

Envoyer curriculum vitae et présentations à : SPENSOBI, 51, rue Saint-Georges, 75009 PARIS.

POUR CONNAITRE TOUTES LES POSSIBILITÉS D'EMPLOIS OUTRE-MER - ÉTRANGER

Amérique du Nord et du Sud, Australie, Afrique, Europe, avoir des offres d'emplois dans les secteurs techniques, demandez une documentation sur notre revue spécialisée : MIGRATIONS (n° 40), 8, rue de Montyon - 75002 PARIS CEDEX 02

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE T.P.
recherche pour chantier étranger

RESPONSABLE de MATÉRIEL T.P.

- connaissant parfaitement formalités en douane
- gestion et entretien de matériel ;
- suivi des fournisseurs et des approvisionnements

Connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire n° 78.042 CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

صكنا من الامم

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GRUPE INTERNATIONAL DE PRODUCTION ET DE VENTE DE PRODUITS PETROCHIMIQUES
cherche pour sa société de ventes en France UN

CHEF DU DÉPARTEMENT VENTE LATEX

Ses responsabilités couvriront l'ensemble des ventes de latex en France.

De par ses connaissances particulièrement à une personne ayant une formation technique-commerciale avec plusieurs années d'expérience dans le domaine des ventes de produits industriels et commerciaux bien connus du Tiers et du papier.

Cette fonction implique de fréquents déplacements en France et nécessite une grande facilité de contacts avec la clientèle ainsi que l'aptitude à diriger une petite équipe et à travailler d'une façon indépendante.

Le siège de notre société de vente auquel le poste est rattaché se trouve à Paris mais le titulaire du poste aura son bureau dans les locaux de notre unité de développement et de production près de Strasbourg.

Prérez d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. et photo au :

POLYSAR
POLYSAR FRANCE
R.P. N° 7
67610 LA WANTZENAU
Une discrétion absolue est garantie.

DERRUPPE
SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MATÉRIEL T.P.

recherche
SON

DIRECTEUR DES VENTES

Il aura la charge de la commercialisation des produits DERRUPPE et également des produits fabriqués par d'autres sociétés de la Holding dont DERRUPPE fait partie.

Vendeur de première force, il devra avoir l'expérience de la vente de ce type de matériel au travers d'un réseau de concessionnaires.

Il sera responsable directement devant le Directeur Commercial de la Holding.

Lieu de résidence : BORDEAUX
Envoyer C.V. et prétentions à :

I. B. H. FRANCE
58, rue Loula-Pottier, 78150 Le Chesnay

SODEXHO

Entreprise 100% française présente dans 13 pays, 800 millions de C.F., 1-30% par an

No 2 de la restauration des collectivités poursuit son développement et recherche

CHEFS D'EXPLOITATIONS

responsables de plusieurs restaurants :

- gestion des approvisionnements
- animation des équipes en place
- contrôle des coûts et de la qualité de la prestation
- relations avec les clients.

Diplômés de l'enseignement supérieur (commercial, agro-alimentaire, hôtelier), vous avez et possédez une première expérience professionnelle et parlez l'anglais.

Jeunes, hommes d'action, vous aimez résoudre des problèmes concrets et vous êtes attirés par un métier passionnant parce que difficile.

Postes à pourvoir dans plusieurs grandes villes de France.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prêt à : **SODEXHO** Direction du Personnel 3, av. Newton 78390 BOIS D'ARCY.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE
filiale d'un Groupe Européen

recherche pour sa division marques de distributeurs

1 chef des ventes position cadre

Il sera responsable à l'échelon national (avec résidence Région Parisienne) :

- de l'organisation, de la formation, de la motivation et du contrôle de plusieurs cadres
- de la recherche de la clientèle et de son développement.

Profil recherché :

- 30 ans minimum, dynamique
- bonne connaissance de la distribution et des centrales d'achat
- habitude des contacts à haut niveau
- savoir assurer et faire assurer le prolongement d'une politique commerciale
- connaître les méthodes de vente modernes et le travail par objectifs
- sens rigoureux de l'organisation et de la gestion

1 chef de secteur position cadre

Devant avoir résidence sur **LYON - TOULOUSE - MONTPELLIER ou MARSEILLE.**

Adresser C.V., prétentions à No 78-600 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

DIVISION EUROPÉENNE DES SYSTEMES DIGITAUX

recrute immédiatement pour faire face au développement de son **NOUVEAU CENTRE DE FORMATION TECHNIQUE DES INSTRUCTEURS QUALIFIES EN LOGICIELS**

- Ils enseigneront les produits de la division (mini-ordinateurs et terminaux) aux **INGÉNIEURS DE VENTE** de la Société.
- Ils se pencheront préalablement aux U.S.A. pour se former aux nouveaux produits. Ils voyageront occasionnellement en Europe pour former les distributeurs locaux et ingénieurs de ventes.

Ces postes peuvent convenir à :

DES INSTRUCTEURS EXPERIMENTES OU A DES INGENIEURS DE VENTE

qui souhaiteraient changer d'orientation et qui posséderaient un bon sens pédagogique.

ANGLAIS LANGUE DE TRAVAIL.

Le programme d'embauche se déroulera jusqu'en février 1979 et nous invitons dans un second temps des ingénieurs analystes en logiciel à postuler pour ce type de poste.

Pour faire acte de candidature écrite avec C.V., photo, prétentions de salaire, date de disponibilité sous réf. **E9SD978/591** à Madame **LE GUET - T.I.F.** - Boîte Postale 5 06270 Villeneuve-Loubet - Tél. : (93) 20.01.01.

JEUNE CADRE (débutante)

Les Laboratoires de Cosmétique **YVES ROCHER** souhaitent confier à une jeune femme de niveau ingénieur ou Maître (scientifique ou gestion) un poste de **CADRE DE COORDINATION.**

Après formation dans l'ENTREPRISE, elle examinera la liaison entre les services Marketing (vente par correspondance) et le Département Informatique.

Les candidates intéressées par ce poste très exigeant peuvent adresser C.V., prétentions + photo sous réf. 230 au :

C.E.I.P. 35
Conseil d'Entreprises
20, rue de Brez 85000 RENNES
Les envoies se déroulent à Paris 82 à Rennes.

INGÉNIEUR MÉTHODES
Résidence Besançon

FILIALE d'un important groupe régional, la société **BETON CONTROLE COMTOIS (B 2 C)** spécialisée dans la fabrication du **BETON PRET A L'EMPLOI** recherche un jeune ingénieur méthodes.

Diplômé E.T.P., A. et M. ou équivalent il aura acquis une expérience de 3 années environ de la fonction méthodes dans l'industrie ou le bâtiment. Rattaché directement au Directeur Général, il sera responsable de la gestion du matériel d'une dizaine de centrales et d'une cinquantaine d'engins (moulinets malaxeurs - pompes à béton - chargeurs...).

L'extension rapide de la société devrait permettre à un élément de valeur ayant la volonté de réussir et doté d'une personnalité affirmée d'évoluer vers des responsabilités plus larges.

Ecrire avec C.V., photo et prêt, se réf. 2410 à **Danielle JALBERT**, 63, avenue Kléber, 75116 PARIS. Discrétion assurée.

BANQUE PRIVÉE
recherche

POUR SA DIRECTION REGIONALE de BORDEAUX

1) UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION (STENOGRAPHE EXIGÉE)

- Excellente présentation.
- Disponible des derniers engagements et exploitation.

2) UN (E) GRADÉ (E)

Ayant pratiqué des opérations de caisse, compensation, guichet.

Disponibles rapidement

Adr. C.V., photo et présent, sous la réf. D 094, à **B. CHEAT**, 34, bd Hausmann, 75009 Paris, qui transmettra.

Cadre Export
90 000 F/an +

Nous sommes une société française basée en Bretagne et spécialisée dans la production et l'exportation d'un produit alimentaire (C.A. 160 millions/an).

Nous recherchons un cadre export connaissant parfaitement l'anglais et l'allemand et possédant une expérience (même courte) de commerce international pour lui confier un poste évolutif. Dans un premier temps il devra reprendre la clientèle existante sur le marché allemand et développer le mouvement d'affaires dans les pays du marché commun ; dans un deuxième temps, il participera à la commercialisation de nos produits en Moyen-Orient, tout en recherchant de nouvelles implantations en Afrique et en Asie.

Envoyez C.V., photo récente et réactualisation actuelle à Madame **LIPSYC** sous réf. 809256 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 05

Très importante Société en pleine activité

CHAUDRONNERIE LOURDE

recherche

pour ville moyenne **CENTRE-EST**, agréable, très bien reliée

- **TECHNICIENS**
- **INGÉNIEURS**
- **SCIENTIFIQUES**

spécialisés en **CONTROLES NON DESTRUCTIFS** (ultra sons, courants de Foucault, etc...).

Aide possible dans la recherche d'un logement.

Ecrire à No 78563, Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

NOUS SOMMES UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DU SUD-OUEST (C.A. 500 millions)
nous recherchons

un inspecteur comptables

Sous l'autorité du chef des comptabilités, il sera particulièrement chargé des méthodes d'organisation comptable et du contrôle des comptes de nos sociétés (y compris à l'étranger), de formation supérieure : ESSEC, ESCAE... complétée par un DECS. Il aura si possible des connaissances d'espagnol et/ou italien. Agé d'au moins 28 ans, il aura déjà une expérience industrielle ou de cabinet d'audit.

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et rémunération souhaitée sous réf. **PELAM** (mentionnée sur l'enveloppe)

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

D / F Digital Développement France

recherche pour **CROLET**

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

pour prendre responsabilités fabrication

- Min. 40 ans, expérience concordante ;
- Diplômé ingénieur ;
- Anglais courant indispensable ;
- Rémunération suivant expérience.

Ecrire au Téléph. à Digital Développement France, 1, place Gustave-Eirlal - 94518 RUNGIS Cedex, 656-61-22.

IMPORTANT GROUPE PRÉVOYANCE
recherche pour sa délégation de **NANTES**

UN CADRE

qui, placé sous l'autorité du Délégué Adjoint, devra assurer la bonne marche administrative et technique d'un ensemble d'unités d'une trentaine d'employés et agents de maîtrise gérant les risques prévoyance collective (maladie, invalidité, décès).

Des études supérieures (Licence Droit, Sciences Eco., Ecole Supérieure de Commerce, etc...) sont indispensables. Une expérience professionnelle dans la branche prévoyance collective et la connaissance des régimes de Sécurité Sociale seront particulièrement appréciées.

Rémunération de début : **33.000 F.**

Env. lettre manuscrite, C.V. et photo à n° 78.174 **CONTESSE** Publicité 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement (C.A.U.E.) du Calvados qui sera mis en place en janvier 1979 recrute

UN DIRECTEUR (TRICE)

- Titulaire du diplôme d'architecte ;
- Possédant des références en urbanisme ;
- Age souhaité 35 ans minimum ;
- Connaissance en gestion et comptabilité.

Le pétitionnaire devra résider à Caen, prendre ses fonctions en janvier 1979 et sera stagiaire pendant 1 an.

Envoyer C.V. et prétentions à : Agence des Bâtiments de France du Calvados 14, rue des Croiseurs, 14000 Caen Tél. (31) 85-12-23

LABORATOIRES SUBSTANTIA
(ORLÈANS - LA SOURCE)
recherche

UN ANALYSTE CONFIRME

SA MISSION : Directement rattaché au Directeur de l'Informatique il réalisera des applications et participera à leur mise en place.

SON EXPÉRIENCE : IBM DOS-VS COBOL-ASSEMBLEUR bonne connaissance des bases de données Anglais lu nécessaire.

MATÉRIEL : IBM 370-125

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 8095 à **CINOREN** Sélection 104, rue Lafayette 75010 PARIS.

DIRECTEUR COMMERCIAL

Cette Laiterie-Fromagerie du Centre de la France, 400 personnes, C.A. : 100.000.000 F., fabrique des produits renommés et de haute qualité. La Société à une expansion rapide et saine, elle renforce sa structure de Direction. Elle recherche un Responsable de sa politique commerciale (produits - moyens - clientèle) et de son application sur le terrain. Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures commerciales, d'au moins 30 ans et ayant fait ses preuves dans la vente et la distribution de produits frais.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Références 37/ N.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

G. I. S.
GESTION INFORMATIQUE SYSTEME
recrute immédiatement
D.U.T. INFORMATIQUE
débutant ou quelques mois d'exp., connaissances
COBOL ou GAP appréciées (références AF 88).
Envoyer curriculum vitae détaillé à :
48, rue du Bataillon - 75018 PARIS.

UN IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
pour une de ses filiales de placement
CADRE COMPTABLE
Intéressé par la gestion de Sociétés Financières.
Niveau D.E.C.G. exigé.
2 à 3 ans d'expérience de préférence au sein d'une
banque ou d'une institution financière.
Adr. C.V. photo, prêt. et salaires sous le n° 78.240 à
CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

UNION CARBIDE GAZ INDUSTRIELS
Nous sommes l'une des plus grandes Sociétés mondiales spécialisées dans les gaz industriels, grâce à notre technologie extrêmement avancée. Nous exerçons cette activité dans le monde entier depuis plus d'un demi-siècle et en France depuis 9 ans. Décidés à la développer aujourd'hui, nous construisons une usine de production de gaz de l'air en Région Parisienne.

UNIONCARBIDEFRANCE recherche donc :

1) DES INGÉNIEURS D'APPLICATION
(Métallurgistes, mécaniciens, froid industriel...) de formation supérieure, Mines, Centrale, Arts et Métiers, I.N.S.A. ou équivalent, âgés de 28 ans au minimum et ayant acquis une première expérience industrielle et possédant une formation, méthodes, moyens généraux, variés. Après une formation complémentaire à notre technologie, ils seront chargés de promouvoir auprès d'importants industriels français les nouvelles applications des gaz industriels; tels que Oxygène, Azote, Argon... (recherches de marchés, rédaction de propositions technico-économiques, démonstrations, négociations à très haut niveau).

2) DES INGÉNIEURS DE VENTE
De formation supérieure et ayant une solide expérience de la vente de produits industriels. Après une formation complémentaire technique et commerciale, ils seront chargés de développer de nouveaux marchés de gaz industriels: Oxygène, Azote, Argon... à caractère essentiellement commercial auprès d'importants industriels français. Cela implique la maîtrise des contacts et des négociations à très haut niveau. Ces postes évolutifs ne pourront être confiés qu'à des personnalités affirmées, mobiles, combatives, douées d'une très grande initiative et parlant couramment l'anglais.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à :
M. le Directeur du Personnel - UNION CARBIDE FRANCE
4, place des États-Unis - Site 214 - 94618 RUNGIS CEDEX

emploi régional

BANQUE SPÉCIALISÉE DANS L'IMMOBILIER
recherche pour
LILLE
CHEF D'AGENCE
CLASSE V ou VI

- C'est un homme expérimenté, diplômé d'Études Supérieures (Universitaires ou I.T.B.).
- Il a déjà eu la responsabilité d'un bureau ou d'une agence. Il a une expérience des CREDITS AUX ACQUÉREURS.
- Il aime la vie active, la réussite commerciale, le travail sur le terrain.

Si vous êtes cet homme, faites acte de candidature en adressant curriculum-vitae, photo et appointements actuels n° 64.371, PUBLICITÉ ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ GRENOBLE
recherche :
INGÉNIEUR - MÉCANICIEN
Formation Arts et Métiers

Pour un poste d'adjoint au responsable du B.R. de son Département Forages :

- conception, suivi de fabrication, approvisionnement des matériels;
- suivi de recherches et de développement sur ces matériels;
- bonnes connaissances en hydraulique et métallurgie.

Plusieurs années d'expérience en B.R. Anglais courant nécessaire. Disponibilité rapide.

Adresser C.V. + photo et prétentions à n° 78702, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, 75001 Paris 01, q. tr.

Grand groupe international
(10.000 personnes) recherche
INGÉNIEUR A.M. ou équivalent

Pour une de ses unités de production situées en Alsace, spécialisée dans le découpage et le formage de matières plastiques destinées notamment à la construction automobile. Ses connaissances et son expérience dans les domaines de la construction d'outillage, de la détermination des prix de revient, des travaux de bureau d'études et méthodes, de l'élaboration des budgets, lui permettront de :

- concevoir l'outillage;
- réaliser les études préparatoires à sa fabrication;
- conseiller les fournisseurs;
- assurer les essais et la mise au point de l'outillage réceptionnaire.

La connaissance de la langue allemande serait un atout supplémentaire.

Adresser candidature, C.V. détaillé, photo (retournée) et rémunération actuelle sous n° 78.240, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Grande Banque Privée
recrute
Pour sa succursale de Lyon un
CADRE COMMERCIAL
Clientèle d'Entreprises

C'est un homme de terrain, qui a le goût des contacts et :

- une expérience de 2 à 4 ans
- un niveau d'études supérieures
- une bonne pratique en matière de prospection et de gestion d'un portefeuille de clientèle d'entreprises.

Nous donnerons la préférence à un candidat connaissant bien la région et le marché lyonnais.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 3294, à PLAIN CHAMPS, S, rue du Helder, 75009 Paris.

INGÉNIEUR ELECTROMECHANICIEN

Dans notre type d'industrie (feu continu) le service automation a la charge d'exploiter et d'entretenir un matériel complexe de contrôle et de manutention.

Le Responsable de ce service doit également s'occuper de son organisation et animer l'équipe de 30 ouvriers professionnels qui en font partie.

Ce poste, en création, est offert à un jeune ingénieur électromécanicien ayant 3/5 ans d'expérience industrielle, de préférence dans un service Entretien travaillant en 3 x 8.

La société, filiale d'un des premiers groupes industriels français, offre de très larges possibilités, soit dans cette unité (située en Région Parisienne : 94), soit dans une autre usine.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M.4197 M.3, au Service des Ressources Humaines, 1 rue Meybeer, 75009 Paris.

Société de réalisation
D'ARCHITECTURE DÉCORATIVE D'EXPOSITION ET D'AGENCEMENT
recherche le
DIRECTEUR DE SA CELLULE COMMERCIALE A PARIS

Il est chargé de développer la clientèle en France et à l'étranger, de négocier les projets avec les industriels, les grands administrateurs, les organismes professionnels, et d'assurer l'exécution en lien avec le directeur technique. Il est responsable de sa gestion et de ses marges.

Cette offre s'adresse à un professionnel des réalisations décoratives (salons-expositions, lieux publics, stands et magasins), excellent négociateur, désireux d'élargir son champ d'action notamment à l'étranger.

Bilingue Anglais indispensable et pratique de l'Allemand très souhaitée.

Écrité avec CV détaillé en précisant rémunération actuelle, à Denis JOUSSET, réf. 75234 M.

plein emploi
10, rue du Mol, 75002 Paris.

Société Nantes 80.000.000 C.A.
Recherche pour servir la Direction de ses services Comptables et Financiers
cadre administratif et financier

Vous avez cinq années au moins d'expérience professionnelle, une solide formation et comptabilité complètes par de bonnes connaissances en législation sociale.

Vous êtes rompu aux négociations avec les organismes financiers et souhaitez offrir votre collaboration à une entreprise soucieuse d'une forte rentabilité.

Envoyez en joignant C.V. détaillé et photo + prétentions, sous réf. CF. 1 à Monsieur BLIN, 8, rue Lafayette, 44000 NANTES.

Centre P.S.I. 44000 NANTES

BREST
Méthodologie Informatique

Un de nos clients crée le poste de **RESPONSABLE MÉTHODES**.

Ce poste comporte la définition, la mise en place et le contrôle de l'utilisation des méthodes d'analyse et de programmation dans un service de 80 personnes travaillant sur IRIS 80.

Nous cherchons pour cela un ingénieur de formation supérieure ayant au minimum 3 ans d'expérience sur gros systèmes et la pratique d'une méthode d'analyse, de planification PROLOG ou CORIS.

L'utilisation d'un système téléinformatique et de base de données sont un atout supplémentaire.

Écrire, en envoyant une lettre manuscrite et un CV détaillé sous référence 430 à :

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
Conseil en Recrutement
9, rue Alfred de Vigny 75008 Paris.

DIEBOLD FRANCE S.A.
Recherche pour son département
ORGANISATION ET INFORMATIQUE
INGÉNIEURS CONSEILS

Les candidats doivent nécessairement :

- être diplômés d'une grande école;
- posséder une expérience de 2 ans minimum en informatique et tout particulièrement en télé-informatique;
- avoir de bonnes connaissances approfondies en gestion.

Notre choix se portera sur des candidats :

- Désireux de s'intégrer dans une équipe de grande qualité et d'y prendre des responsabilités dans le cadre d'interventions de haut niveau.
- Et pouvant justifier d'une réelle expérience dans une fonction similaire soit dans une société de conseil, soit chez un constructeur d'ordinateurs, soit dans une entreprise industrielle.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
DIEBOLD FRANCE
63, rue La Boétie, 75008 Paris.

régions Lille/ Paris
ingénieurs technico-commerciaux

Importante société multinationale spécialisée dans la production de gaz industriels recherche de jeunes ingénieurs technico-commerciaux de haut niveau pour ses directions régionales de Lille et Paris.

Au sein d'une équipe dynamique, ils devront entretenir et développer la clientèle de la région et devront pouvoir traiter à tous niveaux.

Ils auront de préférence une qualification d'ingénieur chimiste ou métallurgiste ou Ecole Supérieure de Commerce.

La connaissance de l'anglais sera appréciée. Réelles possibilités de promotion pour des éléments dynamiques et ambitieux.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions sous référence 2771 à :

BRIQ 5, pl. des Victoires PARIS 75001

ÉTABLISSEMENT FINANCIER FILIALE BANQUE AMERICAINE
recherche pour **DIJON**
ASSISTANT CONTROLE BUDGÉTAIRE

Poste :

- reporting, élaboration et suivi de budgets;
- analyse d'écart et rapports demandant une bonne connaissance de la comptabilité;
- développement et amélioration des statistiques financières à l'aide de moyens informatiques.

Profil souhaité :

- études supérieures : E.S.C., Sciences Eco.;
- expérience 1 à 2 ans indispensable dans sociétés anglo-saxonnes;
- goût pour les chiffres et la comptabilité;
- pratique de l'élaboration de systèmes statistiques informatiques;
- anglais courant indispensable.

Possibilité d'évolution intéressante pour candidat de valeur.

Env. lettre manus., photo, C.V., résum. et prêt. CREDIM Service du Personnel, 17, rue Bossuet, B.P. 468, 21012 DIJON CEDEX.

BANQUE PRIVÉE
recherche
pour **SUD-OUEST**
(AGENCE SITUÉE SUR LA CÔTE BASQUE)
UN DIRECTEUR D'AGENCE
CADRE Classe V ou VI

Connaissant la clientèle industrielle, commerciale et professions libérales de la région.

- Sans des relations publiques et goût des contacts humains.
- Disponible rapidement.
- Salaire selon expérience.

Adresser C.V. + photo + prêt. sous réf. D.963, à ARICAT 34, bd Hausmann, 75009 Paris, qui transmettra.

THOMSON-CSF
D.U.T. - B.T.S. Gestion
pour Service Central
Budgétaire et Comptabilité

Écrire au **SERVICE DU PERSONNEL**, 68, av. Pierre-Brossolette - 9240 MALAKOFF.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche dans le cadre de son expansion un
CONTROLEUR INDUSTRIEL

pour mettre en place un système de contrôle des coûts usins et assurer un suivi financier de la production (petites et moyennes séries).

Le cadre requis (Sup. CO ou ingénieur + IAE ou équ.) possédant une première expérience (2 à 3 ans) d'une gestion informatique de la production.

Adresser C.V. + photo + prétentions sous référence 824 à :

SUD BRETAGNE
C.E.I.P. 25
Conseil d'Entreprises
20, rue de Brest 35000 RENNES
qui recevra les candidats à Paris ou à Rennes.

IMPORTANTE ENTREPRISE TRAVAUX ROUTIERS
recherche pour REGION AQUITAINE
UN JEUNE ELECTROMECHANICIEN ou ELECTRONICIEN

ayant le goût des chantiers et de la mécanique.

Niveau BTS, BT ou DUT pour poste adjoint chef de poste centrale WISLAU S.C. Possibilités d'évolution certaines.

Adresser C.V. et prétentions syst. 8136 à P.LICHAU S.A. BP 220 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ NORD-OUEST DE PARIS
(15 min Gare St Lazare)
recherche pour son service administratif et commercial
UN DEBUTANT LIBRE DES OBLIGATIONS MILITAIRES

ayant bon niveau d'études commerciales et techniques (éventuellement DUT) Formation assurée par la société. Poste d'avenir, évolution cadre.

Adresser C.V. + photo réf. 8133 à P.LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

Importante Société de produits de consommation pour la décoration de la maison
venilia
recherche
CHEF DE PRODUITS

Il sera chargé :

- d'étudier le développement du marché et du produit;
- de proposer une politique et des objectifs qu'il contrôlera en cours d'année;
- d'établir les moyens nécessaires à cette stratégie;
- de collaborer avec la direction produit, l'équipe de vente, le service publicité, pour la mise au œuvre de ces moyens.

Nous souhaitons :

Un jeune diplômé EBC, BEBSC ou équivalent, ayant 2 à 3 ans d'expérience dans le marketing ou la vente de produits de grande consommation intéressés par l'innovation, le travail en équipe et possédant un esprit rigoureux.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à n° 78234, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS CEDEX 01, qui tr.

مکان العمل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Vous voulez-vous mettre en première position face à l'avenir ?
 Vous voulez-vous être un membre responsable de l'équipe que nous mettrons en place pour promouvoir une nouvelle gamme de mini-ordinateurs temps réel ?

SPERRY UNIVAC

2ème CONSTRUCTEUR MONDIAL D'ORDINATEURS
 recherche pour son Agence de PARIS

des ingénieurs technico-commerciaux confirmés

Vous avez acquis, dans une fonction Support-Technique, au moins 3 ans d'expérience des mini-ordinateurs à vocation temps réel.
 Votre formation est au moins équivalente à la Maîtrise Informatique et vous parlez anglais couramment.
 Vous assurerez l'Avant-vente Technique (présentations, études de configuration, démonstrations, benchmarks) auprès des Sociétés d'Engineering et de Sociétés de Services notamment.
 Vous conduirez la détermination des systèmes en clientèle.
 Si vous êtes assurés de vouloir et de pouvoir remplir cette mission, merci de nous adresser une lettre de candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé sous référence M19 SPERRY UNIVAC Service du Personnel - 3, rue Bellini 92006 PUTEAUX (réponse et discrétion assurées)

SOCIÉTÉ MAISONS INDUSTRIALISÉES en pleine expansion et de niveau national, recherche

UN RESPONSABLE COMMERCIAL et ADMINISTRATIF

pour région parisienne (Nord).
 Formation commerciale supérieure et expérience financière et vente maisons individuelles souhélées.
 Rémunération : fixe + intéressement.
 Adresser C.V. + photo + prétentions à HAVAS CONTACT, 14, av. de Friedland, 75008 PARIS, sous référence 3137n.

Recherche POUR GENNEVILLIERS

METRIUR EXPERIMENTE

en mécanique, pneumatique et multicauche. Pratique des débourrés et du D.T.I. nécessaire.
 Adresser à C.A.A. Service du Personnel, 22, route de Sables n° 4 - 92220 Parc de Gennevilliers.

Il C.V. manusc. + prétentions ; 2) si possible photo (ou sera retournée dans tous les cas). Réponse assurée.

QUARTIER ETIENNE

REVISUR QUALITE

2 ans expérience cabinet anglo-saxon.
 Adr. C.V. et photo à SOQUET, 14, av. de Friedland, Paris-8.

La Direction Générale des Impôts

recrute

350 inspecteurs des impôts

Les candidats doivent être âgés de moins de 30 ans au 1er janvier 1979, titulaire d'un diplôme sanctionnant un second cycle d'études supérieures ou autorisés à s'inscrire en 2ème année en vue de l'obtention de D.E.J.G. de Droit, Sciences Economiques, A.E.S., mathématiques appliquées et sciences sociales et certaines sections de sciences.

- Formation rémunérée
- Fonctions et responsabilités variées
- Accès aux emplois supérieurs
- Stabilité de l'emploi.

CONCOURS : 3-4-5 janvier 1979.
 INSCRIPTIONS jusqu'au 2 octobre 1978.

Renseignements et inscriptions
 - pour les départements de la région Ile de France : Centre d'Etudes de Paris - Rd(LLF) - 15, rue Scarle - 75436 PARIS CEDEX 09 - Tél. 42.80 poste 336 ou 073.30.00. en permanence.
 - pour les autres départements : Direction des Services Fiscaux.

Concom Systems France
PARIS

Nous sommes spécialistes des systèmes de gestion de bases de données et de traitement de l'information.
 L'expansion très importante de notre implantation en France nous conduit à rechercher des :

INGENIEURS DE PROJET

Ils assistent nos clients avant et pendant la mise en place des S.G.B.D. ou des systèmes de traitement de l'information.
 Ils les forment et les conseillent dans la mise en oeuvre et l'exploitation de nos systèmes. Pour certains, cette mission prendra la forme de gestion de projets auprès des entreprises clientes.
 Ce sont des ingénieurs analystes diplômés d'une grande école. Ils ont 4 ou 5 ans d'expérience acquise chez un utilisateur ou dans une société de service. Ils connaissent parfaitement les matériels et logiciels IBM, les S.G.B.D., les systèmes de traitement ainsi qu'une ou plusieurs applications (gestion de production ou de distribution, ou bancaire...).

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 809292 M (à mentionner sur l'enveloppe) à Monique NERVET.
 Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
 1, rue Danton 75263 Paris Cedex 08

Le développement des activités de la SNER (Société Nouvelle d'Expansion Redoute - filiale du groupe REDOYTE) nous amène à renforcer notre service Informatique par un jeune

analyste programmeur

ayant acquis 2 ans au moins d'expérience et connaissant parfaitement le P.L.I. et l'assembleur IBM.
 Directement rattaché au responsable de service, il sera immédiatement opérationnel pour la maintenance de chaînes portant sur la gestion financière et la tenue des stocks.
 Il participera en outre à la détermination de nouvelles applications.
 Les projets d'équipement et le développement de notre entreprise permettront au candidat recruté d'évoluer vers des fonctions d'encadrement.

Lieu de travail : LA COURNEUVE.
 Candidatures et C.V. sont à adresser sous la référence 780883 A 2, à la SNER.
 Service Recrutement
 139, avenue Paul-Vaillant-Couturier
 93126 LA COURNEUVE

Nous sommes une importante entreprise industrielle française, leader sur son marché. Dans le cadre de l'optimisation de notre structure et de notre développement, nous recherchons un

DIRECTEUR DE DEPARTEMENT

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école et votre expérience diversifiée en milieu industriel : conception, production, commercial, direction, fait que vous êtes devenu responsable devant votre Direction Générale de la définition et de la rentabilité d'une politique produit. Vos capacités d'animation et de gestion vous permettent de prendre en charge un C.A. de l'ordre de 50 M.F. avec une volonté marketing de l'accroître. Sachez que vous serez l'un des hommes-clés de notre Croissance de l'Industrie.

Ecrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6227 M.

RICHARD LE DROFF

EVRY - Notre société, membre du Club des Entreprises Performantes, est le leader mondial de la chimie d'appartement. Dans le cadre de notre développement à l'exportation, nous créons le poste de

RESPONSABLE TECHNIQUE EXPORT

Vous êtes ingénieur diplômé ou équivalent et vous parlez couramment anglais ou allemand. Vous avez acquis une expérience de quelques années en bureau d'études (de préférence dans le secteur bâtiment) qui vous permet de maîtriser les problèmes de pré-fabrication et vous souhaitez évoluer vers une fonction plus dynamique comportant des déplacements à l'étranger. Nous vous confirmons, sous l'autorité du Directeur Technique, l'étude et la mise au point de nos produits pour les adapter à la clientèle des pays des langues étrangères. Vous travaillerez en liaison étroite avec les services commerciaux et de fabrication.

Ecrire sous réf. 3627 M.

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez aux consultants de SERIFO, en précisant la référence ; ils examineront avec vous les possibilités d'une future collaboration.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
 58, RUE DE LISBONNE - 75008 PARIS

analystes programmeurs ingénieurs système

La Générale Informatique d'Exploitation recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du téléprocèsing, des Analystes (Référence 1639 A), des Programmeurs (Référence 1639 P), et des Ingénieurs Système (Référence 1639 IS).

Le matériel actuellement installé se compose de :
 - DEUX 370/168 - 5000 K chacun,
 - UN 370/168 - AP de 6000 K,
 - 550 terminaux téléprocèsing.

Envoyer C.V., en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, Tour Franklin, cédex 11, 92081 Paris - La Défense.

GIE

MAGASIN

La Redoute

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS PÉTROLIERS PAR PIPE-LINE

TRAPIL

recherche

UN INFORMATIGIEN INGÉNIEUR ou UNIVERSITAIRE DÉBUTANT

Déjà des Obligations Militaires

pour SERVICE INFORMATIQUE INDUSTRIELLE PARIS

L'ingénieur sera diplômé d'une Grande Ecole et devra avoir acquis une formation spécifique en informatique.
 L'universitaire devra justifier d'un diplôme d'études approfondies (D.E.A.) en Informatique ANGLAIS COURANT

Le Candidat retenu s'intégrera à une équipe d'ingénieurs dont la mission est de concevoir et de tester des outils informatiques utilisés dans tous les domaines relevant de l'exploitation du pipe-line.

Env. C.V., photo et dispon. au Chef du Personnel, 7 et 9, rue des Frères-Morvan, 75008 PARIS Cedex 12.

Adjoint Au Secrétaire Général

ORGANISME PROFESSIONNEL PARIS

Nous sommes l'organisme professionnel parisien d'un secteur d'activité en expansion. Notre Secrétaire Général recherche un collaborateur capable de jouer auprès des adhérents un rôle d'information et de conseil notamment dans le domaine de la réglementation sociale.
 Vous avez une formation juridique de base et avez acquis une expérience (2 à 3 ans) qui a développé votre pragmatisme. Homme de dialogue, vous avez le sens de la précision et le goût de la rédaction.
 Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 809298 M (à mentionner sur l'enveloppe) à Laurence BUFFARD.
 Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
 1, rue Danton 75263 Paris Cedex 08

Chaîne de magasins spécialisée dans le prêt-à-porter Pour Femmes, Hommes, Enfants Recherche

DIRECTEURS DE MAGASIN EN PÉVISION DE L'OUVERTURE DE NOUVEAUX POINTS DE VENTE

Vous avez un niveau d'études supérieures et déjà une expérience de vente dans le commerce de détail ou vous êtes jeune diplômé passionné par le commerce moderne en grande surface.
 Nous vous proposons une formation complémentaire vous permettant d'accéder à la Fonction de Directeur de Magasin, nécessitant dès l'engagement une réelle motivation personnelle pour la direction et l'animation d'une équipe de vente.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à :
 C & A DIRECTION GÉNÉRALE Réf. DM 92081 PARIS LA DÉFENSE - CEDEX 12

Fromageries BEL

LA VACHE QUI RIT (C.A. du Groupe en 1977, 2 milliards) recherche pour son siège social Quartier Saint-Lazare Paris

UN ASSISTANT DE GESTION

Comptabilité analytique et budgets

Formation supérieure (écoles commerciales + D.E.C.S.)
 3 ans d'expérience minimum dans la fonction avec bonnes connaissances informatiques.

POSSIBILITÉ D'ÉVOLUTION

Envoyez C.V. manuscrit et présentations à Fromageries BEL, 4, rue d'ARJOL, 75008 PARIS.

Cilag-Chimie

Laboratoire pharmaceutique, filiale de JOHNSON ET JOHNSON, nous avons réuni, ces dernières années, à grande échelle, un marché français grâce à :

- Une gamme de PRODUITS originaux et nouveaux en Dermatologie et en Gynécologie.
- Des HOMMES performants, efficaces, pleinement engagés dans leur action.

Nos volontés pour les prochaines années nous amènent à compléter notre structure en recherchant un professionnel confirmé.

le responsable de la formation scientifique

Vous serez chargé, au niveau national, de la formation médicale et scientifique des Régions médicales et de leurs responsables régionaux. Dans cette perspective vos principales missions seront :

- L'analyse des besoins de formation au niveau médical.
- L'élaboration, avec l'équipe de direction, du plan de formation.
- La conception des cours et la mise au point d'outils d'animation.
- L'enseignement, de ces données à nos délégués régionaux, l'animation de séminaires de formation et de perfectionnement.
- Le suivi et l'évaluation des résultats de ces actions, la prise en compte des suggestions à apporter.

A des qualités de conception et de capacité de synthèse il est donc important que ce collaborateur aille un talent pédagogique certifier le goût de l'animation.

Pour un jeune pharmacien, biologiste ou chimiste de formation, une expérience au sein du service formation d'un laboratoire et un contact préalable avec le terrain seraient des atouts supplémentaires.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature sous la référence B 6530 à Mme Greff, 1, rue de Bary - 75008 PARIS

bernard julhiet psycom

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Nous sommes un des plus importants fabricants de produits-snack (biscuits salés, grains salés, extrudés) en Europe avec des organisations de vente dans de nombreux pays. Nous jugeons importantes les possibilités d'agrandir notre part du marché en France. La qualité supérieure de nos produits et la conception moderne de distribution sont convaincantes. Nos projets sont ambitieux avec des objectifs donnés. Les décisions nécessaires sont prises à bref délai et sans bureaucratie. Notre équipe comprend d'excellents vendeurs. Nous recherchons le

CHEF DE VENTE responsable pour la société de vente en France

Tâches :

Vous êtes responsable du chiffre d'affaires et du profit. Vous surveillez l'organisation de vente et êtes responsables des centres d'achats (super et hypermarchés ainsi que les marchés traditionnels), des magasins à succursales multiples et des entreprises de gros les plus importantes. Vous serez domicilié à Paris.

Conditions :

Vous êtes un praticien avec une excellente formation et une expérience éprouvée de la vente, rompu dans les négociations, convaincant et ambitieux. Vous avez de bons contacts avec les personnes les plus importantes dans le commerce alimentaire et une bonne connaissance de la langue allemande. Intégrité et loyauté sont très importantes. Age : 35 ans minimum.

Nous offrons :

Une situation indépendante et exigeante, une rémunération augmentant avec le rendement, sécurité dans une entreprise qui travaille dans des marchés en expansion. Votre valeur, vos efforts et votre engagement seront récompensés.

Veuillez adresser votre candidature avec curriculum vitae, photo, copies des certificats et rémunération souhaitée sous n° 765090 à REGIE-PRESSE, 85 bis rue Réaumur 75002 PARIS.

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATION EXPORT

75-85.000 F
Homme ou Femme

Agro-Alimentaire
Paris

Une société française (C.A. 130 millions de francs - Effectif 180 personnes), spécialisée en agro-alimentaire et ayant une position de leader pour ses différentes productions, recherche un Chef de Service Administration Export. Sous l'autorité du Directeur Exportation, il sera responsable de l'administration commerciale des commandes jusqu'à leur règlement. Il rationalisera et simplifiera les procédures relatives aux importations et exportations et rapportera aux services concernés. Il suivra les négociations étrangères et participera aux contacts commerciaux pour le calcul des prix de revient. Il établira les statistiques export. Le candidat retenu, âgé d'au moins 25 ans, possédant une formation commerciale type E.S.C., mais il justifiera surtout d'une expérience professionnelle d'une dizaine d'années acquise soit chez un transitaire, soit au sein du Service Export d'une société industrielle ou commerciale. Il aura un bon niveau de français (anglais-allemand). Ecrire sous référence 200.M à :

G.R.H. Conseils

2, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Dans le Cadre de la mise en place de ses nouvelles structures, la Direction Financière d'un Important Groupe Européen de Construction Automobile Recherche

contrôleur de gestion distribution

chargé de la conception et de la mise en place de systèmes de gestion devant permettre le contrôle de l'ensemble des activités commerciales de la Société (Structure très décentralisée dans 25 établissements de vente et d'après-vente). Les candidats examinés devront être âgés de 32 ans au minimum, de formation supérieure (ESSEC, ESC, maîtrise de gestion ou équivalent) et posséder plusieurs années d'expérience du contrôle de gestion des activités commerciales multiples, si possible, dans une société à comptes d'exploitation multiples. Connaissance de l'anglais indispensable. Envoyer CV détaillé, photo et prétentions sous la réf. 454 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 rue de Valenciennes - 75015 Paris

sema informatique

L'une des unités de SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche dans le cadre du développement de ses activités en informatique :

ingénieurs informaticiens "système temps réel"

Pour participer au développement de systèmes complexes mettant en œuvre des techniques de pointe. Les candidats devront avoir au minimum 2 ans d'expérience dans la conception, la réalisation de logiciels en assembleur sur mini-ordinateurs (Mitra, Solar, Mini 6, ...) et/ou microprocesseur (8080-280-6800). (Réf. 10201/M)

ingénieur informaticien "formateur"

Pour organiser et animer des séminaires d'informatique. Les candidats devront avoir 4 à 5 ans d'expérience dans la conception et la réalisation de systèmes de gestion et une solide connaissance des langages évolués (Cobol, PLI, ...) et assembleurs. Anglais lu et parlé très souhaitable. (Réf. 10202/M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à J. Hajage, Sema-Sélection : 32126 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès.

sema selection

Paris - Lille
Lyon - Marseille

Psychologue d'entreprise

La rentrée cette année est peut-être pour vous synonyme de changement.

Psychologue de formation, vous avez une expérience professionnelle de plusieurs années en entreprise ou en cabinet et vous avez la sensation d'avoir "fait le tour du problème".

Nous vous proposons un élargissement de vos fonctions par l'autonomie et la diversité. Notre activité, à UFRA Services, consiste à proposer aux entreprises de petite et moyenne importance des solutions leur permettant d'accroître l'efficacité de leurs hommes par la formation, qu'il s'agisse de conseils en animation commerciale ou en relations humaines.

Nous voulons donc engager une personne qui "prenne en charge" complètement ses interventions auprès de nos clients : déceler les besoins, concevoir et animer les stages. Si vous aimez travailler de façon autonome, si vous savez vous adapter sans difficulté aux situations les plus diverses et si vous ne craignez pas les déplacements fréquents, mais de courte durée, nous attendons votre dossier de candidature, avec CV, photo et prétentions, adressé à UFRA Services, 43 quai de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15.

ufra services

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
SECTEUR TERTIAIRE
expansion 25% par an

Banlieue PARIS-SUD-OUEST

chef du personnel

Pour une de ses divisions (2000 personnes - 150 exploitations).

Placé sous l'autorité du Directeur de Division et rattaché fonctionnellement à la Direction du Personnel.

Il est responsable :
- de l'application des politiques, à l'élaboration desquelles il aura participé
- de la formation et de l'information à terme
- des relations syndicales
- de la gestion du Personnel
- de l'hygiène et sécurité.

Formation supérieure - Anglais souhaité. Expérience de la fonction de 5 ans minimum dans une structure de plus de 1000 salariés. Homme de relation, bon gestionnaire, il vivra son poste en praticien efficace, dans une branche économique en constante évolution.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions No 78.989 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

CAISSE DE RETRAITES COMPLÉMENTAIRES QUARTIER OPÉRA

recherche
pour son service informatique
(40 personnes) équipé d'un
IBM 370/138 et de 3790

RESPONSABLE TECHNIQUE

- possédant une bonne expérience DOS/VS et DB/DC.
- formation supérieure exigée.
- sera responsable de l'exploitation et du système.

Adresser C.V. et prétentions à :
M. BROSSARD - 3, rue Tailbout, 75009 PARIS

chef des projets comptables et financiers

Un groupe industriel européen (Paris Ouest) vous propose de repenser l'ensemble des applications de gestion de ses sociétés de production et de distribution sous la forme de systèmes interactifs construits à l'aide d'un SGBD. Vous constituerez votre équipe et utiliserez les centres informatiques existants équipés de 370/DOS-VS (148, 125, 115). Vous avez une formation supérieure, ingénieur de préférence, l'expérience de la conduite de projets depuis 2 à 3 ans, le sens du dialogue, des connaissances comptables et la maturité d'un responsable de domaine d'applications. Ecrire à J. THILY, Carrières de l'Informatique, réf. 3435 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - C-75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

Gaïsse de Retraites

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

qui sera chargé de la mise en œuvre de travaux de gestion en mode conversationnel. Ce poste équivaut à un(e) candidat(e) de formation niveau IUT pouvant apporter la preuve de ses compétences (2 ans expérience environ) en analyse organisationnelle et programmation COBOL.

Une expérience du secteur assurances ou organisme de retraites serait appréciée. Adresser C.V. détaillé sous référence 2253 M à Jean PORRACCHIA



2253 01

RESPONSABLE LOGISTIQUE

110-130.000 F

Biens d'Équipement
Paris

Une société française spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits sanitaires recherche un Responsable Logistique. Sous l'autorité du Directeur Commercial Adjoint et en liaison avec les chefs de dépôt auxquels il aura un rôle de conseil, il définira, mettra en œuvre et veillera à l'application des méthodes, moyens et procédures en vue de rendre plus efficaces et rationnels les transports (terre - fer - mer), le conditionnement, le stockage et la gestion des dépôts pour l'ensemble des fabrications de la société, soit dans leurs mouvements entre usines soit dans leurs livraisons à la clientèle en France et à l'étranger. Il collaborera avec les transitaires et les transporteurs. Il contrôlera la facturation et transport. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation type Ecole Supérieure des Transports, possédant quelques années d'expérience des problèmes de conditionnement, stockage et transport. Ce poste implique 30 % du temps en déplacements en France. Ecrire sous référence 202.74 à :

G.R.H. Conseils

2, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.



IMPORTANT GROUPE
D'ESTAMPAGE BRITANNIQUE
recherche
pour sa Succursale Commerciale Française

un INGENIEUR TECHNO-COMMERCIAL

SA FONCTION :
- gérer la clientèle industrielle existante et accroître la pénétration de la société
- assister le directeur dans la recherche de nouveaux marchés
SON PROFIL :
- niveau ingénieur fabrications mécaniques
- aptitude à la négociation
- initiative
- expérience de la production en grande série souhaitée mais non indispensable.
- pratique courante de l'anglais.

Salaire motivant, voiture de fonction.
Envoyer lettre et CV en anglais et prétentions à : Mr J.J. ECCLES
G.K.N. Forgings Ltd 58 rue Poitrier 78130 LE CHESNAY

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE (PRODUCTION)

recherche

1 TECHNICIEN GEOLOGUE

- titulaire du BTS ENSG (Nancy)
- dégagé des obligations militaires
- justifiant si possible de quelques connaissances en géologie de sonde.
- connaissance de l'anglais.

Première affectation PARIS mais aptitude à l'EXPATRIATION dans le cadre du développement de carrière.

Envoyer rapidement C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 78973 à S.N.E.A.P. D.C. Recrutement 21 bis, avenue des Lilas - Bâtiment Mestressat - 64000 PAU.

Gestion de patrimoine immobilier

Pour préserver et développer notre capital d'immeubles de bureaux, nous recherchons un gestionnaire rigoureux. Peu nous importe sa formation, s'il a une expérience de 4/5 années de cette fonction dans une grande entreprise.

Il devra prendre en charge tous les problèmes de nature technique (négociations avec les entrepreneurs extérieurs) et juridique (locations, baux, recherche de locaux, implantations) de ce service Bâtiments.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 3296, à Plain Champs, 5, rue du Helder, 75009 Paris.



Directeur des ventes

Matières Plastiques
150 000 F +

Nous sommes la filiale française d'une société internationale de production de matières plastiques. Nous recherchons un spécialiste de ces produits pour animer une équipe de commerciaux spécialisés dans la vente d'une gamme variée de matières plastiques dont certaines de haute technicité. Le chiffre d'affaires à développer est de l'ordre de 200 Millions.

La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Poste à pourvoir à PARIS.

Maryse PERCHE vous remercie de lui adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 809295 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75283 Paris Cedex 06

سكرا من الامل

offres d'emploi

GRAND CONSTRUCTEUR TURBO-MACHINES
recherche
REGION PARISIENNE

JEUNES INGENIEURS

A.M., I.D.N., I.N.S.A. (Mécanique)
E.N.S.I de Nancy, Poitiers et Nantes

Pour les postes suivants:
— **INGENIEUR CHANTIER**
Anglais indispensables.

— **INGENIEUR SERVICE TECHNIQUE**
Anglais indispensables.
Déplacements fréquents de courte durée, France, Moyen-Orient.

Nous recherchons:
Soit des **INGENIEURS DEBUTANTS** soit ayant une ou deux années d'expérience professionnelle.

Ecrire avec cur. vitae détaillé à B. GROSSARD,
3, Villa Georges-Saunders, 75015 PARIS, qui transmettra.

LEADER DU CHAUFFAGE ELECTRIQUE INDUSTRIEL

recherche son futur
SECRETAIRE GENERAL

MISSION:
— rattaché au président,
— il sera chargé du suivi et de l'amélioration de tous les services.
— il se verra confier des missions ponctuelles variées dans le cadre de ses compétences.

EXPERIENCE SOUHAITEE:
— après avoir exercé des responsabilités croissantes dans les différents services d'entreprises industrielles modernes d'est ce qui ont un poste équivalent qu'il e assuré plusieurs années.
— il possède une culture technique en électromécanique.

PROFIL:
— homme pragmatique, organisateur, ayant le souci permanent des coûts, de leur contrôle et de l'efficacité.

LIEU DE TRAVAIL: Neuilly-s/Marne.
Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo et prétentions à
VULCANIC
Direction du Personnel
48, rue Louis-Ampère - ZI. des Chanoux
93330 NEUILLY-SUR-MARNE

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE ENTREPRISE BATIMENT NATIONALE

VOUS AVEZ:
— moins de 35 ans;
— une formation de bon niveau;
— une solide expérience acquise auprès d'une entreprise de bâtiment ou Travaux Publics dans les fonctions commerciales techniques ou Travaux;
— une forte personnalité;
— le goût de l'effort à la hauteur de vos ambitions.

Vous participerez à notre développement en assumant des postes de responsabilités en Région Parisienne et en Province.

Veuillez nous adresser votre C.V. détaillé, avec photo et prétentions, n° 16131, Couronne publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01. Discretion assurée.

SAGEM
CERGY - PONTOISE
recherche

AGENTS TECHNICO COMMERCIAUX

pour démarrage de systèmes d'informatique médicale en clientèle.

— Sens de l'organisation et goût des contacts clients nécessaires.
— Déplacements à prévoir en Province.
— Formation complémentaire assurée.

NE PAS SE PRESENTER. écrire avec C.V. à SAGEM Boite Postale 51 - PONTOISE 95301

ENTREPRISE TELECOMMUNICATIONS
RECHERCHE D'URGENCE

INGENIEUR

Pour réalisation d'applications importantes basées sur Mini et Microordinateurs.

Expérience industrielle indispensable dans les domaines de commutation et transmission de données.

Nous recherchons un homme de terrain aimant le travail indépendant qui exige : dynamisme, sens de l'organisation et capacité de négociation tant avec les fournisseurs qu'avec les clients.

Si ce profil est le vôtre, nous attendons votre curriculum vitae détaillé, photo et indications de votre rémunération actuelle sous réf. 820.
Spéran, 13, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux.

offres d'emploi

EKATO

VERFAHRENSTECHNISCHE ANLAGEN

Wir sind ein betont marktorientiert geführtes Unternehmen mit der Hauptverwaltung in Süddeutschland. Mit massgeschneiderten Problemlösungen, die wir unseren Kunden bieten, wurden wir der führende Spezialist in unserer Fachrichtung.

Durch den weiteren Ausbau suchen wir für unser selbständiges Tochterunternehmen EKATO S.A.R.L., Versailles/France, den

TECHNISCHEN VERKAUFSINGENIEUR

Zu seinen Aufgaben gehören u.a.:

- Technische Beratung unserer Kunden in Frankreich,
- Erarbeitung von Problemlösungen, u.a. in Zusammenarbeit mit der Muttergesellschaft,
- Führen von Auftragsverhandlungen,
- Weiterer Ausbau unseres Kundenstamms in Frankreich.

Wenn Sie etwa 30 Jahre alt sind, eine gute technische Ausbildung (Fachrichtung Maschinenbau, Verfahrenstechnik, Chemie), sowie Erfahrungen durch eine kundenorientierte Tätigkeit (Beratung/techn. Verkauf) haben, können Sie unser neuer erfolgreicher Mitarbeiter in Frankreich sein.

Gute Deutsch- und Französisch-Kenntnisse sind erforderlich.

Bitte, richten Sie Ihre Bewerbung in deutscher Sprache an unser Stammhaus.

EKATO RUHR- UND MISCHTECHNIK GMBH
Postfach 1110/20 - Personalabteilung - D 7860 Schopfheim

EKATO

Importante Société Française
FILIALE D'UN GRAND CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE EUROPEEN
recherche son
RESPONSABLE DES VENTES

— Minimum 10 ans d'expérience à un poste équivalent chez un Constructeur ou un Importateur d'Automobiles;
— Toutes études commerciales souhaitées.
Directement rattaché à la Direction Générale, il assumera le développement optimum des ventes de voitures neuves en France.

MISSION:
— se tenir en rapport étroit avec le Marché;
— constituer et faire appliquer les objectifs commerciaux à travers le Réseau;
— promouvoir les ventes;
— contrôler et animer l'équipe existante.

IL DEVRA EN OUTRE AVOIR UNE EXPERIENCE DE:
— Gestion des commandes et des stocks;
— Organisation et conduite du personnel;
— Informatique.

Rétribution élevée en fonction des responsabilités requises. Seules les candidatures répondant aux critères mentionnés dans l'annonce seront prises en considération. Prière d'envoyer C.V. détaillé et lettre d'accompagnement expliquant les motivations pour le poste à pourvoir au No 1218 « LE MONDE » Publiété, 5, rue des Italiens, 75117 PARIS (9^e).

un cabinet de conseils en brevets d'invention, à clientèle essentiellement française, cherche un
ingénieur grande école

diplômé en brevets d'invention ou CEPI pour conseiller et traiter les dossiers des clients ayant une activité non chimique. Basé à Paris, il effectue de courts déplacements à l'étranger et en province.

Anglais nécessaires. Allemand souhaité.
Ecrire à Mme M.C. TESSIER, réf. 3443 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75005 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

INDUSTRIE ALIMENTAIRE
recherche pour son siège social (50 personnes) dans le Val de Marne

un adjoint au directeur de la comptabilité

Il sera chargé de la comptabilité auxiliaire, des déclarations fiscales et sociales ainsi que de l'exploitation informatique. Le candidat âgé de 30 ans environ, titulaire d'un B.E.S. comptable ou équivalent devra prouver une expérience de quelques années dans un poste similaire et de solides connaissances en informatique.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions après, 2102 à IVRY S.A. - BP 503, 75005 Paris cédex 02 qui transmettra.

INSTRUMENTS S.A.
Division ADAMEL-HOMARGY
15, avenue Jean-Jaurès, 92099 IVRY
recherche pour Département ETUDES

INGENIEURS - ELECTRONICIENS
(E.S.E., I.S.E.N., I.S.E.P. ou équivalent)
30 ans minimum.

Expérience circuits logiques, analogiques et microprocesseurs.

Tél. pour rendez-vous : 678-11-80.

LE SERVICE INFORMATIQUE D'UN IMPORTANT ORGANISME
secteur assurances
équipé d'une 370/148 VM/CMS
recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

pour établir l'analyse organique et le programmation d'applications Gase de Données en temps réel. Des candidats titulaires d'un B.U.T. et possédant 2 ans d'expérience minimum du langage PLI conviendraient parfaitement.

Adresser C.V. détaillé sous référence 2154/M à Jean PDRACCHIA

ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

UN CADRE

— 35 ans minimum.
— Libre immédiatement.

Appelé à prendre en charge la responsabilité d'une division chargée du suivi des contrats d'affacturage (factoring) conclus avec une clientèle de grosses P.M.E. tous secteurs d'activité.

Le candidat aura une bonne formation générale, complétée si possible par un D.E.C.S. ou équivalent ainsi que plusieurs années d'expérience en Agences de Banque orientées sur la clientèle P.M.E. en Cabinets ou en Entreprises.

Ce poste suppose un sens aigu du risque, le goût des responsabilités et des qualités d'animateur d'une équipe axée sur la solution rapide de problèmes très concrets.

Ecrire avec C.V. à : FACTOFRANCE - HELLER, Service du Personnel, Tour Maine Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 PARIS CEDEX 12.

Charles of the Ritz
PARFUMS YVES SAINT-LAURENT

recherche pour sa Direction
MARKETING INTERNATIONAL
YVES SAINT-LAURENT

CHEF DE PRODUITS
confirmé H. ou F.

De formation supérieure, il pourra justifier d'une expérience réussie de 3 ans minimum à un poste similaire, acquise de préférence dans une société de produits de luxe.

Il aura la responsabilité complète de la création et de la gestion d'une ou plusieurs lignes de produits.

Pratique courante de l'anglais

Adr. C.V., photo et prés. au no 73.845, au Service Recrutement, 100, rue Chaptal, 92300 LEVALLOIS.

LORILLEUX LEFRANC INTERNATIONAL
LEADER DU MARCHÉ EUROPEEN DES ENCREES D'IMPRIMERIE

recherche
UN RESPONSABLE POUR SON SERVICE COMMERCIAL INTERNE EXPORTATION (PUTEAUX)

IL AURA POUR MISSION:
— d'organiser et diriger l'activité du Service (4 personnes);
— de prendre en charge personnellement les opérations internes d'un secteur géographique;
— de participer à la négociation avec les clients venant en France.

Après quelques années, il est prévu pour le candidat une mutation à la vente à l'exportation, comportant la responsabilité d'un secteur géographique déterminé.

Ce poste comportera des déplacements fréquents à l'étranger.

IL EST REQUIS:
— anglais parfaitement courant;
— seconde langue : espagnol ou allemand souhaité;
— expérience pratique de Responsable de Service Interne d'Exportation de 3 à 5 ans.

Le candidat retenu sera directement rattaché au Directeur de l'Exportation.

Si prise de fonction s'effectuera après une formation par la connaissance des produits du groupe en France ou/et dans une de ses Filiales Européennes.

Ecrire avec C.V. et photo au Secrétariat Général, 151, rue de la République - 92500 PUTEAUX.

SEMS

Société européenne de mini-informatique et systèmes

Groupe THOMSON CSF
recherche dans le cadre de son expansion.

INGENIEURS MARKETING

FORMATION: Grandes Ecoles ou universitaires

EXPERIENCE: 5 ans de pratique des techniques informatiques orientées dans les domaines suivants:
— langages APL, COBOL, BASIC, réseaux et téléinformatique,
— gestion transactionnelle interactive, expérience logiciels MITRA ou SOLAR souhaitée.

FONCTION:
— définition de produits d'application suivi de la conception et mise en route de ces produits.

Lieu de travail : REGION PARISIENNE.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à SEMS, Service du Personnel, 35/39, rue de la Princessa, 78340 LOUVECIENNES.

SOCIETE DE CONSTRUCTION IMMOBILIERE
SIÈGE PARIS
REALISATION DE 13.000 LOGEMENTS

recherche pour son
DEPARTEMENT PRODUCTION

UN RESPONSABLE DE SECTEUR

chargé de suivre les opérations sur les plans technique, administratif, juridique.

LIBRE RAPIDEMENT

Le candidat devra répondre aux exigences suivantes:
— dynamisme, organisation, méthode, sens des responsabilités, goût des contacts humains, esprit d'équipe, adaptation à la nouveauté.

Le poste offre évoluera selon la valeur du titulaire.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à SAVAS CONTACT, 156, bd Hausmann, 75008 Paris, sous la référence 30261.

SOCIETE EN EXPANSION
recherche pour son
SECRETARIAT GENERAL

UN (E) LICENCIÉ (E) EN DROIT

Pour assurer la gestion des sinistres et dialoguer avec les ASSURANCES.
Une expérience de quelques années dans ce domaine sera appréciée.

Si vous êtes intéressé, écrivez avec CV et prétentions sous N° 5056 à PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Esienne 75008 Paris qui transmettra

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Société de Constructions Mécaniques
Paris Sud
recherche

un Adjoint au Chef des Services Financier et Comptable

ayant de préférence une expérience pratique de plusieurs années de comptabilité analytique dans l'industrie mécanique de montage en petites séries.

Envoyer CV et photo sous N° 4965 à PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Esienne 75008 Paris qui transmettra

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE MATERIELS DE TRAVAUX PUBLICS ET DE CARRIERES

Offre situation intéressante à :

JEUNE INGÉNIEUR

E.S.T.P. ou A.M. ou équivalent

- Anglaise ou allemande couramment parlée ;
- Il aura pour tâche d'assurer les relations technico-commerciales aux niveaux exploitation, méthodes et achats avec les sociétés importantes de mines et de carrières ayant dans la plupart des cas leur siège social à Paris et leurs exploitations en France ou à l'étranger ;
- no goût certain pour les relations publiques et les négociations commerciales est indispensable.

Adressez curriculum vitae et la référence 4.739 à :

SFP Société Française de PSYCHOTECHNIQUE 51, rue Vivienne - 75002 PARIS.

LOGICIELS ET MINI-SYSTEMES

Une S.S.C.I., filiale d'un groupe bancaire, propose un véritable challenge à un ingénieur capable de prendre en charge le développement commercial de son nouveau département AMINI SYSTEMES.

Ce Département (8 ingénieurs en support technique) qui bénéficie de l'expérience du groupe et d'introductions en clientèle doit rapidement acquérir son autonomie et le poste doit évoluer naturellement vers une direction commerciale effective.

Cette opportunité peut intéresser un professionnel de la vente de conseil et de services informatiques, possédant de solides connaissances des logiciels d'application et mini-systèmes.

La notoriété du groupe, les possibilités d'évolution et les conditions offertes sont de valeur à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser CV complet, sous référence 6272 A, à F. Sanchez, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

4 rue Meyerbeer 75009 Paris

DIRECTEUR FINANCIER

Nous sommes une compagnie de marketing appartenant à un grand groupe américain. Nous recherchons pour notre bureau de Paris une personne capable de prendre en main la direction financière et administrative de notre groupe européen comprenant plusieurs filiales étrangères. La personne choisie devra avoir les qualifications suivantes :

- 1) posséder un diplôme de formation comptable supérieure,
- 2) avoir été responsable de la comptabilité d'une affaire de petite ou moyenne importance, préalablement habilité à travailler avec ordinateur,
- 3) avoir une bonne expérience de comptabilité analytique américaine,
- 4) être bilingue Français-Anglais.

Envoyer votre curriculum vitae sous le n° 7.993 à « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75277 Paris-9.

SEMS

Société européenne de mini-informatique et systèmes

Groupe THOMSON CSF
recherche dans le cadre de son expansion

ingénieurs de haut niveau

POUR SUPPORT TECHNIQUE LOGICIEL.

Formation : Grandes écoles.

Expérience : 2 à 5 ans dans le domaine de l'informatique. Bonnes connaissances en logiciel.

Fonction : Contrôle et suivi technique des produits logiciels nouveaux en clientèle. Gestion technique de l'état des produits.

Lieu de travail : LOUVECIENNES.

Adressez lettre manuscrite et C.V. à SEMS Service du Personnel 36738, rue de la Princesse 78340 LOUVECIENNES

STÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche

RÉVISEURS CONFIRMÉS

ou

EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES

Ayant 2 ou 3 ans d'expérience d'audit pour assurer missions de révision et de commissariat aux comptes.

Adressez C.V. Cabinet La VILLEGUERIN RYDEL BLANCHOT 100, rue La Fayette - 75010 PARIS

URGENT

CABINET D'AUDIT ET D'EXPERTISE COMPTABLE FRANÇAIS

en pleine expansion

RÉVISEURS CONFIRMÉS

ayant une bonne expérience théorique et pratique pour des travaux d'audit et de commissariat variés et intéressants.

Possibilité de participer à l'animation de séminaires de formation divers.

Envoyer C.V. détaillé à N° 7975 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75277 PARIS (9^e), qui transmettra.

HACHETTE

recherche

JEUNES DIPLOMÉS

SORTANT :

- soit d'une Grande Ecole Commerciale ou de gestion, maîtrisant bien l'Anglais et si possible l'Espagnol et prêt à s'orienter aussi bien vers le secteur international que vers les activités en Métropole ;
- soit de l'Université ou d'une école, Scientifiques, et diplômés par l'Édition.

Dès l'embauche, ils seront affectés dans un secteur précis de la Société, tout en participant à des stages qu'ils leur feront connaître les différentes activités du groupe.

Envoyer curriculum vitae détaillé et présentations en Service Emploi HACHETTE, 79, bd Saint-Germain, Paris-6^e, sous la réf. 13.978.

ADVANCED MICRO DEVICES

L'accompagnement de croissance le plus élevé de l'industrie du Circuit intégré.

dans le cadre de son expansion, AMD France recherche des ingénieurs commerciaux et recherche plusieurs

INGÉNIEURS DE VENTE

Profil :

- 28 ans environ,
- 2 à 5 ans d'expérience vente semi-conducteurs et/ou circuits intégrés,
- aisance contacts humains et prêts à voyager,
- anglais courant obligatoire.

Nous offrons :

- responsabilité d'une clientèle à potentiel élevé,
- rémunération motivante,
- larges possibilités d'évolution,
- voyages réguliers aux U.S.A.,
- intégration au sein d'une équipe jeune et dynamique.

LES POSTES SONT A POURVOIR IMMEDIATEMENT

Envoyer C.V. complet et présentations au téléphone pour rendez-vous à :

AMD FRANCE S.A. - SILIC 314
20, rue Saarlouis - 94038 Rungis Cedex (1) 666.91.86

Importante Société Produits Chimiques

Bonlieux parisiennes

recherche

COLLABORATEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Chargé de développer les applications d'une gamme de résines dans le domaine des peintures et revêtements.

INGÉNIEUR CHIMISSE ou EQUIVALENT

Expérience commerciale de plusieurs années nécessaire.

Bonnes connaissances de l'anglais indispensables. Diplôme français ou étranger accepté.

Adr. C.V., photo et prêt, n° 78.943 Contesse Publ., 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

Filiale Groupe THOMSON

recherche

INGÉNIEURS

ÉLECTROMÉCANICIENS AYANT DE BONNES CONNAISSANCES EN ÉLECTRONIQUE, QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE

Pour service installations de matériels complexes et systèmes Paris-province.

Adr. C.V., photo et prêt, n° 78.712 Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, 75009 PARIS CEDEX 01, q. 1^{er}.

H. B. S.

Filiale du Groupe THOMSON

recherche

3 AGENTS TECHNIQUES

- B.E.T. ou B.E.P. électromécanique avec expér. ;
- Bacc. P.T. ;
- diplôme A.F.P.A. automatique ou électrotechn. ;
- B.T.S./D.U.T. électrotechnique ou automatique ;
- dégré des O.M.

Env. C.V. avec photo, à M. BORDAT, 64, rue Playel - 93203 SAINT-DENIS - Tél. : 821-69-20.

SOCIÉTÉ DE TRAITEMENT DES EAUX

Filiale d'un Groupe pétrolier français

recherche

pour son département

PRODUITS DE CONDITIONNEMENT DES EAUX

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Possédant une expérience de plusieurs années en utilisation des produits de conditionnement ainsi que dans la prospection et la vente des produits, il sera basé dans la banlieue Ouest de Paris

Env. C.V. avec photo et présentations au n° 7.892 « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75277 Paris-9^e.

INGÉNIEUR PÉTROLIER

Société de conseil française, nous intervenons essentiellement dans le secteur pétrolier. Pour intégrer nos équipes de consultants nous recherchons un ingénieur ayant l'expérience de la production, dans le secteur sucses (mesure, unité) et dans le secteur fond (completion, work-over, wire-line...).

Il participera à la préparation du démarrage et à la formation des équipes d'exploitation de grands complexes, ce qui requiert une grande motivation géographique et une bonne faculté d'adaptation à des milieux culturels variés.

De réelles possibilités de carrière au sein de notre société sont envisageables.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez nous précisant la référence 1068 à 78.543, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

STRAFOR

Aménagement de Bureaux

recherche, pour compléter son équipe, un

jeune

chargé de projets technico-commercial

(même débutant)

formation E.T.P. Architecture, A & M ou équivalent, maîtrisant les techniques de second œuvre (conception, éclairage, sécurité, etc.), dans le cadre de projets commerciaux intégrant des études d'organisation et d'aménagement d'espaces de bureau.

Anglais ou Allemand courants.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1570 M à préciser sur l'envoie - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix, 75002 Paris.

GROUPE BANCAIRE PRIVÉ PARIS-8^e, recherche pour son service de gestion des crédits aux promoteurs,

COLLABORATEUR (TRICE)

Brevet Professionnel de Banque ou diplôme de comptabilité souhaité.

Toute expérience dans la gestion des opérations immobilières sera appréciée.

Env. C.V., présentations et photo à n° 5.921, COPAF, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

CONTROLEUR DE GESTION

Nous sommes un Groupe Filiale d'une Société Internationale et souhaitons intégrer à notre équipe Contrôle de Gestion un **DEBUTANT** diplômé d'Études Supérieures Économiques et ayant complété sa formation avec MBA, ISA, INSEAD, ...

En collaboration avec nos Sociétés Filiales, il participera à :

- La réalisation et le contrôle des budgets annuels.
- La préparation des plans moyen terme.
- La réalisation d'études économiques.
- L'amélioration des techniques et méthodes.

Ses interventions exigent de lui une excellente aptitude à conseiller, à faire évoluer les techniques et les attitudes, et à mener, à terme des études concrètes.

Envoyer CV et présentations sous N° 5055 PARFRANCE P.A., 4 rue Robert Esienne 75008 Paris qui transmettra

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

dans la branche de matériel de Travaux Publics

recherche

UN CHEF DE VENTE

pour la création et l'animation de son réseau de vente.

Prête d'adresser candidatures, C.V. et photo ré. à REGIE-PRESSER, n° T 008062 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Importante société électronique

proche banlieue Ouest

recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

- Diplôme Grande Ecole Electronique.
- Anglais courant indispensable, deuxième langue souhaitée, allemand de préférence.
- Ayant effectué un stage de longue durée en exercé une activité d'une ou deux années en électronique professionnelle.
- Déplacements France et étranger.

Adr. C.V., photo (retournée) et prêt, N° 79.117, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, PARIS-1^{er}, qui tr.

banque

Une importante banque parisiennes, recherche un Cadre Supérieur de Banque (hors Classe) pour prendre la

DIRECTION DES OPERATIONS

Le poste implique un sens / fait de commandement (80 personnes) et une maîtrise de la gestion de l'ensemble des opérations en France Française et de l'étranger, traitées par les divers services.

Il devra en outre, adapter de façon permanente les procédures au développement rapide de l'Établissement.

La maîtrise de l'Anglais est nécessaire.

Situations et rémunération élevées en relation avec le poste.

Adressez C.V., photo et lettre actualisée au n° 61.08/DF/250 à Adéquation Conseil de Recrutement, 54, avenue de Versailles 75016 Paris.

DIRECTEUR DES ACHATS

PARIS

La Société AERAZUR C.A. est le premier fabricant français de matériel de sécurité pour l'aéronautique. Elle exporte 30% de sa production. Son effectif est de 800 personnes réparties en deux usines.

Elle recherche pour son siège d'ISSY LES MOULINEAUX un cadre de haut niveau très expérimenté dans la fonction Achats, de préférence dans l'aéronautique ou la mécanique.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Références 834 MZ.

Dans le cadre de notre activité de conseil aux entreprises dans le domaine du recrutement, nous recherchons pour PARIS :

un CONSULTANT

SA MISSION :

- contacts avec les Directeurs du Personnel, les Chefs d'entreprises, les organismes professionnels ;
- définitions et descriptions de postes et de profils ;
- examen des candidatures et aide aux recrutements.

PROFIL :

- 5 ans au moins d'expérience en entreprise ou cabinet conseil à des postes (voir que Recrutement, formation et gestion du personnel, organisation...) ayant permis d'acquérir une bonne connaissance des principales fonctions de cadre ;
- sens des contacts et esprit d'équipe.

Adr. C.V., photo et présentations sous n° 78.980, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adéquation

CONSEIL EN RECRUTEMENT

Vous désirez vous spécialiser dans le

Transport

2 stages rémunérés par l'Etat vous sont offerts

Stage TRANSPORT LOGISTIQUE
à MARSEILLE du 16-10-78 au 4-04-79

Stage TRANSPORT INTERNATIONAL
à PARIS du 20-11-78 au 11-04-79

DEBOUCHÉS POSSIBLES

sur des postes de cadres débutants ou assimilé.

Condition : avoir moins de 30 ans.

Formation : écoles supérieures de commerce, licence, D.E.O., D.U.T., Droit, Gestion, Sciences Eco.

Envoyer curriculum vitae à l'APT-PC-CESTRAL, 52-54, quai National, 92508 FUTEAUX.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

ayant plusieurs usines et filiales en France et à l'étranger

SIÈGE PARIS recherche

Jeune Cadre Financier

Ce poste peut convenir à diplômé :

- H.B.C. - ESSEC - ESCAL - option Finance-Comptabilité (DIPLOMÉ approuvé de même que formation Ecole Nationale des Ingénieurs).
- Expérience de 3 à 4 ans en contrôle financier ou audit interne dans grande firme industrielle nécessaire.

Poste impliquant un très bon potentiel et permettant évolution de carrière intéressante au sein du groupe.

Adressez C.V., photo et présentations sous n° 78.958, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE MATERIEL LOURD (O.A. : 70 millions/an)

recherche

CHEF COMPTABLE

D.E.C.S. ou EXPERIENCE REELLE

Comptabilité générale et analytique (sous-traité informatique) Trésorerie, Fiscalité.

Responsabilité au bilan.

Poste stable - Société dynamique.

Lieu de travail : Très proche Banlieue Nord.

Envoyez C.V. et présentations sous la réf. 4.740 à :

SFP Société Française de PSYCHOTECHNIQUE 51, rue Vivienne - 75002 PARIS.

سكيا من الامم

de la S.N.C.

LE SICOB

XXIX^e SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

FAUDRA-T-IL bientôt rebaptiser le Salon international de l'informatique, de la communication et de l'organisation de bureau (SICOB) en salon de la télématique? Popularisé par le rapport de MM. Nora et Minic sur l'informatisation de la société publié au mois de mai, ce néologisme qui exprime le mariage de l'informatique et de la communication, a rapidement acquis droit de cité.

Sommes-nous condamnés à une société informatisée? L'ordinateur est-il synonyme de chômage? Peut-on résister à l'emprise de géants comme I.B.M.? L'Etat peut-il maintenir sa souveraineté sur l'ensemble de la filière qui va de l'ordinateur au téléviseur en passant par le satellite et le téléphone? La télématique n'est-elle qu'une technique ou marque-t-elle l'avènement d'une société nouvelle? Autant de questions soulevées par le rapport des deux inspecteurs des finances.

Le débat entre informaticiens, syndicalistes,

sociologues, hommes politiques, s'esquisse à peine, mais la technique est déjà là. La chaîne mise en service de Transpac, ce réseau public de transmissions de données informatiques, animé par les P. et T., témoigne que le couple ordinateur-télécommunications est bien une réalité.

Alors que le SICOB approche la trentaine et va accueillir son cinq millionième visiteur, l'ordinateur et la télématique sortent du domaine réservé des spécialistes pour gagner le grand public. Pas seulement au stade des idées, mais aussi au stade des matériels, comme l'illustre l'installation sur le parvis de la Défense, à l'entrée du Salon, d'une « boutique informatique » offrant des ordinateurs pour le prix d'une petite voiture... d'une toute petite voiture!

A côté du volet prospectif ouvert par le rapport de MM. Nora et Minic, les organisateurs ont voulu centrer cette année leur Salon sur

le thème de l'entreprise se rencontre au SICOB. Plusieurs débats réunissant cadres, chefs d'entreprise, constructeurs rappelleront que l'informatique trouve — et pour longtemps encore — ses principaux débouchés dans l'entreprise. Aucune révolution... mais des évolutions. Les constructeurs d'ordinateurs, grands et petits, ne présentent pas à ce vingt-neuvième SICOB — sauf imprévu de dernière heure — de grandes nouveautés. On attendait I.B.M. et sa série E... Ce sera pour plus tard. Le numéro un mondial de l'informatique est plongé dans les études sur sa restructuration interne. Elles devraient déboucher sur une scission en deux entités distinctes, grande et petite informatique avec des plages de reconversion non négligeables, afin d'introduire entre les deux « futures I.B.M. » le ferment de la concurrence...

Les professionnels pourront constater que la tendance déjà perceptible l'année dernière s'est confirmée en 1978. L'informatique se développe

par ses deux extrémités : vers le bas avec les micro-ordinateurs et maintenant l'ordinateur individuel, vers le haut, avec des machines offrant un rapport performances-prix de plus en plus élevé, et qui dépassent chaque jour un peu plus les modèles précédents.

Resté pendant longtemps à l'écart de l'informatique et de progrès techniques importants, donc, dans une certaine mesure, de la course à la productivité, le secteur de la création, de la transmission et du traitement du message écrit n'y échappe plus aujourd'hui et profite de cet ensemble de techniques regroupées sous le terme de bureautique. Le traitement de textes proprement dit — au moyen des machines à écrire à mémoire — est le secteur de la bureautique le plus porteur d'évolution actuellement. On peut dire qu'il préfigure le « bureau du futur ». Ce marché, après un démarrage très lent, semble aujourd'hui prendre son essor.

Continuons le débat

par SIMON NORA et ALAIN MINIC

LA publication du rapport sur l'informatisation de la société cherchait à provoquer une réflexion nationale. A en juger par l'accueil des médias et de l'opinion, ce but semble atteint. En fait, le débat est à peine amorcé. Dans un pays où les courants de pensée se sont érigés en systèmes exclusifs, toute analyse nouvelle leur sert d'abord à s'auto-comforter : ils rousent avec les réalités qui contrarient leur discourt traditionnel. Qu'en est-il à cet égard des réactions aux thèmes essentiels du rapport?

Annouer l'évènement de la télématique, est-ce céder à la pente technocratique et centralisatrice? Préférer une société spontanée,

décentralisée est un choix éthique et politique. C'est le nôtre. Espérer que la micro-informatique sera un instrument d'émancipation, favorisant la petite organisation vis-à-vis de la grande, pouvant accompagner une redistribution des pouvoirs, est un pari raisonnable. C'est le nôtre.

Mais gagner ce pari exige de contrebalancer les forces qui lui sont hostiles. La télématique, c'est-à-dire l'osmose des télécommunications et de l'informatique, existe déjà : elle se développe indubitablement et rapidement. Sous l'emprise de besoins précis, d'intérêts économiques et de volontés de domination, les réseaux prolifèrent. C'est à travers eux que se jouent les rapports de puissance privée et publics.

Les activités où notre spécialité est en jeu? Il ne s'agit pas de renoncer à l'éventuelle utilisation de banques étrangères, mais de conquérir le droit à une « vision binoculaire » sur ce qui nous importe.

Prendre en compte le caractère de commerce extérieur et de la compétitivité, souligner les rationalisations qu'ils impliquent, montrer le rôle que peut y tenir l'informatique, est-ce, comme certains l'ont dit, accepter de gâcher de cœur l'accroissement du chômage?

Les gains de productivité que va permettre la nouvelle informatique signifient-ils la fin de l'embauche dans l'industrie et, phénomène plus nouveau, dans une grande partie des services marchands traditionnels. Mais, utilisés à renforcer l'équilibre dynamique du commerce extérieur, ils sont la condition d'une nouvelle politique économique.

Echappant à l'obligation définitive née du déséquilibre commercial, celle-ci cherchera à satisfaire les demandes qui, peu à peu, se substitueront aux besoins traditionnels : services collectifs élastiques (transport, santé, éducation, loisirs) mais, aussi et surtout, biens et services nouveaux que seule une société plus décentralisée et plus équilibrée permettra d'exprimer et de satisfaire. Une telle mutation a des précédents : c'est le ressort du progrès économique et de l'emploi.

Mais, aujourd'hui, c'est de l'extérieur que le changement nous est imposé : nous en maîtrisons mal l'ampleur et le rythme. En outre, répondant chez les consommateurs à des désirs inédits et chez les travailleurs à des aspirations plus complexes, il ne peut être décidé ni même imaginé de façon hiérarchique.

Un Etat ferme, une société spontanée

Certes, la diffusion de l'informatique n'apportera pas, par elle-même, cette nouvelle politique économique. Mais, en contribuant à désamorcer le gonflement provoqué par le déséquilibre extérieur, elle en fournit l'occasion. A court terme, elle peut cristalliser les craintes de chômage. Mais, bien gérée, elle est, à moyen terme, la chance majeure d'un meilleur emploi.

La France a besoin à la fois d'un Etat d'autant plus ferme que son

condition tel que la société ne tolérera plus le poids de l'Etat. Mais, sans un Etat préparant l'avenir et défendant la société contre les pressions, notamment extérieures, les univers conviviaux seront éliminés ou oservés : ils deviendront des ludions littéraires au gré de toutes les dominations.

Peut-on attendre des idéologies françaises, familières des dictonnaires, un acquiescement à cet hybride que constitue le détermi-

nation japonaise, alliée à la spontanéité italienne (1)?

Rien n'est plus lent que d'embolter deux demi-vérités, qui se sont toujours nourries de leur antagonisme. Y parvenir est cependant, pour la France, une affaire de survie. Il y faudra plus que des consultations, qu'un rapport, et même qu'un débat.

(1) Cf. Pierre Vianasson-Ponté : « Informatique et politique », le Monde des 28 et 29 juin 1978.

INFORMATIONS PRATIQUES

Le vingt-neuvième SICOB a lieu, comme tous les ans, au C.N.I.T. - Paris-La Défense, du 20 au 29 septembre, de 9 h. 30 à 18 heures sans interruption. L'entrée en est réservée exclusivement aux visiteurs majeurs. Les trois premiers jours — 20, 21 et 22 septembre — sont ouverts seulement aux visiteurs professionnels français et étrangers, après inscription préalable auprès du commissariat général. Le public n'est admis qu'à partir du 23 septembre. Le salon est fermé le dimanche 24. Les visiteurs étrangers sont reçus gratuitement, sur présentation de leur passeport ou d'une carte d'invitation dûment remplie.

27 septembre : « Mieux vivre au bureau ». En outre, se tiennent six débats sur l'entreprise centrés sur la participation, la communication, la formation, l'accession des femmes aux responsabilités de direction. Le débat sur la participation se déroule en présence de M. Robert Bouillon, ministre du travail et de la participation.

Un peu avant le SICOB a lieu la Convention informatique, congrès international du logiciel, du 18 au 22 septembre, au Palais des congrès à la porte Maillot, avec pour thème : « L'insertion de l'informatique, un facteur de progrès ». Renseignements : 261-52-52, et pendant la Convention : 758-27-66 et 758-27-67.

Des nouvelles gratuites assurent la liaison avec le SICOB (départ) parvis du Palais des congrès.

Souveraineté n'est pas autarcie

Mettre l'accent sur la télématique, ce n'est donc pas affirmer une préférence pour les télécommunications et les grandes machines. C'est repérer le domaine où, par des actions délibérées en faveur de la normalisation, les pouvoirs publics garantiront l'universalité des communications, installant ainsi un « boulevard » à l'écart duquel se développeront toutes les informatiques et d'abord le micro. Ils offriront à la société la possibilité de choix plus libres.

Deux types d'allégation nous menacent : le développement des réseaux, et la stratégie d'I.B.M. en matière de télécommunications :

l'avance des Etats-Unis dans le développement des banques de données.

Le premier est élément perçu, parce qu'il rejoint des réflexes traditionnels contre le géant étranger, sûr de lui et dominateur. Le second, pour certains est fantasmagorique ; pour d'autres, il traduit une volonté éconocronique de souveraineté. Davantage de mesure au sujet d'I.B.M., une plus grande inquiétude à propos des banques de données, seraient bienvenues.

Le choix d'I.B.M. pour la télématique et les satellites ne résulte pas d'un dessein pervers : c'est le moyen de maîtriser les marchés futurs. Comme son action sera limitée par ses concurrents plus modernes, il risque de stabiliser des réseaux cloisonnés selon l'origine des constructeurs.

Les Etats se sont constitués en levant les barrières d'octroi. Il leur appartient d'éviter que se reconstruissent, du seul fait du marché, des réseaux clos, des « octrois électroniques ». Souhaiter que chacun fasse son métier ne relève pas d'un nationalisme étroit : aux pouvoirs publics d'assurer internationalement le libre accès et la transparence de l'univers télématique ; à I.B.M. de vendre machines et systèmes à travers les frontières existantes, mais sans en instituer de nouvelles.

Il est peu de domaines où l'informatique est totalement neutre. Peut-être quelques disciplines scientifiques, quelques technologies. Il en est d'autres où elle ne l'est certainement pas : histoire, économie, et généralement sciences de l'homme. Le pouvoir qui découle de la possession de banques de données est peu visible. Il n'est sûrement pas mythique.

Est-ce plaider pour l'autarcie culturelle que de souhaiter voir s'établir en France des banques de données, dans les disciplines et

nouveautés sicob
S. POMMIER
Introduction à A.P.L. 46 F
C. PARIOT
Introduction aux microprocesseurs et aux microordinateurs 69 F
T. MAURIN, M. ROBIN
Les systèmes microprogrammés 49 F
DUNOD
informatique
20 titres déjà...

CENTRE TECHNIQUE INFORMATIQUE
Abonnez-vous au GUIDE EUROPEEN DES PRODUITS LOGICIELS
• Une information sûre, collectée par des ingénieurs indépendants, validée par les fournisseurs logiciels disponibles en France.
• Deux éditions annuelles.
• Le C.T.I. décrit actuellement 200 produits logiciels, dont 300 logiciels systèmes et 300 logiciels d'application.
• C'est un document du Centre Technique Informatique (C.T.I.) du ministère de l'Industrie. L'information est collectée par le Centre d'Expérimentation de Produits Logiciels (C.E.P.L.).
Pour tous renseignements écrire à :
G.E.P.L.-C.T.I.
BP 105, 78150 LE CHESNAY.

Qui, aujourd'hui en Europe peut parler de fiabilité ?

hier Symphonie

En matière de satellites de télécommunications, seuls les réalisateurs de Symphonie savent ce que parler veut dire. Symphonie, après plus de trois années de service dans l'Espace, continue à donner satisfaction à ses utilisateurs : en Europe, aux Indes, en Afrique, au Moyen-Orient. Aérospatiale et ses partenaires continuent à prendre une part active aux programmes importants de télécommunications.

DIVISION SYSTEMES BALISTIQUES ET SPATIAUX
BP 96 78130 LES MUREAUX - FRANCE

L'imprimerie, le gramophone et l'ordinateur

par JACQUES ATTALI (*)

Il existe des lois simples en histoire et que pourtant, trop souvent, l'esprit commun censure. Ainsi de la technologie, dont les effets sont mal analysés et encore plus mal prévus. L'histoire des innovations fournit pourtant quelques leçons simples, utiles à qui veut les assumer. Il me semble qu'on peut en particulier montrer qu'une innovation technologique en matière de communication ne sert jamais, au contraire de toutes les prévisions contemporaines, à résoudre le problème dominant du temps ni à conforter les pouvoirs en place. Mais au contraire elle aide à la naissance de nouveaux pouvoirs, déplaçant le champ des conflits sociaux.

Bien des exemples pourraient illustrer cette constante de dynamique historique. Ceux d'entre eux qui paraissent particulièrement significatifs : l'imprimerie au XV^e siècle, le gramophone au XIX^e siècle. Tous deux ont permis d'organiser la production en série d'informations, les unes lues, les autres entendues. Tous deux furent perçus par les contemporains comme des moyens de maintenir les modes de communication traditionnels et les systèmes de pouvoir en place. Ainsi,

partout en Europe, on pensait que l'imprimerie allait permettre d'universaliser enfin l'usage du latin, langue de l'élite (en le rendant accessible à toutes les couches sociales), et que la gramophone allait généraliser les concerts, forme élitiste du rapport à la musique (en rendant impossible la grève des musiciens d'orchestre). Dans les deux cas, on en déduisait que l'innovation allait renforcer le mode de communication dominant et généraliser le système culturel de l'élite en place. Alors que, en fait, l'une et l'autre technologies, on le sait, ont puissamment aidé à une mutation cardinale, nécessitant par ailleurs, des modes de communication et des réseaux de pouvoir : avec le livre, les langues locales ont retrouvé vie et le latin s'est marginalisé. Avec le disque, les musiques populaires sont devenues accessibles et le concert sembla la vitrine de l'industrie du disque.

Or telles erreurs de pronostic ne sont pas seulement techniques, mais

(*) Membre du comité directeur du parti socialiste, conseiller économique de François Mitterrand.

politiques, car avec chacun de ces modes de communication s'est étendu le champ de la consommation individuelle et réduit celui de la socialisation : eu lieu d'aider au maintien de la centralisation et de l'uniformité, ces deux innovations ont accéléré la diffusion des systèmes de pouvoir.

Et s'il en allait de même de l'informatique ? Après tout, comme l'imprimerie et le gramophone, c'est une mutation du mode de stockage, de manipulation et de transmission d'in-

Une fracture de pouvoir

formation. Comme l'imprimerie et le gramophone, elle semble à tous les analystes servir surtout à résoudre les problèmes de fonctionnement et de pouvoir dans les grandes organisations, privées et publiques. Ainsi, la plupart des pronostics, et en particulier le rapport Nora-Minc (ou plutôt le tacon dont il a été perçu), ne voyant dans l'informatique qu'un moyen de rendre possible la réalisation du rêve de l'universel, de la mémoire orçolus, du stockage d'informations « finement accessibles, un moyen d'améliorer les décisions des managers et de légitimer leur pouvoir.

Si, dans un premier temps, en effet, l'informatique a transformé, et

va encore transformer, les modes de production des outils et des biens de consommation existant, aidant à la centralisation du pouvoir stratégique, elle conduit, à plus long terme, à une mutation fondamentale du savoir et du pouvoir. On ne part, de nouvelles formes de consommation individuelle vont se développer, dans des domaines où l'impossible automatisait jusqu'ici l'émergence d'objets marchands, tels le jeu, le diagnostic médical ou l'enseignement. D'autre part, la nature du travail lié à la détection monopolisée de certains savoirs, thérapeutiques et didactiques, va être bouleversée. Plusieurs fonctions aujourd'hui socialement essentielles, le professeur ou le médecin, seront de plus en plus remplacées par des machines. L'informatique sortira du bureau pour aller vers le domicile, de l'usine pour aller vers le corps. Le compréhensif bien ceux des producteurs qui, mettant l'accent sur la formation des enfants à l'usage d'ordinateurs, font de l'école un apprentissage de la consommation future.

Mais, dans cette grande mutation, tout n'est pas encore joué, car de tels outils peuvent être objets de dépendance ou objets d'autonomie. Jusqu'ici, il reste impossible de parler en ces termes de l'informatique. Lorsque le débat pourra venir sur ce terrain, on saura que, pour la première fois, une innovation technologique aura été délibérément orientée vers un modèle de développement.

Pour une révolution

par GÉRARD

ALORS que la première phase de la révolution industrielle avait surtout multiplié la force matérielle de l'homme, la seconde phase est en train de multiplier la puissance de son esprit. Toutes proportions gardées, l'ordinateur joue pour le cerveau humain la rôle que la machine-outil a joué pour la main.

Il faut bien voir d'abord les bienfaits et la libération apportée par une telle évolution. De même que le machinisme a rendu accessible à l'ensemble de la population toute une variété de biens matériels qui, sans lui, seraient restés l'appanage de quelques privilégiés, l'informatique permet et facilite l'entrée d'un certain nombre de services (banques, assurances, communications, voyages...) dans la consommation de masse. Sans l'informatique, notre vie quotidienne serait désormais moins égrésible, plus comptiquée et plus difficile. Pareillement, au niveau de la production, et à l'instar de la machine qui a considérablement réduit l'effort physique du ouvrier, l'ordinateur sup-

prime les colères fastidieuses. Les tâches administratives répétitives, bref, tout ce qui peut paraître pénible et ennuyeux dans le travail intellectuel.

Mais comme la langue d'Ésope, l'informatique peut devenir la main leste et le pira des choses. Et l'interval est mince qui sépare que parfois l'utilisation du même instrument pour l'éducation de hommes ou pour leur oppression. Rappelons-nous, ici également, l'histoire du machinisme. Il est permis d'imaginer que la consommation de masse, la réduction substantielle du temps de travail, le recul de la misère, de la maladie et de l'ignorance... me au prix de la robotisation de la plupart des tâches d'exécution. N'est-ce-on pas à une évolution semblable en matière d'application de l'informatique à certaines tâches administratives ? Et n'est-ce point là une des raisons du malaise grandissant parmi certaines catégories d'employés de la banque et de l'assurance qui se désignent eux-même par le nom d'O.S. intellectuels ?

Maîtriser le complexe

Aussi est-il permis de nourrir quelques craintes sur les effets à long terme de l'informatisation brutale et irréversible des activités et de la société. De nombreux emplois, qui conservent aujourd'hui une part d'initiative et de responsabilité, risquent de se voir réduits au rôle secondaire de traducteur de cartes perforées ou de lecteur d'écrans cathodiques.

On ne voit que trop bien la logique d'une telle évolution : la centralisation accrue de la société dont toutes les fonctions de conception et de décision se trouvent ainsi remontées au niveau d'états-majors de « spécialistes » dont la puissance n'a d'égale que l'anonymat. Protégés par la complication de l'outil et son langage érotique des turbulences passionnelles de la base, les dirigeants s'enclouent dans un univers de géométrie. La passion gla-

ce du pouvoir pour le pouvoir peut se donner alors chez eux libre cours. L'anonymat des décisions collégiales les protège des risques personnels attachés habituellement ou commandement, réalisant ainsi le vieux rêve démiurgique : disposer du pouvoir sans la responsabilité.

Que faire pour se défendre de l'intégration totalitaire de la société, désormais rendue possible par la généralisation de l'informatique ? Casser les ordinateurs, à l'instar des ouvriers tisserands du siècle précédent qui brisèrent les premiers métiers ? Il n'y a peut-être point de solution. Une telle attitude est vaine : elle n'empêche pas l'évolution et la rend plus coûteuse au contraire. Refuser le progrès technique pour maintenir un équilibre social précaire n'a jamais été dans l'histoire humaine une politique particulièrement heureuse et payante à terme.



VENEZ PARLER LE NOUVEAU LANGAGE DE L'ENTREPRISE

Telic au Sicob STAND 3453 - NIVEAU 3 - ZONE D.E.

Appuyez-vous sur la puissance de la famille Digital.

Vous recherchez aujourd'hui un bon rapport prix/performance et des possibilités d'extension pour l'avenir.

Alors faites notre connaissance... Digital Equipment est non seulement l'un des principaux fournisseurs d'ordinateurs du monde, mais aussi l'un des plus ouverts.

Nous sommes les pionniers de la miniaturisation, de la simplicité et de la facilité d'utilisation. Nous avons ouvert la voie au traitement interactif. Nous avons introduit le mini-ordinateur. Nous sommes également des précurseurs en matière de réseaux d'ordinateurs et avons été parmi les premiers à développer un concept de la gestion connu maintenant de l'industrie sous le terme d'« Informatique répartie ».

Nous avons la plus grande diversité de produits de l'industrie informatique. Sans exception.

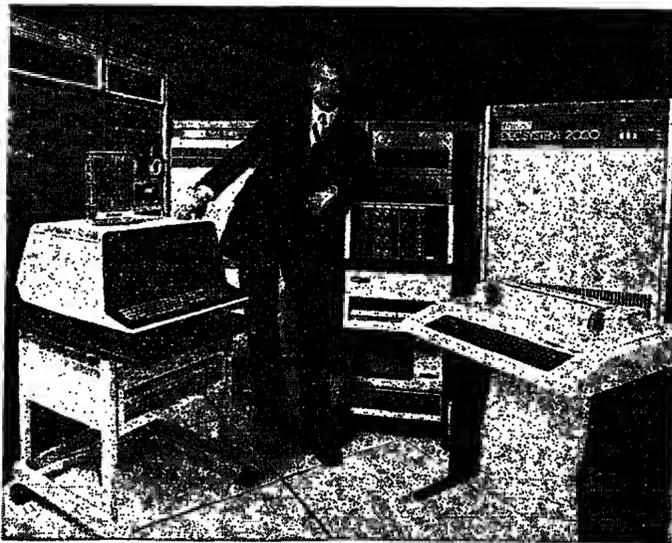
Tout, du micro-ordinateur sur une carte aux systèmes de grande puissance, en passant par la gamme la plus étendue de mini-ordinateurs.

Une vraie famille à la nombreuse parenté et dont la devise est la compétitivité. Ce qui vous donne à la fois liberté et assurance.

Liberté de choisir exactement ce dont vous avez besoin présentement.

Assurance de pouvoir ajouter, le moment venu, le strict nécessaire, sans bouleverser ce qui est déjà en place. Nous ne considérons pas l'obsolescence comme une finalité.

Cette liberté et cette assurance



La plus vaste gamme d'ordinateurs de l'industrie informatique.

s'étendent également au logiciel et aux services. Nous avons les systèmes d'exploitation et les langages qu'il vous faut. Et les services spéciaux pour vous conseiller ou développer des systèmes particuliers. Ainsi que plus de 8000 personnes affectées à la maintenance des matériels et logiciels dans le monde entier. Vous pouvez bénéficier de ces services séparément; nous ne pratiquons pas la politique du tout ou rien.

Faites vraiment connaissance avec la famille Digital. Utilisez le coupon pour en savoir plus.

Veuillez m'envoyer:

- La brochure « Une orientation nouvelle de l'informatique »
- La brochure « 8 questions à un constructeur d'ordinateurs »
- Le dernier exemplaire de votre magazine « Europa »
- Des renseignements sur les séminaires et expositions à venir
- Je souhaite la visite d'un ingénieur commercial
- Je suis / Je ne suis pas utilisateur d'ordinateur.

Mon application concerne:

Nom _____

Fonction _____

Société _____

Téléphone _____

A retourner à: Digital Equipment France
Département Marketing
19, rue Saeringer - SILIC 225
94528 RUNGIS CEDEX, Tél. 687 2333

digital

Digital Equipment France

SICOB
STAND
B 3204

صوتنا من الاجل

POINTS DE VUE
une révolution

L'INFORMATISATION DE LA SOCIÉTÉ

culturelle

DONNADIEU (*)

Non, la solution n'est pas dans le refus mais dans l'acceptation maîtrisée et contrôlée de la nouveauté. Pour se protéger des périls réels de l'informatique, ce n'est pas moins d'informatique qu'il faut mais davantage et surtout autrement. D'autant que la technique est peut-être en train de nous faciliter d'elle-même la découverte de la solution. Jusqu'à une date récente, en effet, l'évolution de la technologie était dans le sens des tendances centralisatrices. Les gros ordinateurs, les périphériques performants, ne pouvaient se concevoir qu'en nombre limité, dans les sièges sociaux des entreprises ou des administrations. Or, voilà que justement la technique ne pousse plus obligatoirement à la centralisation. Les micro-processeurs et l'évolution de la mini-informatique constituent de ce point de vue une révolution. Or, nous ne pouvons pas concevoir qu'un nombre limité, dans les sièges sociaux des entreprises ou des administrations, Or, voilà que justement la technique ne pousse plus obligatoirement à la centralisation. Les micro-processeurs et l'évolution de la mini-informatique constituent de ce point de vue une révolution. Or, nous ne pouvons pas concevoir qu'un nombre limité, dans les sièges sociaux des entreprises ou des administrations, Or, voilà que justement la technique ne pousse plus obligatoirement à la centralisation. Les micro-processeurs et l'évolution de la mini-informatique constituent de ce point de vue une révolution.

tion, ce modèle culturel pèse de tout son poids en faveur de la conservation de structures centralisatrices. Or, une telle « révolution culturelle » est loin d'être de soi. Elle implique, de toute évidence, l'adhésion des intelligences et des cœurs, le ralliement à quelque grande force collective capable de prendre à contre-courant les pesanteurs sociologiques et historiques de notre pays. Dans le mouvement syndical français, bien rares sont les organisations qui aujourd'hui posent le problème de cette manière, répudiant à la fois l'entêtement dans l'empirisme alimentaire comme l'évasion dans les mythologies révolutionnaires. Peut-être était-ce la chance d'une modestie organisation syndicale comme l'U.C.T. de tirer profit de l'indépendance d'esprit et de la liberté de création procurées par sa petitesse pour élaborer sous la forme de régulation contractuelle (1) un projet social et économique capable de reconstruire les deux grandes exigences d'une société industrielle moderne et dont l'informatique offre un étonnant raccourci : la nécessaire cohérence de fonctionnement de l'ensemble, la liberté souhaitable et nécessaire des agents.

(1) Le projet de régulation contractuelle de l'U.C.T. est développé dans le livre de G. Donnadiou, Jalons pour une autre économie, préface du professeur François Perroux, éditions du Centurion.

Pour un projet démocratique

par JEANNETTE LAOT (*)

Le rapport Nora - Minc aborde les problèmes stratégiques et techniques de l'informatisation en les liant à une interrogation sur l'évolution de la société. Ce lien donne au texte une résonance particulière pour un rapport officiel, à mi-chemin entre la réflexion philosophique et le cours de stratégie industrielle. Mais si l'intérêt du document qui en découle en grande partie est grand, cela ne doit pas masquer certaines questions de fond.

La première concerne le statut de ce rapport. Demandé par le président de la République, rendu public six mois après qu'il eût été terminé, comment se situe-t-il par rapport à la politique économique et industrielle du gouvernement ? Devons-nous considérer que les réformes proposées sont déjà adoptées ou ne sont-elles que des suggestions parmi d'autres, sur lesquelles le gouvernement se prononcera bientôt ? Pour l'instant, ce point n'a pas été précisé. Le gouvernement préfère-t-il ne rien dévoiler de ses intentions jusqu'au moment où il les mettra en œuvre, pour éviter d'avoir à tenir compte de propositions alternatives ?

Un tel choix se heurterait de toute façon à des difficultés considérables. En effet, si la réflexion d'ensemble du rapport couvre un champ très large, cer-

taines mesures proposées sont très précises. On serait même tenté de dire que, si d'aussi nombreuses questions sont ouvertes, c'est pour mieux répondre définitivement à quelques-unes. La stratégie industrielle préconisée par le rapport afin de contrer la toute-puissante I.B.M. ne semble souffrir, dans l'esprit des rédacteurs, aucune discussion. Or, comme elle repose sur la séparation de la poste et des télécommunications, afin de fusionner celles-ci avec T.D.F. et le CNES, il est évident que la stratégie du silence ne peut pas mener sans heurts à une telle refonte des structures.

La deuxième question que l'on peut se poser est liée à l'exécution des organisations syndicales des consommateurs a ux q u e l l e s l'élaboration du rapport a donné lieu. Comment les auteurs ne voient-ils pas de contradiction entre leurs mises en garde contre les dangers d'un excès de pouvoir de l'Etat ou des firmes multinationales et le fait qu'eux-mêmes n'aient pas consulté les organisations syndicales dont ils reconnaissent néanmoins qu'elles sont concernées par ces questions ? Les rapporteurs notent que la C.F.D.T. a enrichi le débat sur les effets de l'informatisation en publiant Les dégâts du progrès. Mais cela ne leur a sans doute pas paru suffisamment important pour recueillir son avis.

de conditions de travail, dont la gravité ne doit pas être négligée. Encore faut-il savoir également que l'informatique peut être utilisée comme moyen d'accroître la productivité en renforçant la situation de domination et de surveillance où sont placés les travailleurs. De tout cela, U n'est pas possible de prendre son parti. Il n'est pas possible de présenter comme une fatalité technologique ce qui correspond à des choix de gestion et d'organisation du travail. Le rapport note que seuls les partenaires sociaux peuvent mener les analyses de fond sur cette question. Mais il faut aussi comprendre que les revendications syndicales sur ces problèmes ont des conséquences sur la conception même des systèmes, et non simplement sur leur installation. Le rapport analyse l'évolution des technologies en supposant que les conflits sociaux n'y jouent aucun rôle.

Une attitude suspecte

Cette attitude est d'autant plus suspecte que les auteurs ont rencontré tous les autres acteurs importants, qu'ils viennent de l'administration, des sociétés publiques ou de l'industrie privée. Cette attitude a, en définitive, limité la réflexion des auteurs parce qu'ils ont eu ainsi une vue trop unilatérale des problèmes. Sur quatre domaines au moins la consultation des organisations syndicales, en tout cas de la C.F.D.T., aurait pu amener les

auteurs à considérer les choses autrement. 1) C'est de conditions de travail d'abord. Indiquer que l'informatisation supprime certains emplois pénibles mais provoque la déqualification de toute une catégorie de travailleurs est un constat insuffisant. Encore faut-il savoir que l'informatisation pose aussi des problèmes. (*) Secrétaire national de la C.F.D.T.

Un des objectifs de la C.F.D.T. est justement de peser sur cette évolution pour qu'elle prenne en compte les aspirations des travailleurs. 2) L'impact de l'informatisation sur les libertés individuelles et collectives est peut-être l'aspect le plus légèrement traité dans le rapport. L'existence d'un rapport précédent (rapport Trioux) et d'une loi sur le sujet n'excluent pas cette lacune, alors que l'ambition était d'aborder le problème sous toutes ses faces. La C.F.D.T. a déjà fait connaître son inquiétude sur tous les problèmes de fichage de la population ou d'interconnexion de fichiers personnels (Safari, Gamma, etc.). Elle a montré les insuffisances et les considérables restrictions de la loi informatique et libertés.

3) Les incidences de l'informatisation sur le niveau de l'emploi telles qu'elles sont indiquées dans le rapport relèvent de l'audace. Les chiffres avancés vont à l'encontre des données officielles. Mais on doit s'étonner que le rapport fasse état de chiffres communiqués par des entreprises alors que les comités d'entreprise, qui devraient en être informés, ne les connaissent toujours pas. Le rapport suggère que, en contrepartie de cet aspect préoccupant, la stratégie d'informatisation doit permettre la création de nouveaux emplois. Mais en quelle quantité ? Dans quel délai ? Avec quel décalage par rapport aux suppressions d'emplois ? Enfin, et c'est là le plus grave, le rapport ne présente aucune réflexion solide sur la manière de conduire cette transformation. Les travailleurs doivent-ils faire les frais de ces évolutions ?

4) En fin de compte, le rapport considère l'informatisation comme la chance à saisir pour sortir le pays de la crise. Délaisser les vieux secteurs d'activité, choisir de nouveaux créneaux sont les impératifs pour s'inscrire dans la nouvelle division internationale du travail. Par ailleurs, développer la demande de services collectifs permettrait d'engager une croissance qui compenserait la tension nécessaire pour préserver notre compétitivité dans un contexte d'économie ouverte. Dans ce sens, l'Etat a un rôle à réguler et à jouer. Il fixe les règles du jeu et favorise l'innovation sociale.

La C.F.D.T. a dit les solutions qu'elle préconisait pour sortir de cette crise structurelle du système capitaliste. Elle refuse de voir abandonner des pans entiers de l'industrie nationale ; elle se prononce pour un nouveau type de développement, la réduction des inégalités sociales et le développement des responsabilités des travailleurs. L'informatique peut y aider, à condition, bien sûr, qu'elle ne soit ni sous la coupe des firmes multinationales (1) ni dans les mains d'un Etat centralisé et policier. Un projet démocratique d'utilisation de l'informatique, c'est toute notre question.

(1) A ce propos, la faible place réservée dans le rapport à G.I.L.-I.B. signifiait-elle qu'il n'y a eu dans cette opération de rapprochement ni « francisation » technologique ni réussite économique ? Le moins que l'on puisse dire est que G.I.L.-I.B. ne joue pas dans le dispositif prévu par Nora un rôle de grande envergure.



Bertrand Tiburce, René Géron, Artisans

Artisans en publicité

Nous pensons que la créativité de l'artisan peut enrichir la rigueur du publicitaire, à condition de pouvoir s'épanouir dans une structure d'agence conçue à cet effet. C'est le but que nous nous sommes fixés en créant Tiburce Géron et Associés Mc Connells.

Grand orchestre ou homme-orchestre ?

La spécificité des problèmes de chaque annonceur a conduit les agences de publicité à recourir à un nombre croissant de techniciens. A priori seule une grosse structure peut tendre à intégrer ces spécialistes ; elle peut alors offrir un "service complet", en accroissant d'autant les charges qu'elle répercute à l'ensemble de ses clients, y compris à ceux qui n'utilisent qu'une partie de ce service.

A l'opposé des structures pléthoriques, se sont développées des structures légères constituées d'un nombre limité de publicitaires polyvalents. Les hommes deviennent plus responsables, le coût de la prestation s'abaisse... et parfois son niveau.

Le travail en miettes

Le choix pour un annonceur, entre une agence de type grand-orchestre et une agence de type homme-orchestre, constitue en fait une fausse alternative si l'on réalise que toute agence remplit une double fonction après de ses clients : la fonction d'analyse de problèmes, qui débouche sur la définition d'une stratégie globale, puis la fonction d'exécution de cette stratégie. Cette seconde fonction fait appel aux techniciens dont chacun n'est responsable que d'une parcelle de la campagne publicitaire.

Mieux vaut s'adresser au Bon Dieu qu'à ses Saints
Notre idée est simple : nous avons créé une structure qui

dissocie la fonction d'analyse de la fonction d'exécution. Nous avons intégré la première (le chef d'orchestre) et nous sous-traitons la seconde (les musiciens).

La fonction d'analyse est assurée par les directeurs associés de l'agence qui constituent les interlocuteurs quotidiens de nos clients. La fonction d'exécution est confiée, sous la responsabilité absolue des directeurs de l'agence, à des équipes de spécialistes extérieurs recrutés en fonction de leur aptitude à résoudre le problème posé.

Coûts fixes et coûts variables

Notre structure originale présente deux avantages fondamentaux pour nos clients. La constitution d'une équipe de travail spécifique à chaque client lui garantit le degré de spécialisation le plus élevé. Le recours à des spécialistes extérieurs ou salariés privilégiés des coûts variables au détriment des coûts fixes. Nous ne facturons à nos clients, sous forme d'honoraires préalablement définis, que les prestations dont ils ont effectivement bénéficié.

A l'œuvre on connaît l'artisan

Depuis notre fondation, le 1^{er} octobre 1976, notre politique de développement a été axée sur l'établissement de relations privilégiées avec un nombre limité d'annonceurs au dynamisme exceptionnel : Cognac Martell, confitures Andros et Bonne-Maman, Thé de Ceylan, compagnie aérienne Aer Lingus, vins Chantovent, whisky Black and White, Office de développement industriel I.D.A.-Irlande. Demandez-leur ce qu'ils pensent de nous.

On peut être petit volontairement

Notre mode d'organisation nous interdit le développement à outrance. Il nous interdit pas de travailler éventuellement pour vous.

TGA mccoconnells
Agence Conseil en Publicité et Marketing
1, rue de Turbigo
75001 PARIS
Téléphone : 236.04.14
Télex : TGA 220 309

B. KAPP
B. PETITGUYOT
LE BILAN SOCIAL
EDITIONS SIRIS

LE MONDE
mal chaque jour de la disposition
de ces lecteurs des maisons
d'annonces immobilières
Vous y trouverez peut-être
L'APPARTEMENT
que vous recherchez.

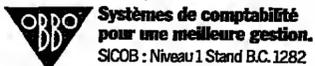
Combien vaut l'étude de votre système comptable? OBBO vous l'offre

Votre comptabilité est-elle adaptée à votre entreprise?

- connaissez-vous l'état de votre trésorerie?
- faites-vous des bilans prévisionnels?
- sa manipulation est-elle simple?
- son coût est-il peu élevé?
- suivez-vous vos clients?

Des solutions les plus simples, par décalque, à celles plus sophistiquées du mini-ordinateur, OBBO étudiera avec vous la solution la plus efficace.

Sur simple demande, et sans engagement, OBBO mettra à votre disposition un conseil de votre région pour traiter votre cas comme un cas personnel.



Systèmes de comptabilité pour une meilleure gestion. SICOB - Niveau 1 Stand B.C.1282

OBBO - 9, rue de Maubeuge - 75009 PARIS - tél. : 260.68.78 et 878.25.50

Nom _____ Prénom _____
 Raison sociale _____ Tél. _____
 Adresse _____

COMPOSEZ VOUS-MEME LE CLASSEMENT LE PLUS SIMPLE LE PLUS PRATIQUE



LE SYSTEME DE CLASSEMENT COMPLET

EXTENSIBLE, DIVISIBLE, TRANSFORMABLE POUR LE BUREAU, L'ATELIER, LA MAISON EN PERMANENCE A VOS MESURES

Une première raison est que la technologie de ces gros ordinateurs est plutôt d'un type (E.C.L.) peu intégrable. Seul pour leurs mémoires principales, ils ont donc peu bénéficié des progrès sensationnels (c'est le mot juste...) des circuits intégrés de type T.T.L. ou MOS qu'utilisent les ordinateurs plus petits.

telesystemes
 SOCIÉTÉ DE SERVICE EN INFORMATIQUE
 115, rue du Bac 75007 Paris - Tél. 544 38 96
 TÉLÉINFORMATIQUE ET TRANSMISSIONS DE DONNÉES
 STAGES DE FORMATION
 Renseignements et inscriptions à TELESYSTEMES
 Département Formation
 40, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS - Tél. 544 38 13

lorsqu'une réussite prend votre nom, elle ne vous le rend pas...



SICOB - Niveau 3 - Zone BC - Stand 3256

PANORAMA Les outils du secteur tertiaire

On parle de machines à écrire à mémoire, de calculatrices de poche programmables. Le vocabulaire indique déjà que, entre l'informatique et les divers équipements de bureau, outils du secteur tertiaire, la continuité est établie. Les réseaux de grande ordinateurs et les petits matériels de la « bureautique » ont des vocations différentes, mais participent de technologies similaires. Et les questions classiques — centraliser ou décentraliser? télétraitement ou centres au-

tonomes? un « gros » ou des « minis » — n'ont plus de réponse imposée. Pour informatiser un organisme, on peut faire ce que l'on veut, centraliser ou très décentraliser; l'informatique suit plutôt que d'imposer la solution; elle est « non structurante ». Il est tout aussi possible de servir une organisation à initiative et responsabilité dispersées avec un système informatique centralisé autour d'un gros ordinateur partagé entre

par GUY BOULAYE

Connectés à de gros calculateurs, les terminaux favorisent le télétraitement et permettent les grands systèmes conversationnels que tout un chacun peut voir aujourd'hui : à la banque, dans les agences des compagnies aériennes, etc.

Associés à un mini-ordinateur, un ou des disques couples et une petite imprimante, ces terminaux permettent les mini-centres de traitement de l'information dont ont besoin les P.M.E. et autres petits services. C'est ce marché qui connaît la plus forte expansion.

Quelques chiffres au sujet des terminaux. On estime leur nombre, en France, à quarante-cinq mille environ (dont le quart dans les banques et organismes financiers), contre cent vingt-cinq mille en Angleterre et deux millions aux Etats-Unis. On mesure ici l'attachement de la France à une informatique traditionnelle. Pourtant les besoins existent, et surtout se sont uniformisés; les méthodes sont au point et enseignées. Il faut, en effet, comprendre que « l'autre » informatique, le gros, si efficace (d'ailleurs), a eu le mérite de créer des normes et des standards. Par ailleurs, la « science » informatique a pu se forger et se transmettre et se mettre en œuvre. Ceci aussi était nécessaire, et les progrès technologiques n'auraient pas suffi à l'éclatement de la mini-informatique.

LES GROS ORDINATEURS. — En principe, ils ne passent pas la vedette, sauf éventuellement au pilori. Cependant, I.B.M. se porte très bien : huitième firme américaine pour le chiffre d'affaires, troisième pour le bénéfice net. Rappeler qu'I.B.M. contrôle en gros deux tiers du marché mondial des moyens et gros ordinateurs. Sauf exception, le bénéfice net des grands constructeurs de gros ordinateurs se situe entre 10 % et 20 % du chiffre d'affaires. C'est dire la santé de ce marché. On a même assisté, ces dernières années, à l'aventure pitoyable d'Amdahl Corporation, société fondée de toutes pièces vers 1970 avec la tranquille ambition d'attaquer I.B.M. sur son haut de gamme. En 1978, Amdahl Corp. se porte très bien aussi, et présente un parc livré cumulé de deux cents machines — premières livraisons en 1975 — et un bénéfice net de 14 %.

LES MINI-ORDINATEURS. — Pour situer les choses, il s'agit d'installations dont le coût matériel plus logiciel se situe, en gros, entre 150 000 et 750 000 francs. Les mini-ordinateurs donnent naissance à la mini-informatique, souvent étonnamment aménagée à l'informatique répartie ou distribuée : une aimable confusion semble faire les délices, sinon l'affaire, de beaucoup. En particulier, l'informatique dite « distribuée » fut opposée à l'informatique « centralisée ». La polémique dure encore. Elle est nourrie par :

- 1) Les résultats spectaculaires des constructeurs de mini-ordinateurs (des progressions de 50 %, 100 % ou plus de chiffre d'affaires ne furent et ne sont pas rares);
 - 2) La baisse des prix et l'amélioration des produits également spectaculaires;
 - 3) La grigne « libérée » des utilisateurs non informaticiens de l'informatique;
 - 4) Les réactions souvent vives et parfois déraisonnables de certains grands centres informatiques et des administrations centralisatrices.
- Une firme américaine, Digital Equipment Corporation (DEC), contrôle environ un tiers du marché mondial des mini-ordinateurs. DEC a fêté son vingtème anniversaire en 1977 en accédant au milliard de dollars de chiffre d'affaires annuel et en passant au septième rang des constructeurs d'ordinateurs. C'est-à-dire en doublant le dernier des « grands » Hewlett-Packard. En 1978, DEC est passé pratiquement au système rang, faisant jeu à peu près égal avec N.C.R. Le chiffre d'affaires de DEC est le quintuple de celui d'I.B.M.
- LES TERMINAUX ET PERIPHERIQUES. — On oublie souvent, en France, que l'expansion majeure des ordinateurs, par leur extension aux applications de gestion, s'est faite grâce aux disques, vers 1965. Ceux-ci offrent des millions de caractères de mémoire à un coût très bas, et avec un temps d'accès que les architectes de machines et de systèmes d'exploitation ont rendu, au moins pour les organisations ad hoc de données, proche des temps d'accès en mémoire principale.
- Vers 1974, la généralisation du disque souple a permis, de manière tout à fait analogue, aux mini-ordinateurs d'aborder le marché de la gestion et de jouer, pour les petites et moyennes entreprises, la même rôle que les gros ordinateurs pour les grosses entreprises.
- Outre ces mémoires annexes, et dans la même catégorie de prix que l'ordinateur lui-même (plus exactement ici : « unité centrale »), se répandent des organes d'entrée/sortie couples, puissants et bon marché : les « terminaux ». En général à écran graphique (sorte d'écran de télévision) et clavier.

Maintenant et demain

La brève revue ci-dessus montre le complémentarité des moyens informatiques et la relative indépendance et maturité de chacun. D'un point de vue technique, l'informatique est maintenant suffisamment souple pour offrir des solutions « naturelles », il faut une grosse machine pour traiter une grosse base de données ou un gros et complexe problème, non fragmentables. Dans une entreprise où le traitement a un caractère divers et dispersé — donc fragmenté par nature — on peut équiper les divers postes en organes d'entrée/sortie et de traitement local autonome. Par contre, le quintuplement de l'information locale remonte pour former l'information globale nécessaire à la conduite de l'entreprise. Avec, éventuellement, divers paliers intermédiaires. Des méthodes existent pour concevoir ce genre d'application. Si l'automatisation est très poussée, il y a, du fait de la relative indépendance des sites, mais de la dépendance de leurs fonctions (penser vente/production par exemple), un risque d'instabilité. Il faut alors recourir aux méthodes de la commande hiérarchisée dont les progrès ont été rapides ces dernières années.

De la souplesse technologique et de la maturité des concepts, on pourrait conclure que l'informatique est devenue « facile ». Il n'en est rien. D'une part, il y a augmentation des travaux de standardisation non seulement des données, mais aussi, du fait de l'hétérogénéité des matériels, de toutes les interfaces, y compris l'interface homme/machine (le notion d'interface « virtuelle » apporte une aide précieuse). D'autre part, les méthodes d'analyse et de conception, adaptées au traitement en gros centre et basées sur le traitement par lots (« batch ») sont inadaptées aux systèmes conversa-

صكرا من الامم

**1968,
NOUS ETIONS
LES PIONNIERS.**

**1978,
NOUS SOMMES
LES PREMIERS
DE L'INFORMATIQUE
GRAPHIQUE.**

Nous sommes les premiers parce que depuis 10 ans, nous innovons constamment. Nos nouveaux produits, présents au SICOB, complètent notre gamme, la rendant apte à répondre à tous vos besoins en informatique graphique.

Venez au SICOB, stand n° 3428, niveau 3, zone D, nous vous prouverons que l'on peut être leader et garder un esprit de challenger.

Tektronix®

EN ILE-DE-FRANCE

Cimetière de Paris : les moins connus de nos musées de sculpture

La statuaire endormie

Les cimetières parisiens sont souvent choisis comme lieux de promenade. Il était donc souhaitable d'en faire des lieux de promenades agréables. Le Conseil de Paris a décidé de mettre en valeur les cimetières de la capitale. Sur la proposition de M. Paul Fernin, député de Paris (C.D.S.) et adjoint au maire, un programme d'aménagement a été arrêté. Il portera sur la remise en valeur des tombes

présentant un intérêt architectural, historique ou illustre. Cette remise en valeur tiendra compte de l'environnement immédiat, et par conséquent des sépultures avoisinantes. D'autre part, l'attribution des concessions abandonnées sera l'occasion de ré-aménager des espaces pour les aménager en petites pelouses dotées de bouquets d'arbres.

Le commissaire Marcel Le Clère connaît bien les cimetières parisiens. Pendant vingt-sept ans, en qualité de commissaire divisionnaire en députation judiciaire, il a présidé aux côtés du juge d'instruction à de nombreuses estimations. Fort de son expérience, Marcel Le Clère vient de consacrer un ouvrage aux cimetières et sépultures de Paris, qu'il considère comme les plus riches et les moins connus de nos musées de sculpture. N'exposent-ils pas à tous les âges des œuvres de Rude, de Carpeaux, de Rodin, de Bartholomé et d'Henri Laurens ?

L'auteur invite à une promenade dans le passé et dans le présent. Il commence par retracer l'histoire des cimetières anciens. Il visite ensuite tous les cimetières parisiens : les trois grands, les petits intra-muros, les sept autres extra-muros. Son ouvrage se termine par une revue des tombeaux dans les édifices culturels et publics comme la chapelle Notre-Dame-de-la-Consolation, mémorial du Bazar de la Charité et la colonne de Juillet, la Bastille. Le tour d'horizon est donc complet. On regrettera seulement que, pour certaines photos, les légendes soient incomplètes ou difficiles à trouver dans le texte.

Pour marquer la parution du livre, Marcel Le Clère avait organisé une « sortie » au Père-Lachaise. Tel était en effet le nom d'un confesseur d'un Louis XIV, qui habitait cette propriété de campagne des Jésuites. A la suite d'une visite du jeune roi, le domaine sur sa colline est baptisé Montion. Mentionné avec ses 17 hectares, ses jardins, ses vergers traversés par un ruisseau de Ménémonant, la Fieffe, sera vendue en 1804 à 1825, qui en fait aussitôt un cimetière. Bronziart, chargé par le préfet Fréchet de l'aménagement, rase la maison des Jésuites, mais conserve heureusement au site son caractère escarpé et agreste. Aujourd'hui comme hier, fait remarquer l'auteur, les quartiers « chics » de l'ouest sont interdits d'enterrer les leurs dans ce faubourg de Test.

Elisabeth née Stregonoff. D'un pas alerte, le commissaire Le Clère a donc parcouru les sentiers du cimetière, ménageant parmi les chapelles, la verdure, les oiseaux et les épitaphes des stations significatives. Hommage fut ainsi rendu à cette grande tragédienne de l'empire dont le seul prisonnier, George, s'affirma sur la pierre en caractères superbes. Dans son petit temple au fond d'une impasse, entouré de ses amis, le poète Delille, mort en 1813, fut un instant tiré de l'oubli. Le monument du jeune Nicolas Lallemand impressionna. Cet étudiant fut tué le 3 juin 1830 par un soldat de la garde de Louis XVIII pour avoir manifesté contre un projet de loi électorale. On éleva à sa mémoire une muraille dont les inscriptions symbolisaient l'attente à la liberté et à la jeunesse. Le tombeau de Lallemand fut longtemps le rendez-vous des libéraux qui épiaient les « embourgeoisés », policiers en civil, cachés derrière les arbres.

A l'ombre de la statue de Casimir Perier qui marque le rond-point, on remarqua la sépulture égyptienne de Mégeur et la très belle tombe de Raspail. La femme voilée, œuvre d'Estex, fait penser aux sculptures contemporaines d'Olivier Brice. Une folie mortuaire surplombe l'avenue des Acacias : c'est le temple à trois

Le premier établissement de préparation aux études de Médecine et Pharmacie. 5 centres Paris, Créteil, Orsay. Encadrement annuel possible. La première année - Petits groupes. Tous CHU - Toutes matières. Groupes de professeurs. CEPEP. 72-54-51 ou 745-69-13

étages d'Elisabeth Demidoff, née Stregonoff, où les loups et les maréchaux de la frise rappellent les origines de la famille, propriétaire de mines dans l'Aitai sauvage.

Le chemin du dragon mène tout naturellement au dernier quartier des militaires. Là, le monument du général Foy et ses bas-reliefs sculptés par David d'Angers, à qui l'on doit la frise du Panthéon, attirent particulièrement l'attention. On y voit notamment le cercueil du général porté par ses amis Mérimée, Hugo, David d'Angers lui-même et Kératry. Un peu plus loin, deux potesses reposent parmi les soldats : Anna de Noailles et la princesse Bibesco.

Des bombes pour Thiers. Bordures de tulipes jaunes et allée de marronniers. De la terrasse, d'où Rastignac se mesura à Paris, on voit la ville et ses tours. A quelques pas, dans l'avenue Saint-Morys, le peintre Géricault, sa palette à la main, voisine avec Thiers, dont le monument fut plastiqué trois fois en mai 1871, cent ans après la Commune. Personne ne fleurit plus la tombe de Raymond de Séze, le

défenseur de Louis XVI, mais tout contre, celle de Cino Del Duca est souvent visitée. Ses hortensias roses et blancs le prouvent. On monte pour trouver Balzac, dont le buste est sculpté par David d'Angers. Gérard de Nerval lui fait face. Son monument est romantique, comme lui : une colonne est surmontée d'une urne d'où s'échappe un lincoln. Félix de Beaujour, mort en 1835, a voulu étonner. Son mausolée-phare domine à 21 mètres tout le cimetière. A l'intérieur, on trouve une crypte et un oratoire. Enfin, un détour d'une allée, tout d'un coup l'émotion vous prend. Sur une tombe de marbre noir, on lit, en lettres d'or : « Ici repose Colette. »

L'ouvrage de Marcel Le Clère n'a pas une fin triste. Bien au contraire. L'auteur suggère, en effet, de cesser de réattribuer des concessions sur des sépultures abandonnées. Ainsi, conclut l'auteur, dans les trois grands cimetières parisiens, 72 hectares pourraient échapper au halo mortuaire et, en redevenant des espaces verts de promenade, retourner à la vie.

FLORENCE BRETON.

* Editions Hachette, Les Guides bleus n° 224 pages, 45 F.

POINT DE VUE

LES BEAUX DISCOURS

«Urbanisme démocratique» et loi de la jungle

PROMOUVOIR un urbanisme naturel, c'est-à-dire un urbanisme favorisant l'épanouissement des familles d'aujourd'hui... Favoriser l'urbanisme ordinaire, c'est-à-dire la pratique d'un urbanisme soucieux des détails de la vie quotidienne : ainsi s'exprime le président de la République, il y a un an, à Orléans en présentant la réforme du logement comme une « nouvelle conquête sociale ». Qui ne peut souscrire à de telles déclarations, si généreuses eu moins dans l'intention ?

Député d'un arrondissement de Paris, le treizième, qui eut les plus hautes instances du pays s'intéresser à son sort (M. Pompidou en 1964, avec le lancement de la rénovation Italie, M. Giscard d'Estaing en 1974, avec l'abandon du programme de construction des tours), je ne peux m'empêcher d'apprécier les intentions présidentielles à l'aune des réalisations. Les multiples discours et rapports de commissions, dont est si friand M. Giscard d'Estaing, pourraient en effet faire oublier une réalité parfois douloureuse.

Pour prendre conscience de cette réalité, on pourrait se placer sur le plan des statistiques, qui attestent des conditions de logement pénibles de bon nombre d'habitants de la capitale — surpeuplement, inconfort, voire insalubrité. Mais je préfère apporter ici le témoignage d'un nouvel élu parisien, qui a rencontré depuis quelques mois des centaines de personnes venues chercher auprès de lui, le plupart du temps

par PAUL QUILES (*)

en dernier recours, une aide ou un conseil pour résoudre un problème de logement souvent dramatique.

Les personnes âgées sont certainement la catégorie la plus atteinte : lorsqu'elles ne souffrent pas de la dégradation de certains immeubles anciens que leurs propriétaires ne peuvent ou ne veulent restaurer, elles sont les victimes des opérations de rénovation. La plupart d'entre elles disposent malheureusement de faibles revenus et ne peuvent acquiescer un logement sur place qui se traduirait par une hausse importante du loyer. Il leur faut alors quitter le quartier où elles ont passé toute leur vie et partir pour le banlieue, loin de leurs amis, loin de leurs souvenirs. Est-ce cela « l'épanouissement des familles » ?

Les jeunes ne sont pas mieux lotis. Comment peut-on s'étonner que Paris se vide de sa jeunesse lorsque l'on connaît le prix exorbitant des locations de studios ou le défilé d'attentes pour obtenir une H.L.M., qui peut atteindre deux ans, trois ans, et même plus ? Les jeunes se rabattent alors sur des chambres minuscules, généralement insalubres, quelquefois sans eau et sans chauffage et pourtant louées à des prix prohibitifs. Ou bien ils doivent se résoudre, comme leurs aînés, à partir pour une banlieue lointaine où ils subiront les transports longs et fatigants. L'épanouissement de la famille ?

sement, ce n'est certainement ainsi qu'ils le trouveront.

Les « mal-logés », comme on appelle pudiquement, ce ne sont pas seulement les personnes âgées et les jeunes, mais tous ceux connaissant des conditions de logement particulièrement pénibles. Combien sont-ils à Paris ? Le chiffre officiel de six cent mille « précaires » pour l'obtention d'H.L.M. sous-estime très largement cette catégorie de Parisiens à plusieurs raisons. Les critères classés « prioritaires » sont, effet, très restrictifs ; d'autre part de nombreuses personnes, qui qu'elles ignorent la procédure d'attente, sont qu'elles connaissent très peu la loi de la jungle, ne formulant même pas demande de H.L.M.

Il ne suffit pas, en effet, de déclarer, comme le maire de Paris que dix mille logements sociaux seront construits. Encore faudrait-il savoir dans quel délai, car au début de réalisation n'est encore apparu. Il ne suffit pas d'affirmer, comme le président de la République, que l'on va promouvoir l'urbanisme favorisant l'épanouissement des familles. Qu'en pense par exemple les mille dix cents I milles du quartier Moutin-de-Pointe, qui attendent depuis onze ans la rénovation indispensable de leur quartier et qui viennent d'apprendre que M. Chirac refusait de créer une ZAC, contrairement à vœu unanime de la commission d'arrondissement du 13^e ?

Il ne suffit pas de promettre « un urbanisme démocratique » décidé par les élus locaux et discuté avec par les habitants » (M. Giscard d'Estaing), alors que chaque jour les dossiers sont traités dans le secret des cabinets des ministères de la préfecture de Paris ou de l'Hôtel de Ville, qu'on se souvienne de la fameuse Tour Apogée, il devait dresser ses 200 mètres plus d'haute ; lors de l'abandon du projet en 1974, sur intervention de M. Giscard d'Estaing (qui ne justifiait plus par des préoccupations de rentabilité financière que par un prétendu souci écologique), pourquoi ne pas avoir consulté le population ses associations et ses élus, ce qui aurait répondu à ce désir d'un urbanisme démocratique ? Le choix d'un nouvel aménagement ne se sera certainement pas porté vers la construction du quatre bâtiments à 52 000 mètres carrés de bureaux mais plutôt vers l'implantation, en ce lieu central du 13^e, d'équipements conformes aux besoins aux souhaits de la population, notamment une maison des associations et des espaces verts.

Ces quelques exemples ne visent qu'à illustrer l'évolution que connaît Paris depuis vingt ans et qui transforme le capitale en une ville de logements de luxe et de logements de luxe sans impayables excès tous les étages de table ou de moyens revenus.

Pour inverser le cours des choses il faudrait, a-t-il été proposé par le socialiste, définir une véritable politique du logement : commencer par « attaquer » les causes profondes de la situation actuelle en luttant contre cette plaie qu'est la spéculation foncière, et développer largement le logement social de qualité, en supprimant les rentes et les privilèges injustifiés dont bénéficient les sociétés immobilières et les propriétaires fortunés. Il faudrait aussi qu'existât un cadre réglementant l'évolution du loyer et les rapports entre propriétaires et locataires, que soient prises des mesures spécifiques destinées à aider les jeunes et les personnes âgées, que les décisions d'urbanisme soient véritablement démocratiques et décentralisées.

On ne voit malheureusement pas pourquoi ni comment le gouvernement actuel accepterait un tel programme alors que toute sa politique vise précisément à développer l'urbanisme par et dur, qui se manifeste dans le domaine du logement par une violente hausse des loyers et par un abandon progressif du secteur social, ainsi que l'a dénoncé le dernier congrès H.L.M. de Strasbourg. Comment s'étonner dans ces conditions, que s'accroisse l'écrasement des plus faibles ?

Déjà, l'« urbanisme naturel » de M. Giscard d'Estaing, par duit de sa « société libérale avancée », semble bien s'apparenter à la loi de la jungle, qui, comme tout est aussi une loi... naturelle.

(*) Député socialiste de Paris (14^e circonscription).

Une large gamme de logiciels pour 2 calculateurs professionnels programmables. HP-67 & HP-97

- électronique, topographique, financier/commercial, béton armé/structures, applications mathématiques, statistiques, etc.
- cartes magnétiques compatibles, stockant les programmes aussi bien que les données numériques.
- une logique de calcul permettant de résoudre sans ambiguïté, sans hiérarchie, les expressions les plus complexes des calculateurs HP-67 et HP-97 : la notation polonaise inverse. HP-67 ou HP-97 ?
- Tous deux ont la même précision ; le HP-67 tient dans votre poche, tandis que le HP-97, qui dispose d'une imprimante, est autonome et portatif : il ne mesure que 22,8 cm x 20,3 cm.
- Pour avoir plus de détails sur les nombreuses bibliothèques d'applications du HP-67 et HP-97 et sur le Club des Utilisateurs Européens, consultez les distributeurs agréés Hewlett-Packard ou renvoyez-nous le coupon ci-dessous.

Des calculateurs de poche qui vous permettent d'enregistrer vos programmes, il en existe. Nos HP-67 et HP-97, programmables, sont eux, accompagnés d'un choix complet de bibliothèques de programmes spécialisées dans de nombreux domaines. Si dans votre activité, vous utilisez souvent les mêmes données chiffrées, vous pourrez ainsi les enregistrer une fois pour toutes sur carte magnétique. Les HP-67 et HP-97 pourront les utiliser, les interpréter, quelle que soit leur importance.

Deux calculateurs qui ont fait leurs preuves : - 224 lignes de programmes regroupant jusqu'à 3 pressions de touches, - dix tests logiques, trois niveaux de sous-programmes, adressage indirect.



HEWLETT hp PACKARD France: B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78.25

A renvoyer à Hewlett-Packard France, ZI de Courtabouf, B.P. 70, 91401 Orsay Cedex. Je désire recevoir une documentation sur le HP-67 le HP-97 Je suis intéressé par le logiciel... Nom... Fonction... Société... Adresse... Tél...

صحة من الامم

ÉQUIPEMENT

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Evry, rue des Mazères, le mardi 26 septembre 1978, à 14 h.

UN IMMEUBLE
MARCOUSSIS (Essonne)

1, rue de Monthéry

MISE A PRIX : 87.000 FRANCS
Consignation préalable indispensable pour enchères. Renseignements à M^{rs} TRUNILLO et ARON, avocats associés à Corbell-Essonne, 51, rue Champigny, tél. 496-30-26, 496-14-18.

Vente au Palais de Justice à Nanterre, le mercredi 4 octobre 1978, à 14 heures

EN UN SEUL LOT

PROPRIÉTÉ
à Maisons-Alfort (94)

35, rue de Perpignan
Mise à Prix : 50.000 F
S'ad. M^r J. Filtremann, avoc. Paris-8^e, 11 bis r. Forchall, M^r Olivier Binder, avoc. Paris-8^e, 22 r. Pierre-et-Marie-Curie; la avoc. près Trib. de Grande Inst. de Paris Boulogny, Nanterre et Créteil; et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Evry, rue des Mazères, le mardi 26 septembre 1978, à 14 h.

UN IMMEUBLE
situé à YERRES (Essonne)

2, rond-point Pasteur à l'angle de la rue Victor-Hugo
MISE A PRIX : 40.000 FRANCS
Consignation préalable indispensable pour enchères. Renseignements à M^{rs} TRUNILLO et ARON, avocats associés à Corbell-Essonne, 51, rue Champigny, tél. 496-30-26, 496-14-18.

ADJ. en l'Office Not. P. KNEPPERT, PH. LATOUBNERIE et R. MAURIN, commissaires assoc., 43, rue Louis-Moreau, 91150 ETAMPES, le samedi 30-9-1978, 1^{re} séance 9 h. 30; 2^e séance 14 h. 30

13 ha 66 a 04 ca de bois, fraîches et landes en 110 parcelles

LE TOUT LIBRE DE LOCATION

sièges commodes en BOUVILLE, MORIGNY, CHAMPIGNY, CERNY, ORVEAU, BOISSY-LE-CUTTE, d'HUISON, LONGUEVILLE et VILLENEUVE-SUR-AUVERS

Il sera procédé à l'adjudication des parcelles à BOUVILLE et MORIGNY-CHAMPIGNY l'après-midi et tout le surplus le matin.
Pour tous renseignements s'adresser à ETAMPES à l'Office Notarial KNEPPERT, LATOUBNERIE, MAURIN, tél. 494-30-62.

VENTE sur conversion de saisie immobilière au Palais de Justice à PARIS, LE LUNDI 9 OCTOBRE 1978, à 14 heures

UN HOTEL PARTICULIER
13-15, Rue de la Neva - PARIS-8^e

MISE A PRIX : 700.000 FRANCS - S'adresser M^r BRICOUT avoc. Paris (8^e), 14, rue d'Anjou; M^r SALLAZ, huissier à Paris, 12, rue Boyer; à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, SOBRY, NANTERRÉ et CRÉTEIL; et sur les lieux pour visiter

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Evry, rue des Mazères, le MARDI 9 OCTOBRE 1978, à 14 heures

UN IMMEUBLE A USAGE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
à JUVISY-SUR-ORGE (Essonne), 6, rue Montessuy

MISE A PRIX : 200.000 FRANCS
Renseignements s'adresser à M^r F. SIMEON, avocat à RIS-ORANGIS, 14, place du Moulin-à-Vent, tél. 954-19-61.

Etude de M^r H. LUNEAU, syndic, 23, rue Peireac à TOULON (Var), France, tél. 22-35-42; Cabinet de M^{rs} C. GIRARD, J.-G. LEVY, J. PIN, avocats, 21, rue Mirabeau, TOULON (Var), France, tél. 22-39-30; et sur les lieux pub. le mardi 19 octobre 1978, à 14 h. 30 au Pal. de Just. à Toulon, d'une

USINE dite MINI ACIERIE
dépendant de la liquidat. des biens de la S.A. SUDAGIER
située dans la zone industrielle de Toulon-Est à La Garde (Var) France

sur la mise à prix de 30.000.000 de francs
Pour tous renseignements s'adresser à l'Etude de M^r LUNEAU, syndic

ENVIRONNEMENT

A PROPOS DE...

Une décision de l'UNESCO

Douze « sites » mondiaux

Douze sites culturels ou naturels de sept pays viennent d'être inscrits sur une liste du patrimoine mondial méritant d'être préservé au bénéfice de l'humanité tout entière.

Il s'agit de la cathédrale d'Alexandre-Chapelle, en République fédérale d'Allemagne, du parc national historique de l'Anas aux Meadows et du parc national Nahanni, au Canada; de la ville historique de Quito et des îles Galapagos en Equateur; du parc national de Mesa-Verde (Colorado) et de celui de Yellowstone (Wyoming), aux Etats-Unis; des gisements rupestres de Lalibela et du parc national du Simien, en Ethiopie; de l'ensemble historique urbain et architectural de Cracovie, ainsi que des mines de

sel de Wieliczka, en Pologne; de l'île de Gorée, au Sénégal.

Cette décision a été prise par le comité du patrimoine mondial composé de quinze des quarante Etats membres de l'UNESCO déjà parties à la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée en 1972.

L'inscription de ces sites signifie que le comité leur reconnaît une valeur universelle exceptionnelle et qu'ils bénéficieront d'une protection spéciale au titre de la Convention.

● Aéroport de Narita : nouvelle manifestation.

Une manifestation, organisée par les opposants à l'aéroport de Narita, et rassemblant dix mille personnes — dix-huit mille selon les organisateurs — a marqué dimanche 17 septembre, le centième jour de l'ouverture du nouvel aéroport international de Tokyo. Celui-ci

avait été bouclé par douze mille policiers.

La manifestation s'est déroulée sans incident, mais la ligne d'opposition à l'aéroport groupant les paysans et propriétaires a annoncé une nouvelle période de lutte de cent jours destinée à obtenir la fermeture de l'aéroport et l'arrêt de la deuxième phase des travaux pour la construction d'une seconde piste. — (Corresp.)

TRANSPORT FLUVIAL

LE MAÎTRE D'OUVRAGE DU CANAL RHIN-RHONE

SERA DÉSIGNÉ PENDANT LA SESSION PARLEMENTAIRE D'AUTOMNE

La réalisation du projet de liaison mer du Nord-Méditerranée continue et continuera (avec, certes, un retard dû à la lenteur des procédures), conformément aux prévisions établies en accord avec le premier ministre.

C'est ce qu'affirme un communiqué de l'Association mer du Nord-Méditerranée, qui regrette que le rapport sur l'adaptation du VII^e Plan, récemment adopté par le gouvernement, ait pu être interrompu comme un coup d'arrêt ou un retard volontaire à la réalisation du projet.

Il est exact, a précisé à ce propos M. Philippe Lamour, vice-président de l'association, que le calendrier figurant au programme d'action prioritaire n^o 6 ne pourra être strictement suivi: la construction de l'écluse à grand gabarit à Niffer (Haut-Rhin), ne pourra être achevée en 1979 et celle de Brunstatt (Haut-Rhin) en 1981.

M. M. Lamour a ajouté que le premier ministre s'était engagé à présenter au Parlement un projet de loi dès la session d'automne pour désigner un maître d'ouvrage.

CINQ MILLE BRETONS MANIFESTENT CONTRE LE PROJET DE CENTRALE NUCLÉAIRE DE PLOGOFF

Environ cinq mille personnes, selon le comité local anti-nucléaire, ont participé dimanche 17 septembre à Plogoff (Finistère), à une manifestation contre le projet d'installation d'une centrale nucléaire sur le territoire de cette commune. Le comité économique et social du Breizhag, lors de sa dernière session, avait à choisir entre cinq sites et s'était prononcé en faveur de Plogoff.

Dans le cortège des manifestants, on pouvait lire sur des banderoles: « Breizhag, chat à canons en 14; chat à neutrons en 78 » ou « Marée noire, ça suffit; nucléaire, non merci ». Sur le site, M. Jean-Marie Kerloch, maire de Plogoff et président du comité local anti-nucléaire, et Jean Moalle, président de l'association « Evit Suhez ar c'h'hab » pour la vie du capitaine candidat écologiste aux dernières élections législatives, ont déclaré qu'il n'était pas trop tard pour réagir, et contraindre, en du moins retarder, cette implantation.

L'affaire de l'« Amoco Cadiz »

QUATRE-VINGT-HUIT COMMUNES DU FINISTÈRE ET DES CÔTES-DU-NORD PORTENT PLAINTE

Quatre-vingt-huit communes sinistrées du Finistère et des Côtes-du-Nord ont déposé devant la cour fédérale de New-York une demande de dommages et intérêts de 500 millions de dollars contre la société Amoco International Oil propriétaire du pétrolier Amoco-Cadiz. En plus des 88 communes bretonnes, le conseil général des Côtes-du-Nord, plusieurs associations de protection de la nature, et différents groupements professionnels (hôteliers, restaurateurs, pêcheurs, commerçants) sont associés dans cette procédure. La plainte a été déposée par Mme Corinne Lepage et M. Christine Englo, avocates des jugements, contre Amoco International Oil mais aussi contre la Royal Dutch Shell, la Standard Oil of California et M. Claude Philippe, directeur des opérations maritimes de la société Amoco.

Personne ne connaît mieux que nous le marché Sud Américain. Nous y sommes nés il y a 58 ans.

Parcourez le marché sud américain avec ceux qui le connaissent le mieux. Voilà pourquoi:

- nous y sommes nés il y a 58 ans,
- nous sommes les seuls à vous emmener d'Europe à St. Juan/Caracas/Bogota en Jumbo 747,
- nous vous offrons le service exclusif "Ruana Roje",
- nos Jumbos disposent de beaucoup d'espace, c'est très important pour traverser l'Atlantique,
- et puis nous volons déjà 4 fois par semaine d'Europe aux Caraïbes et en Amérique du Sud, avec des liaisons directes vers toute l'Amérique Latine.

Consultez votre agent de voyages ou appelez Avianca.

Avianca
The Colombian International Airline
La première Ligne Aérienne des Amériques.
AVIANCA Paris, Biv. Capucines, 12. Tél. 266-30-44

CHEFS D'ENTREPRISES, ARTISANS, COMMERÇANTS

FORMEZ AUJOURD'HUI CEUX QUE VOUS ENGAGEREZ DEMAIN

L'objectif prioritaire du Pacte est de favoriser l'embauche, la formation, l'initiation au monde du travail des jeunes de moins de 26 ans et de certaines catégories de femmes.

Il ne peut donc réussir sans vous qui, seuls, pouvez proposer les emplois et les stages nécessaires.

Mais en même temps, le Pacte va aussi vous permettre de trouver ou de former le personnel dont vous avez besoin.

Car le problème de l'emploi des jeunes et des femmes est souvent un problème de formation et d'adaptation.

Pour vous aider, voici les avantages que le Pacte vous offre:

- exonérations de cotisations sociales:
- pour chaque embauche de jeune ou de femme, sous certaines conditions, vous bénéficiez d'une exonération importante de cotisations sociales pendant un an.
- Pour les contrats d'apprentissage, cette exonération est totale pendant un an également.
- Prise en charge du salaire: le salaire des stagiaires suivant des stages de formation ou des stages pratiques, est pris en charge par l'Etat pour tout ou partie.
- Prise en charge des heures de formation: pour le contrat emploi-formation, vous êtes remboursé forfaitairement de la plus grande part des heures de formation.
- Pour les stages pratiques, les frais de formation sont en grande partie pris en charge. Avec ce personnel mieux formé, construisez dès aujourd'hui votre entreprise de demain.

Renseignez-vous sur les avantages du Pacte auprès de la Direction du Travail et de l'Emploi de votre département.

PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI 78/79

LE PACTE: DES AVANTAGES FINANCIERS POUR EMBAUCHER, FORMER, INITIER, AU MONDE DU TRAVAIL.

Ministère du Travail et de la Participation.

... et loi de la...
... cours...
... iels...
... ables.

صكنا من الاعمال

LES PROJETS GOUVERNEMENTAUX SUR LA SIDÉRURGIE

Le patronat de l'acier défend sa gestion en dénonçant les contraintes imposées par l'État

A quelques jours de la publication du plan gouvernemental de sauvetage de la sidérurgie française, le patronat de cette branche entend se défendre contre les accusations d'impéritie ou de gaspillage formulées de divers côtés. Il vient de diffuser à cet effet un long plaidoyer en faveur de son action passée, dans lequel la politique des pouvoirs publics depuis vingt ans est vigoureusement mise en accusation. En voici les extraits les plus significatifs.

Le manque de ventes, l'administration a toujours été régulièrement informée de l'exécution des programmes, elle a toujours les moyens d'en demander des modifications, et elle ne s'en est pas privée. Quant aux prétendues subventions, aucun concours de l'État n'a jamais pris cette forme. Il s'est agi uniquement de prêts du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.). Sur les 10,7 milliards prêtés à la sidérurgie, l'État a remboursé 2,3 milliards de capital.

l'acier ont été de 1963 à 1965, l'objet de multiples contraintes administratives, en contradiction avec les dispositions du traité de la CEECA, cependant que les concurrents de la sidérurgie française avaient toute liberté pour établir les leurs. Lorsque, après plusieurs années de conjoncture sidérurgique médiocre, le marché de l'acier, en 1968, connaît une vigoureuse reprise, les sidérurgistes français se virent de nouveaux invités catégoriquement à modérer le rythme de leurs barèmes. Ce n'est qu'à partir du 1^{er} janvier 1970 que libéré leur fut reconquis d'adapter les barèmes en fonction des seules exigences de la concurrence internationale.

effectués en bonne partie en France par les sociétés sidérurgiques elles-mêmes et beaucoup plus en Allemagne par des entreprises extérieures. Il en résulte que l'écart moyen entre les deux pays ne dépasse pas deux heures.

Quelle imprévoyance reproche-t-on à la profession ? demande le document patronal. Il n'y a guère d'industrie qui, depuis 1945, n'ait été, comme la sidérurgie, soumise à la planification et ouverte à la concertation. Faut-il donc rappeler que la préparation des plans de commercialisation et de développement a constamment associé les représentants de la puissance publique et les sidérurgistes ? A la définition des grandes options gouvernementales répondaient l'examen des débouchés et les projets d'investissements élaborés par les entreprises. Il suffit de se reporter aux procès-verbaux pour constater à quel examen critique ces études étaient soumises : aucune décision importante n'a jamais été prise contre l'avis des pouvoirs publics.

Les effets du blocage des prix Sans doute, ces prêts (à l'exception de ceux du plan professionnel de 1966) ont-ils généralement été consentis aux conditions habituelles du F.D.E.S., c'est-à-dire à des taux légèrement inférieurs au taux du marché financier. L'Association de recherche et d'information socio-économique de l'université de Paris-Dauphine a publié, en mars 1978, une étude comparant, d'une part, le manque à gagner résultant du blocage des prix de vente et des contraintes sociales imposées par l'État ; d'autre part, l'aide effective apportée par celui-ci aux sociétés sidérurgiques à travers les différents taux d'intérêt ; celle-ci s'élevait, pour l'ensemble de la période, à 5,6 milliards de francs actuels, soit un tiers seulement du manque à gagner évalué à 15,2 milliards de francs (12,9 milliards de francs pour le blocage des prix et 2,3 milliards de francs pour les contraintes sociales).

Productivité... On reprochera aussi bien à la sidérurgie française, poursuit le document patronal, d'avoir une productivité insuffisante que d'engendrer le chômage en réduisant ses effectifs, sans, bien entendu, se soucier de la contradiction entre ces deux affirmations. Si la sidérurgie française compte nombre d'usines, et non des moindres, dont la productivité est au moins aussi élevée que celle des installations étrangères les plus performantes, il n'en est pas moins vrai que, globalement, son handicap existe.

En réalité, cette déflation, compte tenu de l'avance prise par les autres sidérurgies, ne suffira pas à résorber l'écart de productivité. D'autant plus que, pour nous en tenir à notre principal voisin, la sidérurgie allemande prévoit encore la suppression de 25 000 emplois, soit 12 % de son effectif. Il est donc évident que la sidérurgie française n'a pas fini de sentir peser sur elle le poids d'effets excédentaires. Et ce poids est suffisamment lourd pour qu'on n'aille pas répétant qu'elle licencie des dizaines de milliers de travailleurs, alors que, du strict point de vue de la rationalité économique, l'erreur était de maintenir artificiellement l'emploi à un niveau supérieur à celui de toutes les sidérurgies comparables.

SOCIAL

ABSENTÉISME

Les discussions se poursuivent sur le décret organisant les contre-visites médicales

M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, a confirmé, le 16 septembre à Toulouse, que les discussions sur la publication d'un décret relatif au contrôle médical progressent. Certains observateurs ont cru pouvoir en déduire que le ministre envisageait la loi contre les fraudeurs, les faux malades etc. En fait la rédaction définitive du décret ne fait pas, tant s'en faut, l'unanimité des parties intéressées : l'objectif des pouvoirs publics est plus complexe que celui affiché ici et là (Le Monde des 2 et 3 juillet 1978).

Après avoir envisagé de donner au comité d'entreprise ou à la direction de la santé la responsabilité de fixer la liste des médecins contrôleurs, le ministère, le C.N.F.P. et le C.S.M.F. se seraient mis d'accord pour confier cette tâche à l'ordre des médecins, le patronat abandonnant le système Sécurité. Mais rien n'est encore décidé. La C.F.D.T. hésitante ou réticente ; le C.S.M.F. n'admettrait pas que la liste fixée par l'ordre soit l'« élément longue que le patronat puisse choisir ceux qu'il considère comme de « bons » médecins.

beaucoup d'émul. Non seulement la C.G.T. et la C.F.D.T., mais aussi le Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) condamnent ce qu'ils appellent un « contrôle policier ». Puisque décret il doit y avoir, les négociations en cours depuis plusieurs mois au ministère du travail ont pour but d'élaborer un décret, accepté par certains syndicats et officialisé par le Parlement.

14 milliards de francs d'emprunts Que s'est-il donc passé ? conclut le document patronal. Devant les pertes accumulées, l'Etat a-t-il pris les mesures indispensables pour faire face à un « état de crise manifeste » ? Les entreprises sidérurgiques n'ont pas eu le choix. Pour ne pas avoir à déposer leur bilan et licencier massivement, elles ont été contraintes d'emprunter plus de 14 milliards en trois ans et demi, augmentant ainsi leur endettement de 61 % par rapport à 1974.

Près de trente et un mille emplois pourraient disparaître entre 1977 et 1983

De notre correspondant

Metz. — Combien d'emplois sont-ils menacés par le nouveau plan acier ? En février 1977 déjà, une des douze hypothèses de redressement de la sidérurgie énoncées par M. Burgin de l'Est-Loire, devant les élus lorrains réunis à Metz, tablait sur 24 000 suppressions d'emplois en trois ans.

des. Or ces dernières font peser un certain nombre d'inquiétudes, notamment en raison des perspectives de rapprochement entre Sacilor et la Société métallurgique navale Dunkerque-Normandie, d'une part, entre Usinor et Châtillon-Neuves-Maisons, d'autre part.

Le chiffre final gravitera en fait entre les 9 350 postes, qui sont le nouvel objectif du groupe, et les 10 000 suppressions annoncées par les organisations syndicales.

L'abandon de cette aciérie entraînerait à brève échéance la perte de 5 000 emplois supplémentaires sur les 7 800 existant encore à Longwy. Au plan du bassin, cela se traduirait par la perte de 10 000 à 15 000 emplois industriels sur les 36 000 subsistant encore dans cette région.

Le plan d'acier, qui sera dépassé et on peut évaluer désormais à près de 31 000 emplois sidérurgiques la perte qui sera effectivement enregistrée entre l'été 1977 et la fin 1983. Sans compter les effets induits de ces mesures sur les secteurs périphériques de cette industrie.

● M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., qui participait dimanche 17 septembre à la fête organisée par la Fédération du Doubs de son parti, a lancé un appel à la lutte internationale pour arrêter au patronat tout ce qui peut l'être. A propos du décret relatif aux contre-visites médicales, il a affirmé : « Ce n'est pas la bonne voie pour répondre aux intérêts des travailleurs et de leur pays. Mais puisque le nouveau groupe se forme, nous devons nous unir, sans attendre, les numéros un — à tous points de vue — des ouvriers européens de l'industrie de l'automobile. »

AGRICULTURE

DANS LA SARTHE Les étourneaux sont de retour...

De notre correspondant

Coucou, ils sont revenus ! Qui ça ? Les étourneaux, pard ! Ces dizaines de milliers d'étourneaux qui, dans la Sarthe, ravagent les vignes des deux cantons viticoles de Château-du-Loir et de La Chartre-sur-le-Loir.

disparu (la Monde des 12 et 14 septembre). Comme le craignaient les vignerons, le problème n'avait été que reporté, et de l'endroit où ils étaient allés se « mettre au vert », les étourneaux sont revenus dans la Sarthe, plus voraces que jamais. Cette fois, ils s'attaquent ? — au résin à pointes verdâtres et même aux tomates des jardins. Dans l'immédiat, on va poser des filets. Dans la semaine, on va reprendre l'effarouchement acoustique, mais, dans le vignoble, les professionnels demeurent persuadés qu'il n'y a plus qu'une seule solution : la destruction massive des étourneaux par la dynamite, et surtout plus vigoureusement que jamais qu'on leur en donne les moyens.

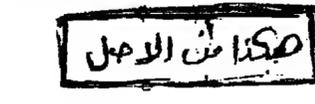
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include \$ E.-O., Yen (100), DM, Florin, F. B. (100), L. (1 000), Fr. franc.

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: DM, Florin, F. B. (100), L. (1 000), Fr. franc. Rows show interest rates for various currencies.

LE SEUL PARIS-TÉHÉRAN 9 FOIS PAR SEMAINE SANS ESCALE. IRAN AIR. Réservation auprès de votre agence de voyages ou chez Iran Air au 225 99 06 +



صكنا ان الامل

AFFAIRES

FAITS ET CHIFFRES

PUBLICATION JUDICIAIRE

Les fabricants de lampes d'ambiance protestent

« Ils en vendent encore... »

« J'ai une usine de 4 millions, construite il y a quatre ans, inutilisable !
 « Moi aussi j'ai une usine toute neuve et dix-sept salariés.
 « Nous sommes de petits fabricants. On est complètement démunis. Quand on écrit sur cinq colonnes : « La lampe qui tue », c'est nous qu'on assassine. »

Les phrases se bousculent, s'emmêlent. Ils sont sept qui parlent en même temps. L'un montre sa lampe d'ambiance « primée » : un parallélogramme d'acier et de verre dans lequel flottent des papillons. Le second agit fiévreusement un certificat prouvant l'innocuité de son produit. Un troisième s'embrouille dans les formules chimiques. Une quatrième : « Les fabricants français de lampes d'ambiance en ont gros sur le cœur. »

Depuis les accidents provoqués avant l'été par le bris de deux lampes de ce type, une véritable psychose s'est emparée du public, disent-ils. Il y a eu des manifestations devant certaines boutiques ; dans les grandes surfaces, les mètres écartent leurs enfants : « Ne touchez pas... » Un commerçant d'Orléans a retiré ses lampes de son magasin car cela faisait fuir les clients », affirme un fabricant navré. Les commandes ont cessé net. La quinzième de petites entreprises et les cent salarés-chefs artisans qui vivent de ce produit sont tous au bord de la faillite.

Le fait est ressenti d'autant plus douloureusement qu'aucun d'entre eux, assurent-ils, ne lebrique de lampes contenait des substances toxiques. Toutes les lampes « dangereuses » —

pour la plupart des objets en plastique à bas prix — étaient importées d'Italie et de Hong-kong. L'arrêt du 31 août 1978 interdisant la production, l'importation et le commercialisation des objets contenant les trois produits dangereux (1) aurait dû arranger les choses. Les lampes qui sont désormais commercialisées portent une étiquette attestant leur innocuité.

Il n'en a rien été. Cédant à « une véritable panique », au dire des professionnels, les consommateurs ne font pas de distinction et bouclent sans discernement tous les objets où flotte un fluide coloré, même lorsqu'ils ne contiennent que... de l'eau ! « Je lebrique des clepsydres, des horloges à eau, et on me demande si cela explose ! », dit un jeune barbu, en haussant les épaules.

Pour les membres de cette toute jeune branche, qui réalisaient 30 à 40 % de leur chiffre d'affaires avec ces lampes, la catastrophe est totale. Le choc est d'autant plus rude qu'il est inattendu. Depuis sept ans, le marché progressait de 20 à 30 % par an en moyenne ; il s'est bloqué net en trois mois. Aujourd'hui, cette « petite branche de l'industrie française, fragile et sans défense », demande réparation... sans grand espoir.

« Au Salon, les gens évitent notre stand, ils murmurent. On est bien qu'ils se disent : ils en vendent encore !... »

YÉRONIQUE MAURUS.

(1) Trichloréthylène, tétrachloroéthylène et tétrachlorure de carbone.

Syndicats

Forces ouvrières et le D.G.B.

La centrale ouest allemande (D.G.B.) a réaffirmé leur accord sur les objectifs fondamentaux « des syndicats libres qui doivent maintenir leur cohésion et leur capacité d'intervention comme ils l'ont fait dans les deux cas au niveau européen d'une part avec leurs amis américains, canadiens et japonais d'autre part ».

MM. Bergeron (P.O.) et Vetter (président du D.G.B. et de la C.E.S.) se sont en outre entendus sur un plan d'action visant le chômage, le financement de la protection sociale et la construction européenne.

Transports

« Tarifs plus libres pour les compagnies aériennes ». Le comité exécutif de l'Association du transport aérien international (IATA), réuni à Montréal, a approuvé une résolution permettant aux compagnies aériennes de fixer leurs propres tarifs.

Cette résolution avait déjà été adoptée par un comité spécial de l'IATA le 1^{er} juillet. Une assemblée générale de l'Association devra cependant se réunir à Genève en novembre afin que la résolution puisse définitivement entrer en vigueur. — (A.F.P.)

« Mexique : grève des pilotes de ligne ». L'Association des pilotes mexicains (ASPA) a décidé, le 17 septembre, de se mettre en grève pour une période indéterminée. Les pilotes veulent ainsi protester contre le plan d'urgence mis en place par le gouvernement à la suite du conflit qui oppose aux contrôleurs aériens mexicains.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement du 2 mai 1977, le Tribunal de Commerce de Paris, première Chambre, a dit que la Société COTA, dont le siège social est à 191 PUTEAUX, 10, rue Jean-Jaurès, et M. JOUJLIN de NORAY, demeurant 14-16, rue Racine, à NANTERRE (92000), se sont rendus coupables de faits de concurrence déloyale à l'encontre de la Société ONC.

Le Tribunal de Commerce de Paris a prononcé à l'encontre de la Société COTA et de JOUJLIN de NORAY les sanctions suivantes :

— Condamner ces deux défendeurs, en sollicitant, à payer à la Société ONC une indemnité de 1 000 F ; dit, au surplus, que la Société COTA devra indemniser cette société du surplus de préjudice par elle souffert ;

— Condamner la Société COTA et JOUJLIN de NORAY aux entières dépens de cette partie de l'instance liquidés à 448,80 F et ce, non compris l'emplacement et les droits de l'expédition du jugement, auxquels ils sont également condamnés.

— Nommer PALMER en qualité d'expert avec la mission précisée aux motifs du présent jugement de rechercher quelle et po être l'importance de la détérioration dérivée pour l'indemnité qui réparerait les préjudices causés à la Société ONC ;

— Fixer à 4 000 F le montant de la provision à la charge de la Société COTA, pour garantir dans le mois de prononcé du présent jugement au Greffe de ce Tribunal, faute de quoi l'affaire sera appelée à l'audience du 13 juin 1977 ;

— Autoriser la publication de la présente décision au besoin par extraits, dans trois journaux quotidiens ou périodiques aux frais de la Société COTA.

La dite décision frappée d'appel, est ordonnée d'irrecevabilité d'appel à été rendue le 20 mars 1978. Pour extrait.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Par arrêt en date du 17 mai 1977, la 1^{re} Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné PORTERPAIX Roger, et le 12 septembre 1974 à Paris (14^e), géant, demeurant à Paris (9^e), 65, bd Saint-Michel, à 10 000 F d'amende pour pratique de prix illicites et défaut de publicité des prix.

Par arrêt en date du 18 novembre 1977, la 1^{re} Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné :

1) MICHON François, né le 15 juillet 1920 à Pougues-les-Bains (Nièvre), président-directeur général, demeurant à La Celle-Saint-Cloud, 7, hameau des Bagoulevants, domaine de Saint-François-d'Assise, à 10 000 F d'amende pour publicité mensongère.

2) PERLEINS DE RICARD Eugène, né le 28 novembre 1906 à Grand-Bigard (Belgique), président-directeur général, demeurant à Bruxelles (Belgique), 35, av. du Président-Roosevelt, à 12 000 F d'amende pour publicité mensongère.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

Société Nationale des Industries des Lièges et du Bois

Un appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture des équipements suivants :

- Lot 1) - Matériel de Génie Civil, préparation, manutention et mise en œuvre du béton.
- Lot 2) - Engins de terrassements généraux.
- Lot 3) - Matériel de Transport et de Traction.
- Lot 4) - Matériel de levage.
- Lot 5) - Machines-Outils et Outillage.
- Lot 6) - Matériel de route.
- Lot 7) - Matériel de préfabrication.
- Lot 8) - Matériel Géotechnique.
- Lot 9) - Matériel Topographique.

Les fournisseurs intéressés par un ou plusieurs lots mentionnés ci-dessus sont invités à retirer dès parution du présent Appel d'Offres le cahier des charges et dossiers correspondants auprès de la Société Nationale des Industries des Lièges et du Bois ou 1, rue Kaddour-Rahim - HUSSEIN DEY - ALGER.

Les offres complètes accompagnées des pièces réglementaires doivent être adressées sous double enveloppe cachetée, portant la mention « NE PAS OUVRIRE - SOUMISSION EQUIPEMENTS » à S.N.L.B./E.G.I. - 1, rue Kaddour-Rahim - HUSSEIN DEY - ALGER. La date limite des offres est fixée à quarante-cinq (45) jours calendaires à compter de la parution du présent avis.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et de l'Industrie Pétrochimique

ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH

Division Hydrocarbures - Direction Transport

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

La Direction Transport, 9, rue Abu-Nouas, Hydra (Alger) lance un Appel d'Offres pour la réalisation « clés en main », tous corps d'état, d'un bâtiment administratif à Skikda d'une surface de 4.000 m² utiles en R + 2.

Les Entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer les cahiers des charges à l'adresse indiquée ci-dessus, contre la somme de deux cents (200) dinars algériens. Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront être adressées sous double enveloppe cachetée à SONATRACH - Direction Transport - 9, rue Abu-Nouas - Hydra (Alger) avant le 30 octobre 1978 inclus. Le cachet de la poste faisant foi. L'enveloppe extérieure devra porter clairement la mention « Offre pour le bâtiment administratif de Skikda. NE PAS OUVRIRE ». Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours.

Jean Claude Decaux recherche deux associés

Pour cinquante américains et deux allemands qui tentent chaque année de créer leur entreprise, on ne trouve qu'un français. L'augmentation du nombre des entreprises n'est en France que de 2 % par an, alors qu'elle atteint 4, voire 6 % dans d'autres pays.

Il est d'autant plus urgent de redresser cette situation que nous sommes dans une période où les nations se livrent une redoutable guerre économique dont ne se relèveront que celles qui auront su à temps mettre toutes les chances de leur côté. C'est pourquoi, chaque responsable, quel que soit son domaine d'activité, doit faire preuve d'imagination pour favoriser la création d'entreprises. C'est un moyen de servir son pays ; c'est aussi une solution susceptible de donner un nouvel essor à notre économie tout en contribuant à améliorer la situation de l'emploi.

Je propose à deux jeunes qui voudraient, en 1979, créer une entreprise à partir d'une idée, d'en assurer le financement et de leur attribuer gratuitement 50 % des actions.

Certaines conditions devront toutefois être remplies : L'idée devra être originale, car s'il est courant, en France, où les idées sont très mal protégées, de prendre celles des autres, l'expérience a montré que, finalement, les copieurs n'avaient que la place qu'ils méritaient.

Une priorité sera donnée à l'idée dont la concrétisation sera génératrice d'emplois.

Une prime sera accordée à l'idée qui permettra de développer l'exportation.

Afin de favoriser l'essor et le développement rapide de l'entreprise, les bénéfices devront y être réinvestis durant les premières années.

En tout état de cause, ne seront pas retenues les idées, même les plus astucieuses, qui n'auraient pour but que de permettre à leurs auteurs de se faire une situation sans créer une véritable entreprise.

Pourquoi deux associés ? Si ces conditions sont remplies, afin de donner une chance égale à tous, je retiendrais deux idées, l'une présentée par un diplômé, l'autre par un candidat sorti du rang.

A tous ceux qui seront tentés par cette offre, je dirai ceci : gardez-vous de certaines illusions.

Si vous échouez, tout le monde s'accordera pour dire que votre échec était prévisible.

Si vous réussissez, on parlera de chance. Bien peu, en effet, voudront reconnaître les véritables raisons de votre succès. Evidemment, sans l'idée rien n'est possible ; certes, la chance est un auxiliaire précieux, mais la valeur d'une idée réside essentiellement dans sa réalisation. Or, sa réalisation c'est l'acharnement au travail, ce sont tous les jours de l'année où vous ne vivrez que pour votre entreprise, ce sont des échéances parfois difficiles. Il est un fait qu'en France, aujourd'hui encore, il est plus facile d'être l'héritier que le créateur d'une entreprise : construire à partir d'une idée nouvelle dérange, parce que, à l'inverse de l'héritier qui poursuit la tradition, le novateur, lui, bouleverse les habitudes. Il faut savoir, en effet, qu'on accepte volontiers que les gens aient de l'argent, mais pas qu'ils en gagnent.

Ce sont là des faits. Pour entreprendre avec quelques chances de succès, il faut les connaître et les admettre. Mais finalement, tous ces obstacles sont peu de choses au regard des joies que vous éprouverez à réussir en déjouant les pièges qui vous seront tendus et à vaincre ceux qui tenteront à tout prix de freiner votre expansion.

En réalité, créer son entreprise est une merveilleuse aventure pour laquelle il faut un peu d'inconscience et beaucoup d'enthousiasme. Seuls les passionnés forceront la réussite.

En un mot, faites votre devise : « Être inerte, c'est être battu ».

La rigueur que je veux mettre dans le choix des deux meilleures idées m'oblige : — compte tenu de l'activité que j'exerce, à écarter toute suggestion concernant le mobilier urbain ou la publicité sous quelque forme que ce soit ; — à demander d'adresser les dossiers, en recommandé A.R. au plus tard le 31 décembre 1978 à Maître Gibault Huissier de Justice, service JCD, 10, boulevard de Sébastopol à Paris 75004.

Al Bank Al Saudi Al Fransi

(The Saudi-French Bank)

P. O. BOX 1
JEDDAH. SAUDI ARABIA

est heureuse d'annoncer l'ouverture de sa succursale, le

23 septembre 1978, à

RIYADH

Adresse : Airport Road
P.O. Box 1290
Téléphones : 60284 - 60288 - 63769
Télex : 201428 SJ SAFRIA
Cables : SAFBANK

JEDDAH - RIYADH - DAMMAM - AL KHOBAR

Une société anonyme saoudienne en association avec
BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ

ÉTRANGER

En Amérique latine

Le revenu par habitant a augmenté de 1,2 % en 1977

L'économie des vingt-trois pays d'Amérique latine a été marquée, en 1977, par un ralentissement de la croissance, une réduction marquée du déficit commercial et une persistance des tensions inflationnistes, constate la Banque inter-américaine de développement (BID) dans son rapport annuel. La production intérieure brute (340 milliards de dollars) a augmenté en volume de 4,5 % contre 4,8 % en 1976. Ce résultat est supérieur à celui enregistré en 1975 (3,1 %), mais nettement inférieur à ceux de la période 1968-1974 (7,2 %). Cependant, de 1980 à 1977, le P.N.B. a plus que doublé, passant de 129 milliards de dollars à 234 milliards (pour un taux de croissance moyen de 5,8 % par an), soit 28 % du produit global des pays en voie de développement.

Le déficit de la balance des paiements globale a quant à lui été ramené de 13,9 milliards en 1975 à 11,3 milliards en 1976, et 6,9 milliards en 1977, en raison principalement d'une forte croissance des exportations de marchandises. Celles-ci, qui avaient diminué de 7,7 % en 1975, ont progressé en valeur de 16,4 % en 1976 et de 14,1 % en 1977, s'établissant à 49,3 milliards de dollars. La hausse des prix de certains produits (café, cacao, laine) a contribué à cette amélioration. En revanche, les importations se sont accrues moins rapidement (10,5 %) en 1977 pour atteindre 47,5 milliards de dollars.

L'écart s'est creusé avec les pays industrialisés en ce qui concerne le P.N.B. par tête. Celui-ci n'a progressé que de

1,2 % en 1977, soit un taux inférieur aux années précédentes : 2,4 % en moyenne pour 1961-1965, 3,1 % pour 1966-1970, 4,5 % pour 1971-1974. Selon le rapport, il faudra vingt-cinq ans pour doubler le produit par habitant, à condition que l'évolution économique et démographique suive la tendance des dernières années. Le produit moyen par habitant en Amérique latine est actuellement de 1 040 dollars contre 645 dollars en 1960.

ALLEMAGNE FEDERALE

Le déficit de la balance des paiements a atteint 1,38 milliard de deutschemarks contre 1,5 milliard de deutschemarks au premier semestre 1977, tandis que les recettes dans ce domaine n'ont pas dépassé 400 millions de deutschemarks (contre 408 millions). Ainsi, le déficit de la balance des brevets et licences s'est établi à 880 millions de deutschemarks contre 745 millions. Pour l'ensemble de 1977, ce déficit s'est élevé à 1,5 milliard de deutschemarks. Au cours des dix dernières années, souligne la Bundesbank, ce déficit a triplé. Il est le plus important dans le secteur de l'électrotechnique et de la chimie et est particulièrement élevé par rapport aux États-Unis (830 millions de deutschemarks en 1977), aux Pays-Bas et à la Suisse. — (A.F.P.)

En Suède

Le gouvernement finance la création de trente mille emplois temporaires

De notre correspondant

Stockholm. — Le gouvernement suédois vient de présenter de nouvelles mesures destinées à freiner le chômage pendant l'hiver. Cette fois, 2 milliards de couronnes (à peu près autant de francs français) sont débloqués, en dehors du cadre budgétaire, pour financer un plan de soutien qui devrait permettre de créer trente mille emplois supplémentaires d'une durée de six mois.

La direction nationale du marché du travail a par ailleurs été chargée de développer la formation et le recyclage professionnel : soixante mille Suédois suivront cet hiver des cours spécialisés. Les conseils municipaux et régionaux ont, quant à eux, été priés de « faire le maximum » pour accroître le nombre de stages pratiques pour les jeunes dans les services publics et l'administration. Ces mesures viennent s'ajouter au crédit de 1,7 milliard de couronnes affecté récemment à la relance du secteur du bâtiment.

La situation sur le marché du travail ne cesse de se dégrader en Suède depuis un an et demi, en dépit du dispositif mis en place par le gouvernement pour enrayer le chômage. Selon le dernier rapport de l'Office central des statistiques, cent treize mille personnes (1,7 % de la population active) étaient sans travail au mois d'août, soit seize mille de plus qu'en juillet et vingt-quatre mille de plus qu'en août 1977 (+ 27%). Cinquante-quatre mille d'entre elles ont moins de vingt-quatre ans. Ce sont les chiffres les plus élevés enregistrés pour cette période depuis 1972.

Tous les partis font de la lutte contre le chômage un objectif prioritaire. « Nous ne capitulerons pas sur ce point », a déclaré le ministre libéral du travail, M. Rolf Wirtén. Le gouvernement a réagi rapidement à toute recrudescence du chômage, en augmentant l'embauche, en payant aux entreprises une partie du salaire des travailleurs mé-

naçés de l'immigration et en multipliant les cours de formation professionnelle : le mois dernier, cent vingt-cinq mille Suédois étaient en recyclage.

Depuis quelque temps toutefois, les sociaux-démocrates critiquent vivement la coalition gouvernementale. Leurs reproches visent moins les mesures de préservation de l'emploi que la politique économique en général. Un dirigeant de la centrale ouvrière L.O. a déclaré le 14 septembre que le gouvernement payait actuellement le prix de ses erreurs et de son sévère programme d'austérité : « Le ministre du travail est, a-t-il dit, apparemment chargé de penser les plans occasionnés par cette politique ».

De leur côté, les patrons et les représentants du commerce commencent, eux aussi, à trouver la situation préoccupante : la baisse de la consommation des ménages leur pose des problèmes croissants.

Les responsables politiques s'accordent à dire qu'il n'est pas possible de poursuivre éternellement cette politique de l'emploi au coup par coup. D'autant que la reprise se fait attendre. Le leader social-démocrate, M. Palme, a indiqué dans une revue économique que le maintien de l'emploi supposait pour l'avenir un taux de croissance annuelle de 3 % ou 4 % et un rythme d'investissements industriels de l'ordre de 11 %.

ALAIN DEBOVE.

U. R. S. S.

Le déficit du commerce extérieur soviétique a atteint 2,9 milliards de dollars au premier semestre 1978, contre 2 milliards pendant la période correspondante de l'année 1977 (+ 45 %).

En Suisse

Les autorités fédérales interviendraient pour aider les exportateurs

De notre correspondant

Berne. — Les autorités helvétiques apparaissent préoccupées. Prenant la parole, le 14 septembre, lors de la journée officielle du cinquante-neuvième Comptoir suisse à Lausanne, M. Fri Honnegger, chef du département fédéral de l'économie publique a estimé que « l'avenir économique de la Suisse s'annonce difficile. Les désordres monétaires, qui ont pris l'habitude de décharger sur notre pays, accablent notre économie d'un poids particulièrement lourd ».

Selon M. Honnegger, le gouvernement pourrait bien se trouver dans l'obligation d'intervenir pour sauvegarder les emplois provenant des exportations.

Dans l'ensemble, les ventes à l'étranger s'étaient encore légèrement accrues pendant le premier semestre de l'année. Toutefois, pour la première fois depuis 1976, une baisse des exportations de 3,8 % en valeur et de 1,1 % en volume a été enregistrée en juillet dernier.

Pour rester compétitives, de nombreuses entreprises ont été amenées à réduire leurs marges bénéficiaires, et certaines, notamment dans l'industrie des produits alimentaires, vendent même à perte. Des secteurs comme les machines et la chimie résistent mieux et parviennent encore à améliorer leurs résultats. Mais l'horlogerie, le textile, sont particulièrement affectés : plusieurs firmes ont déjà réduit leurs horaires de travail et des licenciements sont à prévoir au cours des prochains mois.

Cependant, la Banque nationale suisse, dont les responsables se sont réunis le 13 septembre à Zurich, n'est apparemment guère mieux armée que le gouvernement helvétique lui-même pour enrayer le renchérissement constant du franc suisse. Faisant écho aux recommandations faites en août dernier par les autorités fédérales, l'Institut d'émission a toutefois annoncé qu'il étudierait actuellement des mesures complémentaires susceptibles d'apaiser le marché des changes et d'alléger la situation de l'industrie suisse d'exportation et du tourisme.

La Banque nationale rappelle que jusqu'ici elle s'est efforcée de freiner la hausse du franc en intervenant parfois massivement sur le marché des changes, en accroissant fortement la masse monétaire et en favorisant une baisse des taux d'intérêt. Pour l'année en cours, précise-t-elle, l'augmentation de la circulation monétaire sera probablement supérieure à 10 %. L'Institut estime, comme le Conseil fédéral, que « l'abandon de la stabilité monétaire n'est pas la situation ni les perspectives de

notre économie, mais pourrait l'aggraver davantage ». À ce regard, la politique suivie jusqu'à fait ses preuves, puisque l'inflation dépasse à peine 1 % qu'à la fin du mois d'août. Suisse ne comptait que sept mil huit cent quarante chômeurs soit 0,3 % de la population active.

Des soucis identiques ressortent du rapport annuel de l'Association suisse des banquiers publié le 15 septembre à Bâle. Si l'exercice écoulé a été meilleur qu'attendu, les banquiers estiment que les incertitudes économiques actuelles « laissent toutefois peu de place à longue échéance l'optimisme ». Tout en se montrant prêts à accepter des mesures « rendues inévitables » par la revalorisation du franc suisse, l'Association des banquiers considère cependant que « les interventions nécessaires à notre système économique ne doivent être prises qu'en cas d'extrême nécessité et ne durent que le temps minimum pour rétablir la situation ».

JEAN-CLAUDE BUHRER.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Rectificatif à l'avis financier paru le 16 septembre 1978. Lire la première phrase du communiqué S.N.E.A. : « La situation provisoire des comptes S.N.E.A. arrêtés au 30 juin 1978, fait apparaître un résultat de 540 millions de francs après impôts, amortissements et provisions (pour 640 millions de francs pour le premier semestre 1977) au lieu de : « Pour 640 millions de francs au 1^{er} septembre 1977. »

Avis financiers des sociétés

Caisse Nationale de l'Énergie

Établissement Public National - Siège social : 17, rue Caumartin 75009 Paris

Emprunt 10,30% d'un milliard de francs

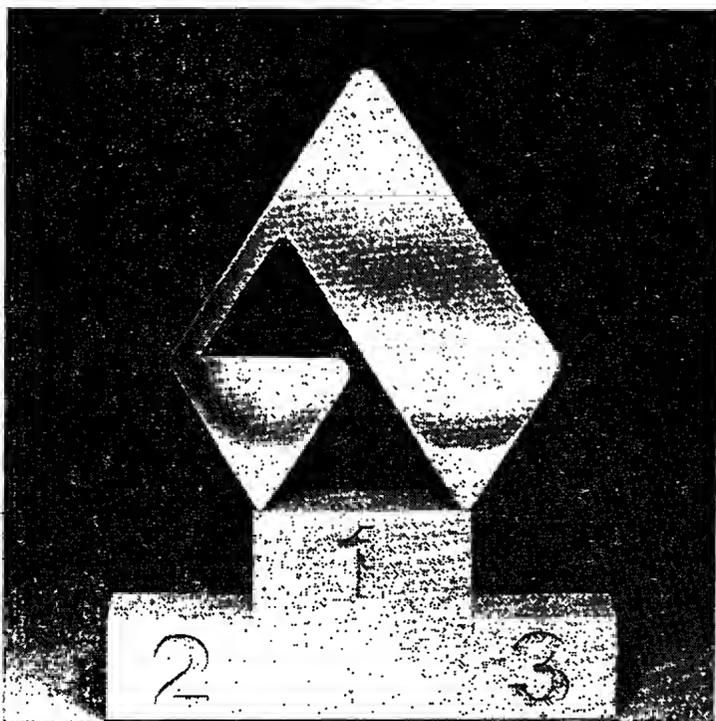
Prix d'émission : le pair soit 2000 F par obligation.
Date de jouissance : 25.09.1978
Intérêt annuel : 10,30 %, soit 206 F par obligation, payable le 25.9 de chacune des années 1979 à 1983.
Durée de l'emprunt : 15 ans.
Amortissement : En 13 annuités constantes après un différé de 2 ans : soit par remboursement au pair le 25.9 de chacune des années 1981 à 1983 à la suite d'un tirage au sort, pour la moitié au moins des titres à amortir : soit par rachats en Bourse.

Souscriptions : Les souscriptions sont reçues, aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles :
• Caisse Nationale de l'Énergie ;
• Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications ;
• Caisse d'Énergie ;
• Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.
Cotation : Les obligations du présent emprunt feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).

Taux de rendement actuariel brut : 10,27%

L'admission des obligations en SICOVAM sera demandée.

Note d'information de la COB portant le visa 78-82 du 25/7/78



Abecor: bien placé pour le crédit international dont vous avez besoin.

Chacune des banques membres d'Abecor - la BANQUE NATIONALE DE PARIS en France - compte parmi les plus grandes de son pays. Mais, ce n'est pas seulement pour cette raison qu'Abecor est connu comme le plus important organe de coopération bancaire en Europe.

Par son efficacité. A des actifs supérieurs à 250 milliards de dollars, Abecor ajoute en effet le savoir-faire et l'expérience de ses milliers de spécialistes bancaires.

Par sa rapidité. En règle générale, un crédit sera très rapidement mis à votre disposition par n'importe quelle banque Abecor, comme il le serait par votre propre banque. Pour cette raison, Abecor est bien placé pour les financements internationaux.

Par sa simplicité. Abecor, c'est la simplicité même. En France, il vous suffit de prendre contact avec l'agence de la Banque Nationale de Paris qui tient votre compte.

Dans les autres pays, adressez-vous à la Banque Abecor du pays.

Banques membres d'Abecor :
Algemeine Bank Nederland
Banca Nazionale del Lavoro
Banque Bruxelles Lambert
Banque Nationale de Paris
Barclays Bank
Bayerische Hypotheken- und Wechsel-Bank (HYPO BANK)
Dresdner Bank
Österreichische Länderbank
Membre associé :
Banque Internationale à Luxembourg
Membre associé spécial :
Banque de la Société Financière Européenne.



La BNP est la banque Abecor en France.

سبكتا من الامهال

LES MARCHÉS FINANCIERS

REPRISE DES ÉMISSIONS EN EUROFRANCS

La nouveauté attendue du marché de l'eurofranc français est maintenant chose faite. A la suite d'une réunion mercredi dernier, le comité de l'eurofranc français, sous la présidence de M. Haberer, directeur du Trésor, les grandes lignes d'une politique destinée à faciliter la renaissance et l'expansion permanente de ce secteur de l'eurofranc ont été décidées.

Dans ce cadre général, quatre émissions internationales en francs français seront lancées d'ici à janvier-février prochains. Deux d'entre elles seront destinées à être pour le compte de débiteurs étrangers et les deux autres pour celui d'emprunteurs français. Les deux premières ont été émises par des entreprises publiques et à un placement privé.

Le but de l'ensemble de ces opérations est de donner à l'eurofranc français un caractère de liquidité et de facilité de placement qui lui permettent d'être un instrument de placement sûr et rentable pour les investisseurs étrangers et de constituer une source de financement pour les entreprises françaises.

LONDRES

Calme et hésitant. Dans un marché calme et indécis, les industriels s'efforcent et les ministres d'être repliés en l'honneur de l'évaluation du métal.

Table with columns: Valeurs, Clôture, Cours. Lists various commodities and their prices.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE LESIEUX. Les réalisations effectuées par 1977 ont permis un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de francs.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: Valeurs françaises, Valeurs étrangères, C. DES AGENTS DE CHANGE.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: 1 dollar (en yen), 100, 100.

B. A. L. O.

Le Bulletin des annonces légales obligatoires du lundi 18 septembre publie notamment les insertions suivantes :

S.A.R.L. des autorisations. Émission et cotation d'un emprunt obligataire de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: Valeurs françaises, Valeurs étrangères, C. DES AGENTS DE CHANGE.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: 1 dollar (en yen), 100, 100.

Main financial table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

BOURSE DE PARIS - 15 Septembre - COMPTANT

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

MARCHÉ A TERME

Table with columns: Valeurs, Précéd., Premier, Dernier, Compt. premier. Lists various financial instruments and their prices.

COTE DES CHANGES

Table with columns: Marché officiel, Cours précéd., Cours 15. Lists exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Monnaies et devises, Cours p.l.c., Cours 15. Lists gold and silver prices.

Vertical text on the left margin: En Suisse, fédérales internationales, aider les exportations, énergie.

Handwritten note at the top: سوق المال

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDÉES — RÉPLIQUES A PHILIPPE NEMO.
- 3 à 6. ÉTRANGER — La fin des entretiens de Camp David.
- 7. AFRIQUE — ÉTHIOPIE : la « conférence de solidarité » contre l'impérialisme.
- 8. ASIE
- 8-9. EUROPE — Luxembourg : l'ort d'être prêt (II), par Bernard Brunschwig.
- 10. AMÉRIQUES — Les combats au Nicaragua.
- 11 à 13. POLITIQUE
- 14. SOCIÉTÉ — RELIGION : Mgr Echeagury à « L'homme en question ». — DÉFENSE : un accord de fabrication a été conclu entre Dassault et un consortium.
- 14-15. JUSTICE
- 16. ÉDUCATION
- 17. SPORTS — MOTOCYCLISME : Honda remporte le 42^e Bol d'Or.
- 18 à 20. CULTURE
- 20. ÉCHOS

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
PAGES 23 à 26

P.M.I. : Une analyse trop optimiste sur la progression des liquidités.

Les négociations sur le projet monétaire européen :

- Une proposition pour sortir de l'impasse.
- Comment déterminer un partage « équitable » des charges.
- Pourquoi le système de « serpent » est techniquement supérieur à celui qu'on veut lui substituer.
- A quelle condition lier le franc et le deutschemark.

37 à 40. SUPPLÉMENT SICOB

42. RÉGIONS
— EN ÎLE-DE-FRANCE : « Urbainisme démocratique et loi de la jungle », point de vue par Paul Quélet.

43. ÉQUIPEMENT

44 à 46. ÉCONOMIE SIDÉRIQUE : près de trente et un mille emplois pourraient disparaître entre 1977 et 1983.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (28)
Annonces classées (27 à 30) ; Aujourd'hui (26) ; Carrefour (25) ; Journal officiel (24) ; Météorologie (23) ; Mots croisés (22) ; Bourse (47).

La publication hebdomadaire de pages consacrées à

L'ÉVÈNEMENT

représente à partir du numéro du 20 septembre 1978. Ces pages offrent à nos lecteurs, pendant l'année scolaire, un dossier destiné à éclairer l'actualité en France et à l'étranger.

NOUVEAUX TISSUS "COUTURE" AUTOMNE-HIVER

- Étoffes imprimées exclusives.
- Tweeds et chevrottes d'Irlande.
- Draps, réversibles, poils de chamois, cachemires, loutoux linéages pour manteaux.
- Mohairs anglais, écossais.
- Jerseys, ajourés, style "tricot".
- Cartés, pameaux et bases.
- Imprimés d'hiver depuis 15,90 F.
- Loden d'Autriche, cahans.
- Soieries, lamés, crêpes, dentelles.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le numéro du « Monde » daté 17-18 septembre 1978 a été tiré à 515 637 exemplaires.

A B C D E F G

En Iran Plusieurs milliers de personnes ont été tuées lors d'un séisme

Téhéran (A.P., A.F.P., Reuters, U.P.J.). — Le très violent tremblement de terre qui a secoué l'est de l'Iran, le 16 septembre, vers 18 h. 40 (heure locale, soit 17 h. 40 heure de Paris), est, sans nul doute, le plus meurtrier qui se soit produit dans le monde depuis le début de l'année.

La région frappée est relativement peu habitée ; mais elle compte cependant des bourgades et des villages qui ont beaucoup souffert du séisme. La région étant très isolée, les informations sur les catastrophes sont encore très fragmentaires.

Il semble que la bourgade de Tabas, dont la population est de l'ordre d'une dizaine de milliers de personnes, ait été presque entièrement détruite. Dans cette seule localité, il y aurait plusieurs milliers de morts. A l'heure du séisme, la plupart des habitants étaient chez eux et, d'autre part, les constructions sont faites de briques crues, c'est-à-dire un matériau qui résiste très mal aux séismes.



Dès le lendemain du tremblement de terre, des équipes de secours ont pu atteindre les localités de Tabas et de Birjand, par avion ou par hélicoptère. L'armée et la société du Lion et du Soleil rouges (l'équivalent iranien de la Croix-Rouge) participent aux travaux de sauvetage qui sont d'autant plus urgents que la chaleur est encore torride.

Il existe, en Iran, deux localités portant le nom de Tabas, dont les coordonnées sont, respectivement, 37° 37' nord, 56° 54' est et 32° 48' nord, 60° 14' est. La carte ci-dessus montre la position du deuxième Tabas. Il semble bien que nous ayons fait un erreur et que la localité détruite par le séisme soit l'autre. Cela serait confirmé par les coordonnées provisoires de l'épicentre calculées par le laboratoire de séismologie et de géophysique du Commissariat à l'énergie atomique : 33° 7' nord - 56° 5' est.

DES CATASTROPHES TRÈS MEURTRIÈRES

Chaque année, l'Iran subit plusieurs tremblements de terre. Avant 1980, sept séismes, au moins, ont provoqué la mort de 18 000 personnes ou plus. En 1955 : 45 000 morts dans le Khorassan ; 1948 : 3 000 morts dans le Khorassan ; 1941 : 18 000 morts à Tabas ; 1925 : 40 000 morts à Kachan à une centaine de kilomètres au sud-est de Qom ; avril 1853 : 12 000 morts à Chiraz ; juillet 1853 : 18 000 morts à Isfahan.

Depuis 1953, on note une dizaine de séismes qui, tous, ont été très meurtriers :

- 12 février 1953, 971 morts au sud de la chaîne de montagnes qui domine Téhéran (magnitude 4,5) ;
- octobre 1956, 418 morts dans la région de Lar (magnitude 4,6) ;
- 13 décembre 1957, plus de 2 000 morts dans le Khorassan (magnitude 7,2) ;
- 28 avril 1960, 400 morts à Lar (magnitude 6) ;
- 1^{er} septembre 1962, 12 225 morts à Qarvin et dans les villages environnants (magnitude 7,3) ;
- 31 août 1968, plus de 10 000 morts et 70 000 personnes sans abri dans le Khorassan (magnitude 7,4) ;
- 28 juillet 1974, 178 morts et 18 000 sans abri à Gorgan, près de la mer Caspienne (magnitude 6,6) ;
- 18 avril 1975, 3 574 morts, 43 villages détruits, la région de Ghaz (magnitude 7) ;
- 21 au 31 mars 1977, 500 à 800 morts, plus de quarante blessés dans la région de Bandar-Abbas (magnitude 7 pour la première, 4,5 à 4,8 pour les autres).

Une mosaïque de « plaquettes »

Il n'est pas d'année où la terre ne tremble pas en Iran. Ce pays est coincé, en effet, entre la masse de l'Eurasie et celles de l'Inde et de l'Arabie. Depuis une quarantaine de millions d'années, l'Inde a commencé à « télescopier » le continent asiatique et ce déplacement, progressif et lent, certes, mais inexorable, continue de nos jours. Depuis une dizaine de millions d'années, l'ouverture de la mer Rouge fait phoner l'Arabie vers le nord-est et celle-ci comprime l'Iran. Enfin, il ne faut pas oublier la lente morsure vers le nord de la masse africaine.

Tous ces mouvements se conjuguent pour plisser l'Iran et morceler tout le Proche-Orient, depuis la Grèce jusqu'à l'Inde, en une mosaïque de « plaquettes » qui ne cessent de se réajuster les unes par rapport aux autres. Chaque réajustement se traduit par un tremblement de terre.

On peut distinguer, en Iran, plusieurs grandes zones sismiques :

- Les monts Zagros, qui dessinent depuis le nord-ouest jusqu'au sud du pays, un grand arc de cercle ;
- Une zone orientée est-ouest, qui est située au nord du pays, passe au sud de la Caspienne et se prolonge jusqu'aux monts Tien Chan.
- Une grande faille est-ouest, située au sud de la précédente qui tourne dans le Khorassan oriental, pour prendre une direction nord-sud.
- De grandes failles nord-sud dans l'est du pays.

Avec une magnitude de l'ordre de 7, le tremblement de terre est l'un des plus violents qui se soient produits depuis le début de cette année.

NOUVEAUX DIPLOMES pour ceux qui ont appris une langue étrangère

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter, parallèlement à leurs activités professionnelles, leur formation par un des diplômes suivants :

- Diplômes des Chambres de Commerce étrangères, compléments indépendants de la formation en commerce et des affaires ;
- B.T.S. Traducteur Commercial attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ; Diplômes de l'Université de Cambridge (anglais), certifiés de l'Information, tourisme, hôtellerie ;
- Brevets, certificats, représentations, examens, cadres et directeurs commerciaux, auront tiré profit de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leur qualification professionnelle.

Le département Information-Orientation de Langues et Affaires, Service 306, 34, rue Colonna, 92091 Paris-Levallois, envoie sur demande des documents gratuits sur ces diplômes (préparation et débours). Tél. 278-91-88 (organisme privé).

« Nous repartons bredouilles »

déclare M. Séguy après son entretien avec le ministre du travail

Une délégation de la C.G.T., conduite par M. Séguy a été reçue lundi matin 18 septembre par M. Boulin, ministre du travail et de la participation. En fin d'après-midi, les dirigeants cégétistes et ceux de la C.F.D.T. devaient se rencontrer pour examiner les modalités de l'action à engager contre le chômage. Ils ne s'étaient pas officiellement rencontrés depuis le 19 mai.

« Nous repartons bredouilles, rien n'a bougé et les négociations avec le patronat s'enlèvent », a déclaré M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., après une heure et demie d'entretien avec le ministre. Pour la délégation de la C.G.T., la rencontre de lundi n'a rien apporté de plus que celle qui a eu lieu en mai dernier, lors de l'annonce de discussions avec le patronat. M. Séguy a rappelé ses propositions pour des discussions ponctuelles sur la réduction de la durée du travail, la durée maximale, la cinquième semaine de congés payés, sans obtenir d'autre précision que le gouvernement faisait confiance à la politique contractuelle.

Pour M. Boulin, le contact a permis d'être plus clair, dans la mesure où le gouvernement fait confiance à la politique contractuelle. Si elle n'aboutit pas, le ministre a invité M. Séguy à venir le revoir et le gouvernement prendra des mesures, « je ne suis pas contre une rétrocession progressive de la durée hebdomadaire », a dit M. Boulin.

LE PRÉSIDENT DE PARIS-VIII PORTE PLAINTE EN DIFFAMATION CONTRE Mme SAUNIER-SETÉ

M. Pierre Merlin, président de l'Université Paris-VIII (Vincennes), a déposé une plainte en diffamation contre Mme Alice Saunier-Seté, ministre des universités, jeudi 14 septembre. M. Merlin déclare que sa plainte fait suite à des propos tenus par la ministre à Brignogan-Plage (Finistère), au cours d'un dîner-débat le 15 juin 1978, selon lesquels « à Vincennes, on a dévalorisé des diplômés à un cheval ». M. Merlin avait alors demandé à Mme Alice Saunier-Seté de retirer ses propos, ce qu'elle n'a pas fait.

En portant plainte le 14 septembre pour éviter d'être en dehors du délai limite de trois mois exigé pour la validité d'une plainte en diffamation, le président de Paris-VIII affirme vouloir « laisser juger l'opinion au niveau auquel s'abaisse un ministre dans les hautes qui l'ont vu à l'épave d'une université dont elle assure la tutelle ». M. Merlin nous a indiqué qu'il pensait que les propos du ministre avaient pour origine « une plaisanterie d'une informaticienne » de son université.

M. RAYMOND MARCELLIN (P.R.) EST ÉLU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE BRETAGNE

(De notre correspondant.)

Saint-Brieuc. — Le conseil régional de Bretagne, réuni ce mardi 18 septembre à Saint-Brieuc, a procédé à l'élection d'un nouveau président après le décès, cet été, de M. André Collin (le Monde du 30 août), auquel il a rendu hommage.

M. Raymond Marcellin, sénateur (P.R.-U.D.F.) du Morbihan, président du conseil général de ce département, a été élu par 47 voix sur 67 votants et 2 bulletins blancs. Mme Marie-Jacqueline Desoaches, conseiller général (P.S.) du Finistère, a obtenu 13 voix. M. Louis Le Roux, adjoint au maire de Brest (P.C.), a eu 5 voix.

M. Marcellin a été élu à la présidence de la Région Bretonne en 1964 sous la V^e République et a été réélu en 1974. Il a été élu par 47 voix sur 67 votants et 2 bulletins blancs. Mme Marie-Jacqueline Desoaches, conseiller général (P.S.) du Finistère, a obtenu 13 voix. M. Louis Le Roux, adjoint au maire de Brest (P.C.), a eu 5 voix.

Grâce à la faim d'un ouvrier de Rhône-Poulenc. — Un ouvrier de l'usine Rhône-Poulenc de Besançon a entrepris, depuis le mercredi 12 septembre, une grève de la faim pour protester contre des mutations qui seraient organisées pour inciter les ouvriers à quitter d'eux-mêmes leur emploi. Le directeur de l'établissement, qui devra fermer en 1980, s'est engagé à fournir un emploi à ses deux mille ouvriers.

Les nouveaux calculateurs Hewlett-Packard en vedette à "la Règle à Calcul."

Scientifiques

HP-91E 388,08 F.t.t.c.

HP-92E 558,60 F.t.t.c.

HP-93E 670,32 F.t.t.c.

Financiers

HP-97E 511,56 F.t.t.c.

HP-98E 817,32 F.t.t.c.

Le prix comprend : batterie, chargeur 110-220 V, housse de protection, manuel d'utilisation et d'application, garantie 1 an. Démonstration vente sur stock.

la Règle à Calcul

1^{er} distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP. 65-67 bd Saint-Germain, 75005 Paris Tél. 033 02.63/033 34.61.

HEWLETT PACKARD

parlez **RUSSE...**

LOGOS international

centre privé de formation

4, Villa Organo 75018 PARIS TEL : 255.09.05

3, rue de l'Arrivée CIT Montparnasse 4^e ét. 75015 PARIS TEL. 538.78.00 TOURS - NANTES - OLLAINE - MUNICH

FORMATION REMUNEREE JEUNES de 18 à 26 ans de niveau "BAC-2"

désireux d'accéder rapidement à un premier emploi dans les secteurs suivants :

- Distribution
- Commercialisation

le **cerpic** (Groupe ESSEC)

Centre conventionné par l'Etat vous propose la formule suivante :

- une session de formation supérieure, spécialisée, de 6 mois à temps complet (S.M.I.C.), rémunérée par l'Etat (75 % de S.M.I.C.) ;
- des contacts et entretiens avec un grand nombre d'entreprises, facilitant l'embauche en fin de formation ;
- un stage d'application en entreprise (6 semaines) inclus dans les 6 mois.

Informations et présentations de candidatures de 9 heures à 17h 30, du au jour au CERPIC, 3 bis, rue Alexis Carrel Paris 15^{ème} (ex. Passage Lavoisier, avenue de Suffren) Tél : 754.70.71 - 273.22.80

Début des cours : OCTOBRE 1978.

En 1978, 85 % des stagiaires ayant suivi la formation du Cerpic ont trouvé un emploi.

RAFFERMISSEMENT TRÈS MODÉRÉ DU DOLLAR

A l'annonce de l'accord de Camp David, le dollar a commencé par remonter très rapidement, lundi 18 septembre, pour retomber peu après. Pour les milieux financiers internationaux, le danger de voir les pays producteurs de pétrole prendre des mesures de rétorsion paraît écarté, mais les problèmes posés par l'inflation et le déficit commercial des Etats-Unis restent entiers. Aussi le cours du dollar, passé initialement de 1,9750 D.M. à près de 2 D.M. à Francfort, et de 1,5450 franc suisse à plus de 1,60 franc suisse à Zurich était revenu lundi, en fin de matinée, à 1,9880 D.M. et 1,5925 F.S., en dessous de son niveau de vendredi. A Paris, il n'a progressé que de 4,3750 F à 4,3975 F, après 4,41 F il est vrai.

La nouvelle assemblée de l'Association internationale de parlementaires de langues françaises a achevé ses travaux samedi 16 septembre à Laiberville. Une centaine de députés de vingt-six pays membres de l'A.I.P.L.F. ou observateurs ont participé à cette session.

LECTURE RAPIDE

Méthode TELEC : amélioration vitesse de lecture et CONCENTRATION INTELLECTUELLE

Stages intensifs : mardi 10, 17, 24 Oct. ou mardi 7, 14, 21 Nov. et journées de rappel mardi 24 Avril 1979.

Stages progressifs : lundi de 9h à 12h, de 6 Oct. au 14 Déc. et journée de rappel vendredi 27 Avril 1979.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

C.P.M. CENTRE MALESHERBES 109 Bd Malesherbes Paris 75017 - Tél. 766.51.34

du 15 au 30 septembre offre spéciale d'avant-saison **NICOLL** COSTUME SUR MESURES

formule **1030 F** avec gilet 1180 F

NICOLL LA TAILLEUR ANGLAISE DU VÊTEMENT 29, RUE TRONCHET PARIS 8^e

مكتبة النسخ